

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°466

JANVIER 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## SOMMAIRE

- **IRAK : 4 MORTS ET 17 BLESSÉS DANS UNE ATTAQUE IRANIENNE PAR MISSILES BALISTIQUES CONTRE ERBIL**
- **TURQUIE : COMPROMIS AVEC WASHINGTON ET DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES MUNICIPALES**
- **IRAN : RÉPRESSION À L'INTÉRIEUR, ATTAQUES CONTRE LES ÉTATS VOISINS**
- **ROJAVA : DES CENTAINES DE LOCALITÉS PRIVÉES DE COURANT**

---

### IRAK : 4 MORTS ET 17 BLESSÉS DANS UNE ATTAQUE IRANIENNE PAR MISSILES BALISTIQUES CONTRE ERBIL

**L**a situation sécuritaire continue de se dégrader au Kurdistan irakien, cible à la fois des bombardements récurrents turcs, des attaques par drones explosifs des milices chiïtes irakiennes pro-iraniennes et désormais des Gardiens de la révolution iraniens

Après les bombardements, le 31 décembre, par un drone chargé d'explosifs d'une base de Peshmergas près de Pirmam, au nord d'Erbil, les milices chiïtes pro-iraniennes se réclamant d'une « Résistance islamique en Irak » ont lancé de nouvelles attaques

le 2 janvier contre une base de la Coalition internationale près de l'aéroport d'Erbil, le 4 janvier contre une base de la même Coalition à Harir, à 77 km au nord-est d'Erbil, et le 11 janvier à nouveau contre l'aéroport d'Erbil. Ces drones suicides ont été abattus par la défense anti-aérienne de la Coalition internationale et ils n'ont pas fait de victimes mais ont commencé à diffuser au sein de la population civile un sentiment d'inquiétude et d'insécurité.

Le 15 janvier, c'est une attaque d'une autre ampleur qui a déchiré la paisible nuit de la capitale kurde

et suscité une vague d'indignation. Une salve de 11 missiles balistiques venant de l'Iran s'est abattue sur la périphérie d'Erbil, à quelques encablures du consulat général américain, sur la résidence d'un promoteur immobilier kurde Peshraw Dizayee, 62 ans, qui a été tué sur le coup ainsi que sa fille de 11 mois, Jîna, la nounou philippine de celle-ci et un homme d'affaires chrétien de Bagdad de passage à Erbil. 17 civils, dont Madame Dizayee, dentiste de profession, ont été grièvement blessés.

Les Gardiens de la révolution ira-

---

---

niens ont revendiqué cette attaque contre « *le quartier général de l'espionnage israélien dans la région* ». Une accusation farfelue car cet homme d'affaires prospère, PDG du groupe FALCON, réputé sympathisant du Parti Démocratique du Kurdistan, n'était pas impliqué dans la politique. Une mission diligentée par le Premier irakien al-Soudani, dirigée par son conseiller de sécurité nationale Qassim al-Araji, s'est rendue sur place et a pu constater qu'il s'agissait d'une résidence civile sans aucune installation technique particulière. Le ministère des Affaires étrangères irakien a condamné dans la foulée ces tirs de missiles meurtriers et dénoncé « *une agression visant la souveraineté de l'Irak et la sécurité du peuple* ». Bagdad a rappelé son ambassadeur à Téhéran et promis de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Le Conseil de sécurité de la Région du Kurdistan rappelant que les attaques avaient visé des zones résidentielles civiles et que les accusations iraniennes étaient dénuées du moindre fondement a dénoncé cette « *violation flagrante de la souveraineté de la Région du Kurdistan et de l'Irak* ». « *Le gouvernement fédéral et la communauté internationale ne doivent pas rester silencieux face à ce crime* » déclare le communiqué du Conseil.

Ce crime non justifié est survenu alors que nombre de dirigeants de la planète étaient réunis à Davos, y compris le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani. Celui-ci y a rencontré le Président Macron, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, le conseiller de sécurité nationale américain Jake Sullivan, qui ont tous exprimé leur solidarité avec le peuple kurde et condamné avec fermeté l'agression iranienne. Le Premier ministre irakien et son homologue kurde ont annulé une rencontre prévue avec le ministre iranien des Affaires étrangères à Davos. Lors de son audience générale du 17 janvier, le Pape

François a exprimé « *sa proximité et sa solidarité avec les victimes de l'attaque de missiles dans la zone urbaine d'Erbil* » (voir p.55).

Au Kurdistan, après les funérailles des victimes, en présence de l'ancien président Massoud Barzani et de très nombreuses personnalités politiques, culturelles, religieuses de tous bords, plusieurs manifestations populaires de protestation ont eu lieu. Un appel à boycotter les produits iraniens a rencontré un large écho médiatique (voir p.63).

De son côté, l'Iran a continué à défendre sa version officielle. Dans une conférence de presse donnée le 17 janvier à Téhéran, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian a déclaré « *Nous avons frappé une base du Mossad en un endroit de la Région du Kurdistan de l'Irak et nous avons frappé avec des missiles de précision. Cela ne veut pas dire que nous avons frappé et ciblé l'Irak. Nous avons ciblé Israël qui reste un ennemi commun de nos deux pays* ». Pour « étayer » cette version, des média iraniens, notamment l'agence de presse TAS-MIM proche des Gardiens de la révolution, ont diffusé des photographies montrant l'homme d'affaires kurde Dizayee en compagnie d'un Israélien présenté comme responsable du Mossad. Manipulation grossière démontée entre autres média par France 24 et la chaîne kurde RUDAW (<https://www.institutkurde.org/info/de-s-medias-iraniens-participent-a-la-desinformation-pour-justifier-les-frappes-1232552337>) et dénoncée comme une campagne de désinformation par le Département d'État américain (voir p.79).

Sur le plan politique, les députés irakiens soutenus par l'Iran ont commencé à recueillir des signatures pour une pétition demandant la tenue d'une session extraordinaire visant à mettre fin légalement à la présence américaine en Irak. La pétition a été introduite

après que le Premier ministre irakien Mohammed Shia al Soudani qui a qualifié la frappe aérienne américaine de « violation de la souveraineté de l'Irak » et a annoncé la formation d'un comité conjoint chargé de planifier le retrait américain du pays. Aucun député kurde n'avait signé la pétition.

Au cours des quatre derniers mois, les employés de la région du Kurdistan n'ont pas reçu leurs salaires car le gouvernement fédéral n'a pas encore publié le budget fédéral du Kurdistan. Une délégation du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) s'est rendue à Bagdad pour discuter des contrats du GRK avec des compagnies pétrolières étrangères, alors que le gouvernement fédéral a pris le contrôle des exportations pétrolières kurdes. Cela dit, les exportations de pétrole du Kurdistan restent stoppées par la Turquie et l'Irak depuis mars 2023.

Le secrétaire de presse du Pentagone, le général de division Pat Ryder, a répondu aux efforts des partis soutenus par l'Iran pour expulser les forces américaines d'Irak en déclarant que le personnel américain se concentrait sur la mission anti-EI (Daech) et se trouvait dans le pays à l'invitation du Gouvernement irakien. Le Premier ministre irakien Mohammed Shia al Soudani a déclaré à Reuters que le gouvernement irakien cherchait un retrait rapide des États-Unis mais n'avait pas encore fixé de date limite pour un tel retrait. Cela dit, le ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein a déclaré à Al Arabiya que l'Irak ne voulait pas créer une « situation chaotique dans ses relations avec Washington » et a souligné l'importance de « *la préparation interne avant le début des négociations* ».

Les attaques des milices chiites pro-iraniennes se sont poursuivies tout au long du mois. Le 20 janvier, la base américaine d'Al-Asad, dans l'ouest de l'Irak, a subi une série

de tirs de rockets et de drones de ces miliciens qui voulaient venger la mort le même jour de 5 « conseillers » iraniens de haut rang à Damas dans une attaque attribuée à Israël (Le Figaro, NYT, 20 janvier). Deux soldats américains ont été blessés. Le 25 avril, le système de défense anti-aérien américain a déjoué une attaque de drones d'une milice chiite contre une base située près de l'aéroport d'Erbil. Le même jour, des milices soutenues par l'Iran avaient déjà frappé le champ gazier de Khor Mor avec des drones, privant d'électricité des millions de personnes. Parallèlement, la chaîne kurde Rudaw a révélé que le gouvernement irakien n'avait pas encore déposé de plainte contre l'Iran auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies, comme il l'avait annoncé après l'attaque de missiles balistiques iraniens sur Erbil. Par ailleurs, le département du Trésor américain a sanctionné trois diri-

geants de la milice Kata'ib Hezbollah et trois sociétés, dont la compagnie aérienne irakienne Fly Baghdad et al Huda Bank, pour avoir soutenu la Force Quds du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI-QF) et les milices soutenues par l'Iran à travers des activités comme le blanchiment d'argent et la contrebande d'armes.

L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR) a appelé le Congrès à prendre des mesures « pour aider à persuader » le gouvernement irakien de reprendre les exportations de pétrole du Kurdistan, interrompues depuis mars 2023. L'APIKUR a évalué le manque à gagner à plus de dix milliards de dollars de dollars américains et affirmé que l'investissement international est menacé en raison de la pause des exportations. L'APIKUR a également appelé à la mise en œuvre de la

loi budgétaire irakienne afin que les entreprises qui investissent dans la région soient rémunérées. Les fonctionnaires du Kurdistan restent impayés pour le quatrième mois consécutif alors que Bagdad refuse de débloquer le budget alloué au Kurdistan.

Le 28 janvier, des milices chiites irakiennes ont attaqué avec un drone chargé d'explosifs une base américaine en Jordanie. Le bilan est lourd : 3 militaires américains tués, une trentaine de blessés. Le président Biden a désigné « des groupes pro-Iran » et menacé de représailles : « N'ayez aucune doute, nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables au moment et de la manière que nous voulons » (AFP, Le Monde, 28 janvier). L'Irak s'est empressé de condamner cette attaque meurtrière sans être en mesure d'arrêter et de juger ses responsables. L'Iran, de son côté, a dénié toute responsabilité.

---

## TURQUIE : COMPROMIS AVEC WASHINGTON ET DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES MUNICIPALES.

**L**a Turquie est entrée de plain-pied dans la campagne pour les élections municipales du 31 mars. Les enjeux sont importants pour la coalition gouvernementale AKP-MHP qui déploie des grands moyens pour reconquérir les municipalités des grandes métropoles comme Istanbul, Ankara et Izmir ravies par l'opposition lors des dernières municipales.

Pour y parvenir, le président turc, en campagne permanente, dépense sans compter, multiplie les promesses et laisse clairement entendre que des municipalités dirigées par des partis d'opposition ne bénéficieront pas de la pleine coopération des services de l'Etat. Ainsi, la ville sinistrée d'Antakya (Antioche), détruite à plus 80% lors du terrible tremblement de terre du 6 février 2023, actuellement dirigée par une municipalité

d'opposition, ne peut espérer une reconstruction rapide que s'il y a une bonne coopération entre la future équipe municipale et les services de l'État, c'est-à-dire si les deux sont sur la même ligne, celle de l'AKP a rappelé sans détour le président Erdogan.

Dans cet esprit de campagne, le gouvernement turc a décidé le 2 janvier de doubler le salaire minimum afin de reconstituer en partie le pouvoir d'achat des plus modestes gravement touché par une inflation galopante. Il sera désormais de 17.000 LT, soit environ € 520, par mois. Mais l'inflation est, elle, parmi les plus élevées du monde. Officiellement, son taux annuel a été de 64,8% en 2023. Mais ce taux serait très largement sous-évalué selon les économistes du groupe indépendant ENAG qui le situe à 123% en 2023 (Le Figaro, 3 janvier). Selon la même source, la Turquie termine

l'année 2023 en tant que quatrième pays du monde avec l'inflation alimentaire la plus élevée (+ 99% en un an), derrière le Liban (+208%) et le Zimbabwe (+321%). Une denrée de base comme le riz coûtait il y a quatre ans 5 à 6 livres le kilo, coûte 121 livres turques actuellement devenant désormais « un produit de luxe ».

Le gouvernement promet que le pire est derrière nous et qu'à partir de l'été prochain, après les élections, tout rentrera dans l'ordre. En attendant, pour mobiliser à fond sa base islamo-nationaliste, il donne une très large place dans les médias au « génocide de nos frères musulmans à Gaza » tout en poursuivant dans le même temps son juteux commerce avec Israël. Ce que lors de sa visite officielle à Ankara, le 24 janvier, le président iranien Raïssi a dénoncé en des termes peu voilés. La lutte contre « le terrorisme du PKK jusqu'à l'éli-

---

mination du dernier terroriste » est l'autre thème récurrent de la propagande turque. La mort, le 12 janvier, de 9 soldats turcs dans des affrontements avec les combattants du PKK dans les zones montagneuses et enneigées du Kurdistan irakien a relancé la campagne de vengeance des milieux nationalistes.

Les pertes de l'armée turque ont également suscité un débat dans l'opinion. Certains commentateurs et des proches des soldats tués ont publiquement interrogé le bien-fondé de la stratégie turque : Pourquoi sommes-nous sur le territoire irakien ? Pourquoi y avons-nous des bases difficilement défendables exposant la vie de nos soldats ?, sont les questions les plus fréquemment évoquées. Le gouvernement y répond en affirmant qu'il y va de « la survie de la Turquie », qu'il « faut poursuivre les terroristes dans leur ultimes refuges et grottes pour les éliminer un à un ». Des discours entendus en Turquie depuis plusieurs décennies avec des résultats que l'on sait. Coupant court à ce débat, l'armée turque a lancé le 11 janvier de vastes opérations contre le Kurdistan syrien dont la population n'a pourtant rien à voir avec la guerre entre le PKK et l'armée turque. De nombreuses infrastructures civiles,

dont 7 centrales hydroélectriques ont été mises hors d'usage privant de courant près de deux millions d'habitants. Les bombardements turcs ont provoqué de nombreux dégâts dans le Kurdistan irakien aussi. Depuis, le ministère turc de la défense diffuse chaque jour des bulletins de victoire avec des nombres souvent fantaisistes de terroristes éliminés, etc. Et cette propagande semble séduire une frange importante de l'opinion turque, renforçant l'image de « leader puissant et protecteur » du président turc.

Sur le plan extérieur, celui-ci adopte désormais un ton plus conciliateur dans l'espoir d'attirer à nouveau des investisseurs étrangers dont l'économie turque a cruellement besoin. Ainsi, après un an de tensions, de bras de fer et des marchandages, le Parlement turc a approuvé, le 23 janvier, l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Dès le lendemain de la publication de cette décision dans la « Gazette officielle de la République turque », la Maison Blanche a annoncé avoir donné son feu vert à la vente de 40 avions F-16 et à la modernisation de 76 autres appareils similaires pour un montant total de 23 milliards de dollars (Le Monde, 27 janvier). Exclue du programme plus avancé des F-35 américains

pour avoir acheté des systèmes de défense russes S-400, la Turquie trouve ainsi un lot de consolation. Elle affirme continuer à chercher à acquérir également des bombardiers Eurofighters européens.

Un autre geste envers les Occidentaux : l'arrestation le 3 janvier de 56 personnes recherchées par 18 pays pour trafic de drogue, criminalité organisée et autres crimes mafieux. Certains de ces chefs mafieux avaient trouvé refuge de longue date en Turquie, y prospéraient et avaient même acquis, à grands frais, la nationalité turque les mettant à l'abri de toute procédure d'extradition (AFP). Le Monde du 30 janvier a publié un reportage bien documenté à ce sujet intitulé « Turquie : coup de sifflet au pays des narcos » (Voir p.91-94).

Reste à savoir si ces quelques gestes suffiront à détendre un peu les relations compliquées de la Turquie avec ses partenaires occidentaux. Le président turc, boudé par son homologue américain Joe Biden, qui ne l'a jamais invité à la Maison Blanche, semble miser sur la réélection de Donald Trump. En attendant, il continue de flirter avec son autre ami, Vladimir Poutine, qu'il a à nouveau invité à Ankara pour une visite officielle en février.

---

## IRAN :

### RÉPRESSION A L'INTÉRIEUR, ATTAQUES CONTRE LES ÉTATS VOISINS

**P**longé dans une profonde crise économique et sociale, contesté par la grande majorité de la population, le régime iranien s'enfoncé dans une répression féroce à l'intérieur et se montre agressif vis-à-vis de ses voisins. Grâce à son vaste réseau de milices chiites il sème la violence en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen tout en veillant à préserver le territoire iranien d'éventuelles présailles militaires américaines.

Cette stratégie, longtemps mise en œuvre par le chef de son corps

expéditionnaire al Qods, le général Ghassem Soleimani, tué le 3 janvier 2020 par un drone américain à Bagdad, sur ordre de Donald Trump, montre ses limites. Son chantage à l'arme nucléaire semble également marquer le pas. Le régime, pour dissuader toute intervention militaire américaine éventuelle a choisi de montrer ses muscles à grand renfort de déploiement de ses missiles à courte, moyenne et longue portée et de drones, intervenant, par le biais des milices inféodées, sur de nombreux théâtres de guerre. Il vient de monter d'un crâne son agres-

sivité en bombardant par des missiles balistiques des cibles dans deux États voisins et théoriquement « amis » : l'Irak et le Pakistan.

Le prétexte invoqué est l'attentat sanglant perpétré le 3 janvier près de la tombe du général Soleimani lors de la commémoration du 4<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de cette figure importante du régime. Une double explosion a fait 90 morts dans la foule. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier perpétré sous la République Islamique, depuis celui commis en 1980 par les Moudjahiddine du Peuple à

---

Téhéran qui avait décapité le régime en tuant plusieurs dizaines de ses dirigeants, dont l'ayatollah Beheshti.

Le régime iranien n'a pas tardé à accuser les États-Unis et Israël d'avoir organisé cette tuerie. Accusation rejetée immédiatement par Washington qui a condamné fermement cet acte terroriste et présenté ses condoléances aux familles des victimes. Israël a également nié toute implication. Finalement c'est l'État islamique qui a revendiqué l'attentat en affirmant que le général Soleimani était coupable de la mort de milliers de djihadistes de Daech et qu'il s'agissait d'une action de vengeance.

Le récit du régime iranien a alors évolué vers la version complotiste bien connue : Daech est une création des Américains et des sionistes qui le manipulent à leur guise pour déstabiliser les pays musulmans de la région, il feint d'ignorer que cette organisation terroriste, comme sa précédente, al Qaida, en Irak, ont été organisées, structurées, armées et financées par les cadres militaires du régime déchu de Saddam Hussein avec la complicité de certaines pétromonarchies.

En conformité à ce récit, le régime iranien a lancé, le 15 janvier, une salve de missiles contre « le quartier général de l'espionnage sioniste » à Erbil, tuant l'homme d'affaires kurde Peshraw Dizayee, son bébé, Jina, âgée de 11 mois, la nounou philippine de celle-ci et un chercheur irakien de passage et blessant 17 autres civils (voir notre article sur l'Irak).

Le 16 janvier, des missiles iraniens ont bombardé une localité de l'ouest du Pakistan dans la province de Baloutchistan. Une base d'un groupe islamiste sunnite Jaish al-Adil (Armée de la Justice) aurait été détruite et plusieurs « terroristes » auraient été tués. Réagissant vivement à cette at-

taque contre son territoire le Pakistan a déclaré que toutes les victimes de l'agression iranienne étaient des civils.

Il a répondu à l'attaque iranienne par des bombardement aériens contre des villages situés près de la frontière commune dans la partie iranienne du Baloutchistan. Selon le bilan officiel annoncé, l'attaque pakistanaise a fait 9 morts, dont 3 femmes et 4 enfants, tous des « réfugiés pakistanais ». Un conflit entre un Pakistan possédant l'arme nucléaire et l'Iran se présentant comme une puissante militaire maîtrisant les nouvelles technologies de missiles et de drones aurait des conséquences dramatiques dans la région. La Chine a offert ses services pour apaiser les tensions entre ses deux alliés régionaux. Finalement, les deux États en crise qui ne semblent avoir ni envie ni les moyens d'en découdre ont décidé, à la faveur de la visite du ministre iranien des Affaires étrangères à Islamabad, de normaliser leurs relations et de « *coopérer dans la lutte le terrorisme* ».

Un conflit interétatique d'ampleur ayant été évité, on en est revenu à la guerre de l'ombre et des opérations plus ou moins secrètes entre l'Iran et ses adversaires sur d'autres théâtres d'opération.

Ainsi, le 20 janvier, dans une frappe attribuée à Israël, cinq « conseillers militaires » iraniens ont été tués. Il s'agit de hauts gradés des Gardiens de la Révolution servant en Syrie, dont le général Sadegh Omidzadeh, « *responsable en Syrie du renseignement de la force al-Quds* ». Sept autres personnes ont péri au cours de cette attaque menée par un avion contre « *une réunion des chefs* » des renseignements militaires iraniens en Syrie. Le 25 décembre une autre frappe aérienne, attribuée à Israël avait tué Razi Moussavi, général iranien de haut rang. Le président iranien a dénoncé « *ce lâche attentat* » et promis que « *les martyrs seront*

*vengés le moment venu.* ».

### **Voici la chronique des faits marquants de la répression au Kurdistan iranien.**

Selon le rapport annuel de l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme, les gardes-frontières iraniens ont tué 41 kolbars, porte-faix transfrontaliers, en 2023, et 259 autres ont été blessés. En 2023, le régime a exécuté 823 personnes, dont 31 prisonniers. Les Baloutches ont enregistré le plus grand nombre de victimes (21,5 %), suivis par les Kurdes (18,5 %).

La police des moeurs a infligé 74 coups de fouet à une femme kurde nommée Roya Hishmati pour avoir publiquement refusé de porter le hijab en avril 2023. L'ONG Hengaw a rapporté qu'Hishmati avait initialement été condamnée à un an avec sursis et à une interdiction de voyager de trois ans. Hishmati a affirmé sur les réseaux sociaux que le régime la menaçait d'actions plus agressives, y compris d'une nouvelle inculpation, si elle ne cessait pas son militantisme. Un adolescent kurde de Sardasht est décédé après avoir été torturé pendant un an par les forces de sécurité iraniennes pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales. Trois manifestants de Bokan risquent d'être condamnés à mort après avoir été reconnus coupables de « propagation de la corruption sur Terre » pour leur participation aux manifestations *Femmes, Vie, Liberté*.

Dans la première semaine de janvier, sept Kurdes ont été exécutés dans la prison de Karaj pour « trafic de drogue ». Une autre exécution a été signalée le 16 janvier, portant à vingt le nombre total d'exécutions kurdes en 2024. Au même moment, deux Kurdes sont morts sous la torture en prison après des mois de détention, identifiés comme étant Iman Hassanwanad et Paiman Abdi.

---

Par ailleurs, les gardes-frontières du régime et les Pasdars ont blessé au moins 18 porteurs frontaliers kurdes (kolbar) et en ont tué deux au cours de la semaine la plus sanglante de 2024, près de Newsud et Baneh.

Le 18 janvier, les gardes-frontières irakiens ont tué un autre porteur transfrontalier kurde (kolbar) près de Newsud et en ont blessé deux autres. Hoshyar Mahmoudi voyageait avec un groupe d'autres kolbars qui ne transportaient aucune cargaison lorsque les gardes-frontières irakiens lui ont tiré dessus. Les gardes-frontières irakiens avaient déjà torturé six kolbars et leur avaient rasé la tête avant de les relâcher près de la localité de Tawela. Les autorités irakiennes ont commencé à réprimer les kolbars après que Bagdad et Téhéran sont parvenus à un accord de sécurité en juin 2023. Du côté iranien de la frontière, les gardes-frontières iraniens ont tué un kolbar et en ont blessé neuf à Newsud et Baneh.

Des agents des renseignements iraniens (Ettela'at) ont tué une femme kurde de 20 ans originaire du Lorestan dans un véhicule et ont grièvement blessé le conducteur. L'ONG Hengaw a rapporté que les agents d'Ettela'at portaient des vêtements civils lorsqu'ils ont demandé aux victimes de s'arrêter et de descendre de la voiture. Le conducteur a tenté de s'enfuir parce qu'il ne savait pas qui étaient ces hommes, ce qui a amené les agents d'Ettela'at à ouvrir le feu. Par ailleurs, le régime iranien a arrêté un certain nombre de Kurdes, dont sept à

Piranshahr, six à Bokan, trois à Naqadeh et un chanteur kurde à Ilam. Par la suite, les tribunaux révolutionnaires islamiques ont condamné une militante kurde nommée Gulala Watendost à six ans et sept mois de prison à Marivan et une autre nommée Bayan Farajullah à un an de prison à Senna. Un autre tribunal a condamné un Kurde nommé Yadullah Shakri à six mois de prison dans le Delawan pour « diffusion de propagande ». Pendant ce temps, un prisonnier kurde nommé Amir Shahbazi s'est suicidé en prenant des pilules après qu'un tribunal l'ait condamné à la prison et à l'amputation de ses doigts pour « vol ». Enfin, Kurdistan Human Rights a rapporté que le régime iranien avait exécuté cinq autres prisonniers.

Le régime iranien a exécuté le 22 janvier quatre prisonniers politiques kurdes dans la tristement célèbre prison Ghezel Hesar à Karaj, près de Téhéran. Les quatre Kurdes, Mohsen Mazloum, Vafa Azarbar, Pejman Fatehi et Mohammad Faramarzi, avaient été arrêtés à l'été 2022 à Ourmia et accusés d'espionnage pour le compte d'Israël, une accusation souvent portée contre les prisonniers politiques, et d'appartenance au parti kurde d'extrême gauche Komala. Mazloum, Azarbar, Fatehi et Faramarzi ont ensuite été condamnés à mort en septembre 2023 pour « propagation de la corruption sur Terre ». Plusieurs groupes de défense des droits humains ont appelé le 23 janvier à une grève publique pour protester contre les exécutions. Le Parti

Komala et le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) ont également condamné les exécutions et le régime. Pendant ce temps, le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan a rapporté que le régime avait exécuté trois autres hommes kurdes pour des accusations sans rapport avec des activités politiques. Enfin, l'ONG Hengaw a rapporté que les autorités iraniennes ont arrêté quatorze militants et civils kurdes à Bokan, Piranshahr, Marivan, Shinno, Jwanro, Baneh, Miandoab et Mahabad.

Le président iranien Ebrahim Raisi a rencontré le président turc Recep Tayyip Erdogan à Ankara le 24 janvier pour discuter de Gaza et des échanges commerciaux florissants entre les deux pays. La Turquie n'applique pas les sanctions occidentales contre l'Iran tout comme elle refuse d'appliquer celles visant la Russie. Elle est même considérée comme la plaque tournante de détournement de ces sanctions. Une banque d'Etat turque, Halk Bank, est poursuivie depuis plusieurs années par la justice américaine pour son rôle dans le détournement des sanctions américaines contre l'Iran. La chaîne de télévision publique turque TRT World a rapporté qu'Erdogan a également souligné « l'importance du soutien iranien dans la lutte de la Turquie contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ». En outre, le gouvernement iranien a publié des images de Raisi et Erdogan signant « dix documents de coopération » destinés à élargir « la coopération économique et l'interaction régionale ».

---

## ROJAVA : DES CENTAINES DE LOCALITÉS PRIVÉES DE COURANT

L'armée turque a procédé les 12, 14 et 15 janvier à d'intenses bombardements aériens contre les infrastructures civiles et militaires du Rojava. Au cours de cette nouvelle offensive, sept centrales électriques alimentant la ré-

gion kurde ont été gravement endommagées et mises hors service, privant des centaines de localités et près de deux millions de citoyens de courant électrique en plein hiver. Selon l'administration kurde, citée par l'AFP, toutes les stations de pompage d'eau de la

région de Kamishli sont désormais hors d'usage exposant la population civile à des épidémies. 45 autres infrastructures civiles ont été détruites.

Dépourvue de moyens de défense anti-aérienne, l'administration kurde a appelé les pays de la



---

Coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis et la Russie, à « mettre fin à l'agression turque contre nos régions et au ciblage des civils ». Appel resté sans réponse car aucun pays ne souhaite affronter la Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN dont les crimes de guerre contre la population civile restent ainsi impunis.

L'AANES a également déclaré que la Turquie commet depuis des années des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dans le nord de la Syrie. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont réfuté les affirmations turques selon lesquelles des membres des FDS auraient été tués dans les frappes et ont qualifié ces attaques de « *destruction systématique des institutions de services de base et de prise pour cible délibérée des infrastructures vitales de millions de personnes* ».

Ankara justifie ces bombardements par son prétendu « *droit à l'auto-défense* » après la mort de 9 soldats turcs dans des affrontements avec le PKK dans le Kurdistan irakien. Pour se venger du PKK, l'armée turque bombarde la population civile kurde syrienne tout comme pour se venger d'Israël, qui a éliminé nombre de ses responsables militaires en Syrie, l'Iran bombarde Erbil.

Par ailleurs, les FDS, soutenues par les forces américaines, ont lancé une nouvelle opération de sécurité ciblant les terroristes de Daech dans le camp d'al Hol, qui continue d'héberger des milliers de membres de Daech et leurs proches. Les responsables des FDS ont déclaré que Daech exploitait les « *conditions humanitaires désastreuses* » du camp et la « *préoccupation des militaires et des forces de sé-*

*curité des FDS de faire face aux attaques venant de Turquie* ». En outre, les FDS ont révélé que Daech prévoyait une attaque contre al Hol en coordination avec les cellules terroristes à l'intérieur du camp. Simultanément, les FDS ont mené une opération de sécurité massive à Raqqa, arrêtant de nombreux criminels, membres de Daesh et mercenaires du régime d'Assad.

Enfin, le Pentagone a démenti les informations selon lesquelles les États-Unis envisageaient de se retirer de Syrie. Le 22 janvier, al Monitor a affirmé que des responsables américains avaient discuté d'un plan de retrait de Syrie et de protection des Forces démocratiques syriennes (FDS) en les associant au régime d'Assad pour combattre l'État islamique (Daech).

## En Syrie, les Nations unies cessent leur aide alimentaire

La distribution par le Programme alimentaire mondial de denrées concernait jusqu'à 5,6 millions de Syriens, soit l'équivalent de 25 % de la population d'avant-guerre. L'arrêt de cette contribution au 1<sup>er</sup> janvier ne manquera pas d'aggraver la misère sociale.

**D**epuis 2020, les quelque 5,6 millions de Syriens qui bénéficiaient de l'aide alimentaire des Nations unies ont vu la taille des colis de sucre, huile et céréales rétrécir. A compter du 1<sup>er</sup> janvier, ils n'en recevront plus : le Programme alimentaire mondial (PAM) met fin à son principal plan de soutien dans ce pays en lambeaux.

En théorie, la décision, annoncée début décembre, n'est pas irréversible. Mais la baisse des financements internationaux enregistrée depuis la pandémie de coronavirus, puis l'éclatement de la guerre en Ukraine, laisse peu d'espoir que les distributions reprennent. Le séisme de février 2023, en Turquie et dans le nord de la Syrie, avait donné lieu à une réponse d'urgence conséquente. Mais la tendance de fond n'a pas changé : en décembre, le plan de réponse humanitaire des Nations unies pour la Syrie en 2023 n'avait reçu que 33 % des financements requis. La guerre à Gaza, où les besoins de la population palestinienne ont bondi, devrait encore davantage diminuer le flux de l'aide vers la Syrie.

Le PAM avait déjà diminué cet été de presque moitié le nombre de bénéficiaires de colis alimentaires : ceux-ci n'avaient été alloués qu'à 3,2 millions de Syriens. La catastrophe humanitaire perdure pourtant dans un pays où l'économie est exsangue : plus de 90 % des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté. [Plus de 12 millions de Syriens sont en situation d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.](#)

### Faim et pauvreté

« *Après plus de douze ans de guerre et de ses répercussions économiques, les Syriens ont épuisé leurs capacités de survie, s'alarme Samir Aïta, économiste franco-syrien. Les zones les plus affectées vont être celles sous contrôle gouvernemental [qui s'étend sur la majeure partie du territoire] et le Nord-Ouest [rebelle]. Le Nord-Est [sous contrôle kurde] dispose de ressources pétrolières et agricoles, et n'est pas soumis à des sanctions.* »

L'année 2024 s'ouvre pour les Syriens sous le signe « *d'une famine à venir, faisant redouter plus d'années misérables et oppressives* », écrit le site d'information *Enab Baladi*, proche de l'opposition. Le journal en ligne cite des témoignages de déplacés dans le Nord-Ouest insurgé, afoflés par l'annonce du PAM : Najah, une femme de 60 ans, explique que l'aide alimentaire lui permettait de subvenir aux besoins de la famille dont elle a la charge, et d'acheter des médicaments en revendant une partie des denrées.

Abdul Salam Al-Youssef, à la tête de l'un des camps de déplacés de la région d'Idlib – plus de la moitié de la population d'avant-guerre, estimée à 22 millions de Syriens, a fui le pays où s'est déplacée à l'intérieur de celui-ci –, prédit que ces étendues de tentes vont se transformer en « *cimetières* » en raison de la faim et de la pauvreté. L'enclave rebelle demeure sous la menace des frappes des avions russe (alliée du régime de Bachar Al-

Assad) ou syrienne. L'une d'elles, le 25 décembre, a tué cinq membres d'une même famille, selon des secouristes locaux.

Dans la ville d'Alep, également située dans le nord de la Syrie mais en zone gouvernementale, « *les habitants dépendent, pour faire face au quotidien marqué par l'inflation galopante des denrées de base, soit de l'envoi d'argent par leurs proches dans la diaspora, soit de l'aide distribuée* », explique Carla Audo, du Hope Center, une association chrétienne, dont divers projets sont multiconfessionnels. L'électricité de l'Etat alimente au maximum deux heures par jour les foyers, et le coût d'un abonnement hebdomadaire à un générateur électrique représente la moitié du salaire d'un fonctionnaire. La misère sociale s'est accentuée depuis l'été, lorsque Damas a annoncé la fin ou la diminution de subventions sur les produits énergétiques. L'étranglement économique a en outre encouragé toutes sortes de trafics.

### Des exilés touchés aussi

L'inflation pourrait augmenter avec la fin de l'aide du PAM : la distribution de vivres permettrait de limiter leur prix sur le marché, puisqu'ils étaient disponibles. A l'inverse, elle a encouragé la dépendance à l'aide et freiné la production locale. « *Ce cercle vicieux s'est perpétué au fil des ans. Mais, plutôt que d'interrompre brusquement l'aide, il aurait fallu établir un mécanisme de substitution qui permette aux gens de s'en sortir par eux-*

*mêmes* », considère, depuis Alep, Carla Audo, dont l'association pilote des projets de microfinancement qui ont permis à des Syriens d'ouvrir une affaire : garage automobile, salon de coiffure...

« *Il est logique, après plus de douze ans de guerre, qu'il y ait une fatigue des donateurs, observe l'économiste Samir Aïta. Pourtant, la misère de la population syrienne est effroyable. La fin de l'aide alimentaire intervient à un moment où tout horizon politique est bloqué, où le pays semble en voie de démantèlement, avec un risque de partition.* »

Les réfugiés syriens dans la région sont également concernés par les restrictions budgétaires du PAM. En Jordanie, l'agence onusienne a réduit drastiquement depuis l'été son aide alimentaire. Au Liban, la liste des bénéficiaires sera réduite d'un tiers à partir de janvier. De quoi aggraver le quotidien des exilés, dans des pays en crise économique.

Oltre les craintes de malnutrition, l'un des scénarios attendus est une hausse des tentatives de départs vers l'Europe. « *Nous voyons de nouveau un pic de l'émigration à Alep, dans toutes les communautés, et surtout parmi les jeunes* », indique Carla Audo. Au Liban, les autorités rapportent régulièrement avoir secouru ou intercepté des bateaux de fortune partis clandestinement des côtes septentrionales. Les passagers sont principalement des Syriens, cherchant à rejoindre la proche île de Chypre.

## Mitra Hejazipour exclue en Iran, championne en France

PORTRAIT bannie de la sélection iranienne, en 2019, pour avoir refusé de porter le voile, la joueuse d'échecs est devenue, fin août, championne de France. Et française.

**M**itra Hejazipour voit le jour, en 1993, à Machhad, la deuxième plus grande ville iranienne après Téhéran, « une ville très religieuse ». Sa famille ne déroge pas à la règle et aux traditions : « Mes parents, raconte-t-elle, sont des musulmans très pratiquants. Ils nous obligeaient à porter le hidjab, ce que j'ai trouvé normal jusqu'à un certain âge. » « Jusqu'à un certain âge ? » Elle explicite : « L'entente familiale était bonne jusqu'à ce que je voyage grâce aux compétitions d'échecs. » C'est à partir de ce moment que tout a basculé.

Fille d'un père ingénieur et d'une mère au foyer, celle qui est devenue française en mai 2023 a vécu une enfance paisible, bercée par sa passion précoce des échecs. « J'ai appris à jouer en regardant mes proches partager des parties », se souvient-elle. Tout se passe donc sans encombre jusqu'à ce qu'elle sorte de son pays. « Contrairement à aujourd'hui où les Iraniens ont accès à l'information et sont contre le gouvernement, le pays était alors isolé, internet n'était pas encore développé partout et donc nous ne voyions pas ce qui se passait chez les autres. Mais grâce à ces voyages, j'ai découvert d'autres mœurs, d'autres coutumes qui me paraissaient moins liberticides. Les filles n'étaient pas obligées de porter le voile ! »

### Révolution interne

Avec sa sœur - qui est restée en Iran -, elles décident alors de résister face à ce « manque de liberté ». Las, leurs parents ne l'entendent pas de cette oreille. Une réaction qu'elle explique aujourd'hui, sans ressentiment apparent. « Eux non plus n'avaient pas accès au monde libre. Ils ne comprenaient pas trop.



*Je suis en France, dans un pays que je considère comme un temple des libertés, le contexte est très différent par rapport à l'Iran», confie Mitra Hejazipour, championne de France d'échecs. SEBASTIEN SORIANO/Le Figaro*

Moi, je voyais la réalité des autres cultures, mais eux ne l'avaient jamais vue. Il faut le voir pour le comprendre, les discours ne servent à rien dans un premier temps. » Peu à peu, cependant, les tensions s'apaisent et ses parents acceptent ses convictions. « Avec la pression que je leur mettais, ils n'avaient pas le choix ! », s'amuse-t-elle. Cette révolution interne la transforme. « Après une éducation basée sur le lavage de cerveau, sur l'application des règles islamiques, j'ai mis deux ans à réaliser que ma vie pouvait changer. Et aujourd'hui, je ne suis plus croyante du tout. » Mitra Hejazipour estime aussi que « la réflexion qu'exigent les échecs » l'a rendue plus mature. « Quand vous y jouez, chaque partie est une expérience. Cela aide pour la vie réelle. »

En 2019, en cohérence avec ses opinions, l'athlète refuse de porter le voile lors des championnats du monde d'échecs en Russie auxquels elle participe sous la bannière iranienne. La sanction est immédiate : « J'ai été exclue de la sélection et je suis arrivée à Brest directement

après cet événement. Je ne pouvais pas retourner en Iran. »

En France, la jeune femme poursuit ses études d'ingénieur à Paris tout en continuant sa carrière sportive. « J'ai trouvé un club, à Lyon, sauf que je n'y habite pas ; je m'entraîne donc contre des IA et je joue avec cette équipe seulement lors des compétitions. » Ayant eu vent de son histoire, les ministères français des Sports et de l'Intérieur lui proposent de lui octroyer la nationalité française afin de lui permettre de jouer aux échecs en France. Cette émancipation personnelle lui permet de prendre du galon dans sa discipline. « Cet été, raconte-t-elle fièrement, je suis devenue championne de France et juste après nous avons rapporté la médaille de bronze aux championnats du monde et d'Europe par équipe. C'est le meilleur résultat dans l'histoire des échecs français aux mondiaux ! »

« Je milite pour la liberté des femmes en Iran »

Ne pouvant retourner dans son pays natal, Mitra Hejazipour garde cependant un contact régulier avec

sa famille, qui y réside toujours. « Je n'ai pas revu mes parents et ma sœur physiquement depuis 2019. Nous faisons des FaceTime de temps en temps, mais c'est tout. Je ne reviens pas encore en Iran, cela pourrait être dangereux. » D'autant que la championne de France d'échecs est désormais devenue une sorte d'influenceuse politique : « Je donne mes opinions sur les réseaux sociaux, j'accorde des interviews pour partager mon expérience. Je suis heureuse, car d'autres femmes ont suivi mon mouvement en Iran. Des Iraniennes ont refusé de porter le voile en escalade, en taekwondo. Je milite pour la liberté des femmes en Iran. »

Vivant aujourd'hui à Paris, Mitra Hejazipour garde toujours le même mantra. « Je suis en France, dans un pays que je considère comme un temple des libertés, le contexte est très différent par rapport à l'Iran. Je vois ces femmes qui ont envie de porter le voile et je peux comprendre cette envie de porter ce que l'on veut. Mais il faut tout de même bien voir que le hidjab restreint la vie des femmes. Pour moi qui ai vécu en Iran sous la pression d'un gouvernement islamique, je considère qu'il met les femmes dans une position d'infériorité par rapport aux hommes. Les femmes ont le choix de le porter en France, mais je ne considère pas qu'il s'agisse de la bonne décision.

Son combat, elle le conçoit comme une forme d'avertissement mais aussi d'exemple. « Je veux que les jeunes filles se rendent compte que leur vie peut ressembler à la mienne. Combattante et persévérante, comme la décrivent ses proches, Mitra Hejazipour s'est trouvé un destin en or en France. Un pays où son talent pour les échecs s'exprime librement.

## En Turquie, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre « le terrorisme du PKK et d'Israël »

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas, le président turc a multiplié les invectives à l'égard d'Israël. Les manifestants ont montré lundi leur soutien avec les Palestiniens de la bande de Gaza.

**P**lusieurs dizaines de milliers de personnes, dont un fils du président turc, Recep Tayyip Erdogan, se sont rassemblées lundi 1<sup>er</sup> janvier à Istanbul pour dénoncer le « terrorisme du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] et d'Israël », et soutenir les Palestiniens de Gaza.

Selon l'agence de presse turque Anadolu, reprise par les télévisions, ce sont des « centaines de milliers » de manifestants qui ont répondu à l'appel d'une plateforme de plus de trois cents organisations et associations à se rassembler sous le slogan « *Miséricorde à nos martyrs, soutien à la Palestine, malédiction sur Israël* ».

La foule compacte, munie de drapeaux turcs et palestiniens, a commencé à converger, avant le lever du jour, vers le pont de

Galata. Elle s'étirait le long de la rive européenne d'Istanbul, scandant « *Mort à Israël, hors de Palestine* » et « *Dieu est grand* », a constaté l'Agence France-Presse (AFP).

### Soutien de la cause palestinienne

Une immense bannière aux couleurs palestiniennes a été tendue au milieu du pont et des images caricaturant le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avec une moustache semblable à celle d'Hitler ont été brandies. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait comparé la semaine dernière le responsable israélien au dirigeant nazi : « *En quoi êtes-vous différent d'Hitler ?* » avait-il lancé.

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas, le chef de

l'Etat turc, soutien traditionnel de la cause palestinienne, a multiplié les invectives à l'égard d'Israël. Il a notamment qualifié Israël d'Etat « *terroriste* » et « *génocidaire* » en raison du pilonnage du territoire palestinien de Gaza par l'armée israélienne en réponse à l'attaque du 7 octobre par le Hamas, et a également dénoncé le soutien des Etats-Unis au gouvernement israélien.

### Le PKK classé comme « organisation terroriste »

L'armée turque a perdu fin décembre douze soldats dans deux attaques séparées attribuées au PKK dans le nord de l'Irak. Bilal Erdogan, le second fils du chef de l'Etat turc, a pris la parole pour saluer les « *martyrs* » de l'armée tombés dans ce pays frontalier : « *Nos prières sont nos meilleures armes pour sortir*

*des ténèbres, salutations à nos saints martyrs qui éclairent notre chemin.* » « *Je suis allé en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza : les gens là-bas placent leurs espoirs en la Turquie et en Recep Tayyip Erdogan* », a-t-il assuré à la foule.

Présenté comme un fervent partisan de l'islam politique, Bilal Erdogan, 42 ans, président de la Fondation pour la jeunesse et l'éducation, coorganisatrice du rassemblement, est donné comme possible successeur de son père à la tête du pays.

L'armée turque déclenche régulièrement des opérations militaires contre les positions du PKK en Irak, classé comme « *organisation terroriste* » par Ankara et ses alliés occidentaux. La Turquie a installé, en vingt-cinq ans, plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien.

## Kurdistan irakien : un drone « explosif » visant la coalition internationale abattu à Erbil

**L**es autorités du Kurdistan d'Irak ont annoncé qu'un « *drone explosif* » visant la coalition internationale antidjihadistes a été abattu mardi 2 janvier à l'aéroport de Erbil, dernier incident en date dans une série d'attaques visant les troupes étrangères déployées en Irak.

Cette tentative d'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat. Elle intervient au moment où les forces américaines et celles de la coalition internationale antidjihadistes sont soumises à des offensives quasi quotidiennes depuis la mi-octobre, soit dix jours après le déclenchement du conflit

entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

La plupart de ces attaques - de drones et de roquettes - ont été revendiquées par la « *Résistance islamique en Irak* », nébuleuse de combattants issus de groupes armés pro-Iran. Le « *drone explosif* » lancé mardi

matin « *par des milices hors-la-loi, a été abattu sur la base militaire de la coalition internationale* » à l'aéroport de Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak, ont annoncé les services antiterroristes de cette région autonome du nord de l'Irak.

## 115 attaques en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre

Washington a dénombré plus de 115 attaques contre ses forces en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre, selon un nouveau décompte rapporté par un responsable militaire américain qui a requis l'anonymat.

La plupart d'entre elles ont été revendiquées par la «*Résistance islamique en Irak*» qui s'oppose au soutien américain à Israël dans le conflit avec le Hamas palestinien. Cette nébuleuse est proche de l'Iran, pays qui ne reconnaît pas Israël et qui soutient le Hamas.

Les États-Unis ont répondu à plusieurs attaques contre leurs troupes en bombardant des sites de factions armées pro-Iran en Irak. Washington déploie environ 2500 militaires en



Une photo prise le 9 février 2019, près d'Al-Qaim, à quelques kilomètres de la dernière parcelle de territoire tenue par l'IS dans l'est de la Syrie, montre le système CAESAR de canons à roues de 155 mm utilisés par les soldats français engagés dans la coalition internationale contre le groupe État islamique (IS). DAPHNE BENOIT / AFP

Irak et 900 en Syrie, dans le cadre d'un dispositif destiné à lutter contre une éventuelle résurgence des djihadistes du groupe [État islamique](#).



# Kurdistan's Weekly Brief | January 2, 2024

*weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

After being awarded [the 2023 Sakharov Prize](#) for Freedom of Thought by the European Parliament, upon returning to Tehran, the Iranian authorities interrogated Salah Nikbakhat, the lawyer representing Zhini Amini's family. Additionally, they [seized the award](#), preventing its delivery to Amini's family, who had been barred from [traveling by the authorities](#). Concurrently, the regime executed a [Kurdish man](#) named Dawood Abdullahi after being jailed since 2009. Abdullahi was accused of a crime that he denied, amidst reports by rights groups of a coerced confession under torture. Recently, a Kurdish prisoner in Urmia [lost his life under torture](#), bringing the total

deaths in detention to eight in 2023. Meanwhile, two Kurds were arrested, including a labor activist in [Karaj](#) and a man in [Urmia](#). Simultaneously, there was an intense crackdown on border porters (kolbar), resulting in one death and five injuries [near Baneh](#). According to the [annual report](#) by the Hengaw Organization for Human Rights, Iranian border guards killed 41 kolbars in 2023, with 259 others wounded. Furthermore, the regime executed 823 people, including 31 prisoners. The highest numbers of victims were among the Balochis at 21.5%, followed by the Kurds at 18.5%.

## Iraq

The Iranian-backed militias re-

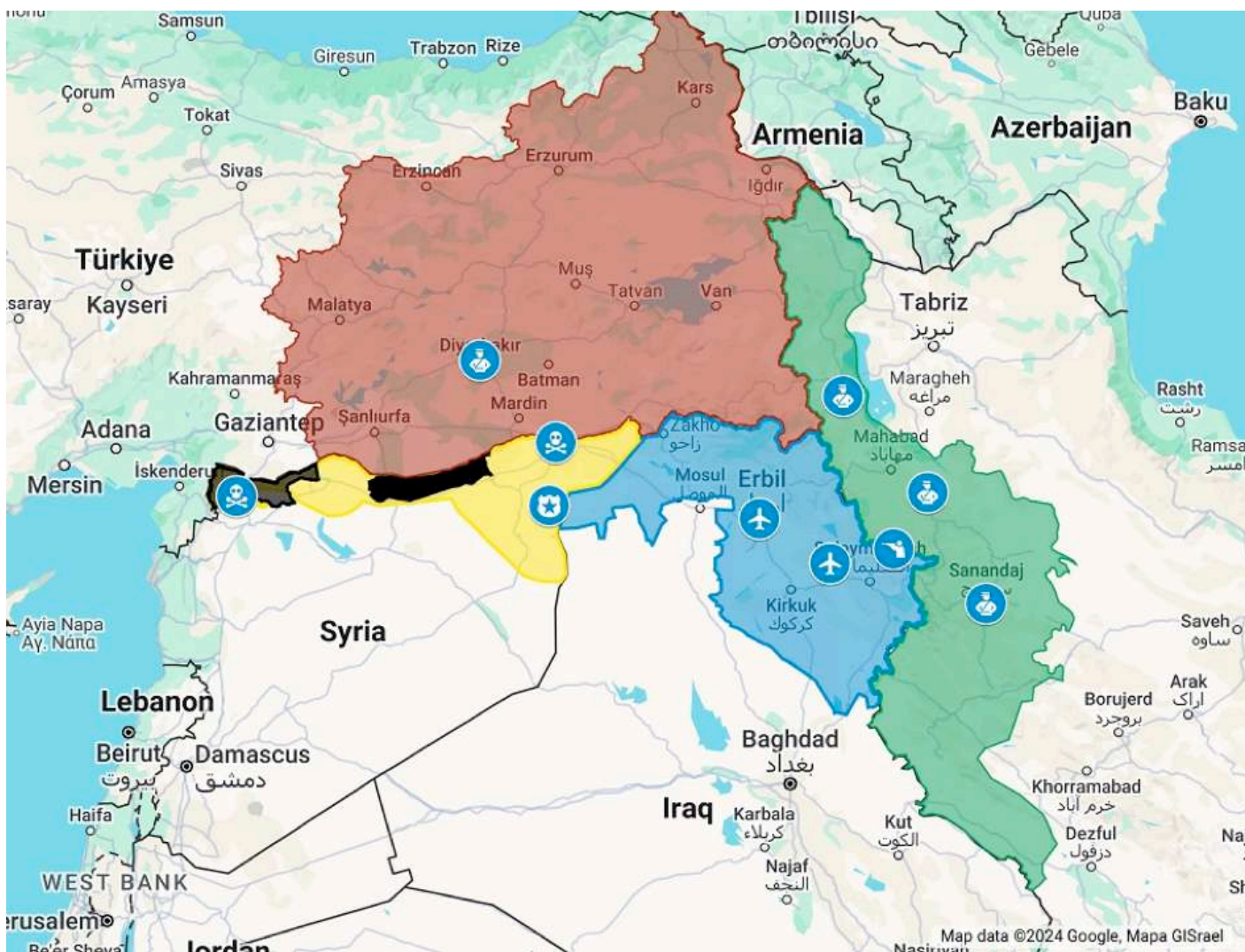
newed attacks on the Kurdistan Region, targeting the US presence and Peshmerga forces. On December 25, drone attacks on a facility housing US forces at Erbil International Airport (EIA) wounded three service members. In retaliation, [three US airstrikes](#) targeted facilities of Kataib Hezbollah, resulting in the death of a terrorist and the injury of more than a dozen others. Furthermore, three additional one-way drones, aiming at the EIA, were successfully intercepted by the US defense system on separate occasions. On December 31, the Iranian-backed militias also claimed responsibility for an attack on a Peshmerga forces base near Pirmam, north-east of Erbil. Kurdistan Region Prime Minister Masrour

Barznani [condemned the "out-laws"](#) and urged the Iraqi government to respond with "appropriate action."

Turkish drones struck Kurdish villages near the Agjaral sub-district between Sulaymaniyah and Kirkuk. The head of Agjaral sub-district [told Rudaw](#) that the airstrikes had instilled fear and led to evictions among the residents of the villages, refuting the presence of Kurdistan Workers' Party (PKK) elements—a pretext used by Turkey. Simultaneously, Turkish warplanes and drones targeted several areas in Dohuk province.

## Syria

On December 23, Turkish forces



initiated an extensive airstrike campaign on the Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) areas, resulting in the death of nine civilians and the injury of eighteen. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that a Turkish drone struck a printing house east of Qamishli, killing six victims. Simultaneously, three others were killed in airstrikes on a cotton factory, a silo, and a fuel distribution center. These airstrikes marked the second in 2023 targeting infrastructure, including oil fields. Mazloum Abdi, the Commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), characterized the attacks as taking “a dangerous turn” and urged Turkey to address its internal issues within its borders. The AANES accused Turkey’s ruling party of avoiding domestic crises before elections, aiming to distract Turkish voters with an illusion of national security. According to

SDF statistics for 2023, Turkey launched 798 attacks on the AANES, resulting in the death of 39 civilians, including eleven children, and 83 civilians wounded. The SDF reported that 173 of its ranks were killed by Turkey, ISIS (Da’esh), and the Syrian regime in 2023.

On December 28, the SDF announced the death of a “dangerous” Da’esh leader inside al Hol camp, with support from the US-led global coalition. The terrorist, known as “Abu Obaida al Iraqi,” refused to surrender during a raid on the camp and attempted to detonate his “suicide vest” before security forces shot him. The deceased terrorist was accused of killing women and children inside the camp, orchestrating attacks on security forces, and smuggling the so-called “Cubs of the Caliphate” outside the camp. The SDF claimed 73 anti-Da’esh operations in 2023,

resulting in the arrest of 352 terrorists with US support.

At least three civilians were killed in the exchange of bombardment between the Syrian regime and Turkish proxies in two villages near the Turkish-occupied Sherwa district. The fire exchange between the Syrian regime and Turkey’s proxies led to civilian casualties, mainly Kurds. Separately, in occupied Afrin, Turkey and their Syrian proxies killed 68 civilians in 2023.

### Turkey

In protest against his imprisonment, the jailed Kurdish politician, Selahattin Demirtas, opted not to participate in his father’s funeral. His father, Tahir Demirtas, passed away on December 31. On Tuesday, Demirtas appeared in his hearing in the “Kobani Case” via a video conference, dedicating his defense to

his late father. Several opposition figures extended condolences to Demirtas, while the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM Party), formerly known as the HDP, described Demirtas as a “hostage in prison,” criticizing the government for “separating families from their children.” Separately, the DEM Party denounced the Turkish airstrikes on the Kurdish Region in Syria, calling the government’s policy toward Syrian Kurds a commission of war crimes. “It is clear that the main target of the attacks is the Kurds, and the targeting of civilian settlements and innocent people is an indication of this,” read a statement by the DEM Party. Simultaneously, municipal election fever has spread in Turkey, set to be held on March 31, with the ruling Justice and Development Party (AKP) announcing their candidate on January 15.

## Sous la pression de l'inflation, la Turquie double le salaire minimum

**C**ent vingt et une livres turques (3,70 euros) pour un kilo de riz, contre 5 à 9 livres il y a quatre ans. «Le riz est désormais un rêve...», «Bientôt, nous allons commencer à manger des insectes», «Êtes-vous sûr que ce n'est pas du plaqué or?». En Turquie, l'inflation galopante et persistante fait rire jaune les internautes sur les réseaux sociaux.

Sur X (ex-Twitter) le compte Zam Haber, suivi par 680.000 personnes, publie chaque jour des florilèges des hausses de prix un peu partout dans le pays, photos et tickets de caisse à l'appui. La Turquie a terminé l'année 2023 en tant que quatrième pays du monde avec l'inflation alimentaire la plus élevée (+ 99% sur un an), derrière le Liban (+ 208%) et le Zimbabwe (+ 321%).

Selon les données officielles publiées mercredi, la hausse générale des prix sur un an a atteint 64,8% en décembre. Mais les économistes du groupe indépendant Enag contestent toujours ces chiffres, l'inflation s'établissant en réalité selon eux, en 2023, à 123%.

### Quatrième hausse du «smic»

Dans ce contexte, pour atténuer l'érosion du pouvoir d'achat, le ministre du Travail a annoncé une nouvelle augmentation du salaire minimum de 49% pour les salariés du privé. C'est la quatrième hausse depuis début 2022. Au 1er janvier, le salaire minimum a ainsi atteint son plus haut niveau, 17.000 livres turques soit 520 euros.

Une annonce capitale en Tur-



Une rue commerçante d'Istanbul. UMIT BEKTAS / REUTERS

quie où 40% de la population touche cette rémunération et où la hausse des prix aggrave les inégalités. «En dépit des augmentations régulières, les revenus moyens diminuent comme l'atteste la part de la valeur salariale dans l'économie, qui décroît», note Deniz Ünal, économiste au Cepii (centre de recherches sur l'économie internationale). Ainsi, une majeure partie des travailleurs s'enfonce dans la pauvreté. Jusqu'en 2013, le «smic» turc, précise l'experte, était plus élevé qu'en Pologne et en Hongrie. Il est aujourd'hui, «en deçà, semblable à la Bulgarie».

### La gouverneur retourne chez ses parents

L'inflation est un sujet hautement inflammable pour l'exécutif, à trois mois des élections municipales. Le président, Recep Tayyip Erdogan, réélu fin mai pour un troisième mandat s'est juré de récupérer les deux

plus grandes villes du pays, Istanbul et la capitale économique Ankara, dans les mains de l'opposition depuis 2019.

«Cette hausse de salaire lui donne une marge jusqu'aux élections mais compte tenu des conditions, ça ne maintiendra pas le pouvoir d'achat au-delà. Dans un mois ou deux les ménages reviendront sous le seuil de pauvreté», souligne Deniz Ünal. Et les augmentations salariales, en entreprises, alimentent à leur tour l'inflation, à hauteur de 6%, estime le célèbre économiste turc Mahfi Egitmez.

La Banque centrale turque, qui a relevé son taux directeur de 8,5% à un astronomique 42,5% depuis juin a mis fin à sa politique de taux bas en vigueur depuis cinq ans, signature de la mainmise d'Erdogan sur l'institution. La volonté passée du chef de l'État de défendre le crédit bon marché, en dépit

de toute logique économique dans un contexte inflationniste, avait fait chuter la devise nationale à son plus bas niveau historique.

L'épuisement des réserves de change pèse sur le prix des importations et contribue à nourrir l'inflation. Aujourd'hui, avec une inflation au moins deux fois supérieure aux prévisions, la hausse des taux d'intérêt ne sera pas assez efficace pour ramener l'inflation à un chiffre. La politique monétaire, seule, ne suffira pas, préviennent les spécialistes, sans réformes structurelles, notamment budgétaires menées en parallèle. En attendant, ironie du sort, l'inflation n'épargne personne, pas même la gouverneur de la Banque centrale, Hafize Gaye Erkan, qui expliquait récemment dans une interview au quotidien Hürriyet s'être installée chez ses parents à Istanbul, tant les loyers ont flambé ces derniers mois!

## En Turquie, des arrestations pour espionnage en faveur d'Israël

Trente-quatre individus appréhendés sont soupçonnés d'avoir collaboré avec les services du Mossad dans le but d'espionner des responsables palestiniens. Ces interpellations interviennent dans un contexte de forte dégradation des relations entre Ankara et Tel-Aviv depuis le début de la guerre à Gaza.

**E**n langage diplomatique, on appelle cela une montée des tensions. La police turque a arrêté, mardi 2 janvier, selon une déclaration du ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, 34 personnes soupçonnées d'espionnage pour le compte du Mossad, le service de renseignement extérieur israélien. Les suspects ont été interpellés lors de raids à Istanbul et dans sept autres provinces du pays pour avoir prétendument planifié des activités de « reconnaissance » dans le but de « poursuivre, [d']agresser et [de] kidnapper » des ressortissants étrangers vivant en Turquie, a rapporté l'agence gouvernementale Anadolu.

Cette dernière précise que les individus appréhendés ont été recrutés pour espionner des Palestiniens résidant en Turquie ainsi que des activistes israéliens opposés à leur gouvernement. Des responsables israéliens les auraient contactés par le biais des réseaux sociaux. Douze autres personnes seraient encore recherchées.

Cette annonce intervient moins d'un mois après que Ronen Bar, le chef de l'agence israélienne de sécurité intérieure, le Shin Beth, a déclaré, selon des enregistrements révélés le 4 décembre 2023, que son organisation était prête à détruire le Hamas « partout », y compris « au Liban, au Qatar

et en Turquie ». Un propos jugé inadmissible par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a aussitôt mis en garde l'Etat hébreu contre de « graves conséquences » si Tel-Aviv mettait à exécution sa menace d'attaquer des responsables du Hamas sur son sol.

### Nétanyahou, « boucher de Gaza »

La Turquie et Israël avaient normalisé leurs relations en 2022, en renommant des ambassadeurs dans leurs capitales respectives après plus d'une dizaine d'années de crispations. En septembre 2023, Recep Tayyip Erdogan et Benjamin Nétanyahou s'étaient même entretenus, en tête à tête, en marge du sommet annuel de l'ONU, à New York. Mais ces liens se sont rapidement détériorés avec la guerre entre Israël et le Hamas, Ankara devenant l'un des plus ardens détracteurs, avec Téhéran, des actions militaires israéliennes à Gaza.

Après avoir retenu ses coups dans les tout premiers jours qui ont suivi l'attaque du 7 octobre perpétrée par le Hamas contre Israël, appelant à la fin des « actions agressives », le chef de l'Etat turc n'a eu de cesse d'intensifier ses critiques contre les « attaques barbares » de l'Etat hébreu, qualifiant Benjamin Nétanyahou de « boucher de Gaza » ou en-

core de « génocidaire ». Fin décembre 2023, il a affirmé qu'il n'existait « aucune différence » entre le premier ministre israélien et Adolf Hitler, une comparaison qu'il avait déjà utilisé lors de précédentes escalades diplomatiques entre les deux pays.

Et puis, il y a le soutien à Hamas qui, lui, n'a jamais varié. Contrairement à la majorité des pays occidentaux, la Turquie ne considère pas ce groupe armé, une émanation des Frères musulmans, comme une organisation terroriste. Les liens entre les mouvements islamistes turcs et palestiniens se sont noués dès les années 1970, par l'entremise de Necmettin Erbakan, un des pères politiques de l'actuel président, lié personnellement à la confrérie. En 2012, en pleine vague des « printemps arabes », soutenus par Recep Tayyip Erdogan, le Hamas avait ouvert un bureau à Istanbul, où plusieurs cadres du mouvement islamiste ont longtemps trouvé refuge.

### Singulière protection

Le 22 août 2020, au palais Vahdettin, l'une des résidences officielles de la présidence sur le Bosphore, le numéro un turc, accompagné du patron du renseignement, le Milli Istihbarat Teskilati (MIT), de l'époque, Hakan Fidan, avait reçu Ismail Haniyeh, le chef du bureau po-

litique du Hamas au pouvoir à Gaza. Puis, cet été, une rencontre à Ankara avait même été organisée entre ce dernier et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Discrètement, dans les jours qui ont suivi l'attaque du Hamas du 7 octobre, Ankara avait toutefois demandé à Haniyeh de quitter la Turquie avec son entourage. La diffusion de vidéos le montrant lui et quelques proches se prosternant, dans une « prière de gratitude », avait provoqué des réactions scandalisées. Plusieurs cadres du Hamas se sont toutefois rendus en Turquie depuis, notamment pour y rencontrer de hauts responsables turcs.

De fait, les arrestations de mardi marquent une nouvelle étape dans la détérioration des relations entre Ankara et Tel-Aviv. Elles renvoient aussi l'image d'une singulière protection orchestrée par le pouvoir turc autour des responsables palestiniens. Le 3 juillet, selon les médias turcs, les agents du MIT avaient déjà démasqué une cellule de 56 individus recueillant des informations sur des citoyens non turcs pour le Mossad. En décembre 2022, 44 personnes avaient été interpellées pour les mêmes motifs, dont 7 seront accusés d'avoir directement espionné des Palestiniens. En octobre 2021, ils étaient 15.



# Iran : un nouveau bilan fait état de 84 morts dans une double explosion près de la tombe du général Ghassem Soleimani, tué en 2020

Le pays célébrait, mercredi, le quatrième anniversaire de la mort de cet homme-clé du régime, tué par un drone américain en Irak. Les Etats-Unis rejettent toute implication dans l'attaque contre le cimetière, qualifiée de « terroriste » par les autorités iraniennes.

L'Iran a révisé à la baisse le bilan officiel de l'attentat perpétré mercredi dans le sud du pays. « Selon les dernières statistiques, 84 personnes ont été tuées », a annoncé, jeudi 4 janvier à la télévision d'Etat, le chef des services d'urgence du pays, Jafar Miadfar, faisant état de « 284 blessés, parmi lesquels 195 sont toujours hospitalisés ». Selon M. Miadfar, l'état dégradé de certains corps après l'explosion a rendu difficile le recensement des victimes.

La double explosion s'est produite à Kerman (Sud), près de la tombe du général Ghassem Soleimani, architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, tué au début de janvier 2020 dans une attaque de drone américaine en Irak. Une foule compacte composée de représentants de la République islamique et d'anonymes y était rassemblée pour commémorer la mort du général iranien, qui était l'une des personnalités les plus populaires du pays.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière en Iran depuis 1978, quand un incendie criminel avait fait au moins 377 morts dans un cinéma d'Abadan selon les archives de l'Agence France-Presse. Le gouvernement a décrété une journée de deuil dans tout le pays, a annoncé la télévision d'Etat.

L'agence de presse officielle IRNA avait évoqué dans un premier temps un bilan de

103 morts, la télévision d'Etat faisant pour sa part état de 211 blessés, dont certains dans un état critique. Le ministre de la santé, Bahram Eynollahi, avait ensuite révisé à 95 « le nombre exact de personnes tuées dans l'incident terroriste », expliquant que certains noms « avaient été enregistrés deux fois par erreur ».

## L'ayatollah Khamenei promet « une réponse sévère »

Selon IRNA, une première explosion est survenue à 700 mètres de la tombe de Ghassem Soleimani et la seconde un kilomètre plus loin. L'agence locale Tasnim précise qu'elles ont été provoquées par des « bombes dissimulées dans deux sacs ». « Les auteurs des faits les ont apparemment activées via une télécommande », explique-t-elle encore.

L'agence de presse ISNA, qui cite le maire de Kerman, Said Tabrizi, précise que les explosions se sont produites à dix minutes d'intervalle. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré des participants tentant désespérément de quitter le site alors que le personnel de sécurité bouclait la zone. Sur d'autres vidéos, on peut voir des personnes courir, paniquées et désorientées. Les secours sont intervenus rapidement.

L'attaque survient dans un contexte régional très tendu depuis le début du conflit il y a près de trois mois entre Israël

et le Hamas à Gaza, et au lendemain de l'élimination d'un haut responsable du mouvement islamiste palestinien dans une frappe aérienne près de Beyrouth.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a condamné l'attaque dans un communiqué : « Il ne fait aucun doute que les auteurs de cet acte lâche seront bientôt identifiés et punis pour leur acte odieux, par les forces de sécurité et les forces de l'ordre compétentes. » L'ayatollah Ali Khamenei a, lui, promis « une réponse sévère ». « Les ennemis diaboliques et criminels de la nation iranienne ont une nouvelle fois provoqué un désastre et transformé en martyrs un grand nombre de personnes de notre peuple à Kerman », a déclaré dans un communiqué le Guide suprême de la révolution islamique.

L'attaque a également été condamnée par le président russe, Vladimir Poutine. « L'assassinat de personnes pacifiques visitant un cimetière est choquant par sa cruauté et son cynisme », a-t-il déploré dans un message envoyé à son homologue iranien, et à l'ayatollah Ali Khamenei, selon le Kremlin. « Nous condamnons fermement le terrorisme sous toutes ses formes », a ajouté le président russe, dont le pays est étroitement allié à l'Iran.

## Un conseiller du président iranien accuse les Etats-Unis et Israël

De son côté, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir-Abdollahian, afin de lui « adresser ses condoléances à la suite des horribles explosions [survenues] aujourd'hui à Kerman qui ont tué des dizaines de civils », a écrit M. Borrell sur les réseaux sociaux. « J'ai condamné cette attaque terroriste dans les termes les plus forts et j'ai exprimé [ma] solidarité avec le peuple iranien », a-t-il ajouté. Les auteurs de cet attentat « devront rendre des comptes », ajoute le texte.

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies a lui aussi « condamné avec force » l'attaque, appelant « à ce que les responsables soient traduits » en justice, a déclaré sa porte-parole adjointe, Florencia Soto Niño, dans un communiqué. La France, l'Allemagne, la Jordanie et l'Arabie saoudite ont également condamné l'attaque.

Washington a jugé « absurde » toute suggestion que les Etats-Unis ou Israël seraient impliqués dans l'attentat, sans préciser à quelles allégations il pouvait faire référence. « Washington affirme que les Etats-Unis et Israël n'ont joué aucun rôle dans l'attentat terroriste de Kerman, en Iran. Vraiment ? Un renard ne sent pas sa propre odeur, a écrit en réponse, sur X, Mohammad Jamshidi, un conseiller politique du président

iranien. La responsabilité de ce crime incombe aux régimes américain et sioniste, et le terrorisme n'est qu'un outil. »

De son côté, Israël n'a pas commenté l'attentat. « Nous sommes concentrés sur les combats avec le Hamas », a déclaré le porte-parole de l'armée, Daniel Hagari, en réponse à une question.

### Ghassem Soleimani, héros iranien

A la tombée de la nuit, de nombreuses personnes sont revenues au cimetière de Kerman en scandant « Mort à Israël ! » et « Mort à l'Amérique ! ». A Téhéran, des milliers de personnes se sont rassemblées pour rendre hommage à Ghassem Soleimani. « Nous condamnons le terrible attentat terroriste d'aujourd'hui. (...) J'espère que les auteurs de ce crime seront identifiés et punis pour leurs actes », a déclaré Zeinab, la fille du général Soleimani.

Ghassem Soleimani [avait été tué en janvier 2020, à l'âge de 62 ans](#), lors d'une attaque de



Après une double explosion lors du quatrième anniversaire de la mort du général Ghassem Soleimani, à Kerman (Iran), le 3 janvier 2024. WANA NEWS AGENCY / VIA REUTERS

drone américain en Irak. Chef de la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, chargée des opérations extérieures de la République islamique, il était également l'une des personnalités publiques les plus populaires du pays.

Après avoir servi durant la guerre Iran-Irak de 1980-1988, le général avait rapidement gravi les échelons. Déclaré « martyr vivant » par l'ayatollah Ali Khamenei, alors qu'il était encore en vie, Soleimani était considéré comme un héros

pour son rôle dans la défaite de l'organisation djihadiste Etat islamique en Irak et en Syrie. Le Guide suprême iranien avait, au moment de sa mort, décrété trois jours de deuil national.

**Le Monde**

AFP  
03 janvier 2024

## En Turquie, 56 personnes recherchées par 18 pays ont été arrêtées

La police turque a multiplié au cours des derniers mois les coups de filet contre des membres de la criminalité organisée internationale, dont certains avaient trouvé refuge de longue date en Turquie.

**C**inquante-six personnes, recherchées par dix-huit pays, soupçonnées notamment de trafics de drogue et d'êtres humains, ont été arrêtées mercredi 3 janvier en Turquie, a annoncé le ministère de l'intérieur turc.

Les suspects, interpellés dans onze des 81 provinces turques,

dont celles d'Istanbul (Nord-Ouest), d'Antalya (Sud) et d'Izmir (Ouest), étaient recherchés notamment par les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Inde, Israël, la Russie, l'Iran, les Emirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite, a précisé le ministère dans un communiqué.

### Avis de recherche

### international

Certains faisaient l'objet d'une notice rouge, un avis de recherche international émis par Interpol. Les accusations ont trait à des homicides, au proxénétisme, au blanchiment d'argent ou à l'appartenance à une organisation criminelle.

« Nous allons tous les mettre

en cage, un par un », a écrit le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, sur [le réseau social X](#).

La police turque a multiplié depuis ces derniers mois les coups de filet contre des membres de la criminalité organisée internationale, dont certains avaient trouvé refuge de longue date en Turquie.

# L'Iran frappé par l'attentat le plus meurtrier depuis la Révolution islamique, dans un contexte de fortes tensions régionales

Au moins 84 personnes ont été tuées, selon les autorités, par deux bombes ayant explosé dans la foule qui commémorait, à Kerman, la mort de Ghassem Soleimani, le commandant des opérations extérieures des gardiens de la révolution.

La République islamique d'Iran a connu, mercredi 3 janvier, l'attentat le plus meurtrier de son histoire, qui a tué au moins 84 personnes. Il a eu lieu alors que Téhéran commémorait la mort de Ghassem Soleimani, le commandant des opérations extérieures des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), tué le 2 janvier 2020, à Bagdad, par une frappe de drone américain. A quelques minutes d'intervalle, deux bombes ont explosé dans la ville de Kerman, dans le sud du pays, à proximité de la mosquée Saheb Al-Zaman, où est enterré le général, alors qu'une foule importante se rendait sur sa tombe.

Selon Tasnim, une agence de presse affiliée aux gardiens de la révolution, les auteurs de l'attaque auraient fait exploser, à distance, deux sacs chargés d'explosifs, déposés à l'entrée du cimetière de Kerman. Trois officiers et six enfants feraient partie des victimes. Cet attentat, qui n'avait pas été revendiqué jeudi matin, intervient dans un contexte de tension régionale très forte depuis l'attaque du 7 octobre 2023 du Hamas en Israël, responsable de la mort de 1 200 personnes et de la capture d'environ 240 otages, et le déclenchement de la guerre à Gaza, qui a provoqué la mort de plus de 22 000 Palestiniens.

La veille du double attentat à Kerman, le 2 janvier, Saleh Al-

Arouri, le numéro deux du bureau politique du Hamas, ainsi que six autres cadres du mouvement islamiste, ont été tués à Beyrouth, par une frappe attribuée à Israël. Quelques jours plus tôt, le 25 décembre 2023, l'Iran avait accusé Israël d'avoir tué par une frappe de missile le plus haut gradé du corps des gardiens de la révolution en Syrie, le général de brigade Razi Moussavi. Les dirigeants iraniens avaient promis des représailles. « Israël a commis une erreur stratégique en assassinant un général iranien. Ce crime ne restera pas sans réponse », avait réagi, le lendemain, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, Mohammad Bagheri.

L'occasion choisie par les auteurs de l'attentat ne doit rien au hasard. Figure-clé de l'axe « de la résistance » – une coalition d'Etats et d'acteurs non étatiques qui compte notamment dans ses rangs les milices chiites irakiennes, le régime syrien, le Hezbollah au Liban ainsi que les rebelles houthistes au Yémen –, Ghassem Soleimani était l'architecte des activités militaires régionales de l'Iran. Le général avait été aussi en première ligne dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

## « Acte lâche »

Peu après le double attentat de Kerman, sur le réseau social X, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, la plus haute auto-

rité du pays, a menacé les responsables des explosions d'une « réponse ferme ». Le président, Ebrahim Raïssi, a promis que les services de sécurité iraniens « identifieront et puniront bientôt les auteurs de cet acte lâche ». Aucun de ces deux dirigeants n'a pointé du doigt un pays étranger ou un groupe militaire en particulier. Jeudi matin, le ministère de renseignement iranien n'avait pas encore attribué la responsabilité des deux explosions.

Esmail Qaani, le successeur de Ghassem Soleimani, a accusé « des éléments soutenus par les Etats-Unis et le régime sioniste [Israël, dans la phraseologie officielle iranienne] » d'être à l'origine des explosions à Kerman. Mais, à Téhéran, peu d'officiels ont mis en cause les Etats-Unis ou Israël, deux ennemis jurés du régime iranien. Mercredi, le département d'Etat américain a rejeté l'accusation de M. Qaani. « Nous n'avons aucune raison de croire qu'Israël a été impliqué dans cette explosion », a déclaré Matthew Miller, le porte-parole de la diplomatie américaine, lors d'un point de presse. « Cela ressemble à une attaque terroriste, du type de celles que l'EI a commises par le passé, et, pour autant que nous le sachions, c'est en quelque sorte, je pense, notre hypothèse de départ à l'heure actuelle », a dit un haut responsable américain, dans des propos rapportés par l'agence Reuters.

Beaucoup d'experts pointent, en revanche, du côté de l'EI. Pays majoritairement chiite et dirigé par une élite appartenant à la même obédience, l'Iran a été touché, à de multiples reprises, par des attaques, dont plusieurs ont été attribuées à l'EI. En juin 2017, le groupe avait ainsi revendiqué, pour la première fois, des actions simultanées à Téhéran, l'une près du mausolée du fondateur de la République islamique, Ruhollah Khomeyni, et l'autre au Parlement iranien. Ce double attentat avait tué dix-sept personnes.

Un an plus tard, lors d'un défilé militaire à Ahvaz, ville située dans le sud-ouest de l'Iran, des hommes armés ont tiré sur les soldats, tuant vingt-cinq personnes. La dernière attaque revendiquée par l'organisation Etat islamique a été menée en octobre 2022, au sanctuaire de Chah-Tcheragh, à Chiraz, ville du sud du pays, lorsqu'une fusillade a tué quinze personnes. L'EI avait ensuite menacé de mener d'autres attaques en Iran. De leur côté, les dirigeants iraniens annoncent très souvent le démantèlement des réseaux appartenant à cette organisation et l'arrestation de plusieurs de ses membres dans le pays.

Depuis le 7 octobre 2023, Téhéran a exprimé son soutien au Hamas, tout en affirmant n'avoir joué aucun rôle dans l'organisation de l'attaque en Israël. Pour le moment, la Ré-

publique islamique d'Iran prend soin de ne pas s'engager dans une guerre ouverte avec Israël et son allié indéfectible, les Etats-Unis. Mais ses « proxys » (alliés) ne cessent de défier ces deux pays sur plusieurs fronts.

### Condamnations internationales

Au Liban, les échanges de tirs entre le Hezbollah et l'Etat hébreu le long de la frontière israélo-libanaise, devenus quotidiens, se sont intensifiés depuis l'assassinat de Saleh Al-Arouri, le 2 janvier. En Syrie et en Irak, les forces américaines ont été prises pour cible plus de cent fois par des militants soutenus par l'Iran. Dans la mer Rouge, les rebelles yéménites houthistes attaquent des navires marchands qu'ils estiment « liés à Israël ». Le 1<sup>er</sup> janvier, la marine américaine est intervenue au sud-ouest d'Hodeïda (le premier port du Yémen, aux mains des houthistes) pour détruire trois des quatre embarcations utilisées par le mouvement rebelle qui cherchaient à attaquer un navire commercial.



Devant l'hôpital de Kerman (Iran), le 3 janvier, après l'attaque visant la commémoration de la mort du général Ghassem Soleimani, en 2020. SARE TAJALLI / AFP

Par le passé, Israël aurait certes procédé à des assassinats en Iran, sans jamais les revendiquer, mais ils ont toujours été ciblés. [En novembre 2020, Mohsen Fakhrizadeh, acteur-clé du programme nucléaire de Téhéran, a été tué en plein jour à Absard](#), une petite ville à l'est de Téhéran. Quelques mois

plus tard, le quotidien américain *New York Times* a révélé que cet assassinat avait été mené par une mitrailleuse de haute technologie pilotée à distance et cachée dans un pick-up stationné au bord de la route. Avant lui, au moins quatre autres scientifiques nucléaires iraniens ont été tués à Téhéran : [Massoud Ali Mo-](#)

[hammad](#) et [Majid Shahriari, en 2010](#), [Darioush Rezaeinejad, en 2011](#), et [Mostafa Ahmadi Roshan, en 2012](#).

Les explosions de Kerman ont été condamnées unanimement par la communauté internationale. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé « *les responsables à rendre des comptes* ». Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a « *condamné cette attaque terroriste dans les termes les plus forts* » et « *exprimé [sa] solidarité avec le peuple iranien* ».

Alors que les inquiétudes grandissent quant à une possible extension régionale de la guerre à Gaza, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, devait commencer jeudi une nouvelle tournée au Moyen-Orient, qui le conduira notamment en Israël, mais aussi dans des capitales arabes. Ce déplacement sera son quatrième dans la région depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas.

**Le Monde**

Avec AFP  
04 Janvier 2024

## Irak : deux membres d'une faction pro-irannienne, dont un chef, tués dans une frappe américaine à Bagdad

L'attaque « de drone » a visé, jeudi, « un centre de soutien logistique du Hachd Al-Chaabi » dans l'est de la capitale irakienne, a précisé un responsable sécuritaire, qui ajoute que « sept autres » membres sont blessés.

Un responsable militaire et un autre membre du Hachd Al-Chaabi ont été tués, jeudi 4 janvier, à Bagdad dans une « frappe de drone » américaine, a annoncé cette organisation irakienne regroupant des factions armées proches de l'Iran. « *Le comman-*

*dant adjoint des opérations pour Bagdad, Mushtaq Talib Al-Saïdi* », est « *tombé en martyr dans une frappe américaine* », a précisé le mouvement Al-Nujaba, l'une de ses factions, pro-irannienne et anti-américaine, dans un communiqué, selon l'Agence France-Presse (AFP).

L'attaque au drone a visé « *un centre de soutien logistique du Hachd Al-Chaabi* » dans l'est de la capitale irakienne, a précisé un responsable sécuritaire sous couvert d'anonymat, qui précise que « *deux membres [du Hachd Al-Chaabi] ont été tués, et sept autres blessés* ».

Une source au sein du Hachd Al-Chaabi a confirmé ce bilan et attribué la frappe aux forces américaines.

Washington affirme que « *cette frappe était un acte de légitime défense. Aucun civil n'a été blessé. Aucune infrastructure*

ou installation n'a été touchée », a déclaré dans un communiqué, le responsable de la défense américaine.

Le chef d'une des factions du groupe armé pro-iranien Hachd Al-Chaabi était « *activement impliqué dans l'organisation et la réalisation d'attaques contre les troupes américaines* », a ajouté le responsable, confirmant la mort d'un autre membre du groupe.

Sur des vidéos diffusées par une chaîne Telegram proche du Hachd Al-Chaabi, et consultées par l'AFP, des colonnes de fumée sont visibles depuis le bâtiment situé dans la rue Palestine, une artère commer-

cante et très fréquentée de Bagdad.

### La cible de plusieurs bombardements

Avant la déclaration américaines, le gouvernement irakien avait tenu pour responsable la coalition internationale antidjihadiste, emmenée par les Etats-Unis, du raid qui a tué les deux membres du Hachd Al-Chaabi, évoquant une « *agression* ». « *Les forces armées irakiennes tiennent les forces de la coalition internationale responsables de cette attaque* », a écrit Yahya Rassoul, un porte-parole du premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, dans un communiqué où il parle

d'« *escalade et agression dangereuses* ».

Le Hachd Al-Chaabi est une coalition d'anciens paramilitaires chiites proches de l'Iran et désormais intégrés aux forces régulières irakiennes. Ces forces ont été ces dernières semaines la cible de plusieurs bombardements en Irak, dont certains revendiqués par les Etats-Unis.

Hadi Al-Ameri, l'une des figures du Hachd Al-Chaabi, a condamné un « *crime odieux commis par les forces américaines criminelles* », réclamant le « *départ immédiat* » de la coalition internationale. Les troupes américaines et celles de la coalition internatio-

nale antidjihadistes déployées en Irak et en Syrie sont visées quasi quotidiennement par des attaques de drones et de roquettes depuis le début de la guerre, en octobre, entre Israël et le Hamas palestinien à Gaza.

La plupart de ces attaques ont été revendiquées par un groupe appelé Résistance islamique en Irak, groupe armé affilié au Hachd Al-Chaabi qui s'oppose au soutien américain à Israël. Depuis le 17 octobre, date de l'explosion survenue à l'hôpital Al-Ahli, à Gaza, les Etats-Unis ont recensé plus d'une centaine d'attaques en Irak et en Syrie contre leurs troupes.



## Kirkuk Minute | January 4, 2024

*A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.*

### Kirkuk

On December 24, a Kirkuk court arrested [two Kurdish farmers](#) from Topzawa village based on a complaint filed by the 11th Iraqi army division. The farmers, Sati Nasih and Soran Nazim, were accused by the command of the 11th Army Division, stationed in Topzawa, of inciting people against the army. The arrest followed multiple attempts by the 11th Division to seize the farmers' land, leading to demonstrations by the two Kurdish farmers. Iraq's Ministry of Defense plans to construct apartment complexes for officers on [Kurdish- and Turkmen-owned lands](#), originally confiscated by the former Iraqi regime and given to the defense ministry in 2003. However, the new Iraqi government has refused to return the land to its original owners. Simultaneously, the court in Kirkuk [granted Kurdish land](#) to an Arab settler in Laylan, raising concerns of more seizure of Kur-

dish property in the province.

On January 2, the Iraqi army [entered the Kurdish](#) neighborhood of Newroz in Kirkuk, instructing residents to evacuate their homes. Newroz, previously occupied by Ba'ath army officers, was given to displaced Kurdish families in 2003. The Iraqi army intends to evict Kurdish households and allocate the houses to Iraqi army officers. Despite an initial agreement for the military to withdraw and leave the resolution to the new local government, the military returned the next day amid protests, with hundreds of personnel deployed to [expel Kurds](#).

On December 25, [a committee from the Interior](#) Ministry visited Kirkuk for four days to assess the readiness of Kirkuk's police to assume control of the security file in the province. An agreement before the formation of the current Iraqi cabinet called for transferring

the security file to the police in various provinces after military control. The police commander stated that the plan would be [implemented in 2024](#), although previous promises lacked action.

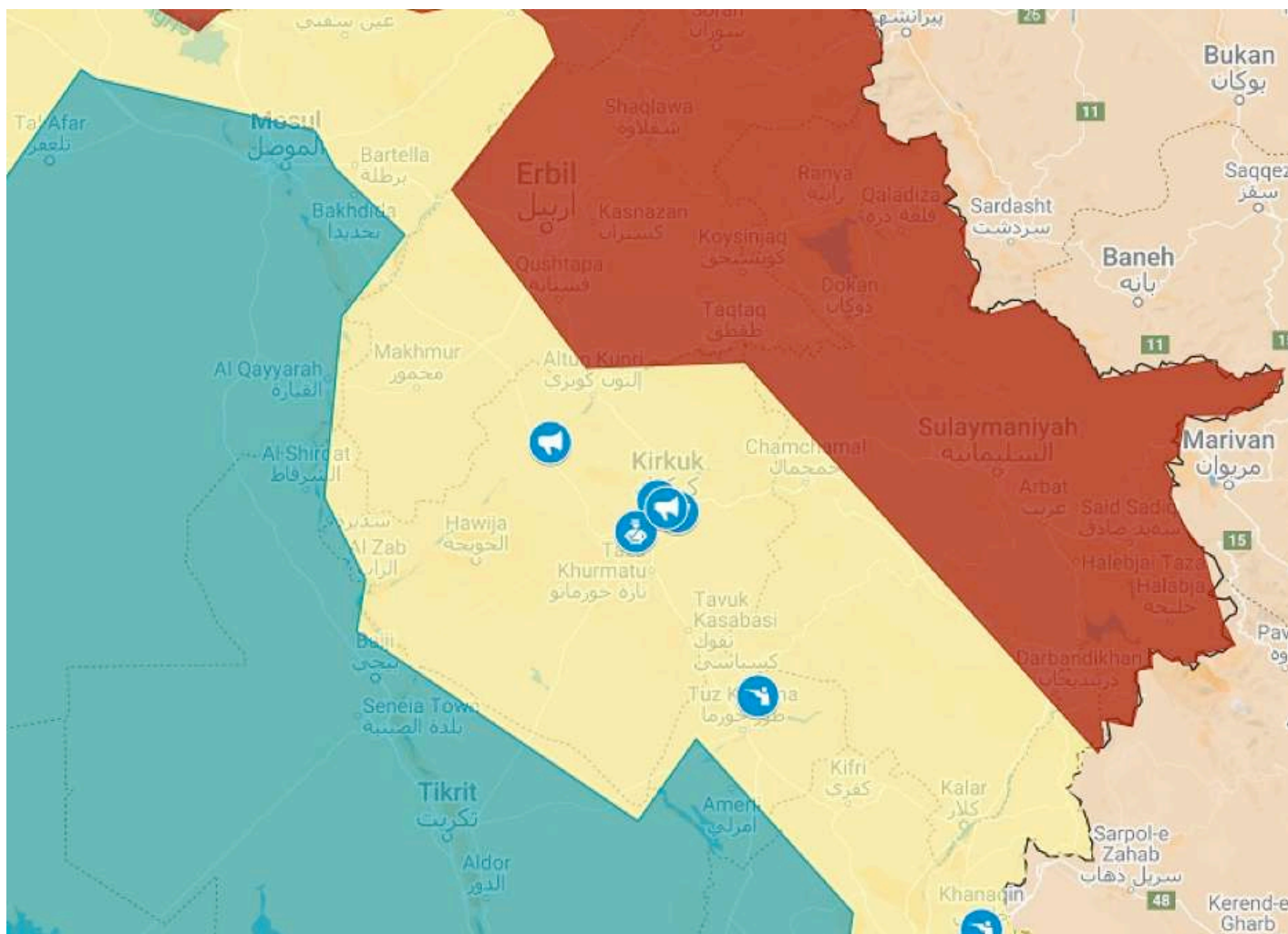
[On December 28, 2023](#), an ISIS (Da'esh) terrorist shot and killed two policemen in Kirkuk's busiest area, leaving one dead and the other seriously wounded. The terrorists, masked in civilian clothes, carried out the attack on the officers in charge of organizing the grand bazaar. The Kirkuk police command, in response to the incident, issued a statement banning all forms of [masks in the city](#), considering those who cover their faces as an "enemy." Da'esh claimed responsibility for the terrorist attacks.

On January 3, the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released](#) statistics on Iraqi oil exports for December

2023. Kirkuk's oil exports generated \$28,729,830 from 464,058 barrels exported to Jordan at a price of \$61.91 per barrel. Notably, for the ninth consecutive month, there were zero oil exports from Kirkuk to Turkey's Ceyhan port due to the suspension of oil exports from the Kurdistan Region, impacting Kirkuk's overall exports. Furthermore, in December, no Kirkuk oil was exported through the Umm Qasr port in Basra, in contrast to the previous three months.

### Updates on the Provincial Elections:

On December 31, 2023, the Independent High Electoral Commission (IHEC) ended accepting appeals for the provincial election results from candidates and parties, adhering to the previously set deadline. The spokesperson for IHEC [informed Rudaw](#) that a total of 329 appeals were filed nationwide, with 35 complaints



originating from Kirkuk, marking the second-highest number of appeals in the country.

**Turkmen:** In a [televised interview](#), Hassan Turan, leader of the Turkish-backed Turkmen Front, stated, “Our primary demand in the negotiations to form the Kirkuk administration is a Turkmen governor.” Turan asserted that the election results indicated that “no community can independently form a local administration.” On January 2, Turan visited Turkey and [met with Hakan Fidan](#), the Turkish Foreign Minister, to “discuss” the provincial election results, expressing satisfaction with the “positive” bilateral relations between Iraq and Turkey. Following the meeting, [Fidan proposed](#) that the governor of Kirkuk should be selected on a rotational basis. Additionally, meetings between the Turkmen Front and Sunni Arab [parties hinted](#) at a potential alliance against the appointment of a Kurdish governor. However, changes in the preliminary results for Turkmen Front candidates

led to a division, with a previously declared winner, Mohammed Samman, [accusing “interference”](#) through “political deals” in Baghdad resulting in his removal. Concurrently, [Shia Turkmen](#)s revealed that the Turkmen Front’s leader, Turan, rejected a unified Turkish list for the elections. The Shia Turkmen party aligned with the Iranian-backed al Badr failed to secure any of the sixteen seats in the provincial elections.

**Sunni Arabs:** The Sunni Arab [victors announced](#) the formation of a united bloc in the provincial council, consolidating their six seats won through three separate coalitions: Arab Alliance, the Leadership (Qiyada), and the Arabism Alliance (Aroba). Furthermore, Sunni Arab leader Khamis Khanjir held discussions with [Fidan in Ankara](#) following the elections.

**Kurds:** On December 25, Shakhawan Abdullah, Deputy Speaker of the Iraqi Parliament and a member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) list, [expressed](#)

[dissatisfaction](#) with the provincial election results for the Kurds, stating that they “did not meet the hope and goals.” He urged the selection of a “loyal Kurdish governor,” highlighting that, for the first time since 2005, the Kurds secured less than half of the seats in Kirkuk. Preliminary results showed the Kurds winning seven seats—five for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and two for the KDP. Sunni Arabs won six seats, and two seats went to the Turkmen. The Christian quota seat was claimed by the Iranian-backed Babylon, in alliance with the PUK.

#### **Khanaqin**

On January 31, Iranian-backed militias abducted Aso Ibrahim Isam, a prominent Kurdish member of the Arkawazi tribe, spiriting him away to an undisclosed location. Sajjad Arkawazi, a leader of the Arkawazi tribe, disclosed to [Shafaq News](#) that the motive behind Aso Ibrahim’s arrest and kidnapping is “still unknown.” He further highlighted

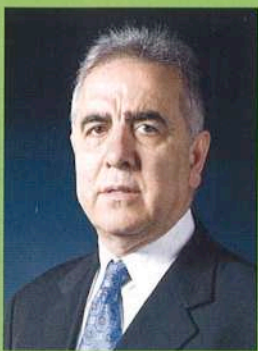
the looming threat of [arrest faced by senior figures](#) of the Arkawazi tribe. Separately, on January 2, near Tuz Khurmatu, Da’esh terrorists attacked a Peshmerga unit without resulting in casualties.

#### **Shingal (Sinjar)**

On December 26, Hazim Abbas Murad, one of the Yazidi children kidnapped in 2014, was [successfully rescued](#) and reunited with his family. The Kurdistan Regional Government (KRG) reported that the fate of over 2,000 out of the 6,417 Yazidis abducted by Da’esh terrorists remains unknown, including eight members of Hazim Abbas’ family. Hazim, who was 10 years old at the time of his kidnapping, is now 19 years old. In a separate incident on December 28, [five YBS fighters](#) were killed in a Turkish airstrike north of Mount Shingal. The airstrike targeted a YBS checkpoint near a tent occupied by workers.

MONDE / ԱՇԽԱՐՀ

FRANCE ARMÉNIE - JANVIER 2024



## Le maire de New York a participé à 80 événements en 8 ans liés à la Turquie

Il y a trois semaines, lorsque j'ai écrit pour la première fois sur l'enquête du FBI sur les liens de campagne du maire de New York, Eric Adams, avec la Turquie, je n'avais pas réalisé que ce serait l'ouverture de la boîte de Pandore.

La semaine dernière, Adams a créé un fonds de défense pour collecter des fonds afin de payer les frais juridiques de l'élargissement de l'enquête fédérale sur sa campagne électorale de 2021. La loi autorise Adams à recevoir des dons allant jusqu'à 5 000 \$. Il doit cependant divulguer les noms et adresses de tous les donateurs.

Selon le *New York Post*, "les autorités fédérales enquêtent pour savoir si le gouvernement turc ou des citoyens turcs ont illégalement canalisé des dons vers la campagne d'Adams en utilisant des « donateurs de paille », un système selon lequel les contributeurs répertoriés dans les documents officiels ne sont pas la véritable source de financement – et si Adams a fait des faveurs en contrepartie". Plusieurs sources ont déclaré au *New York Post* : "Le membre du personnel de l'administration Adams qui aurait « agi de manière inappropriée » dans le cadre de l'enquête fédérale pour corruption sur sa campagne de collecte de fonds, a travaillé au bureau des affaires internationales de la ville avant d'être brusquement mis en congé. La mairie a confirmé l'information." Cette personne est Rana Abbasova, qui était la directrice du protocole du maire. Originaire d'Azerbaïdjan, elle a assuré la planification et la logistique avancées des événements du maire et a voyagé avec lui. Son salaire annuel est de 80 651 \$. Le *Post* a appris qu'elle avait menti aux enquêteurs fédéraux. Abbasova était auparavant coordinatrice communautaire et conseillère d'Adams lorsqu'il était président de l'arrondissement de Brooklyn. Sa biographie indique : "Elle était responsable des relations internationales et du maintien des relations entre le président de l'arrondissement et les parties prenantes, notamment les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, les communautés musulmanes et russophones et les organisations à but non lucratif. Elle a également travaillé avec les ambassades et les consulats pour établir des relations entre les pays et avec le bureau du président de l'arrondissement de Brooklyn afin d'aider à surmonter les barrières linguistiques et les différences culturelles. Elle a également organisé des événements sur le patrimoine turc et a contribué aux accords de jumelage des villes. Abbasova était également assistante administrative d'Adams pour son *One Brooklyn Fund, Inc.* lorsqu'il était encore président de l'arrondissement".

Le site d'informations de la Ville informe qu'en avril 2017, Abbasova avait organisé une réunion entre le président de l'arrondissement Adams et la Fondation Turken, fondée par le fils du président Erdogan, Bilal. Trois des membres



du conseil d'administration de Turken ont contribué pour un total de 6 000 \$ à la campagne du maire. Son emploi du temps montre qu'il a assisté à quatre événements de Turken qui est enregistrée comme agent étranger auprès du ministère de la Justice. Abbasova a organisé pour Adams au moins trois réunions et événements liés à la Turquie lorsqu'il était président de l'arrondissement, comme le montre un examen de son emploi du temps. Parmi eux, il y avait la grande cérémonie d'ouverture d'un restaurant turc à Brooklyn en 2015, qu'elle a qualifiée d'« importante ». Selon le média *POLITICO*, en tant que



président de l'arrondissement de Brooklyn, Adams "a assisté à près de 80 événements sur huit ans célébrant la Turquie – y compris un lever de drapeau en 2015, un bal de charité en 2018 et une réunion Zoom avec le consul turc en 2020". Après avoir examiné des milliers de programmes publics d'Adams et de nombreuses publications sur les réseaux sociaux, *POLITICO* a révélé sa "relation inhabituellement forte avec la Turquie, qui a attiré l'attention des enquêteurs fédéraux". En 2019, alors qu'Adams "se lançait dans une course à la mairie de New York, il a rejoint Martha Stewart lors d'un gala

célébrant Turkish Airlines – une société désormais prise dans une enquête en cours du FBI sur les finances de la campagne d'Adams. Lors de l'événement, Adams a été photographié tenant la main de deux responsables de l'entreprise autour d'une tranche de gâteau ; après avoir remporté la course à la mairie, il a nommé l'un de ces responsables, Cenk Ocal, dans son équipe de transition". CNN rapporte que le 2 novembre, le domicile d'un dirigeant de Turkish Airlines faisait partie des lieux perquisitionnés par le FBI. L'analyse par *POLITICO* des emplois du temps d'Adams dans l'arrondissement de Brooklyn a révélé trois mentions de Turkish Airlines : deux projets de banquets célébrant le transporteur en 2019 et 2020, et une entrée énigmatique le 2 octobre 2015 indiquant simplement : "Reprogrammer 16 heures Turkish Airlines. Rana [Abbasova] mes cadeaux".

Daniel Nigro, alors commissaire aux incendies de la ville de New York, a subi des pressions de la part d'Adams pour autoriser, malgré des problèmes de sécurité, l'ouverture d'un immeuble de grande hauteur abritant le consulat turc, juste à temps pour l'arrivée du président Erdogan. Nigro a reçu une assignation à comparaître devant le grand jury et s'est entretenu avec les agents du FBI. Après être devenu maire l'année dernière, Adams a fait des remarques virtuelles lors d'une conférence sur l'immobilier à Istanbul, à laquelle ont participé deux hauts responsables de la ville. Cependant, la participation du maire a été exclue de son programme public quotidien et n'a pas été signalée.

En plus du domicile de la personne collectant des fonds pour la campagne du maire, le FBI a perquisitionné ou mené des entretiens dans une douzaine de lieux dans le cadre de ses enquêtes sur les contributions à la campagne provenant de sources turques, rapporte CNN. En 2022, "Adams a effectué deux voyages en Turquie – un en août financé par plusieurs entités, dont le consulat turc", selon une divulgation financière obtenue par *POLITICO*. Le média local *THE CITY*, a récemment signalé que Turkish Airlines avait également contribué à ce voyage, mais cela a été omis de l'information annuelle requise. Quatre mois plus tard, selon les informations financières, une organisation appelée Association des jeunes leaders du tourisme, a financé un autre voyage en Turquie pour Eric Adams. "Ces voyages d'affaires faisaient partie de la demi-douzaine de voyages que le maire a déclaré avoir effectués dans le pays, y compris un séjour en 2017 avec son fils Jordan", selon *POLITICO*.

Lors d'une visite en Turquie en tant que président de l'arrondissement de Brooklyn, Adams a déclaré qu'il était intéressé par l'achat d'une maison à Istanbul, selon le journal turc *Sabah*. Adams a également fait savoir qu'il était tellement satisfait de Turkish Airlines qu'il utilise ce transporteur non seulement pour voler vers la Turquie, mais également vers d'autres parties du monde, comme l'Inde. ■

De Harut Sassounian  
The California Courier  
[www.TheCaliforniaCourier.com](http://www.TheCaliforniaCourier.com)  
Éditorial du 21 novembre 2023





## Upholding the Vital US Mission in Syria Amidst Threats

**A**n examination of the situation in Syria highlights the imperative for the ongoing US mission. The looming possibility of an ISIS resurgence and the proliferation of diverse terrorist organizations accentuate the necessity for sustained US engagement. Furthermore, the expanding influence of regional and international powers, including Iran, Turkey, Russia, and China, adds a layer of complexity to the geopolitical landscape.

**Note:** Conflict data are sourced from the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). ACLED data available at [www.acleddata.com](http://www.acleddata.com).

The persistent threat of ISIS (Da'esh) resurgence is a critical concern. Despite significant strides in diminishing their territorial control, the possibility of a resurgence looms. The U.S. mission plays a crucial role in preventing the resurgence of this extremist group and upholding stability in the region through a symbolic presence. Additionally, the mission involves training and supporting local forces to effectively counteract terrorist activities.

### Da'esh Attacks Since March 23, 2019

With U.S. support, the Syrian Democratic Forces (SDF) successfully eradicated Da'esh's physical "Caliphate" on March 23, 2019, concluding years of relentless military campaigns that reached every city, town, and village occupied by the terrorist organization. Despite the

jubilation during the victory celebration, both U.S. and Kurdish officials issued warnings that the triumph did not signify the complete elimination of the group, which had held significant territory in Iraq and Syria for an extended period.

Shortly thereafter, the terrorist organization reverted to its previous tactics, adopting guerrilla warfare and emphasizing quality attacks over quantity. This shift underscored the persistent threat posed by Da'esh, signaling a continuation of security challenges in the region despite the territorial defeat of its physical "Caliphate."

The chart below indicates that out of the 14 governorates in Syria, 12 have faced attacks by Da'esh. Particularly noteworthy is the sustained vulnerability of former Da'esh "Caliphate" strongholds, including Deir Ez Zor, Ar Raqqa, and the southern part of al Hasakah, which continue to be the most targeted areas in Syria. Notably, Homs has emerged as the second most attacked area after Deir Ez Zor, marking a significant uptick in incidents since 2021, primarily concentrated in the Syrian Desert—a significant hotspot within the [Ar Raqqa-Homs-Deir ez-Zor triangle](#).

### Attacks in the North and East of Syria

The Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) continues its ongoing anti-Da'esh campaign, receiving support from the US-led global coalition. Within the southern expanse of the AANES, one finds the former

"Capital of the Caliphate," Ar Raqqa, and the entrenched stronghold of the terrorist organization in Deir Ez Zor and South of Al Hasakeh.

Deir Ez Zor remains a critical hotspot for Da'esh activities, exhibiting a noticeable surge since 2021. While the presented data pertains specifically to areas under the control of the AANES, it's noteworthy that Da'esh attacks have also targeted towns and villages along the river in Deir Ez Zor, which are currently governed by the Assad regime.

Particularly, the majority of Da'esh attacks have been concentrated in the Basira subdistrict and its surrounding villages. Additionally, Thiban subdistrict has witnessed a significant number of violent incidents, followed by Sur, Kisreh, Susat, and Hajin. Since March 23, 2019, the total number of attacks in eastern Deir Ez Zor has reached 514, representing 32.3% of the total 1587 attacks in Syria. A significant portion, 61.26%, of these attacks occurred in the eastern part under the control of the AANES, while the remaining incidents transpired in the western part governed by the Syrian regime. It is important to note that eastern Deir Ez Zor, within the AANES's jurisdiction, is intricately linked to Iraq and the Sunni provinces, notably al Anbar, historically associated with al Qaeda since 2003 and Da'esh since 2014.

### Da'esh's Enduring Threat Revealed in the Sana Prison Break

After the Syrian Democratic

Forces (SDF) defeated the Islamic State's 'caliphate,' thousands of surrendered and captured ISIS militants came under SDF custody. At present, the SDF detains thousands of ISIS-affiliated prisoners, comprising 25,000 Syrians, 10,000 foreigners, and 5,000 Iraqis. Additionally, various other ISIS-affiliated detainees are located in camps across Rojava and northeastern Syria, with the notorious al-Hol camp in Hasaka holding nearly 70,000 people.

The significant number of prisoners, many still loyal to Da'esh, poses a severe security challenge for the Autonomous Administration in North and East Syria (AANES). This challenge is exacerbated by external pressures, such as Turkish aggression and subversion by Damascus and Tehran. The instability created by a potentially weakened AANES opens the door for a resurgent Islamic State.

The Islamic State has prioritized freeing their captured veteran fighters and supporters from SDF custody. This objective resulted in two major prison breaks, with the most significant one occurring in [late January 2022](#), known as the 'Battle of Hasakah.' During this event, Da'esh launched a coordinated attack, including suicide and car bombs, against the main prison. They stormed the facility with a wave of militants while simultaneously carrying out attacks in other neighborhoods of the city.

The attack caused chaos, leading to the deaths of over a hundred SDF personnel and the liberation of somewhere

between less than fifty to hundreds of Da'esh-affiliated prisoners, including [several leading terrorists](#). Despite this, the attack was ultimately a failure for Da'esh, as it did not free the thousands of prisoners they had hoped for and resulted in the deaths of nearly 400 attackers and prisoners when the SDF mounted a proper response.

This [attack served](#) as a grim reminder that Da'esh was far from finished, emphasizing the need for increased international cooperation with the SDF to prevent the resurgence of ISIS in the region.

Beyond Da'esh, the region has witnessed the growth of various other terrorist organizations. These groups pose a serious challenge to regional security. The US mission serves as a deterrent against the proliferation of these entities, preventing them from gaining a foothold and destabilizing the area further.

#### Hay'at Tahrir al-Sham

[Hay'at Tahrir al-Sham](#) (HTS) is a prominent Islamist Syrian rebel group that has significantly influenced the course of the Syrian Civil War in northern Syria. Formed in [2017 through](#) the merger of various militia factions, HTS operates under the banner of "popular jihad" against the Assad regime. It traces its roots back to the al-Qaeda affiliate Jabhat al-Nusra.

While HTS opposes Da'esh, it shares a similar radical ideology aimed at establishing an [Islamic State](#) through terrorism, aligning with the strategy of al-Qaeda. HTS has actively sought to expand its territory, challenging the Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES), the Assad regime, and other rebel groups. It has become the primary opposition force against the Assad regime, establishing its power base in Idlib province, where ongoing conflicts

with the regime persist.

Governing since 2017, HTS has expanded its influence to areas in [Aleppo, Hama, and Latakia](#). It employs an Islamic form of administration, providing essential services in line with its extreme Salafi-oriented ideology and enforcing control through violence. Local funding sources include taxation, extortion, and control of border crossings, with additional income generated through smuggling, trade, and taxation of local businesses. HTS also receives substantial donations from foreign entities.

Despite maintaining a collaborative [relationship with Turkey](#), HTS frequently [clashes](#) with Ankara's proxies, the Syrian National Army (SNA), in Afrin. The group's governance [experience in Idlib](#), coupled with the divisions among other opposition groups, presents a significant opportunity for HTS to expand further in Syria. Notably, at least two Da'esh leaders were killed by US strikes in Idlib, which serves as the stronghold of HTS.

#### Ruling in the Turkish Occupied Territories

As of 2023, Turkey and its Syrian Arab proxy militias control nearly 9,000 square kilometers in northern Syria, after years of military offensives and invasions across their shared border. Turkey's 2018 [Operation Olive Branch](#) brought Afrin Canton, a historically integral part of the Kurdish Region, firmly under the occupation of Ankara-backed Syrian rebels. The 2019 [Operation Peace Spring](#) was prompted by former President Trump's announcement of America's withdrawal from northern Syria. Though the withdrawal was reversed, the Turkish incursion brought the cities of Tal Aybad, Sari Kani (Ras al-Ayn), and swathes of northern Aleppo, Hasakah, and Raqqqa governates under Ankara's control.

Turkish-backed armed groups [have engaged](#) in a reign of terror and repression against the area's Kurdish population. Syrian Opposition factions have engaged in a myriad of violent activities across northern Syria. Human trafficking, violent extortion of businesses, attacks on civilian water access, a widespread program of kidnapping for ransom, executions and assassinations, and drug smuggling have all become endemic in Turkish-occupied territory since their seizure from the Autonomous Administration in North and East Syria (AANES). Most damaging has been the deliberate efforts at [demographic change](#) by Ankara, with hundreds of thousands of Syrian refugees illegally deported from Turkey and settled into northern Syria. This ethnic cleansing has already turned the former Kurdish-majority of Afrin into a minority, and Erdogan has promised to [resettle millions](#) more Syrian deportees across northern Syria as well.

A unique aspect of the occupation is that the armed Syrian opposition groups spearheading the occupation are constantly in a state of [hostility and infighting](#) with one another. Over the past several years, units have engaged in [deadly clashes](#) and firefights in power struggles, personal vendettas between rebel commanders, and disputes over sources of revenue. Sources of revenue include [stewardship over border crossings](#), which provide important streams of cash for armed groups in the form of tolls and bribes. A recent prominent example of infighting between rival Turkish-backed militias was [clashes](#) over shares of revenue from exploiting Kurdish farmers' yearly [olive harvest](#) in Afrin. Until 2022, infighting between Syrian opposition groups, especially in Afrin, was the responsibility of the Syrian National Army (SNA) and Hayat Tahrir al-Sham (HTS). The SNA is the main coalition of Turkish-backed Syrian opposition militias in Syria, and

HTS is the powerful Islamist group that controls the majority of Syria's highly-populated Idlib governorate. The SNA, as an umbrella organization of disparate militias tracing back to the now-largely defunct Free Syrian Army (FSA), has [been characterized](#) as being composed of jihadists and mercenaries, as well as more moderate anti-Assad fighters. Though the idea behind the SNA's founding was to create a more unified framework for anti-Assad forces, there is little cohesion among the SNA's armed constituent groups. HTS is an outwardly Islamist organization that arose from the unification of Islamist groups and the Al-Qaeda [affiliate Al Nusra](#). HTS is considered a [terrorist organization](#) by the United States. HTS has attempted to distance itself from its Al-Qaeda origins, and has expended significant effort in creating a functional Islamic-infused civilian administration for those living in its territory.

Tensions between the two groups came to a head in [late 2022 when HTS](#) seized Afrin city from the SNA in a [wave of clashes](#). HTS withdrew from Afrin, but infighting between SNA units has continued to sow instability and chaos across Turkish-controlled northern Syria as of late 2023. SNA units associated with infighting are the Sultan Murad faction, the Hamza Division, al-Jabha al-Shamiya (Levant Front), and the Third Legion, among others. Civilians are often caught between warring factions' violence, and civilian collateral damage is common in clashes between SNA groups. Life under the Turkish-backed occupation varies from life in the AANES, not only in terms of the prevalence of human rights abuses and oppression, but by the fact that the occupiers are completely unable to enforce stability or order due to their constant and violent rivalries and feuds.

#### How Turkish attacks destabilize the region and con-

## tribute to the resurgence of Da'esh

Despite agreements with the US and Russia, Turkey persisted in hostilities against the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) under various pretexts. [A systematic harm to civilians](#) is evident, with 114 deaths and 348 injuries reported from January 2020 to July 2023. Furthermore, Turkish forces launched two aggressive bombardments in September and December, resulting in additional civilian casualties and damage to infrastructure.

Compounding the situation, Turkey inadvertently strengthens adversaries of the United States, including the Assad regime, Iranian militias, and Russia. This support bolsters efforts to control AANES and reinstate Assad's authoritarian rule.

Furthermore, Da'esh terrorists often took advantage of Turkish airstrikes, which paved the way to distract the SDF from guarding the prisons that hold thousands of terrorists. For example, in 2019, [hundreds of terrorists](#) fled prisons when Turkey killed Kurdish guards of a prison near Ain Essa.

Turkey's actions contribute significantly to regional destabilization, hindering the fight against ISIS by targeting effective US-backed forces. The focus on northern and eastern Syria worsens displacement and migration crises, especially among Kurdish communities, perpetuating upheaval and disrupting countless innocent lives.

Since late summer of 2023, violence and instability have plagued the Syrian government of Deir ez-Zor. The heightened conflict is a result of the Syria-Iran-Russia consensus and their local collaborators attempting to [destabilize and overthrow](#) the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES). Deir ez-Zor is divided, with the Syrian government controlling the western side of the Euphrates and the AANES the eastern side. This region has become the primary battleground for efforts by Damascus and Tehran to undermine and dismantle the autonomous zone.

On August 27, 2023, the Syrian Democratic Forces (SDF) dismissed and arrested Ahmed Khbeil, also known as Abu Khawla, an Arab SDF commander leading the governance of Deir ez-Zor under the SDF-affiliated Deir ez-Zor Military Council. Abu Khawla faced charges including involvement in drug trafficking, security mismanagement, failure to counter Da'esh activities, recruiting a private militia outside SDF oversight, and cooperating with foreign powers hostile to the AANES. Observers suspected Abu Khawla of being in contact with the Assad regime and pro-Iranian actors, indicating a potential shift in allegiance towards Damascus.

Following Abu Khawla's arrest, the SDF initiated Operation Security Reinforcement, suppressing remaining Da'esh remnants and countering armed reactions. Arab tribal fighters loyal to Abu Khawla, [incited by Assad and Iran](#), along with militiamen from the Damascus-Tehran camp,

staged a violent uprising to free Abu Khawla and weaken the AANES. The SDF's overwhelming presence quickly quelled the tribal rebellion, but violence initiated by pro-Assad and pro-Iran forces persisted, with [Damascus-aligned militias crossing the Euphrates](#) to infiltrate and attack SDF-held Deir ez-Zor.

The ongoing efforts by Assad and Iran to destabilize and overthrow the AANES in Deir ez-Zor have led to a deteriorating security situation, hampering the SDF's ability to combat Da'esh. The terrorist group has been attempting to regain territorial control over its former "caliphate," destroyed by the SDF.

Amidst the threats posed by Da'esh, other terrorist organizations, and Turkish aggressions, the Iranian influence, coupled with support for the Assad regime in Deir ez-Zor, presents a significant danger. This collaboration aims to reclaim control over the region, potentially extending to the entire northeast of the country, including AANES areas. [Since October 2023](#), Iranian militias and their Syrian and Iraqi proxies have targeted the US with numerous drone and rocket attacks following the Hamas-Israel war. While using the Hamas-Israel war, Iran's overarching objective in Syria is apparent: to force the US out and expand their presence within a third of the country currently under the AANES.

## Conclusion:

The symbolic presence of the US in Syria has yielded significant gains for national security on multiple fronts. Firstly,

through support for local partners, particularly the SDF, the "Caliphate" of Da'esh was effectively thrown away, and currently, the terrorists are unable to occupy areas due to the constant anti-terrorist operation by the US. This achievement was especially crucial amid a lack of cooperation from NATO ally Turkey. Simultaneously, the US has been able to target emerging al-Qaeda affiliates in Syria before they could gain strength.

Secondly, the establishment of the AANES represents a positive step towards regional stability and aligns with US interests, as the region continues to be a key ally.

Thirdly, the US presence has acted as a deterrent to further Iranian influence and militias in Syria. A withdrawal scenario would likely empower Iran and other terrorist organizations, posing a heightened threat to the Middle East.

Fourthly, akin to Iran, the US presence has restricted expansion of Russian influence and deployment in the region. The absence of US influence could complicate NATO dynamics, particularly as Turkey and Russia negotiate new geopolitical maps, potentially undermining the Western alliance.

Fifthly, in light of China's growing influence, Syrian dictator Bashar al-Assad seeks to open Syria's doors to Chinese "investment" to [alleviate the diplomatic isolation](#) faced by the Syrian regime. The US presence plays a crucial role in navigating and balancing these emerging geopolitical dynamics in the region

## En Irak, les Etats-Unis envoient un avertissement aux milices pro-Iran en ciblant un cadre opérationnel

À quelques centaines de mètres du ministère de l'intérieur irakien, dans l'est de Bagdad, une frappe de drone américaine s'est abattue, jeudi 4 janvier, sur un centre de soutien logistique des unités de la Mobilisation populaire (MP), une force gouvernementale dominée par les milices chiites pro-iraniennes. Mushtaq Taleb Al-Saïdi, un cadre d'Al-Nujaba, a été tué avec un autre combattant de cette faction armée proche des gardiens de la révolution iraniens (l'armée idéologique du régime). Le Pentagone a confirmé que Washington était derrière cet « acte de légitime défense » mené contre ce cadre « activement impliqué dans l'organisation et la réalisation d'attaques contre les troupes américaines ».

« Au lendemain de l'anniversaire de la mort de Ghassem Soleimani [le général iranien tué dans une frappe de drone américaine à Bagdad, le 3 janvier 2020], c'est un message délibéré des Américains pour signifier que si les attaques ne cessent pas, un haut dirigeant sera le prochain sur la liste », estime Michael Knights, expert de l'Irak au Washington Institute for Near East Policy. Depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, le 8 octobre, des milices chiites pro-Iran ont mené, au nom de la « Résistance islamique en Irak », plus d'une centaine d'attaques contre des bases américaines en Irak et en Syrie, pour dénoncer le soutien des Etats-Unis à Israël.

« Les Etats-Unis ont noté une augmentation des attaques contre leurs bases donc cela est, à leurs yeux, une réponse justifiée », observe Renad Mansour, spécialiste de l'Irak au sein du cercle de réflexion Chatham



Des membres de la Mobilisation populaire, une force gouvernementale dominée par les milices chiites pro-iraniennes, portent les corps de deux d'entre eux durant leurs funérailles à Bagdad le 4 janvier 2024. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

House. Commandant adjoint des opérations pour Bagdad de la MP, Mushtaq Taleb Al-Saïdi était responsable de la logistique des drones et des armements sophistiqués, selon l'expert Michael Knights. Sa milice, Al-Nujaba, placée sur la liste des organisations terroristes par Washington en 2019, serait à l'origine de la plupart des attaques, et la principale cible des sept frappes menées en représailles par les Américains. Son chef, Akram Al-Kaabi, proche de l'Iran, se présente comme le « visage » de la résistance armée aux Américains.

Cet assassinat ciblé a provoqué l'ire des chefs de milices. Ils promettent des représailles et multiplient les appels pour le départ immédiat des 2 500 soldats américains déployés en Irak dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). L'attaque américaine suscite d'autant plus de colère dans leurs rangs qu'elle survient à un moment de mise à l'épreuve pour « l'axe de la résistance » à Israël, qu'a bâti la République islamique du Liban

au Yémen, en passant par la Syrie et l'Irak.

« Atteinte à la souveraineté irakienne »

Israël a éliminé à Damas, le 25 décembre, le général iranien Razi Moussavi, chargé de la logistique pour les gardiens de la révolution en Syrie, et le numéro deux du Hamas, Saleh Al-Aroui, le 2 janvier, dans un fief du Hezbollah libanais à Beyrouth. Les commémorations à Kermand, en Iran, de l'anniversaire de la mort du général Soleimani, architecte de cette alliance, ont été endeuillées par un attentat qui a fait au moins 84 morts, revendiqué jeudi par l'Etat islamique.

Sous pression de ces factions armées pro-iraniennes, le gouvernement irakien a condamné avec force une « atteinte à la souveraineté de l'Irak ». Le porte-parole de l'armée, Yahya Rasool, a dénoncé une « attaque non provoquée contre un organisme de sécurité irakien » par la coalition internationale, qui est présente à l'invitation de Bagdad pour conseiller et former les

forces irakiennes. Engagées dans la guerre contre l'EI de 2014 à 2017, les unités de la MP ont été intégrées aux forces régulières, bien qu'elles continuent d'agir en toute indépendance.

L'attaque américaine place le premier ministre Mohammed Chia Al-Soudani dans une position difficile. Influentes au sein du Parlement, les milices pro-iraniennes ont appelé, jeudi, à la tenue d'une séance pour discuter du départ des forces américaines d'Irak. M. Al-Soudani le leur promet depuis son arrivée à la tête du gouvernement en octobre 2022. « Tout en maintenant la politique de non-alignement de l'Irak, qui a des relations avec les Etats-Unis et l'Iran, Mohammed Chia Al-Soudani a voulu donner la priorité à la relation stratégique avec les Etats-Unis et faire contrepoids aux milices alliées à l'Iran qui forment sa propre coalition politique. Il est dépendant de Washington dans cet exercice d'équilibrisme », observe Renad Mansour.

Le chef du gouvernement se dit favorable à une redéfinition du partenariat stratégique avec les Etats-Unis, dans le cadre du dialogue conjoint de coopération sécuritaire qu'ils ont entrepris. « Plutôt que des bases américaines en Irak, il dit vouloir des relations normales d'Etat à Etat. Les groupes pro-iraniens sont, eux, intéressés à maintenir la stratégie du coup pour coup avec les Américains pour maintenir leur influence », poursuit M. Mansour. Comme après l'assassinat du général Soleimani en 2020, le gouvernement irakien va devoir manœuvrer pour apaiser ses alliés chiites tout en préservant la relation stratégique avec les Etats-Unis.

The New York Times

January 5, 2024

# Terrorism in Iran Exposes a Vulnerability It Doesn't Want to Admit

Even after the Islamic State took responsibility for deadly bombings, Iran's government, facing public anger, blamed Israel.

For years Iran justified its military presence in Iraq and Syria, to its own people and the world, as a strategy for keeping terrorist groups at bay. Iranian officials frequently boasted that fighting terrorists directly or through proxy militias in the region meant they didn't have to fight them at home.

That sense of security was shattered on Wednesday, with the [deadliest terrorist attack](#) since the 1979 founding of the Islamic Republic — two suicide explosions in the city of Kerman that killed 88 people, including 30 children, and injured more than 200. The Islamic State, a mortal enemy of Iran, claimed responsibility.

Yet even after the statement by the terrorist group, Iranian officials and pundits close to the government insisted — as they had in the immediate aftermath of the attack — that another enemy, Israel, was to blame. Tasnim News Agency, the media arm of the Islamic Revolutionary Guards Corps, went as far as claiming that “Israel ordered ISIS to take responsibility for the attack.” And President Ibrahim Raisi, speaking at a ceremony in Kerman honoring the victims on Friday, said Iran would retaliate and blamed both Israel and the United States.

Whatever the officials really think, blaming Israel and the United States is far more convenient, some analysts and opponents of the government say, than admitting that the state cannot protect its people from terrorism. The attack punctures the image of Iran as capable



The funeral of a victim of Wednesday's terrorist bombing in Kerman, on Friday in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

of flexing its might in wars around the region without suffering such large-scale retaliation at home.

The ministry of intelligence said on Friday that 12 people in six different provinces had been arrested in connection with the attack, but did not elaborate on their identities or affiliations. It said one of the suicide bombers was from Tajikistan but the identity of the second one was not yet confirmed. The statement also said security agents had discovered the place in Kerman where the attackers had stayed and arrested two of their accomplices.

The statement said police discovered two suicide vests, remote control devices for detonating explosives, grenades, thousands of pieces of shrap-

nel to use in suicide bomb vests and wires and explosive devices that, officials said, suggest the attackers were planning other attacks. The Islamic State issued a new statement on Friday threatening more attacks and saying the Kerman explosions marked “the beginning of our war,” with Iran.

It is not clear how widely Iranians accept allegations of Israeli responsibility. But if Iran's leaders were hoping to unite the public against a common enemy, they did not appear to be succeeding. Many ordinary Iranians, both critics and supporters of the Islamic Republic, were instead venting their anger at the government.

Conservatives loyal to the ideology of the clerics who rule the country said Iran's timid re-

sponse to Israel's security breaches had emboldened it or other actors such as the Islamic State to strike. Israel has carried out numerous strikes over the years against Iran's military and nuclear facilities, and assassinations of its nuclear scientists and others, but those attacks have been narrowly targeted, not the indiscriminate mass killings claimed by the Islamic State.

“The opinion among the revolutionaries is overwhelmingly upset and not satisfied. Right now we are getting hit over and over and we are doing nothing,” Aboozar Nasr, a 44-year-old business owner in the religious city of Qom, said in a telephone interview. He called himself a conservative follower of the hard-line government.

"If the policy is restraint, then officials should stop the threatening rhetoric," he said. "It sounds empty and fake."

Iran backs and helps arm Hamas, the Palestinian group that led the Oct. 7 assault on Israel, which has retaliated with a devastating bombing campaign and invasion of the Gaza Strip. It also arms Hezbollah in Lebanon and the Houthis in Yemen, which have stepped up attacks on Israel during its war with Hamas.

The Houthis have also attacked vessels in the Red Sea and barred ships heading to Israel from the waterway, disrupting international shipping, while Iranian proxies have launched nearly daily attacks on U.S. bases in Syria and Iraq.

During multiple town hall-style discussions on social media platforms, speakers from different cities and different political factions inside Iran have questioned why and how — given the surge of tensions in the region — security forces had not foreseen the threat of an attack and taken more precautions to prevent it.

"The Islamic Republic always bluffs. All it knows well is to bully its own people. They are not able to guarantee the security of this country," said Mohsen, a 39-year-old engineer, in a telephone interview from Tehran. He asked his last name not be used for fear of retribution.

The suicide bombings on Wednesday struck a memorial for Maj. Gen. Qassim Suleimani, on the anniversary of his killing in 2020 by a U.S. drone strike in Iraq. General Suleimani had

directed the crucial role played by Iran and its allies in the military defeat in Syria and Iraq of the Islamic State, a Sunni Muslim extremist group that sees Iran's Shiite Muslim majority as heretics. But [the U.S. accused him of orchestrating attacks on American military in the region](#), enabling Iran to gain dominance in postwar Iraq, and arming militant groups fighting Israel.

Memorials in 2020 at the Baghdad airport, where Maj. Gen. Qassim Suleimani, a top Iranian commander, was killed by an American drone strike. Sergey Ponomarev for The New York Times

The Islamic State also took responsibility for [a 2018 attack](#) at an Iranian military parade that killed 25 people — and the government vowed revenge against the United States, Gulf Arab nations and Israel. ISIS also claimed two separate attacks by gunmen raiding a Shia shrine in Shiraz in 2022 and 2023 that killed about a dozen people.

Several women interviewed in Tehran said the terrorist attack this week reinforced their underlying feelings that they are not entirely safe in public spaces in Iran. They said women defying the hijab rule and not covering their hair already risked violent confrontation with security agents and monetary fines.

"After the recent attacks, I have decided to not go to any crowded places. The fear of insecurity is always there," said Arezou, a stay-at-home mother in Tehran, in an interview.

For Iran's leadership, the threat of large-scale terrorist attacks

adds to their growing list of challenges, domestically and internationally. The economy remains in shambles because of U.S. sanctions, mismanagement and corruption. Prospects for a return to a deal with the West to limit Iran's nuclear program, which would bring sanctions relief, appear dim.

Facing months of [mass demonstrations in 2022](#) demanding the end of clerical rule, the government responded with brutal violence, killing hundreds of protesters — just [as it did to quell protests in 2019](#).

The war between Israel and Hamas poses new challenges for Iran's leadership, with its allied militias actively engaged in the fight. Iran has avoided direct involvement or consequences on its own soil.

But in the last two weeks, a senior commander of its Revolutionary Guards Corps [was killed in Syria](#) and the deputy political leader of Hamas, one of the group's liaisons to Hezbollah and Iran, [was killed in Beirut](#), both in strikes widely attributed to Israel; and the United States [killed a senior commander](#) of an Iraqi militant group close to Iran, in a drone strike in Baghdad.

Mourners at the funeral of a victim of the bombings in Kerman, after Friday prayers in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

"The Islamic Republic is extremely conscious that these attacks taken together could be a trap to spread the war to Iran," said Sasan Karimi, a Tehran-based political analyst. "Everyone is furious. They want to react with restraint and cal-

culated to avoid a strategic mistake that could jeopardize their grip on power domestically and regionally."

Even as the rhetoric of war was escalating, Iran's supreme leader Ayatollah Ali Khamenei instructed military commanders to pursue "strategic restraint" and avoid a direct military confrontation with the U.S. at all costs, according to two Iranians familiar with the internal debates.

Still, some hard-liners are calling for Iran to make a strong show of force.

"The new campaign of assassinations before they reach a tragic pivotal point must result in a joint attack otherwise our hands will remain on the trigger. Every day we have to cry for more martyrs. This is not entering war, this is deterrence," said Mahdi Mohammadi, the adviser to Iran's speaker of parliament and a former commander in the Revolutionary Guards, [in a post on X](#).

On Thursday, Gen. Ismail Ghani, General Suleimani's successor as head of the Revolutionary Guards' powerful Quds Force, visited the cemetery in Kerman that was the scene of the suicide attack. Dressed in black rather than a military uniform, he knelt at General Suleimani's grave, placed his hands on the tombstone and prayed.

A large crowd around him chanted, "Revenge, Revenge."

**Leily Nikounazar contributed reporting.**

## L'Iran rend hommage aux quelque 90 victimes de l'attentat de Kerman, revendiqué par l'organisation Etat islamique

Le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, a déclaré à la télévision que les services de renseignement avaient procédé à l'arrestation de « certains individus impliqués » dans l'attaque, sans plus de détails.

Les Iraniens rendent hommage, vendredi 4 janvier, aux victimes de l'attentat perpétré mercredi dans le sud de l'Iran, dont le dernier bilan fait état de 90 morts. La double explosion, revendiquée par l'organisation Etat islamique, a eu lieu à Kerman, dans le sud-est du pays, près de la tombe du général [Ghassem Soleimani](#), ex-architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, lors de ses funérailles.

Le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, a déclaré, vendredi à la télévision, que les services de renseignement avaient procédé à l'arrestation de « certains individus impliqués » dans l'attaque, sans plus de détails.

Les obsèques ont débuté vers midi dans la cour de la mosquée

Emam Ali, où une foule était rassemblée devant des dizaines de cercueils enveloppés dans les drapeaux iraniens, selon les images diffusées par la télévision d'Etat. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, ainsi que le général Hossein Salami, chef des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, étaient présents.

« Mercenaire de la politique sioniste et américaine »

M. Raïssi a affirmé dans un discours que l'organisation Etat islamique (EI), [qui a revendiqué l'attaque jeudi](#), avait été « formée » par Israël, l'ennemi juré de la République islamique. « Sachez que l'initiative nous appartient, le lieu et le moment [de riposter à l'attentat de Ker-

man] seront déterminés par nos forces », a-t-il averti.

L'EI « a disparu » et « ne peut agir désormais que comme mercenaire de la politique sioniste et américaine », a accusé, pour sa part, le général Salami.

De nombreuses personnes présentes brandissaient le drapeau iranien, celui du Hezbollah libanais, mouvement chiite allié de Téhéran, ou encore des portraits de Qassem Soleimani.

**Des manifestations dans tout le pays**

Le bilan est monté à 89 morts, parmi lesquels des femmes et des enfants, après la mort de cinq blessés, a annoncé vendredi la télévision d'Etat. Au

moins douze des victimes sont des ressortissants afghans, selon la même source.

Les corps des victimes originaires de Kerman seront inhumés au cimetière des Martyrs à Kerman après la grande prière du vendredi, tandis que les autres seront transférés dans leurs villes d'origine respectives. La télévision a également rapporté que des manifestations auraient lieu dans tout le pays après la prière pour « condamner l'attentat terroriste » de l'EI. Le général Soleimani, figure-clé de la République islamique et ex-chef de la Force Al-Qods, la branche des opérations extérieures de l'Iran, est célébré dans son pays pour son rôle dans la défaite de l'EI en Irak et en Syrie.

## Des milliers de manifestants réclament «justice» à Paris pour trois Kurdes assassinées en 2013

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées samedi 6 janvier à Paris avant de défiler pour réclamer «la levée du secret-défense» dans l'enquête sur [l'assassinat de trois militantes kurdes](#) en 2013, ont constaté des journalistes de l'AFP.

«Justice et vérité», «onze ans après toujours pas de justice», «en dix ans les Kurdes tués deux fois», font partie des slogans des manifestants qui se sont donné rendez-vous devant la gare du Nord avec des drapeaux rouges du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

ou violets à l'effigie des victimes, avant de marcher vers la place de République.

**Tuées de plusieurs balles dans la tête**

Les rangs des protestataires, initialement quelques centaines,

ont rapidement grossi, pour atteindre plusieurs milliers, a constaté l'AFP. D'après les organisateurs, plus de 10.000 personnes venues de France, Belgique, Allemagne, Suisse ou encore des Pays-Bas étaient présentes dans le cortège. La préfecture de police a décompté

7.200 personnes.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, trois militantes du PKK ont été tuées de plusieurs balles dans la tête dans l'enceinte du Centre d'information du Kurdistan (CIK), à Paris: Sakine Cansiz, 54 ans, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans.

Dix ans plus tard, des juges d'instruction antiterroristes ten-

tent toujours d'identifier d'éventuels complices du tireur présumé, décédé en prison. L'enquête de la justice française, qui avait pointé «l'implication» du MIT, les services de renseignement turcs - quand Ankara comme l'Union européenne qualifient le PKK d'organisation terroriste -, sans toutefois désigner de commanditaires, a été rouverte en 2019. Le MIT a, lui, officiellement démenti toute implication.

Pour faire avancer le processus judiciaire, «nous demandons la levée du secret-défense qui bloque le partage avec la justice d'éléments en possession du renseignement français», a indiqué à l'AFP Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F).

Le souvenir de ce triple assassinat a été ravivé l'an dernier après le meurtre dans le centre culturel kurde de Paris, de trois

Kurdes (deux hommes et une femme) le 23 décembre par William Malet, ancien parachutiste mis en examen et écroué pour assassinats et tentatives d'assassinats à caractère raciste. De nombreux Kurdes refusent de croire à la version d'un tireur isolé ayant agi «par haine» des étrangers, et dénoncent un acte «terroriste» en mettant en cause la Turquie.

LOBS

6 janvier 2024

## Militantes kurdes assassinées en 2013 : des milliers de manifestants défilent à Paris

**D**rapeaux rouges du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à la main, ou banderoles violettes à l'effigie des victimes, les manifestants s'étaient donné rendez-vous devant la gare du Nord avant de marcher, dans le calme, jusqu'à la place de République, lieu traditionnel de rassemblement politique à Paris.

« Justice et vérité », « onze ans après toujours pas de justice », « en dix ans les Kurdes tués deux fois » : les manifestants ont scandé des slogans et entonné plusieurs chansons, allumant également des fumigènes rouges.

Les rangs des protestataires, initialement quelques centaines, ont rapidement grossi, pour atteindre plusieurs milliers.

D'après les organisateurs, plus de 10.000 personnes venues de France, Belgique, Allemagne, Suisse ou encore des Pays-Bas étaient présentes dans le cortège. La préfecture de police a décompté 7.200 personnes.



Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi à Paris pour réclamer « la levée du secret défense » dans l'enquête sur l'assassinat de trois militantes kurdes en 2013.

### Le tireur présumé décédé en prison

« Il faut que la France rende la justice aux Kurdes parce que ce n'est pas normal : l'assassin est connu, les commanditaires sont connus », a déclaré Berivan Firat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France, une structure regroupant une vingtaine d'associations kurdes du pays.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier

2013, trois militantes du PKK ont été tuées de plusieurs balles dans la tête dans l'enceinte du Centre d'information du Kurdistan (CIK), à Paris : Sakine Cansiz, 54 ans, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans.

Dix ans plus tard, des juges d'instruction antiterroristes tentent toujours d'identifier d'éventuels complices du tireur présumé, décédé en prison.

### La levée du secret défense demandée

L'enquête de la justice française, qui avait pointé «l'implication» du MIT, les services de renseignement turcs - quand Ankara comme l'Union européenne qualifient le PKK d'organisation terroriste -, sans toutefois désigner de commanditaires, a été rouverte en 2019. Le MIT a, lui, officiellement démenti toute implication.



Pour faire avancer le processus judiciaire, « nous demandons la levée du secret défense qui bloque le partage avec la justice d'éléments en possession du renseignement français », a indiqué à l'AFP Agit Polat, porte-parole du

Conseil démocratique kurde en France (CDK-F).

Le souvenir de ce triple assassinat a été ravivé l'an dernier après le meurtre dans le centre culturel kurde de Paris, de trois Kurdes (deux hommes et une

femme) le 23 décembre par William Malet, ancien parachutiste mis en examen et écroué pour assassinats et tentatives d'assassinats à caractère raciste.

De nombreux Kurdes refusent

de croire à la version d'un tueur isolé ayant agi « par haine » des étrangers, et dénoncent un acte « terroriste » en mettant en cause la Turquie.



Paul Abran  
6 janvier 2024

## « Ne plus vivre dans la peur » : à Paris, des milliers de Kurdes manifestent « pour que justice soit faite »

Le cortège est parti de la gare du Nord (Xe) en direction de la place de la République ce samedi. Des milliers de Kurdes parisiens et européens réclament encore justice après les assassinats de 2013 et de 2022 dans la capitale.

Des accolades, des larmes et des chants. Les membres de la communauté kurde de Paris n'ont toujours pas fait leur deuil. Ce samedi 6 janvier, ils étaient plusieurs milliers, réunis devant la gare du Nord (Xe), pour commémorer le triste anniversaire du 9 janvier 2013, « où trois des nôtres, trois militantes kurdes, ont été lâchement assassinées, à 150 m d'ici », martèle-t-on dans le cortège.

« Depuis tout ce temps, l'affaire n'a toujours pas été élucidée, souffle Polat Sahin, coprésident du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F). Encore une fois, l'ensemble de la population kurde de la diaspora européenne se rassemble, on est soudé. Le secret-défense a été imposé, nous savons que les services secrets turcs sont impliqués, qu'attendons-nous ? C'est un traumatisme. »



Paris, boulevard de Denain (Xe), ce samedi 6 janvier 2024. Des milliers de personnes kurdes se sont rassemblées devant la gare du Nord pour manifester. LP/Paul Abran

« Que ma fille connaisse ses origines »

Les manifestants, munis de drapeaux de couleur violette sur lesquels apparaissent les visages des victimes de cet attentat, ainsi que ceux d'Emine Kara, représentante des femmes kurdes en France, le musicien Mir Perwer et Abdurrahman Kizil — abattus par un

homme de 69 ans en décembre 2022 dans le quartier du Faubourg Saint-Denis —, ont pris la direction de la place de la République en fin de matinée.

« C'est important de participer à cette manifestation, insiste Aslan, mère de famille venue avec sa fille de Belgique. On attend la justice depuis onze

ans. Que la lumière soit faite sur ces horreurs. Je veux que ma fille de 9 ans connaisse ses origines et les causes pour lesquelles nous nous mobilisons. »

De nombreuses associations, partis politiques ainsi que des femmes, des familles et des jeunes ont pris part au cortège encadré par les forces de l'ordre.

« Nous sommes la jeune génération, lâche Nina, Parisienne d'une vingtaine d'années. On ne veut plus vivre dans la peur, j'étais à quelques mètres des coups de feu, rue d'Enghien en décembre 2022. Les femmes kurdes sont des héroïnes, la justice piétine, le parquet antiterroriste n'a pas été saisi pour ces faits-là. » Marqué par ces événements, c'est tout un quartier parisien, surnommé la « Petite Istanbul » qui demeure soudé, plus que jamais.



par Kurdistan Au Féminin  
6 Janvier 2024

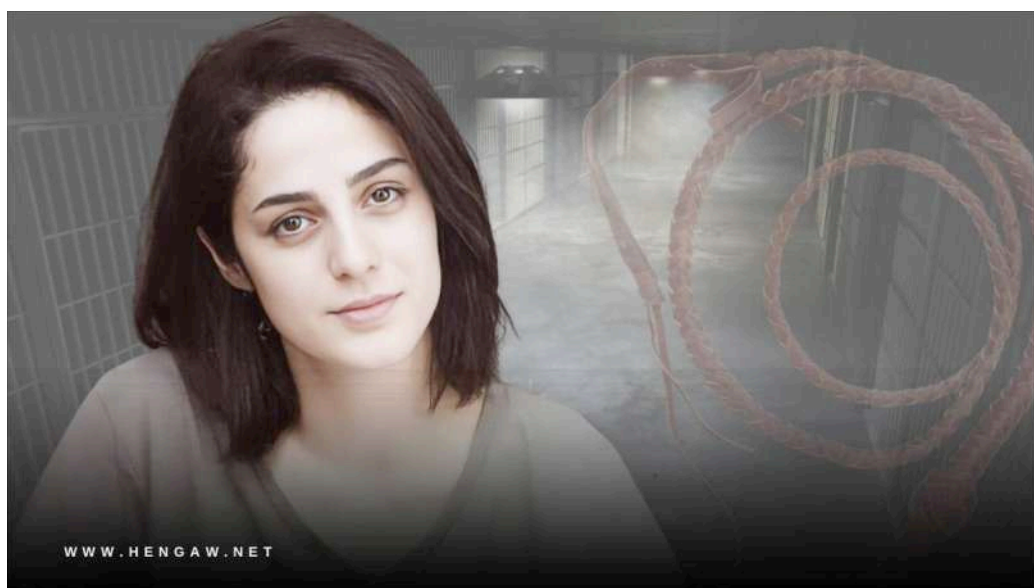
## IRAN. Flagellation d'une militante kurde qui a retiré son voile dans la rue

IRAN – La peine inhumaine de 74 coups de fouet prononcée contre la militante kurde Roya Heshmati a été exécutée à Téhéran. Roya Heshmati avait été condamnée pour avoir retiré son voile dans la rue.

L'ONG de défense des droits humains, Hengaw annonce que la peine de flagellation a été exécutée le 3 janvier 2024 après que la militante kurde a été convoquée à la première branche du bureau du procureur du district 7 à Téhéran.

Roya Heshmati avait été condamnée par le système judiciaire de la République islamique d'Iran à un an de prison avec sursis, à 74 coups de fouet et à une interdiction de quitter le pays pendant trois ans. Cette peine a été prononcée pour avoir publié une photo sans le hijab obligatoire sur le boulevard Keshavarz à Téhéran.

Dans son récit de la flagellation, Roya Heshmati a révélé qu'un employé du service d'exécution des peines avait menacé d'intensifier la flagellation et d'ouvrir une nouvelle



Roya Heshmati

procédure contre elle pour avoir retiré son foulard. Elle a comparé le site d'exécution à une « chambre de torture médiévale ».

La militante, qui s'oppose au port obligatoire du hijab, a expliqué comment une policière lui avait placé de force un foulard sur la tête et a décrit avoir été fouettée sur l'épaule, le dos, la fesse et la jambe.

Roya Heshmati a partagé son

expérience en déclarant : « *Je n'ai pas compté les coups ; je chantais au nom de la femme, au nom de la vie. Les vêtements de l'esclavage étaient déchirés ; notre nuit noire s'est levée ; tous les fouets ont été coupés* ».

Le droit de choisir son type de vêtement est souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimi-

nation à l'égard des femmes.

Le recours à la flagellation par le système judiciaire de la République islamique d'Iran contredit les principes internationaux des droits de l'homme, car la flagellation est considérée comme un acte inhumain, cruel et dégradant. L'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdit explicitement l'application de telles sanctions.



7 Janvier 2024

## Kurdistan : ne laissons pas un massacre en cacher un autre

**A** Marseille, le 13 janvier, nous nous réunirons pour rendre plus forte la voix des appels à la paix venant de Turquie. Récemment, 78 journalistes, artistes, intellectuel·les, défenseur·es des droits humains kurdes et turc·ques ont lancé un appel pour attirer l'attention sur l'urgence d'une solution pacifique. Nous reconnaissons leur courage, alors que la situation au Kurdistan ne cesse de se tendre, et que le précédent appel pour la paix («Nous ne serons pas complices de ce crime», en 2016) a été qualifié de propagande terroriste par le gouvernement turc et a causé la persécution de ses signataires. Nous entendons relayer, protéger et amplifier leur voix.

Dans un contexte marqué par les politiques militaristes, par la banalisation de toutes les horreurs, les foyers de violence extrême ne cessent de se multiplier au Moyen-Orient. Après le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh dans l'indifférence de la communauté internationale, nous assistons impuissant·es au déchaînement de violences et au massacre par des pouvoirs militaristes des populations israéliennes et palestiniennes.

### **Briser le cercle vicieux de la violence et de la haine**

Les foyers de violences extrêmes qui embrasent le Moyen-Orient ne sont pas isolés, ni les uns des autres ni du reste du monde. Ils sont pris dans les filets d'un militarisme mondialisé et sont les maillons d'une chaîne d'idéologies nationalistes qui se ressemblent



A Deir ez-Zor dans le nord de la Syrie, lors d'une opération turque contre le PKK, le 6 septembre. (Bekir Kasim/Anadolu. AFP)

désespérément. Ne laissons pas la chaîne s'agrandir et se refermer. Ne laissons pas un massacre en cacher un autre. Il nous faut tout mettre en œuvre pour briser le cercle vicieux de la violence et de la haine, avant qu'il ne soit trop tard. Avant que l'horreur ne s'ajoute à l'horreur. En résonance avec d'autres voix qui s'élèvent dans le monde entier pour en appeler au cessez-le-feu entre Israël et le Hamas et à la paix au Proche-Orient, nous élevons les nôtres pour que le peuple kurde ne soit pas oublié.

Aujourd'hui, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) relate qu'entre le 5 et le 9 octobre l'armée turque a mené des opérations massives dans ces régions – 580 frappes aériennes et terrestres ont été dénombrées –, faisant des dizaines de morts dans la population civile et détruisant systématiquement non seulement les infrastructures qui permettent d'alimenter en eau et en électricité des millions de personnes, mais aussi des écoles

et des bâtiments administratifs.

### **Etouffer toute voix de paix**

L'AANES «exhorte toutes les parties prenantes en Syrie, les institutions des Nations unies, le Conseil de sécurité des Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme à adopter une position ferme contre les actions menées par la Turquie». Chaque jour les Kurdes comptent leurs victimes. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, plusieurs dizaines de milliers d'opposant·es politiques, surtout kurdes, et principalement des femmes – dont des députées et des mairesses –, sont enfermées dans les prisons du régime autoritaire turc qui veut étouffer toute voix de paix. Le gouvernement turc alimente volontairement la colère des Kurdes en maintenant Abdullah Ocalan, leader du mouvement kurde qui avait joué un rôle capital dans les négociations de paix en 2013 et 2015, en prison dans un isolement total, sans signe de vie depuis trente mois.

Le 13 janvier (1), en prenant

au sérieux les signaux alarmants d'une autre guerre qui risque de prendre une ampleur incontrôlable, nous nous réunirons pour dire qu'il n'est pas trop tard. Nous nous réunirons pour empêcher l'anéantissement d'un peuple et pour porter haut et fort les voix de paix qui nous viennent de Turquie et du monde entier.

(1) RDV le 13 janvier, à 14 heures à la bibliothèque de l'Alcazar, 58 cours Belsunce à Marseille.

### **Signataires**

Joseph Andras écrivain Ariane Ascaride artiste Patrick Baudouin avocat, président de la Ligue des droits de l'homme Rony Brauman médecin, ex-président de Médecins sans frontières Gérard Chaliand écrivain, journaliste Patrick Chamoiseau écrivain Sylvestre Clancier président d'honneur du PEN Club de France Grégory Doucet maire de Lyon Annie Ernaux écrivaine Sepideh Farsi réalisatrice Didier Fassin anthropologue et médecin Robert Guédiguian réalisateur Elie Guillou écrivain, metteur en scène, musicien Valérie Manteau écrivaine Gilbert Mitterrand président de la Fondation Danielle-Mitterrand Alice Mogwe présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme Edgar Morin sociologue, écrivain Ernest Pignon-Ernest artiste plasticien Michèle Rubirola soignante, première adjointe au maire de Marseille Olivier Weber écrivain, réalisateur Jean Ziegler ancien rapporteur spécial des Nations unies... La liste de la totalité des signataires.



8 Janvier 2024

## Iran : une femme a été fouettée pour avoir refusé de porter le hijab

La flagellation d'une femme iranienne qui refusait de porter le hijab obligatoire a suscité l'horreur et la condamnation générales.

**L**es autorités iraniennes ont exécuté mercredi dernier la sentence prononcée à l'encontre de Roya Heshmati, ce qui a suscité un torrent d'indignation sur les réseaux sociaux.

Mazyar Tataei, l'avocat de Roya Heshmati, a déclaré au journal local Shargh que sa cliente avait été arrêtée à son domicile en avril par la police dite de la moralité, qui lui avait confisqué son téléphone et son ordinateur portables et l'avait placée en détention pendant 11 jours.

Il a ajouté qu'initialement, Roya Heshmati avait été condamnée à 13 ans et neuf mois de prison, à une amende de 112 500 000 rials et à 148 coups de fouet, mais qu'une révision du verdict avait ramené la peine à 12 500 000 rials et 74 coups de fouet.

- L'Iranienne Narges Mohammadi, Nobel de la Paix, entame une grève de la faim en prison

- Le prix européen Sakharov récompense Mahsa Amini et le mouvement des femmes en Iran

Roya Heshmati a partagé l'histoire de sa condamnation sur Instagram, suscitant un flot de réactions.

La jeune femme de 23 ans déclare qu'elle avait retiré son foulard en arrivant au tribunal pour recevoir sa sentence, jetant de côté un autre foulard qu'un groupe d'officiers fémi-



Par Euronews Publié le 08/01/2024

nins lui avait placé de force sur la tête.

Dans un récit poignant, elle raconte qu'elle avait finalement été menottée et forcée de porter un foulard, enchaînée à un lit dans une pièce qui ressemblait à une «horrible» chambre de torture médiévale, et fouettée sur les épaules, le dos, la taille, les cuisses, les mollets et les fesses.

Elle ajoute qu'elle avait essayé de ne pas montrer sa douleur pendant l'épreuve, murmurant les mots «Au nom des femmes, au nom de la vie, les vêtements de l'esclavage sont déchirés, notre nuit noire se lèvera et tous les fouets seront coupés à la hache...», tandis que les coups de fouet pleuvaient sur elle et que les chaînes meurtrissaient ses poignets.

Elle a ensuite été conduite devant le juge, tandis qu'une policière veillait à ce que son foulard reste en place. Elle a décrit sa conversation avec le juge

sur Instagram, affirmant qu'il lui avait dit qu'elle pouvait quitter le pays si elle voulait vivre différemment.

«Ce pays appartient à tout le monde», déclare-t-elle, «laissez la loi faire son travail, nous continuerons notre résistance». Elle a indiqué qu'elle avait retiré son foulard à la sortie du tribunal.

L'agence de presse Mizan, affiliée au système judiciaire iranien, a indiqué que Roya Heshmati avait eu des «comportements déplacés».

Elle a également indiqué qu'elle était «présente dans des conditions très inappropriées dans les rues de Téhéran».

Le terme «conditions inappropriées» fait probablement référence à une image la montrant marchant dans les rues de Téhéran sans foulard, vêtue d'un T-shirt à manches courtes et d'une jupe longue.

- Un an après, comment la

mort de Mahsa Amini a impacté l'Iran ?

- Le Nobel de la paix à la militante iranienne emprisonnée Narges Mohammadi

Suite aux nombreuses réactions à cette nouvelle, qualifiée de «violence et de brutalité de la part des autorités de la République islamique», plusieurs personnalités ont exprimé leur indignation, dont l'artiste et femme politique Zahra Rahnavard, qui, avec son mari l'ancien Premier ministre Mir Hossein Mousavi, est assignée à résidence depuis 2010.

Elle s'est adressée aux autorités en déclarant : «Vous fouettez Roya Heshmati, mais avec sa conscience éveillée et sa résilience, elle vous rit au nez. Je suis dégoûté par votre gouvernance».

Face à l'escalade des réactions à son histoire, Roya Heshmati a partagé un nouveau message sur Instagram, exprimant sa gratitude pour la solidarité manifestée. Elle déclare qu'elle ne s'attendait pas à ce que son histoire suscite une telle attention.

Elle précise qu'elle avait partagé l'histoire en privé sur sa page, soulignant qu'elle n'était pas une «personnalité publique» et qu'elle ne souhaitait pas changer ce statut.

En conséquence, elle a décidé de désactiver «volontairement» ses comptes Facebook et Instagram pour éviter toute controverse.



# Kurdistan's Weely Brief I January 9, 2023

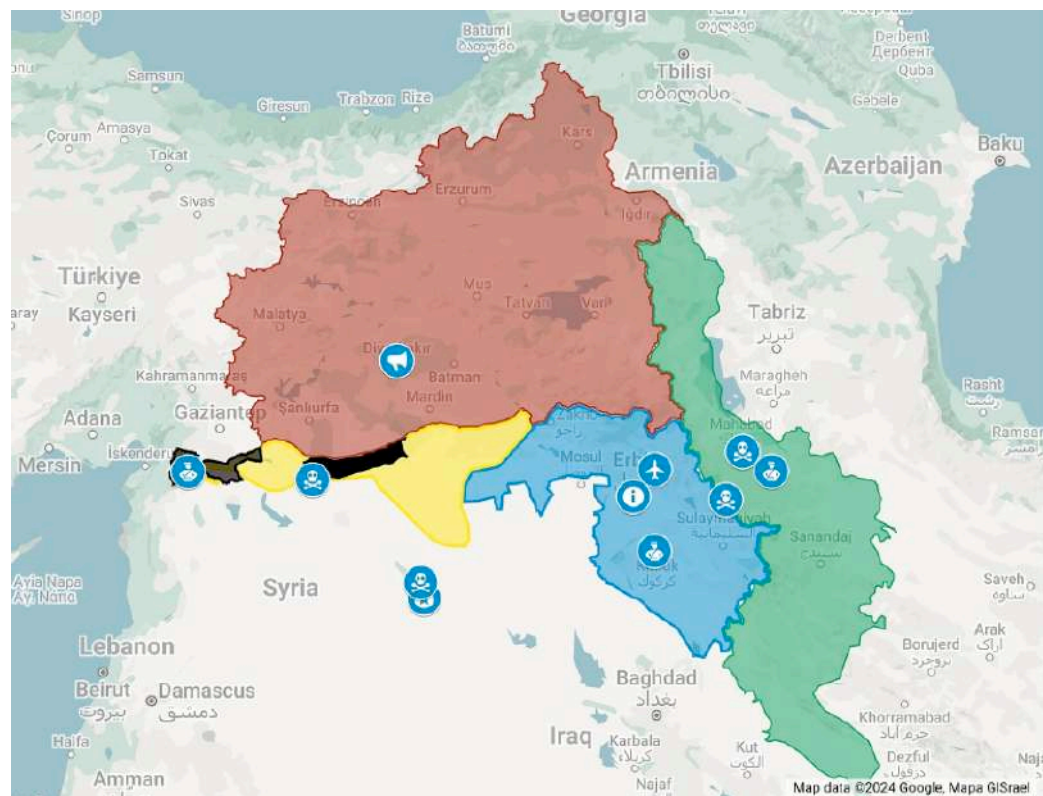
**A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.**

## Iran

Iranian authorities flogged a Kurdish woman named Roya Hishmati **74 times** for publicly refusing to wear the hijab in **April 2023**. The Hengaw Organization for Human Rights **reported** that Hishmati initially received a suspended one-year sentence and a three-year travel ban. Hishmati claimed on social media that the regime threatened her with more aggressive actions, including a new indictment, if she did not cease her activism. Simultaneously, Tehran's Islamic Revolutionary Court **upheld** the death sentence of four Kurdish activists on charges related to "espionage" for Israel. All four of the activists vehemently denied the charges. Meanwhile, a Kurdish teen in Sardasht died after **being tortured** for one year by Iranian security forces for participating in anti-government protests. Iranian authorities also arrested several Kurds in **Naghadeh, Senna, Shinno, and Saqqez**. Concomitantly, the regime detained a **Kurdish student** at the University of Isfahan for protesting on the anniversary of Qasem Soleimani's death. Lastly, **three protesters in Bokeran** are at risk of being sentenced to death after they were convicted of "spreading corruption on Earth" for taking part in the Women, Life, Freedom demonstrations.

## Iraq

The Iraqi Army continued deploying hundreds of troops to **the Kurdish neighborhood of Newroz in Kirkuk**. Newroz was occupied by military officers of the Ba'ath regime before it was given to displaced Kurdish



families in 2003. The Iraqi Army instructed the neighborhood's Kurdish residents to evacuate their homes and intends to allocate **abandoned Kurdish houses** to Iraqi military officers despite the Iraqi government's promises to resolve the issue. Newroz's Kurds responded by setting up tents and staging sit-in protests. On Sunday, a gunman opened fire on the Kurdish protesters, and neighborhood residents blamed Iraqi security forces for failing to protect the demonstrators.

Iranian-backed militias claimed several more attacks on **al Harir airbase**, which is located 77 kilometers northeast of Erbil, after a U.S. airstrike **killed** the leader of Harakat Hezbollah al Nujaba, Mushtaq Taleb al-Saidi, on January 4. No casualties were reported from the attacks

on al Harir, but the militias vowed to continue attacking U.S. interests in Iraq. Politically, Iranian-backed lawmakers in Iraq's Council of Representatives began collecting signatures for a petition to hold a special session to legally end the U.S. presence in Iraq. The petition was introduced after Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani described the U.S. airstrike as a "violation of Iraq's sovereignty" and **announced the formation** of a joint committee to schedule a U.S. withdrawal from the country. That said, Rudaw **reported** no Kurdish lawmakers have signed the petition.

For the past four months, employees in the Kurdistan Region have not been paid their salaries as the federal government has yet to release the Kurdistan

federal budget. A delegation from the Kurdistan Regional Government (KRG) is **currently in Baghdad**, engaging in discussions about the KRG's contracts with foreign oil companies as the federal government has taken control of Kurdish oil exports. That said, Kurdistan's oil exports remain halted by **Turkey and Iraq** since March 2023.

## Syria

An Iranian-backed militia leader **informed North Press** that the Iranian Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) have supplied military equipment to militants in eastern Syria, including drones and rockets. This development follows attacks by Iranian-backed militias on US bases in Syria, part of the broader global co-

alition against ISIS (Da'esh). On Monday, militants launched rockets at two US bases without reported casualties. Meanwhile, Turkish drones killed three members of the Syrian Democratic Forces (SDF) near Ain Essa. Ilham Ahmed, the former leader of the Syrian Democratic Council (SDC), warned that Turkish attacks could lead to the establishment of a Daesh 'Caliphate.' On January 5, the SDF, with US air support, killed a senior Da'esh leader named "Abi Mahmud," responsible for assassinations, during a raid. Da'esh attacks are increasing, particularly in the Syrian desert, where twenty-three Syrian soldiers were killed in two separate attacks this month.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) has reported the Turkish intelli-

gence's arrest of seven Kurds, including two children, in the Turkish-occupied Afrin. Simultaneously, factions backed by Turkey persist in extorting Kurdish families, seizing their properties, and even resorting to the destruction of 345 olive trees owned by Kurdish farmers.

### Turkey

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) has announced the scheduling of primaries for municipal candidates on January 13 and 14. The DEM Party aims to regain several mayoral positions in the Kurdish region that were previously revoked from elected Kurds by the government. The party stated that nearly 10,000 members will be casting their votes to select candidates in 84 constituencies.

The imprisoned Kurdish politician, Selahattin Demirtas, appeared in his hearing in the "Kobani Case," where he criticized the prosecutors for taking his 2014 speeches out of context. Demirtas also spoke in depth about the Kurdish question in Turkey, laying out seven main points for its solution: "Acceptance of the Kurds as a people, free use of their mother tongue in all social areas; preserving and developing its history and culture; organization with its own identity; the constitutional guarantee of the recognition of the right to self-government." Demirtas emphasized that the "arm struggle" should end, and "negotiating with the interlocutors" should begin. Dozens of Kurdish politicians remain behind bars since November of 2016 for speeches they delivered in 2012 in support

of Syrian Kurds fighting Da'esh.

On January 6, US Secretary of State Antony Blinken arrived in Turkey as part of an extensive tour of the Middle East. During his visit, he engaged in discussions with President Recep Tayyip Erdogan and Turkey's Foreign Minister, Hakan Fidan. A statement on the meeting with Erdogan revealed that the two sides addressed a range of issues in the Middle East, including "Sweden's accession to NATO." It is noteworthy that, despite an initial agreement last summer, Turkey has not given approval for Sweden's NATO membership. Conditions imposed by Turkey include a demand for Sweden and the US to take action against Kurdish groups.



January 10, 2024

## Remains of 57 Yazidis killed by ISIS to be returned to Shingal

**H**ARDAN, Iraq - Tens of graves were dug outside the village of Hardan in the Yazidi heartland of Shingal (Sinjar) on Tuesday for the reburial of Yazidis killed by the Islamic State (ISIS) whose dead bodies were identified in Baghdad a year after they were uncovered.

The identified remains, which were discovered across several mass graves, numbered 57 and are scheduled to be reburied in a special ceremony later in January. Hardan village is located on

the main road from Shingal and Tal Afar into Syria in Iraq's northern Nineveh province. It was the site of heinous Islamic State (ISIS) crimes on the Yazidi ethnoreligious community in 2014, with many residents killed.

The remains whose identities were revealed were all males aged between 18 and 80 years old, according to Rudaw's Adla Abubakir reporting from the site of the newly-dug graves.

More than half of the 366 people from Hardan village

who had been captured by ISIS were rescued and 132 remain unaccounted for, according to data obtained by Rudaw from local Shingal authorities.

ISIS seized control of large swathes of land in Iraq and Syria in 2014. The group committed genocide against Yazidis when they overran the ethnoreligious minority's heartland of Shingal, killing around 5,000 Yazidi men, some of whom were put into mass graves. Around 7,000 women and girls, some as young as nine, were enslaved.

Exhumation of mass graves began in 2019 in Shingal. Progress halted during the coronavirus pandemic and resumed in October 2020.

The exhumations are carried out by the Iraqi government in coordination with the Kurdistan Regional Government (KRG) and are overseen by the United Nations Investigation Team to Promote Accountability for Crimes Committed by Daesh (UNITAD).



Par Kurdistan au féminin  
10 janvier 2024

## Le groupe de hackers turcs Sea Turtle cible l'opposition kurde en Europe

**S**ea Turtle, un groupe de cyberespionnage aligné sur les intérêts de l'État turc, a intensifié ses attaques contre l'opposition kurde en Europe, ciblant des secteurs critiques.

Le célèbre groupe de cyberespionnage turc [Sea Turtle](#) a intensifié ses opérations secrètes contre les groupes kurdes en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'infiltration en ligne couvre les secteurs des médias, des télécommunications et de l'informatique, ciblant particulièrement les entités liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon l'équipe néerlandaise de prévention de la cybercriminalité Hunt & Hackett.

Sea Turtle a commencé à intensifier ses attaques il y a trois ans, même si les opérations se poursuivent [depuis 2017](#). Cette

résurgence souligne une phase accrue du cyberespionnage affilié à l'État turc.

Sea Turtle pirate des sites Web et des réseaux internes pour surveiller le trafic et accéder aux informations protégées appartenant aux groupes communautaires et aux mouvements politiques kurdes. Optant pour l'anonymat, un analyste de Hunt & Hackett a souligné que les opérations secrètes étaient stratégiquement vitales pour le gouvernement turc pour traquer les dissidents en Europe.

Le paysage du cyber espionnage (ou cybercollecte) en Turquie, avec dix groupes connus de menaces persistantes avancées (APT), échappe souvent à l'attention mondiale. Les APT sophistiquées de la Turquie, principalement centrées sur la surveillance politique à long terme, restent moins visibles

que les opérations de cybercriminalité très médiatisées menées par la Corée du Nord et la Chine.

Sea Turtle a fait la une des journaux pour la première fois en 2019 pour avoir compromis plus de 40 organisations dans 13 pays, principalement au Moyen-Orient et en Afrique. Sa technique de signature implique le détournement de DNS, redirigeant le trafic Internet pour infiltrer les réseaux cibles. Malgré une période de relative obscurité, les actions récentes du groupe indiquent un modus operandi persistant, bien que largement inchangé.

L'approche du groupe, qui intègre des mesures de sécurité de base telles que l'effacement des journaux système Linux, manque de sophistication. Notamment, bon nombre de leurs outils étaient hébergés sur un

compte GitHub public désormais supprimé. Néanmoins, ces efforts ont réussi à extraire des informations sensibles, notamment une archive complète de courriers électroniques d'une entité étroitement associée au mouvement politique kurde.

Un groupe distinct de pirates informatiques turcs, nommé [RE#TURGENCE](#), s'est récemment introduit dans des serveurs protégés par mot de passe aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine, selon le site d'information sur la cybersécurité Dark Reading. Une fois à l'intérieur, ils peuvent accéder à des informations sensibles et également imiter des logiciels malveillants pour obtenir un gain financier, exigeant des charges utiles pour déverrouiller les données du serveur.



January 11, 2024

## KRG says recent salary talks with Baghdad 'positive'

**E**RBIL, Kurdistan Region - The recent budget talks with the Iraqi federal government regarding the unpaid salaries of the Kurdistan Region's civil servants were "positive", the Kurdistan Regional

Government (KRG) said on Wednesday after a delegation returned to Erbil from Baghdad.

"We welcome the recent joint efforts as positive between

both the regional and federal governments to reach a comprehensive agreement to fundamentally resolve the issue of salaries and to incorporate this agreement into the amendment to the federal budget

law," the KRG Council of Ministers said in a statement following their weekly meeting. "What was on the Kurdistan Region as its obligations has been fulfilled," the statement added, emphasizing the KRG's

position that it is Baghdad's duty to send the salaries for the Region's civil servants.

The frequent delay in paying salaries, which has been an issue for the cash-strapped KRG for nearly a decade, has made life difficult for civil servants, many of whom have no other source of income and have not been paid for the last three months of 2023.

A KRG delegation headed by Finance Minister Awat Sheikh Janab went to Baghdad on Saturday and met with Iraqi government officials to discuss amending the federal budget in a way that guarantees Kurdish civil servants receive their salaries on time.

Baghdad and Erbil struck a deal in mid-September that saw the federal government agree to loan the KRG 2.1 trillion Iraqi dinars in three 700 billion dinar installments, to cover three months of payroll and finally disperse wages to public servants who had been



The Kurdistan Regional Government's (KRG) Council of Ministers in session. Photo: KRG

unpaid for around 90 days. The KRG has repeatedly claimed that it needs over 900 billion dinars per month to cover its payroll, but with its oil exports through Turkey halted

since March, it does not have the funds.

Under Erbil and Baghdad's September loan agreement, the KRG's share in the 2023

federal budget will be used to pay back the loans. If Erbil's share is not enough to cover the loans, its dues will be settled using its allocations within the 2024 budget.



January 11, 2024

## Iraqi parliament sets session to elect new speaker

The official was serving his second term as the speaker by the time the verdict ousted him.

**E**RBIL (Kurdistan24) – The members of the Iraqi Council of Representatives are set to convene on Saturday to elect a new speaker less than two months after the ouster of its former head.

The parliament announced on Thursday that a session will be held on Saturday afternoon to elect a new speaker.

The Iraqi Federal Supreme Court in mid-November ousted Mohammed Al-Halboosi, the former speaker, on charges of forging a signature. The former governor of Anbar and the Sunni figure vehemently rejected the verdict.

The official was serving his second term as the speaker by the time the verdict ousted him.

The Sunni political parties

have not yet presented a unified nominee to replace the ousted leader, but sources have revealed three Sunni figures have been proposed to take the helm. Salim Al Issawi, Sheikh Sha'lan, and Mahmood Mashhadani are the potential successors, according to informed sources.

At least three cabinet members from Al-Halboosi's party have resigned from Prime Minister

Mohammed Shia' Al-Sudani's government in protest of the court decision.

Per an unofficial system, each of Iraq's top posts is apportioned among the major ethnic and sectarian components, with the head of the legislative house going to a Sunni, the republican president filled by a Kurd while the premiership goes to a Shia'.





January 11, 2024

## US envoy, Peshmerga minister discuss importance of maintaining 'strong Coalition presence'

Consul General Mark Stroh on early Thursday met with Kurdistan Regional Government (KRG) Minister of Peshmerga Affairs Shorish Ismael in Erbil

**E**RBIL (Kurdistan24) – The US envoy to Erbil and the Kurdistan Region's minister of Peshmerga on Thursday discussed the importance of maintaining a "strong Coalition presence" to assist and advise the Iraqi army and Peshmerga forces in the fight against terrorism, according to a US Consulate General social media post.

Consul General Mark Stroh on early Thursday met with Kurdistan Regional Government (KRG) Minister of Peshmerga Affairs Shorish Ismael in Erbil, where they discussed the ongoing reform program at the ministry as well as the presence of US-led Coalition against ISIS.

"We discussed the importance of maintaining a strong Coalition presence to advise, assist, and enable Peshmerga and ISF Forces to ensure the enduring defeat of Da'esh (The Arabic acronym for ISIS)," the US Consulate General wrote in a post on X, formerly Twitter.

The US diplomat also congratulated Minister Ismael on his return to the ministry and discussed the ongoing reform at the ministry aimed at unifying



KRG Minister of Peshmerga Affairs Shorish Ismael (right) during his meeting with US Consul General to Erbil Mark Stroh, Jan. 11, 2024. (Photo: US Consulate General Erbil/X platform)

and modernizing the Kurdish forces.

In a meeting on Tuesday with Maj. Gen. Joel B. Vowell, Commander of the Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve in Syria and Iraq, the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani reiterated the importance of maintaining the mission of the international troops to support the Iraqi army and Peshmerga in combating terrorism and maintaining overall secu-

rity and stability.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' Al-Sudani has recently announced that his government is working towards ending the Coalition's mission, which had supported the Iraqi army and Peshmerga forces in defeating ISIS in a three-year battle through airstrikes, training, and armament.

The call for withdrawing the Coalition forces came after the Iraqi government had recently

accused the international troops of a deadly drone strike last week on an Iranian-backed militia in the center of Baghdad, killing a top commander along with his associates.

The Coalition forces since November last year have come under repeated drone attacks launched by the Iranian-backed militia forces in Iraq and Syria. The Pentagon has announced around 120 such attacks following the Israel-Hamas war in Gaza.



January 11, 2024

## Suicide drone shot down over Erbil airport: Kurdistan CT

**E**RBIL, Kurdistan Region - A suicide drone attempting to target forces of the US-led global coalition was shot down over Erbil International Airport on Wednesday evening, Erbil-based Kurdish counter-terrorism forces reported. A pro-Iran militia claimed responsibility for the attack.

“At 20:58 pm, an explosive-laden drone launched by illegal militias targeting the military base of the international coalition against the Islamic State [ISIS] at Erbil International Airport was shot down,” said the Directorate General of Counter Terrorism (CTD), also known as Kurdistan CT.

No casualties or material damages were reported.

The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups backed by Iran and affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), claimed responsibility for the attack in a statement published on its Telegram channel.

Iran-aligned militias have struck bases of the coalition in Iraq and Syria with rockets and drones over 100 times since mid-October, in retaliation to Washington’s support for Israel in its war against the Gaza Strip.

US forces have responded with several retaliatory strikes, targeting militia groups they blame



A convoy of US vehicles near Erbil International Airport. Photo: AFP

for the attacks. The Iraqi government has strongly condemned American retaliatory attacks, which have killed at least 11, calling them a “violation” of its sovereignty as it targets state security forces.

A military base housing international troops near Erbil’s airport on the northwestern edge of the city and Harir airbase some 50 kilometers to the north-east are frequent targets.

The Iraqi government has also come under increasing pressure by pro-Iran political parties and militias to expel coalition forces from the country, after an American drone [strike](#) last week targeted the Popular Mobilization

Forces’ (PMF, or Hashd al-Shaabi) Harakat al-Nujaba in Baghdad, killing two, including Mushtaq Talib al-Saeedi, better known as Abu Taqwa. He was the former commander of al-Nujaba and the deputy commander of the PMF’s Baghdad Belt Operations.

A day after the deadly strike, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani said his government is working to establish a committee to [expel](#) the international coalition from the country.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Re-

solve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively.

In a meeting with coalition commander Major General Joel B. Vowell on Tuesday, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani stressed the importance of the coalition continuing to pursue its mission in the country.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has said it holds the federal government responsible for the “cowardly attacks” conducted by government-linked “outlaw” groups.



January 12, 2024

## Kurds pay respects to Middle East expert Dr. David Pollock

“David’s enduring friendship with the people of Kurdistan leaves a lasting legacy.”

The Washington Institute for Near East Policy Institute’s Bernstein Fellow and longtime director of its [Fikra Forum](#), Dr. David Pollock (73), on Tuesday passed away after battling a chronic illness. A memorial service for him will be [livestreamed](#) on Friday.

Dr. Pollock was first introduced to the history of Kurds and Kurdistan in the late 1970s as a graduate student, he [told](#) the official podcast ‘Kurdistan in America’ of the Kurdistan Regional Government’s (KRG) representative office in the US in 2021.

“I have maintained that interest (in Kurds) in academics and then later in government and now (in a) think tank and I maintained that interest ever since, but my direct personal experience goes back to the 1990s, when I was involved at the State Department,” he said.

From 1996 to 2001, Dr. Pollock served in several other State Department policy advisory positions and in 2002, he was named senior advisor for the Broader Middle East at the State Department. In 2007, he took responsibility for the Washington Institute’s incipient Arabic-language program and pioneered its polling initiative.

Dr. Pollock also told the ‘Kurdistan in America’ podcast that for him Kurdistan is best summarized by the word or phrase ‘friendly’.

“I have found that this is a region and a people that ap-



Middle East expert Dr. David Pollock (left) passed away on Jan. 7 after a long illness (Photo: The Washington Institute for Near East Policy)

preciate whatever friends they can get and they respond in kind to that, for all of the challenges and problems that they face,” said Pollock.

“I would say maybe, actually, because of all of those challenges and problems, the Kurds that I know, whether at the official level or at the street level, are friendly, and that is something that I think most Americans value very strongly.”

Over the years, Dr. Pollock paid many visits to the Kurdistan Region and wrote several articles on the Kurds, including on the Kurdish Sept. 25 independence referendum in [2017](#).

Kurdish officials on the social mediaplatform X, formerly known as Twitter, therefore paid their respects to Dr. Pollock.

“My deepest condolences go

to the family, friends, and colleagues of the late Dr. David Pollock, a Senior Fellow at the Washington Institute,” Safeen Dizayee, Head of the KRG Department of Foreign Relations, posted on X.

“His expert insights into Middle East history and policy, and profound dedication to promoting peace and human rights, leave an enduring legacy. RIP,” Dizayee’s post further added.

Moreover, Washington Kurdish Institute (WKI) in a [separate statement](#) on Thursday said that “Dr. Pollock’s profound insights and unwavering dedication to understanding the complexities of the Kurdish issue and the broader Middle East have left an indelible mark on our community.”

“His unique approach, combining a deep understanding of the Kurdish question with a

consistent consideration of human rights, made him an exceptional individual whose work was greatly appreciated by the Kurdish people.”

“Dr. Pollock’s legacy will continue to inspire generations to come, especially within the WKI, where his contributions will be remembered.

Bayan Sami Abdul Rahman, Advisor to the Prime Minister on Foreign Affairs and Climate Change, on X also [offered](#) her condolences to Dr. Pollock’s family and friends on Thursday.

“You always knew you’d get a warm welcome and a big smile from David. He was smart, thoughtful and wanted the best for the people of Kurdistan and Iraq. Rest in peace dear David.”

The Kurdistan Region Presidency

in a post on X also posted its condolences. “We’re saddened to hear about the passing of our friend, American author and policymaker, David Pollock.”

“Our condolences to his family and friends. David’s enduring friendship with the people of Kurdistan leaves a lasting legacy. May he rest in peace,” the Presidency’s post concluded.

Dr. Bilal Wahab, a Fellow at The Washington Institute for Near East Policy, whose work focuses on the Kurdistan Region, [posted](#) on X that “Dave was a wonderful colleague, permanently optimistic, and full of stories from decades of travel around the Middle East. “He was also a longtime friend of the Kurds. I’ll miss him.”

Wahab told Kurdistan 24 that “I think it’s more than a sense of how persistently he focused

on the Kurdish question where Kurdish issues and concerns were one of the pillars of his work and he stuck with it and he persisted.”

He added that think tankers in Washington are often accused of “hopscoching from issue to issue depending on what’s relevant or what’s hot in the news.” However, Dr. Pollock was different to Wahab.

“The Kurdish people and the Kurdish regions were a fixed variable in his analysis of Middle East politics and US relations with the region,” Dr. Wahab said.

Moreover, he said this helped Dr Pollock build relations across the various Kurdish regions, and he had a wide ranging network of contacts with the Kurdish leadership, with political figures, and government officials.

“But given his focus on polling and public opinion, he also had an eye for the street and that just distinguished his analysis and in his research,” he added.

Pollock was also known for his optimism, humor and as a storyteller. “Oftentimes, a good story told by Dave Pollock is worth 1000 pictures and he had a great memory. It was amazing how quickly he could remember a story with some quality details, the atmospherics, the characters, the timestamp and tell stories not just for the sake of a story, but for the sake of whatever arguments he was making and that definitely sets him apart,” Dr. Wahab continued.

“I remember telling my colleagues, you know, it was difficult to be on a panel with Dave because he very easily outshone everyone else just by

the power of storytelling and obviously the stories about people, the stories about leaders, his stories about his interactions with civil society and with government officials.”

Wahab also said Dr. Pollock spoke excellent Arabic, that did not only allow him to express an opinion, but the kind of Arabic that would actually be poetic.

“He was (as an American) able to go head to head toe to toe with most of the Middle Eastern or any Arabic pundits in Arabic media. So he was a darling of the Middle Eastern press. So these are all qualities that set him apart. But despite all of this, I think the other thing about him, that he was very humble. There was this confidence and this humility about him.”

*Editing by Dastan Muwaffaq*



January 12, 2024

## Turkish forces shell Syria’s Ain Issa: SOHR

Turkish-backed forces on Friday morning shelled SDF positions near Ain Issa.

**T**he UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) on Friday reported that the Turkish army and Turkish-backed armed groups shelled areas near Ain Issa, held by the Syrian Democratic Forces (SDF). The shelling targeted the

Saqr Rest, Ain Eissa camp and silos and Alimat village in Al-Raqqah countryside. No casualties were reported.

Meanwhile, SDF responded to the shelling and targeted a Turkish base opposite Ain Issa town. No casualties

were reported.

Last week, three SDF fighters [were killed](#) in a Turkish drone strike near Ain Issa.

After Turkey attacked SDF-led forces in Oct. 2019, Russia and the US reached separate ceasefire deals

with Ankara to stop the fighting.

But despite this, clashes have continued by SDF forces and Turkish-backed forces. Moreover, Turkey has [stepped](#) up drone strikes, carrying out 103 drone attacks and airstrikes in 2023.

Forbes

Paul Iddon  
January 15, 2024,

## Iranian Ballistic Missile Strike Kills Prominent Businessman In Iraqi Kurdistan

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps paramilitary directly attacked Iraqi Kurdistan's capital city, Erbil, again with ballistic missiles just before midnight Monday local time.

The target was not, as initially speculated, the large new U.S. consulate or the American troop base in Erbil International Airport. IRGC missiles descended on the house of a well-known local businessman, killing him and members of his family. Explosions were heard throughout the city, alarming many residents.

The IRGC promptly claimed responsibility for the attack and a simultaneous strike on Syria. In Erbil, the powerful paramilitary [claimed its missiles targeted a "Mossad headquarters"](#) in retaliation for Israel's prior assassination of IRGC members, claiming the target "was responsible for planning and running espionage operations and terrorist activities in the region."

The Syria attack purportedly targeted the Islamic State, whose Afghan faction [claimed responsibility](#) for the deadly Jan. 3 terrorist attack on Iran's southeastern Kerman province, which killed over 90 people.

In reality, the Erbil attack struck the house of Kurdish businessman Peshraw Dizayee, owner of the autonomous region's Falcon Group, responsible for major projects such as the Empire World, essentially Erbil's central business district known for its ubiquitous high-rise apartment complexes.



FILE PHOTO: Zulfikar and Qiam ballistic missiles, targeting Syria, are launched by Irans ... [+]

The attack killed Dizayee and four of his family members, according to both sources [cited by local Kurdish media outlet Rudaw](#) and [a post on X](#) by the former deputy speaker of Iraqi Kurdistan's parliament, Hemin Hawrami.

In [an official statement a few hours after the attack](#), the Kurdistan Region Security Council confirmed the deaths of four civilians while at least six others sustained injuries, some severe. It also condemned the IRGC's justification for the attack, saying the paramilitary has always used unfounded justifications to attack Erbil even though neither Iraqi Kurdistan nor its leadership has ever threatened Iran.

Erbil had come under a spate of drone attacks in recent weeks, most of them carried

out by Iran's local proxies and targeting the American base on the airport grounds. One of those attacks injured three U.S. troops, one critically, [on Dec. 25](#). The U.S. then assassinated militia leader Mushtaq Jawad Kazim al-Jawari in Baghdad on Jan. 4, in what the Defense Department [described](#) as a "self-defense strike."

But Monday night's attack was markedly different than these tit-for-tat strikes. The White House [confirmed](#) shortly after the attack that "no U.S. personnel or facilities" had been targeted in either Erbil or Syria. It also called the IRGC strikes "reckless and imprecise."

The attack was undoubtedly "reckless," but it wasn't necessarily imprecise. Iran has proven time and again over the years the accuracy of its ballistic mis-

siles, beginning with its September 2018 pinpoint strike against the headquarters of an Iranian Kurdish opposition group based in Iraqi Kurdistan.

It's not even the first time Iran has targeted the villa of a Kurdish businessman in Erbil.

On Mar. 13, 2022, the IRGC fired 12 Fateh-110 ballistic missiles at the villa of Baz Karim Barzanji. At that time, the paramilitary also claimed to have targeted "strategic centers" belonging to Israel in the Kurdish capital. In reality, they targeted Barzanji's villa because they opposed a plan involving Barzanji's KAR Group company to supply Turkey and Europe with gas, [according to a Reuters exclusive](#).

Unlike the case with Dizayee and his family members, Barzanji and his family were not home during the attack. Their villa was heavily damaged in the attack and the headquarters of the nearby regional Kurdistan 24 news agency also endured relatively minor damage from the impact.

The Iraqi government and the autonomous Kurdistan Regional Government scrambled to disprove Iranian claims the missiles had destroyed a Mossad head-

quarters by dispatching a fact-finding team to the scene of the attack to demonstrate there was no threat to Iran emanating from there. Unsurprisingly, it did not undercover anything. Politicians and journalists milled around the scene of senseless destruction in the days after the attack, posed for photos, and left.

The Pirmam area is home to the headquarters of Iraqi Kurdistan's most prominent political party, the Kurdistan Democratic

Party. It's worth noting that Pirmam endured another unprecedented attack on Dec. 30, when two militia drones targeted a base belonging to the Kurdish Peshmerga security forces there but did not cause any casualties. Still, these militias had never directly targeted the Peshmerga inside Iraqi Kurdistan before.

In retrospect, that attack and Monday night's unprecedented strike were seemingly warnings against the KDP and the

broader regional autonomous government. Why exactly Dizayee and his family, in particular, were chosen for this heinous attack remains unclear, although it seems intended to terrorize the autonomous region and threaten its leadership.

What is clear is that Iraqi Kurdistan faces unprecedented threats from its neighbor and requires air defenses to defend itself against such flagrant acts of aggression and the targeting of its civilians.



January 15, 2024

## Turkey continues bombarding Rojava infrastructure

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish warplanes and drones late Sunday continued their aerial bombardment campaign targeting energy and civilian infrastructure of Kurdish-held northeast Syria (Rojava), days after Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters killed nine Turkish soldiers in the Kurdistan Region.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a Britain-based war monitor, reported that a large fire broke out at the Suwaydiya gas station in the countryside of Derik (al-Malikiyah) in Hasaka province, after a Turkish drone struck the site.

"Drinking water was cut off from all the cities, villages, and towns of northern Hasaka as a result of targeting electrical stations that supply water wells," the monitor said, adding that a "complete power outage" has hit the region.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) blasted An-



A picture taken on January 11, 2024, shows people working at a primitive oil facility in the Abu Ghadir area in Qamishli. Photo: Delil Souleiman/AFP

kara for the "crimes" of targeting Rojava's infrastructure, stressing that the livelihoods of civilians in the region are being exposed to danger.

"Over the past two days, the

Turkish occupation has targeted key energy and electricity facilities, as well as grain storage warehouses and silos and firefighting crews, using warplanes and drones. These aggressions have extended to

the homes of civilians, their farms, and sources of their daily sustenance," the SDF said in a statement on Sunday.

On Saturday, the Turkish military began carrying out several

strikes against Rojava, as well as alleged PKK targets in the Kurdistan Region.

The strikes were in retaliation to a deadly PKK attack on a Turkish military base in the Kurdistan Region, in which nine

Turkish soldiers were reported dead by the defense ministry.

The SDF stated that Ankara's strikes "constitute blatant and deliberate war crimes aimed at causing maximum harm to the lives of civilians, instilling fear,

and inflicting suffering on their daily existence."

Turkey has carried out several air and ground operations against the PKK in the Kurdistan Region and the People's Protection Units (YPG) in Rojava, which comprises the

backbone of the US-backed SDF but Turkey alleges is the Syrian front for the PKK.

After the PKK killed 12 soldiers in the Kurdistan Region last December, Turkey responded by pounding critical infrastructure in northeast Syria.

Le Monde

15 janvier 2024  
Ghazal Golshiri

## En Iran, libération de deux journalistes ayant couvert la mort de Mahsa Amini

A deux mois des élections législatives, Niloofar Hamedi et Elaheh Mohammadi, condamnées en première instance en octobre, sont sorties de prison sous caution en attendant leur procès en appel.

**D**imanche 14 janvier, des comptes spersanophones sur le réseau social X (ex-Twitter) évoquaient « une bonne nouvelle imminente » sans donner plus de détails. Finalement, vers 16 heures, heure de Téhéran, deux journalistes iraniennes, Niloofar Hamedi et Elaheh Mohammadi, ont été libérées sous caution après avoir passé plus d'un an en détention. Les deux jeunes femmes ont été arrêtées en septembre 2022 pour avoir couvert journalistiquement la mort de Mahsa (Jina) Amini, décédée, le 16 septembre 2022 à la suite de sa garde à vue, pour avoir été « mal couverte » par son voile.

Le décès de cette Iranienne d'origine kurde a suscité une puissante vague de contestation en Iran, qui a duré quatre mois et a touché tous les coins du pays. Durant ces manifestations, au moins cinq cents civils ont été tués et huit personnes en lien avec la contestation ont été exécutées par le pouvoir judiciaire. Des dizaines de milliers d'Iraniens ont été arrêtés, dont certains ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

En première instance, en octobre 2023, Elaheh Mohammadi



Elaheh Mohammadi (à gauche) et Niloofar Hamedi (à droite) à leur libération de la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran, le 14 janvier 2024

a été condamnée à six ans d'emprisonnement et Niloofar Hamedi à sept ans. Les deux journalistes ont été convaincues de « collaboration avec l'Etat ennemi américain », « rassemblements et collusions en vue de porter atteinte à la sécurité du pays » et « propagande contre la République islamique d'Iran ». Elles ont rejeté ces accusations, affirmant n'avoir accompli que leur mission journalistique. Elles ont été libérées contre une caution de 10 milliards de tomans (soit 160 000 euros) en attendant leur procès en appel.

**Harcèlement des femmes par le régime**

A leur libération de la prison tristement célèbre d'Evin, située dans le nord de Téhéran, les deux journalistes ont été accueillies par une foule constituée des membres de leur famille et de leurs amis. Sur certaines vidéos et photos publiées de leur libération, les deux jeunes femmes font avec leur main un « V » en signe de victoire et elles ne portent pas de foulard – un geste en solidarité avec les Iraniennes qui, depuis la mort de Mahsa Amini, refusent de se soumettre à la loi obligeant les femmes à se couvrir tout le corps, sauf le visage et les mains.

En septembre 2022, Niloofar Ha-

medi a été arrêtée parce qu'elle s'était rendue à l'hôpital de Kasra, à Téhéran, où Mahsa Amini avait été hospitalisée, pour le quotidien iranien *Shargh*. Elaheh Mohammadi, journaliste au quotidien *Hammihan*, s'est rendue à Saqqez, la ville natale de la défunte, pour couvrir son enterrement. Elle a été arrêtée une semaine après sa collègue. Les deux ont joué un rôle primordial dans la médiatisation des circonstances de la mort de Mahsa Amini en donnant la parole à sa famille, qui n'a eu de cesse de dénoncer la responsabilité des autorités dans cette tragédie, alors que ces dernières mettaient en avant les antécédents médicaux de la jeune iranienne. La libération des deux journalistes survient à un peu plus de deux mois des législatives, prévues le 1<sup>er</sup> mars, le premier scrutin depuis la contestation en 2022. Cette libération pourrait avoir pour objectif d'apaiser les esprits des Iraniens, nombreux à être tentés de bouder les urnes. Pendant ce temps, le régime continue à harceler les Iraniennes qui osent sortir dans la rue la tête nue. Leur voiture est parfois envoyée à la fourrière et elles sont condamnées à payer une amende. Certaines sont licenciées de leur travail.

The New York Times

January. 15, 2024

# Iran Adds Prison Time for Nobel Winner and Frees 2 Journalists on Bail

Narges Mohammadi, the jailed human rights activist, was sentenced to additional prison time, while journalists who reported on the death of Mahsa Amini were freed for now.

The Iranian regime sentenced Narges Mohammadi, the jailed human rights activist who received the 2023 Nobel Peace Prize, to 15 more months in prison, her family said on Monday.

The news came a day after Iran released the journalists Niloufar Hamedei and Elaheh Mohammadi on bail while they appeal their sentences, according to state media. They had been [jailed for their coverage](#) of a young woman whose death sparked a [nationwide protest movement](#) that challenged the country's system of authoritarian clerical rule. Prosecutors filed a new complaint against the women on Monday.

The journalists helped break the story of Mahsa Amini, 22, who died in the custody of Iran's morality police in September 2022 after being arrested on charges of violating Iran's religiously conservative dress code.

Ms. Hamedei, 31, reported for the Iranian daily newspaper Shargh from the hospital where the young woman lay dying and shared a photo of her grieving relatives that went viral on social media. She was arrested days after Ms. Amini's death, and Ms. Mohammadi, who had covered her funeral for the newspaper Hammihan, was [arrested](#) a week after that, as protests swept Iran.

Both women [were charged](#) with conspiring with foreign intelligence agencies to undermine national security, as well as spreading propaganda, and spent months in detention.



Ali Rahmani, son of Narges Mohammadi, spoke onstage during the 2023 Nobel Peace Prize ceremony at Oslo City Hall in Norway last month. Fredrik Varfjell/NTB, via Agence France-Presse — Getty Images

After closed-door trials, they were [sentenced](#) in October — Ms. Hamedei to 13 years in prison and Ms. Mohammadi to 12 years.

Narges Mohammadi, 51, has spent most of the last decade in and out of prison, charged with “spreading anti-state propaganda” — part of Iran's long campaign to silence and punish her for her activism.

Her family said a new trial was held Dec. 19 without her present, and the sentence was her fifth conviction since 2021. In total, her family said, she has been sentenced to more than 12 years in prison, 154 lashes, four months' travel ban and two years' exile. “The judgment resembles a political statement against

Narges Mohammadi, emphasizing accusations that she repeatedly incites and encourages public and individual opinions against the Islamic regime to sow chaos and disturbances,” her family [wrote](#) on the platform Threads.

But her imprisonment has not stopped her, even though she has suffered severe health problems, including a heart attack. She has remained one of the most outspoken critics of Iran's government.

In response to [a major uprising, led by women, that rocked Iran](#) after Ms. Amini died, Narges Mohammadi organized prison protests, wrote opinion pieces and led weekly workshops for female inmates about their rights.

Thousands of protesters heading last October to the cemetery in western Iran where Mahsa Amini, who died in the custody of Iran's morality police, was buried. [via Agence France-Presse — Getty Images](#)

Video posted on the Instagram account of the journalist Elaheh Mohammadi's sister showed the two released journalists leaving Tehran's notorious Evin Prison and walking hand in hand toward their husbands, colleagues and friends who were running uphill to greet them. As they all hugged, the crowd chanted, “Freedom, freedom, freedom.”

Friends also posted photos on social media of the journalists walking down the street with



hands raised in the victory sign — with the hair of both women falling loosely, in violation of Iran’s religiously conservative [dress code](#).

The official response was swift: On Monday, Mizan, a news agency overseen by Iran’s judiciary, reported that prosecutors had filed a new complaint against the journalists, accusing them of breaking the hijab law. That legislation requires women to cover their hair and wear long, loose clothing that hides the shape of their bodies. That is what initially led to the arrest of Ms. Amini.

The morality police who detained Ms. Amini took her to a center for re-educating women on the law governing dress before she was hospitalized. The Iranian government has said that she died while in custody because of underlying medical issues. Her family has said that

she had no health issues, and that she died because the police beat her.

[A photo of Ms. Amini](#) in a coma in the hospital with blood dripping from her ear and tubes in her mouth went viral. No independent investigation was conducted.

Ms. Amini’s death outraged Iranians already furious with their government over decades of social and political repression, as well as economic mismanagement and corruption, igniting monthslong protests. Tens of thousands of people took to the streets across Iran, including many women who [ripped off their headscarves](#) and burned them in bonfires. The uprising — called the “Mahsa movement” in homage to Ms. Amini — morphed into the most serious challenge to the legitimacy of Iran’s ruling clerics

since they took power in 1979.

Iran’s government cracked down, and by early 2023 had quelled the protests by force, arresting [nearly 20,000 people](#) and killing [more than 500](#), according to human rights groups. At least seven arrested protesters were later executed, and others are still facing the death penalty.

Still, many women have [continued to defy](#) the hijab law, especially in larger cities, by keeping their hair uncovered and wearing Western-style clothing in public. In response, the government has tried a variety of measures to [enforce](#) the law, including [shutting down](#) businesses that turn a blind eye to customers’ dress code violations and banning banks and government offices from serving such women.

In September, the Iranian Parliament approved a bill that increased the penalties for women who refused to wear the hijab, imposing large fines and prison time for violators.

On Monday, the photos of the two journalists with their hair uncovered drew approving comments on social media from Iranians who saw them as symbols of defiance toward the government. Ms. Amini’s loved ones joined in celebrating their freedom.

“The news of your release after four hundred days of enduring prison and being away from your family made us all happy and sweetened our palates,” Ms. Amini’s father, Amjad Amini, wrote on Instagram on Sunday. “I sincerely congratulate you and your brave and patient family on this precious freedom.”



January 16, 2024

## Reckless and imprecise:’ US slams IRGC missile strikes on Erbil

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States on Tuesday condemned as “reckless and imprecise” the Iranian Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) ballistic missile strikes on the Kurdistan Region’s capital of Erbil, confirming that no US personnel or facilities were targeted. At least four civilians were killed.

“We will continue to assess the situation, but initial indications are that this was a reckless and imprecise set of strikes,” a National Security Council spokesperson, Adrienne Watson, said in a statement. At least five ballistic

missiles [struck](#) Erbil in the late hours of Monday as sounds of loud bangs and explosions terrified residents. The IRGC claimed responsibility for the strikes, claiming to have hit “spy headquarters” of anti-Iran groups in the Kurdistan Region. The strikes killed at least four civilians and injured 17 others, and heavy material damages were incurred on residences near Erbil-Pirmam road.

“No US personnel or facilities were targeted. We have been in touch with senior Iraqi officials as well as officials in the Kurdistan Region,” Watson said, adding that Washington “will

continue to assess the situation.”

The Kurdistan Region Security Council earlier [condemned](#) the attacks as “blatant violation” of Iraq and the Kurdistan Region’s sovereignty.

“The IRGC said the attack targeted several positions of Iranian opposition groups. Unfortunately, they always use baseless excuses to attack Erbil,” the security council said in a statement in the early hours of Tuesday, adding that the Kurdish capital “has never been a source of threat to any party.”

It stressed that the Iraqi federal government and the international community “must not remain silent about this crime.”

Peshraw Dizayee, a well-known Kurdish businessman and the owner of Falcon Group which runs major projects such as Empire World, succumbed to his injuries around 1:00 am on Tuesday after his house was struck by a missile, former deputy speaker of the Kurdistan Region parliament Hemin Hawrami confirmed on X.

“The United States supports the sovereignty, independence, and territorial integrity of Iraq,” Watson affirmed.

“This is a terrorist attack, an inhumane act that has been carried out against Erbil. Erbil will not be scared or shaken,” Governor Omed Khoshnaw told reporters near the site of the strikes on Pirmam road.

Kurdistan Region President Ne-

chirvan Barzani last week said that the Region will not become a “source of threat” to Iran, amid threats by the IRGC to launch attacks on Erbil for allegedly housing secret Mossad bases.

In late December, Kurdistan

Regional Government (KRG) spokesperson Peshawa Hawramani reiterated that there are no Israeli bases in the Kurdistan Region, a day after a pro-Iran militia claimed it had struck an Israeli base in Erbil with a drone. In March of 2022, Iran attacked Erbil with twelve ballistic mis-

siles, striking the residence of a well-known Kurdish businessman. The IRGC claimed responsibility for targeting “the strategic center of the Zionist conspiracy and evil by point-to-point missile.”



Chenar Chalak  
January 16, 2024

## Four killed in IRGC attack on Erbil

**E**RBIL, Kurdistan Region - At least four civilians were killed and six others were wounded as a result of the Islamic Revolutionary Guard Corps' (IRGC) attack on Erbil on Monday evening, the Kurdistan Region Security Council announced hours later, calling the strikes “a blatant violation” of Iraq and the Region’s sovereignty.

The IRGC on early Tuesday claimed responsibility for a massive ballistic missile attack on the Kurdistan Region’s capital of Erbil, claiming to have hit “spy headquarters” of anti-Iran groups.

“The IRGC said the attack targeted several positions of Iranian opposition groups. Unfortunately, they always use baseless excuses to attack Erbil,” the security council said in a statement in the early hours of Tuesday, adding that the Kurdish capital “has never been a source of threat to any party.”

The statement stressed the federal government and the international community “must not remain silent about this crime.”

Peshraw Dizayee, a well-known Kurdish businessman and the owner of Falcon Group



Ballistic missiles targeted Erbil on January 15, 2023. Photo: Rudaw

which runs major projects such as Empire World, succumbed to his injuries around 1:00 am on Tuesday after his house was struck by a missile, former deputy speaker of the Kurdistan Region parliament Hemin Hawrami confirmed on X.

In a later statement on early Tuesday, the IRGC claimed that «three Mossad bases» were targeted in the Erbil bombardments, despite the Kurdistan Regional Government (KRG) having categorically re-

jected the presence of Israeli intelligence in the Kurdistan Region.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani last week said that the Region will not become a “source of threat” to Iran, amid threats by the IRGC to launch attacks on Erbil for allegedly housing secret Mossad bases.

In late December, KRG spokesperson Peshawa Hawramani reiterated that there are

no Israeli bases in the Kurdistan Region, a day after a pro-Iran militia claimed it had struck an Israeli base in Erbil with a drone.

In March of 2022, Iran attacked Erbil with twelve ballistic missiles, striking the residence of a well-known Kurdish businessman. The IRGC claimed responsibility for targeting “the strategic center of the Zionist conspiracy and evil by point-to-point missile.”

## En Syrie, des centaines de localités du Kurdistan privées de courant après des frappes turques

Ankara affirme avoir visé des combattants kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie en riposte à une attaque contre une base militaire turque en Irak.

**D**es centaines de localités du nord-est de la Syrie sont privées de courant depuis dimanche soir à la suite de frappes turques contre des centrales électriques, a annoncé lundi 15 janvier l'administration autonome kurde. L'administration kurde, dénombrant six centrales électriques ciblées, condamne les attaques « *injustifiées* » et « *l'agression turque* ».

Lundi soir, l'administration kurde a en outre affirmé que toutes les stations de pompage d'eau de la région de Kamechliyé étaient désormais « *hors d'usage* », après les frappes contre les centrales électriques. Des journalistes de l'Agence France-Presse ont été les témoins de l'intervention des pompiers dans la centrale de Kamechliyé.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, a pour sa part rapporté qu'une septième centrale électrique avait été ciblée plus tard lundi. Yasser Sleimane, responsable de l'administration kurde, a appelé la Russie et les pays de



Pendant l'intervention des pompiers dans la centrale de Kamechliyé, au Kurdistan syrien, le 14 janvier. DELIL SOULEIMAN / AFP

la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis « *à mettre fin à l'agression turque contre nos régions et au ciblage des civils* ».

Ankara a affirmé de son côté avoir effectué des frappes dans le nord de l'Irak et de la Syrie, après la mort de neuf soldats turcs dans une attaque

menée vendredi contre une base militaire turque dans le nord de l'Irak.

L'armée turque a affirmé avoir visé depuis samedi, « *conformément à nos droits à l'auto-défense* », des dizaines de cibles, notamment des « *bases, dépôts et usines à gaz* » utilisés par les Unités de

protection du peuple et par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie, qui considère ces deux groupes armés comme terroristes, cible régulièrement les bases arrière des combattants kurdes en Syrie et du PKK dans le nord de l'Irak, qui mènent une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984.

The New York Times

Alissa J. Rubin-  
January 15, 2024

# Iran Launches Missile Strikes in Iraq and Syria, Citing Terrorist Attacks

Explosions shook Erbil, a city in northern Iraq, and at least four civilians were killed, local officials said. Syrian targets were also hit, Iran's Revolutionary Guards said.

Iran's Revolutionary Guards launched a missile attack against what they called "anti-Iranian terrorist groups" in a northern Iraqi city, setting off large explosions and sirens, including at the American Consulate, around midnight on Tuesday.

The strike in the city of Erbil killed at least four civilians, according to the Kurdistan Regional Security Council in Iraq, and air traffic was diverted briefly, officials said.

A separate ballistic missile attack hit targets in Syria connected to the Islamic State, the Guards said.

A statement by the elite Revolutionary Guard Corps said that the missile strike in Erbil had been aimed at "the destruction of espionage headquarters and places that anti-Iranian terrorist groups" used to plan a suicide bombing attack in Kerman, Iran, that **killed 86 people** this month at a memorial procession for **Maj. Gen. Qassim Suleimani**. The Guards also cited an assault in December on a police headquarters in Rask, Iran, that killed at least 11 officers.

The attacks occurred as Iranian-linked groups have been targeting U.S. bases and camps in Iraq and Syria, and Iranian proxy groups like the Houthi militants in Yemen have been attacking commercial shipping in the Red Sea amid Israel's war against Hamas, the group that controls parts of the Gaza Strip. They are acting, the Houthis say, in solidarity



A damaged building after missile attacks in Erbil, Iraq, on Tuesday. Azad Lashkari/ Reuters

with Palestinians in Gaza.

Those attacks have heightened tensions in the Middle East, and raised the risk that an already dangerous situation would flare into greater regional violence.

Some Iranian leaders initially appeared to blame Israel for the attack at the Suleimani memorial, though the Islamic State claimed responsibility for it. In a statement later on Tuesday, the Revolutionary Guards appeared to return to the narrative that blamed Israel, saying the target in Erbil had been the local headquarters for Mossad, Israel's spy agency. Israel did not immediately respond.

The attacks at the memorial and at the police station were

seen as signs of Iran's vulnerability to infiltration by extremist groups despite its formidable intelligence service and police capabilities.

Direct attacks by the Iranian Revolutionary Guard Corps, while not new, have been far less frequent than those conducted by Iran's proxies. Those militant groups have launched at least 130 assaults on U.S. installations in Iraq and Syria since the war in the Gaza Strip began in October, after Hamas led an attack in southern Israel that, Israeli officials say, killed 1,200 people. Israel retaliated by bombarding the strip, killing more than 23,000 people and displacing millions, according to Gazan health officials.

Several of the explosions early

Tuesday occurred near a new U.S. Consulate in Erbil under construction, and several other explosions happened near the Erbil airport. An American official said: "No U.S. facilities were impacted. We're not tracking damage to infrastructure or injuries at this time."

The U.S. State Department said: "The United States strongly condemns Iran's attacks in Erbil today and offers condolences to the families of those who were killed. We oppose Iran's reckless missile strikes, which undermine Iraq's stability."

Erbil is the capital of the Kurdistan region of Iraq and is its most populous city. The Kurdish region's security council called on the international com-

munity to condemn the Iranian attack, which it described as “a blatant violation of the sovereignty of the Kurdistan region and Iraq and the federal government.”

In a statement, the council said

that “Erbil is a stable region and has never been a threat to any party,” adding: “The Revolutionary Guard said that the attack targeted several sites of Iranian opposition groups. Unfortunately, they always use base-

less excuses to attack Erbil.” Kifah Mahmood, a former media adviser to Massoud Barzani, the retired longtime leader of Kurdistan, said the Revolutionary Guards had been trying to “cover up their own se-

curity failure” in Kerman by staging a retaliatory attack. “But unfortunately,” he said, “the missiles landed on civilians and killed some, and injured others.”



January 15, 2024

## Residents of disputed Kirkuk neighborhood hold sit-in protest

**E**RBIL, Kurdistan Region - Residents of a disputed Kirkuk neighborhood on Monday staged a sit-in protest against a lawsuit filed by an Iraqi oil company, calling for the confiscation of their houses on account of them belonging to the oil ministry.

Hundreds of Kurdish families who were pushed out of Kirkuk as a result of Saddam Hussein's Arabization movement returned to the city following the Baathist regime's fall in 2003. Left without a home, a number of the families took up residence in a residential complex in Arafa neighborhood, previously inhabited by members of the Baathist party.

The houses in the neighborhood were property of the finance ministry and the land belonged to the oil ministry.

In recent days, arrest warrants have been issued for the inhabitants of a number of the houses in the neighborhood on the grounds of them being “fugitives from justice” for not attending a court session for a lawsuit filed by the state-run North Oil Company, asking the families to hand over the houses on the basis of them not being their property. A directive has been issued to prohibit those accused of evad-

ing the law from traveling and visiting official institutions. The residents also say that their credit and electronic cards and bank accounts have been blocked.

Kurdish residents of the neighborhood on Monday accused Kirkuk local authorities of pursuing an Arabization policy and claimed that they had never been notified about the lawsuit nor summoned to court.

In a presser, they pled their case with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, and called on the top Kurdish parties in the city -The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Kurdistan Democratic Party (KDP)- to join their forces and work together to prevent further injustices towards the province's Kurdish population.

“We were subjected to persecution, genocide, and forced displacement outside the province during the reign of the former regime. Following the change in Iraq's governance regime in 2003, and our return to Kirkuk province, we began residing in an incomplete residential complex belonging to the North Oil Company. We reconstructed the houses at our expense, during varying periods, and using large amounts of money due to the

fact that we had no residences to shelter our families,” said the residents in their plea.

They called on Sudani to review their case and find an appropriate solution for their issues while expressing hope for a quick response.

Dilan Ghafoor, a Kirkuk MP in the Iraqi parliament, told Rudaw that she has discussed the Arafa issue with Iraq's oil minister, stressing that the latter's response “had a positive indication.”

Accusations of a resurgence of the Arabization movement have recently been made in other parts of Kirkuk, with the residents of Newroz neighborhood protesting an attempt by the Iraqi army to seize control of the area and their houses.

Forces of the Iraqi army have been stationed in Newroz since early January, demanding families residing there to evacuate their homes on the grounds that the neighborhood is an official property of the defense ministry.

Iraqi Justice Minister Khalid Shwani on Saturday told Rudaw that the troops were set to withdraw from the neighborhood, following a decree from the General Secretariat of the

Iraqi Council of Ministers to cease the operation. The withdrawal has yet to be seen through.

The houses in the Newroz neighborhood were previously inhabited by members of the Baath party. After the fall of the regime, Kurdish families from Kirkuk who had been displaced to other parts of the country returned to the neighborhood and took up residence in those houses.

The Arabization movement was part of Hussein's Baathist regime campaign against the Kurds, in which Arab families would be resettled in disputed areas in hopes of establishing an Arab majority, pushing Kurdish families out in the process. Kirkuk is a multiethnic city home to Kurds, Arabs, and Turkmen, as well as an Assyrian minority. It was under joint administration before 2014, when Kurds took full control after Iraqi forces withdrew in the face of a brazen offensive by the Islamic State (ISIS) group threatening the city. Kurds held Kirkuk until October 16, 2017, when Iraqi forces retook control and expelled the Peshmerga forces after the province took part in Kurdistan Region's independence referendum.



January 15, 2024

## Baghdad denies 1500 US troops deployment reports

**E**RBIL, Kurdistan Region - An Iraqi military official on Monday denied reports regarding the deployment of US troops to the country, stressing that Baghdad does not need foreign forces.

New York-based CBS News [reported](#) on Sunday that 1,500 troops from the New Jersey Army National Guard were being deployed to Iraq and Syria to join the US-led global coalition against Islamic State (ISIS). This would constitute the largest US Army deployment out of New Jersey since 2008.

The alleged deployment of the troops is a part of the US-led global coalition against ISIS's Operation Inherent Resolve (OIR), CBS cited a colonel joining the military campaign and the New Jersey Governor Phil Murphy as saying, in a video showing the troops bidding farewell to their families ahead of leaving the state.

Speaking to Iraqi state media, Major General Tahsin al-Khafaji, the head of Iraq's Security Media Cell, denied the reports of additional coalition troops coming to Iraq.

Khafaji stressed that Iraq "does not need any foreign forces, and the presence of the global coalition is limited to providing advice, training, and security information." Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani [said](#) earlier this month the Iraqi government "is in the process of setting the date to start working on the bilateral committee to make arrangements to permanently end the presence of the international coalition forces in Iraq."

The work of the bilateral committee between Iraq and the global coalition, which also includes scheduling the withdrawal of the coalition from



US soldiers in Bradley tanks patrol an area near Syria's northeastern Semalka border crossing with the Kurdistan region on January 12, 2021. Photo: DELIL SOULEIMAN/ AFP

Iraq and reconsidering the nature of the relationship in general, will soon be kickstarted.

Khafaji said that there is a vision in Iraq leaning towards holding bilateral memoranda and agreements with "certain coalition countries in matters related to armament, training, and the exchange of information," without mentioning any specific coalition country.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve, which has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively.

The news of the alleged deployment comes at a time when US troops in Iraq and Syria have been the target of a spate of drone attacks by Iran-backed militia groups

since October 17, due to Washington's support for Israel in its war against Palestinian Hamas in the Gaza Strip

The US has carried out multiple retaliatory [strikes](#) on Iran-aligned factions in Iraq and Syria without the approval of the Iraqi government.

In November US [warplanes](#) struck pro-Iran fighters in Jurf al-Nasr (formerly Jurf al-Sakhar) in northern Babil province. The strike was "vehemently" [condemned](#) by Basem al-Awadi, spokesperson of the Iraqi government, who labeled it as a "blatant violation of sovereignty and an attempt to destabilize the security situation".

Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani in a phone call in December [warned](#) US Secretary of Defense Lloyd Austin against taking any direct response to militia attacks without approval from Baghdad.

The Pentagon said in a press release that in the phone call with Sudani, Austin "underscored that the United States reserves the right to act in self-defense against those launching any attack against U.S. personnel."

The Pentagon blames two Iran-backed militia groups, Kataib Hezbollah and Harakat al-Nujaba, for most of the attacks. Both groups are designated terrorist organizations by the US.

An American drone strike on January 4 targeted an Iran-backed Popular Mobilization Forces (PMF) logistical support base in eastern Baghdad's Palestine Street, killing two commanders including Mush-taq Talib al-Saeedi, better known as Abu Taqwa, a former commander of Harakat al-Nujaba and the deputy commander of the PMF's Baghdad Belt Operations. Iraq blasted the global coalition for the "unprovoked attack on an Iraqi security body".

## Guerre Israël-Hamas : en Turquie, un footballeur israélien arrêté pour « incitation publique à la haine » après avoir affiché un message lié au conflit

Le joueur d'Antalyaspor, Sagiv Jehezkel, a été exclu de son équipe après avoir montré sur son poignet le message « 100 jours, 07.10 », qui fait référence à la date de l'attaque du Hamas sur le sol israélien.

La guerre entre Israël et le Hamas s'exporte à présent sur les terrains de football. Le joueur israélien Sagiv Jehezkel a été interpellé en Turquie dans le cadre d'une enquête pour « incitation publique à la haine » après avoir affiché, dimanche 14 janvier, un message faisant référence au conflit lors d'un match du championnat de première division. Plusieurs médias turcs, dont l'agence de presse officielle Anadolu et la chaîne privée NTV, ont rapporté qu'il avait été placé en garde à vue dans la soirée.

Auteur d'un but lors de la rencontre de la Süper Lig turque face à Trabzonspor, Sagiv Jehezkel, qui compte également huit sélections avec l'équipe nationale israélienne, a montré un bandage sur son poignet sur lequel était inscrit « 100 jours, 07.10 » – qui rappelle la date de l'attaque perpétrée par le mouvement palestinien Hamas sur le sol israélien, [le 7 octobre 2023](#) –, ainsi que l'étoile de David, symbole de l'Etat hébreu.

« Le parquet d'Antalya a ouvert une enquête judiciaire contre le footballeur israélien Sagiv Jehezkel pour "incitation publique à la haine" en raison de sa célébration odieuse en faveur du massacre commis par Israël à Gaza », a annoncé, [sur le réseau](#)



Sagiv Jehezkel, le joueur israélien d'Antalyaspor, après avoir marqué un but face à Trabzonspor, le 14 janvier 2024, à Antalya. Il exhibe un bandage sur lequel est écrit « 100 jours, 7.10 », en référence à l'attaque du 7 octobre 2023 du Hamas sur le sol israélien. CAPTURE D'ECRAN X @FOOTBALL\_\_TWEET

social X, le ministre de la justice turc, Yilmaz Tunç.

Le message, qui fait référence aux cent jours écoulés depuis l'assaut du Hamas, est interprété par le ministre comme un témoignage de soutien aux opérations militaires israéliennes lancées en représailles dans la bande de Gaza. « Nous continuerons à soutenir les Palestiniens oppri-

« Nous condamnons le comportement totalement inacceptable du footballeur Sagiv Jehezkel lors du match entre Antalyaspor et Trabzonspor disputé aujourd'hui (...) et trouvons appropriée la décision d'Antalyaspor d'exclure le joueur de son équipe. Les procédures et enquêtes disciplinaires nécessaires contre les responsables ont été immédiatement engagées », a abondé, de son côté, la Fédération turque de football (TFF).

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, allié traditionnel de la cause palestinienne, a plusieurs fois qualifié Israël d'« Etat terroriste », estimant que le Hamas, considéré comme un groupe terroriste par l'Union européenne et de nombreux pays dont les Etats-Unis, était un « groupe de libérateurs ».

Selon le ministère de la santé du Hamas, les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza ont fait au moins 23 968 morts, essentiellement des civils. L'attaque sans précédent lancée le 7 octobre par le Hamas sur le sol israélien a elle fait environ 1 140 morts, majoritairement des civils, selon un décompte de l'Agence France-Presse à partir des données israéliennes.

més », a écrit le ministre turc, dénonçant un « génocide » en cours à Gaza.

### « Contre les valeurs » du pays

Le club d'Antalyaspor a, lui, annoncé avoir exclu son joueur israélien, qu'il accuse d'avoir « agi contre les valeurs de notre pays ».



January 15, 2024

## US State Department offers condolences to victims of Erbil strikes

**E**RBIL, Kurdistan Region - The US State Department on Tuesday offered condolences to the families of the victims of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) attack on Erbil, adding that it strongly condemned the “reckless” strikes.

At least five ballistic missiles struck Erbil in the late hours of Monday as the city was shook by sounds of loud bangs and explosions. The IRGC claimed responsibility for the strikes which killed at least four civil-

ians and injured 17 others. Heavy material damages were incurred on residences near Erbil-Pirmam road.

“We strongly condemn Iran’s attacks in Erbil and offer condolences to the families of the victims,” US Department of State Spokesperson Matthew Miller said.

The youngest victim of the attack was an 11-month-old baby, killed just ten days before her first birthday.

“We remain vigilant and com-

mitted to the safety of our personnel and facilities in Iraq,” Miller told Rudaw via email.

The spokesperson also reiterated that “no impacts” had been sustained by American facilities in the Kurdistan Region nor were any personnel injured.

Peshraw Dizayee, a well-known Kurdish businessman and the owner of Falcon Group which runs major projects such as Empire World, succumbed to his injuries around 1:00 am

on Tuesday after his house was struck by a missile, former deputy speaker of the Kurdistan Region parliament Hemin Hawrami confirmed on X.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani condemned the “cowardly attack” and called on the Iraqi government to take action. The Kurdistan Region Security Council earlier condemned the attacks as “blatant violation” of Iraq and the Kurdistan Region’s sovereignty.



16 Janvier 2024

## L’Iran défend sa souveraineté, dit Téhéran après des frappes en Irak

**D**UBAI / BAGDAD (Reuters) - L’Iran a revendiqué mardi le tir de missiles balistiques sur des cibles en Irak et en Syrie, assurant agir pour défendre «sa souveraineté et sa sécurité» et «lutter contre le terrorisme», faisant craindre une nouvelle escalade sur fond de conflit dans la bande de Gaza.

Lundi soir, les Gardiens de la révolution - corps d’élite placé sous l’autorité directe du guide suprême Ali Khamenei - ont dit avoir tiré des missiles sur un centre d’espionnage israélien

et un rassemblement de «groupes terroristes anti-iraniens» près de la ville d’Erbil, au Kurdistan irakien.

«En réponse aux récentes atrocités du régime sioniste, qui ont entraîné l’assassinat de commandants des Gardiens de la révolution et de l’Axe de la Résistance (...), l’un des principaux quartiers généraux d’espionnage du Mossad dans la région du Kurdistan irakien a été détruit à l’aide de missiles balistiques», ont déclaré les Gardiens de la révolution dans un communiqué.

Ils ont ajouté avoir «tiré un certain nombre de missiles balistiques en direction de la Syrie et éliminé les auteurs d’opérations terroristes» en Iran, dont des membres du groupe État islamique.

L’Iran respecte la souveraineté et l’intégrité territoriale des autres pays, mais utilise en même temps son «droit légitime et légal de dissuader les menaces pour sa sécurité», a déclaré mardi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani.

«Après le mauvais calcul de l’ennemi de s’en prendre à la République islamique, l’Iran a riposté avec ses hautes capacités de renseignement dans une opération précise et ciblée contre le quartier général des coupables», a ajouté le ministre.

L’Iran avait dit vouloir venger l’assassinat en Syrie le mois dernier dans des frappes attribuées à Israël de trois membres des Gardiens de la Révolution, dont un haut commandant connu sous le nom de Sayyed Razi Mousavi.



L'Etat islamique a de son côté revendiqué l'attentat meurtrier survenu début janvier dans le sud-est de l'Iran lors d'une cérémonie d'hommage à l'ancien chef de la force Al Qods des Gardiens de la révolution, Qassem Soleimani.

Le gouvernement israélien n'a pas réagi pour le moment aux frappes iraniennes en Irak.

#### L'IRAK DÉNONCE UNE «AGRESSION»

Selon les autorités du Kurdistan irakien, au moins quatre civils ont été tués et six autres

blessés par le bombardement irakien à Erbil.

Des sources sécuritaires et médicales irakiennes ont indiqué que l'homme d'affaires Peshraw Dizayi et plusieurs membres de sa famille figureraient parmi les victimes. Peshraw Dizayi, réputé proche du Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan Masrour Barzani, était impliqué dans d'importants projets immobiliers au Kurdistan.

Un missile a par ailleurs touché la maison d'un haut responsable des services de renseignement kurdes et un autre est

tombé sur un bâtiment de ces services, selon des sources sécuritaires.

Les frappes iraniennes en Irak et en Syrie ont suscité une vague de condamnations internationales.

L'Irak, qui a dénoncé une «agression» de l'Iran, a rappelé son ambassadeur à Téhéran pour consultation et indiqué qu'il demanderait une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies.

De leur côté, les Etats-Unis ont condamné les frappes iraniennes, les jugeant «imprud-

entes». Le département d'Etat a précisé qu'aucune installation américaine n'avait été visée.

La France a estimé pour sa part que les frappes sur Erbil constituaient des «violations flagrantes, inadmissibles et préoccupantes de la souveraineté de l'Irak» et contribuèrent à une «escalade des tensions régionales», selon une déclaration du Quai d'Orsay

(Parisa Hafezi à Dubai et Timour Azhari à Bagdad, Blandine Hénault pour la version française, édité par Tangi Saalün)



16 janvier 2024

## L'Irak rappelle son ambassadeur à Téhéran « pour consultations » après des frappes iraniennes à Erbil

L'Iran a annoncé mardi avoir procédé à des tirs de missiles balistiques sur des cibles «terroristes» en Irak et en Syrie. Dans le Kurdistan irakien, les tirs ont détruit «un quartier général d'espionnage» attribué à Israël par les Gardiens de la révolution iraniens. Bagdad, qui a convoqué le chargé d'affaires iranien, a condamné une «agression visant sa souveraineté»

Les Gardiens de la révolution iraniens ont annoncé tôt, mardi 16 janvier, avoir lancé plusieurs salves de missiles balistiques sur des cibles «terroristes» en Irak et en Syrie, tuant au moins «quatre civils» au Kurdistan irakien selon les autorités locales de la région autonome.

Les frappes menées par l'Iran dans la nuit de lundi à mardi interviennent dans un contexte régional déjà tendu, sur fond de guerre

à Gaza entre Israël et le Hamas palestinien qui fait craindre un embrasement régional entre les alliés des deux camps.

Le ministère des Affaires étrangères irakien a condamné dans la foulée ces tirs de missiles meurtriers, y voyant une «agression visant la souveraineté de l'Irak et la sécurité de son peuple». Après ces frappes, les autorités irakiennes, qui ont convoqué le chargé d'affaires iranien, prendront toutes les mesures lé-

gales» nécessaires, y compris «une plainte au Conseil de sécurité» de l'ONU, selon un communiqué de la diplomatie irakienne.

Cette dernière a également annoncé la formation d'une commission d'enquête pour prouver «à l'opinion publique irakienne et internationale la fausseté des allégations de ceux qui sont responsables de ces actes condamnables».

À Washington, une responsable a dénoncé «une série de

frappes imprudentes et imprécises». «Aucun personnel ni aucune installation américaine n'ont été visés», a toutefois précisé Adrienne Watson, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. De son côté, le département d'Etat américain a condamné les attaques menées par l'Iran au Kurdistan irakien et indiqué que les Etats-Unis s'étaient «opposés» à ces «frappes irresponsables de missiles» qui «sapent la stabilité de l'Irak», selon un communiqué.

De son côté, la France a qualifié mardi les frappes iraniennes de «violations inadmissibles» de la souveraineté de l'Irak. «De tels actes (...) contribuent à l'escalade des tensions régionales et doivent cesser», souligne un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Dans la périphérie d'Erbil, capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, les Gardiens de la Révolution iraniens ont assuré avoir visé et détruit «un quartier général d'espionnage» qu'ils ont attribué à Israël, tout comme a été ciblé «un rassemblement de groupes terroristes anti-iraniens», selon l'agence de presse officielle IRNA.

### Des «justifications sans fondements»

En Syrie, le Corps des gardiens a annoncé sur son site internet Sepah News avoir «identifié les lieux de rassemblement des commandants et des principaux éléments liés aux récentes opérations terroristes, en particulier l'État islamique» (EI), en Syrie, et les avoir «détruits en tirant un certain nombre de missiles balistiques». Il a expliqué que cette attaque en Syrie s'était faite en «réponse aux récents crimes de groupes terroristes qui ont injustement martyrisé un certain nombre de nos chers compatriotes à Kerman et Rask».

Le 3 janvier, des assaillants ont perpétré un attentat-suicide contre la foule rassemblée à Kerman, dans le sud de l'Iran, lors d'une cérémonie commémorative près de la tombe du général Qassem Soleimani, l'ex-architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, tué en janvier 2020 par



Une habitation détruite par une frappe iranienne à Erbil, le 16 janvier 2024. © Safin Hamid, AFP

une frappe américaine en Irak. L'attaque, revendiquée par l'EI, a fait environ 90 morts et de nombreux blessés.

Au Kurdistan d'Irak, au moins «quatre civils» ont été tués et six autres blessés dans les tirs de missiles iraniens, ont annoncé les autorités de la région autonome dans un communiqué. Un correspondant de l'AFP à Erbil a entendu plusieurs fortes explosions, les missiles ayant touché un quartier résidentiel huppé dans la périphérie d'Erbil.

Dans un communiqué, le Conseil de sécurité du Kurdistan accuse Téhéran de recourir à des «justifications sans fondements» pour ses bombardements répétés contre la région. «Ce qui s'est passé est une violation flagrante de la souveraineté de la région et de l'Irak. Le gouvernement fédéral et la communauté internationale ne doivent pas rester silencieux face à ces crimes», martèle le communiqué.

Plus tôt, le parti aux manettes à Erbil, le Parti démocratique

du Kurdistan (PDK), avait rapporté la mort de civils, dont un magnat de l'immobilier, Peshraw Dizayee, et des membres de sa famille, leur domicile ayant été touché.

### «Opérations d'espionnage»

Il y a un an, Téhéran bombardait à plusieurs reprises les positions des différents groupes de l'opposition kurde iranienne, accusés notamment d'être impliqués dans le mouvement de contestation déclenché après la mort en détention, en septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne interpellée par la police des mœurs.

**Le résumé de la semaine-** France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

Tôt mardi, les Gardiens de la révolution ont assuré avoir visé et détruit au Kurdistan d'Irak une cible israélienne – «le quartier général des espions du régime sioniste (Mossad)», selon IRNA. Le site visé aurait été utilisé pour «développer des opérations d'espionnage et planifier des actions terro-

ristes dans la région», d'après la même source.

Si l'Irak criminalise tout contact avec Israël, des hommes politiques du Kurdistan autonome ont pu se montrer complaisants sur le sujet par le passé. Mais la ligne officielle du Kurdistan reste prudente et dément tout rapport ou velléités de normalisation avec Israël.

Selon IRNA, l'attaque à Erbil intervient en représailles aux assassinats récents de plusieurs commandants des Gardiens de la Révolution mais aussi de chefs de «l'axe de résistance» - nom donné aux alliés de Téhéran dans sa lutte contre Israël.

Le 2 janvier, dans la banlieue sud de Beyrouth, une frappe attribuée à Israël tuait le numéro deux du Hamas, Saleh al-Aroui, et six autres responsables et cadres du mouvement islamiste palestinien. À la mi-janvier, Wissam Tawil, un haut responsable militaire du puissant Hezbollah libanais, était tué dans le sud du Liban par une frappe également attribuée à Israël.

## Bagdad dénonce une «agression» après des tirs de missiles iraniens sur le Kurdistan irakien

Alors que l'Irak dit avoir détruit un «quartier général» d'où opéreraient des espions israéliens dans la périphérie d'Erbil, l'Irak fustige une attaque contre sa souveraineté et rappelle son ambassadeur à Téhéran

L'Irak a condamné mardi une «agression» contre sa souveraineté après des tirs iraniens de missiles sur le Kurdistan autonome, Téhéran défendant une opération «ciblée» visant notamment un site présumé des renseignements israéliens, dans un contexte régional explosif. Ces frappes nocturnes ont tué «quatre civils» dans le nord de l'Irak. Elles interviennent sur fond de guerre dans la bande de Gaza entre Israël et le Hamas palestinien depuis le 7 octobre. Mardi soir à Davos, le premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani a déploré «un développement dangereux qui sape la relation solide entre l'Irak et l'Iran», dans des propos rapportés par l'agence de presse officielle Ina.

L'Irak est déjà aspiré par les tensions provoquées par la guerre à Gaza et qui font craindre un embrasement régional. Bagdad, grand allié de Téhéran mais également partenaire des Etats-Unis, doit se livrer à un exercice d'équilibriste: des groupes armés pro-Iran enchaînent les attaques contre les soldats américains déployés en Irak et en Syrie.

### «Espions» israéliens

Les frappes à Erbil ont tué au moins «quatre civils» et fait six blessés, selon les autorités. Parmi les morts figurent un magnat de l'immobilier, également à la tête d'une compagnie active dans le secteur des hy-



Le bâtiment détruit par la frappe iranienne près d'Erbil appartient au magnat de l'immobilier Peshraw Dizayee, décédé avec son épouse et plusieurs autres membres de sa famille. — © GAILAN HAJI / keystone-sda.ch

drocarbures et de la sécurité privée, Peshraw Dizayee, et d'autres membres de sa famille: leur domicile a été directement frappé. Dans la nuit, les Gardiens de la Révolution avaient dit avoir détruit un des principaux quartiers généraux «des espions du régime sioniste (Mossad)», selon Irna.

Le conseiller irakien à la sécurité nationale, Qassem al-Aaraji, a dénoncé des «allégations fausses» concernant «la présence d'un QG du Mossad (service de renseignement extérieur, ndlr) israélien» à Erbil. «Nous avons inspecté le lieu, visité chaque recoin de la maison. Tout indique qu'il s'agit de la maison d'un homme d'affaires». La diplomatie iranienne a elle défendu une «opération précise et ciblée», assurant avoir «identifié» et «visé» les quartiers généraux des «criminels (...) en utilisant des armes

de précision».

Selon Irna, cette attaque répond aux récentes opérations d'élimination de commandants iraniens ou alliés, et les représailles des Gardiens de la Révolution «se poursuivront jusqu'à ce que soit vengée la dernière goutte du sang des martyrs». Le 2 janvier au Liban, une frappe avait tué le numéro deux du Hamas, Saleh al-Arouri, et six autres responsables et cadres du mouvement. Quelques jours plus tard, Wissam Tawil, un haut responsable militaire du Hezbollah libanais, était tué. Fin décembre, Téhéran avait aussi accusé Israël d'avoir éliminé en Syrie le général de brigade Razi Mousavi, un important commandant de la Force Qods, unité d'élite des Gardiens chargée des opérations à l'étranger.

### «Opérations terroristes»

Si l'Irak criminalise tout contact avec Israël, des politiciens et hommes d'affaires à Erbil ont déjà été accusés d'entretenir des contacts avec ce pays. Mais la ligne officielle du Kurdistan dément tout rapport avec Israël. Le premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a rencontré mardi à Davos le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken. Le responsable irakien a fustigé «des attaques injustifiées et illégales», appelant la communauté internationale «à ne pas rester silencieuse», selon ses services.

Par ailleurs, les Gardiens de la Révolution ont annoncé sur leur site Sepah News avoir également lancé dans la nuit de lundi à mardi des missiles en Syrie visant «les lieux de rassemblement des commandants et des principaux éléments liés aux récentes opérations terroristes, en particulier l'Etat islamique» (EI). Ils ont expliqué que cette attaque avait été menée en «représailles aux récents crimes de groupes terroristes», notamment à Kerman (sud de l'Iran).

Le 3 janvier, un attentat suicide y avait été perpétré lors d'une cérémonie commémorative près de la tombe du général Qassem Soleimani, architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, tué en janvier 2020 par une frappe américaine en Irak. L'attaque, revendiquée par l'EI, avait fait environ 90 morts et de nombreux blessés.



# Kurdistan's Weekly Brief | January 16, 2024

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iraq

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps [claimed](#) credit for several ballistic missile attacks on Erbil that killed at least four civilians and wounded 17 late Monday. The victims of Monday's attack included a famous Kurdish businessman named [Pishro Dizayee](#) and his one-year-old daughter, alongside his business partner from Baghdad. Dizayee's two sons and wife remain in critical condition. The IRGC declared it targeted "three Mossad bases" housing "anti-Iran groups." Still, the Kurdistan Region Security Council (KRSC) asserted the attacks targeted civilian areas and called the IRGC's declaration baseless. "This is a blatant violation of the sovereignty of the Kurdistan Region and Iraq, and the federal government and the international community must not remain silent about this crime," [said](#) the KRSC. Kurdish leaders and parties condemned the attacks and considered it a violation of Iraq and Kurdistan's sovereignty. On Tuesday, a large gathering of Kurds staged protests against the Iranian regime, holding up posters adorned with images of the victims. Simultaneously, at the World Economic Forum in Davos, US Secretary of State Tony Blinken held discussions with Masrour Barzani, the Prime Minister of the Kurdistan Regional Government (KRG). [Barzani's office conveyed](#) that both the US and President Joe Biden perceive these attacks as a "serious threat." They are committed to taking "necessary measures" to uphold regional security and stability. The missile attacks did not specifically target the US

presence. However, one-way drones of the Iranian-backed Iraqi militias, directed towards Erbil airport, aimed at a US facility, resulted in no reported casualties.

Pentagon Press Secretary Maj. Gen. Pat Ryder [responded](#) to Iranian-backed parties' efforts to expel U.S. forces from Iraq by stating U.S. personnel are focusing on the anti-ISIS (Da'esh) mission and are in the country at the invitation of the Iraqi government. Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani [told Reuters](#) the Iraqi government is seeking a quick U.S. exit but has not set a deadline for such a withdrawal yet. That said, Iraqi Minister of Foreign Affairs Fuad Hussein [told al Arabiya](#) that Iraq does not want to create a "chaotic situation regarding its relations with Washington" and emphasized the importance of "internal preparation before the start of negotiations."

## Iran

Iranian authorities executed seven Kurds in [Karaj prison](#) on "drug" charges in one week, according to the Hengaw Organization for Human Rights. Another execution was reported on Tuesday, bringing the total number of Kurdish executions in 2024 to twenty. Simultaneously, the Iranian regime continued its [crackdown on activists](#) and civilians, detaining several Kurds in Mehabad, Piranshahr, Bokeran, Baneh, Sardasht, Ilam, and Dewalan. At the same time, two Kurdish men died under torture in prison after months of detention, identified as [Iman Hassanwanad](#) and [Paiman Abdi](#). Separately, the regime's border

guards and the IRGC wounded at least 18 Kurdish border porters ([kolbar](#)) and [killed two](#) in the bloodiest week of 2024, near Nowsud and Baneh."

Iranian Kurdish opposition parties condemned the recent rocket attacks on the Kurdistan Region by the IRGC, labeling them as acts of terrorism. The [Democratic Party](#) of Iranian Kurdistan (KDPI) attributed the attacks to the IRGC, alleging that they were carried out in response to the IRGC's losses in Syria. [Abdullah Mohatdi](#), the leader of the Komala Party of Iranian Kurdistan, questioned why the IRGC has not been designated as a terrorist organization by the world despite such actions. Both parties have experienced similar attacks in the Kurdistan region in 2018 and 2023.

## Syria

Turkish warplanes and drones targeted the infrastructure of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) 73 times on January 12, wounding at least six civilians and cutting power to nearly 2 million residents. The AANES [announced](#) the strikes disabled seven oil refineries and seven power plants, destroyed five checkpoints manned by the Internal Security Forces (Asayesh), and damaged 45 other facilities. The AANES also said Turkey has been committing war crimes and crimes against humanity in northern Syria for years. The Syrian Democratic Forces (SDF) [refuted](#) Turkish claims that SDF personnel were killed in the strikes and called the attacks a "systematic destruction

of basic service institutions and the deliberate targeting of the necessities of life for millions of people." The attacks started after Turkish Minister of National Defense Yaşar Güler [announced](#) nine Turkish soldiers in Iraqi Kurdistan were killed by the Kurdistan Workers' Party (PKK). Separately, Iranian-backed militias [claimed responsibility](#) for several additional attacks on facilities housing U.S. personnel in Syria. On January 12, the SDF said it [seized](#) "platforms for rockets and mortars" that belonged to "terrorist groups" plotting to attack the SDF, U.S. forces, and civilians.

## Turkey

The Turkish government detained [165 people across](#) the country, with police raids taking place in various locations, including the Kurdish province of Diyarbakir (Amed) and Istanbul. A significant number of those detained are affiliated with the Pro-Kurdish Dem Party, and many of them face charges related to their social media posts critical of the government. Concurrently, as part of preparations for the upcoming local elections, leaders of the Dem Party held discussions with Turkey's primary opposition group, the People's Republic Party (CHP). In a statement issued by the Dem Party's leaders, [they firmly opposed](#) the government's policy of appointing trustees to replace elected mayors. The party urged all political parties and civil organizations to collaborate in safeguarding the collective future of the country. Notably, the municipal elections in Turkey are scheduled for March 31.



January 17, 2024

## White House ‘Reaffirmed U.S. Support’ for Kurdistan Region, as National Security Advisor Jake Sullivan and Kurdish Prime Minister Masrour Barzani meet at Davos

«Sullivan expressed appreciation for the Kurdistan Region’s strong partnership with the United States and reaffirmed U.S. support,» according to the White House readout.

**W**ASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – U.S. National Security Advisor Jake Sullivan met with the Prime Minister of the Kurdistan Region, Masrour Barzani, on Tuesday in Davos, Switzerland on the sidelines of the World Economic Forum.

It was the first meeting between the two senior figures, at least in their current positions, reflecting the greatly increased salience of the Middle East to the Biden administration since Oct. 7.

The discussion between Sullivan and Barzani involved three major issues of concern to the people and government of the Kurdistan Region.

They include: 1) Iran’s ballistic missile strikes on the Kurdistan Region; 2) the need to resume Kurdish oil exports; and 3) assuring proper payments from the Iraqi government to the Kurdistan Regional Government (KRG) for its share of the federal budget.

Indeed, when Joe Biden assumed office in January 2021, he had more experience in national security matters than any U.S. president over the past 30 years—since George H.W. Bush, who had been Director of the CIA and Vice-President under Ronald Reagan, before he was elected U.S. president. Biden was also the first U.S.



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (R) speaking with US National Security Advisor Jake Sullivan during a meeting in Davos, Switzerland, Jan. 16, 2024 (Photo: Kurdistan Regional Government)

president to take office with a very friendly attitude toward the Kurds. As a senator from Delaware, he long served on the Senate Foreign Affairs Committee. In 2007, as the Committee’s top Democrat, Biden joined with his colleague, Sen. Sam Brownback (R, Kansas), who chaired the committee’s Middle East subcommittee, to sponsor a bipartisan, non-binding resolution advocating a decentralized, federal system for Iraq.

Their resolution called for establishing three autonomous regions, in accord with Iraq’s post-Saddam constitution: Kurdish, Sunni Arab, and Shia Arab.

The measure was welcomed by the KRG, which issued a statement affirming, “The people of Kurdistan, who have struggled for decades to achieve democracy and freedom, see in federalism the promise of stability and freedom from dictatorial regimes. We welcome this significant resolution in support of federalism, which guarantees the survival of Iraq on the basis of voluntary union.”

A decade later, in late 2017, this reporter chanced to see Biden at a local grocery store. He was no longer vice-president, but was probably planning to run for president, at least if circumstances allowed.

People had gathered around Biden, and they were asking him questions. He had no obligation to answer anyone’s questions—he was on a private trip to buy groceries!

But since Biden was answering those questions and being quite pleasant about it, I joined in with a question of my own: why didn’t the Obama administration have a better policy toward the Kurds?

“Masoud Barzani is a good friend of mine,” Biden responded, “and I wished we could have done more for the Kurds.”

“Why didn’t you?” I asked. “Turkey,” he answered.

Joe Biden (right), then US vice-president, meets with President Masoud Barzani in Erbil, April 28, 2016. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

### Sullivan-Barzani Meeting

According to the White House read-out of their meeting, "Sullivan expressed appreciation for the Kurdistan Region's strong partnership with the United States and reaffirmed U.S. support."

"Sullivan strongly condemned Iran's reckless ballistic missile attacks," the White House statement continued. That attack struck the home of a prominent Kurdish businessman, Peshraw Dizayee, killing him and his family.

Thus, Sullivan "offered condolences for the tragic deaths of four civilians in these attacks," the White House said, "including an infant less than one year

old"—reference to Dizayee's 11-month old daughter, Zhina.

"Sullivan and Barzani also discussed the importance of resuming oil exports and maintaining financial flows from federal Iraq to the Kurdistan Region in support of the region's stability and oil exports," the White House statement added.

### Blinken-Barzani meeting

The Kurdish Prime Minister also met earlier on Tuesday with U.S. Secretary of State, Antony Blinken. Again, it was the first meeting between the two senior officials in their current capacity, underscoring the new importance of the Middle East to the Biden administration.

However, they had met some nine years ago. In May 2015, a Kurdish delegation, led by Masoud Barzani, then head of the KRG, visited Washington

to coordinate the fight against ISIS, which had begun the year before, as the terrorist group burst out of Syria into Iraq, seizing one-third of the country.

As head of the Kurdistan Region Security Council, Masrour Barzani was a member of the [delegation](#), which met with Blinken, then Deputy Secretary of State.

According to the State Department read-out of that meeting, Blinken and the Kurdish President "discussed a range of issues, including the important role of the Kurdish Peshmerga and the Kurdish people in the fight against ISIL [ISIS]."

"Blinken offered condolences to President Barzani," the State Department statement continued, "for the people who have lost their lives throughout Iraq from terrorist attacks, including more than one thousand Kurdish Peshmerga who have fallen victim to ISIL's brutality

and the many more who have been wounded."

"The Deputy Secretary also underscored the historic relationship the United States shares with the Kurdistan Regional Government and its people and emphasized our full commitment to that relationship," it added.

In his meeting on Tuesday with the Kurdish Prime Minister, Blinken condemned the Iranian missile attack on Erbil, while he also extended his greetings and appreciation to Masoud Barzani.

Blinken later tweeted, "Spoke with Prime Minister @masroubarzani today in Davos following Iran's attack on the Iraq Kurdistan Region yesterday," as he affirmed, "The Kurdistan Regional Government is a close partner, and the United States unequivocally condemns Iran's aggression."



Editing by Dastan Muwaffaq  
January 17, 2024

## PM Barzani, Hungarian President address Middle East instability

At the meeting, both sides discussed the latest developments in Iraq and the region, in addition to advancing their bilateral relations.

**K**urdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, on Wednesday, met with Hungarian President Katalin Novak in Davos during the ongoing World Economic Forum, according to a statement from the Kurdistan Regional Government (KRG).

At the meeting, both sides discussed the latest developments in Iraq and the region,

in addition to advancing their bilateral relations.

President Novak expressed her condolences for the deaths of civilians in the attack on Erbil, and reaffirmed Hungary's support for the Kurdistan Region.

As Prime Minister Barzani thanked the Hungarian President for his condolences and

support, he emphasized that the Kurdistan Region intends to remain a source of security and stability in Iraq and throughout the Middle East. On Dec. 9, 2022, Novak visited Erbil and met with top Kurdistan Region officials including Premier Masrour Barzani and President Nechirvan Barzani.

There, President Novak oversaw the inauguration of the

Hungary-funded Meltho International School in Erbil's Christian quarter of Ankawa.

Moreover, Hungary was a major contributor in the fight against ISIS, with Hungarian Chief of Staff of Defense Ferenc Korom in December 2018 claiming that his country had supplied about 250 tons of weapons and ammunition to Peshmerga in the fight against the terror group.



January 17, 2024

## PM Barzani talks Erbil attack during Davos meetings

**E**RBIL, Kurdistan Region - Regional and international leaders offered their condolences for Iran's attack on Erbil during discussions with Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on the sidelines of the World Economic Forum in Davos.

Barzani and French President Emmanuel Macron talked "primarily of the recent attack on Erbil by the Iranian Revolutionary Guard Corps," said a statement from the prime minister's office. "The attack was labeled as a significant threat to the Kurdistan Region and a clear infringement of the sovereignty of both Iraq and the Kurdistan Region."

During the meeting, Macron offered his condolences and "reiterated France's steadfast support for the Kurdistan Region."

Barzani has met with a number of high-level leaders since Tuesday, who have also pledged to enhance bilateral relations with Erbil and to boost investment in the Kurdistan Region.

In a meeting with Barzani on Wednesday, Hungarian President Katalin Novak offered her condolences for the loss of life in Iran's ballistic missile attack on Erbil on Monday evening which killed four civilians. According to a statement from Barzani's office, Novak "reaffirmed Hungary's unwavering support for the Kurdistan Region."

Jordanian Prime Minister Bisher Khasawneh also called the at-



French President Emmanuel Macron and Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani meet on the sidelines of the World Economic Forum in Davos on January 17, 2023. Photo: PM Barzani's office

tacks on Erbil "unjust and a violation of Iraqi sovereignty" in a meeting with Barzani on Wednesday.

"During the meeting, Prime Minister Khasawneh conveyed greetings from HM King Abdullah to Prime Minister Barzani and the people of the Kurdistan Region," a statement read following the meeting.

In a meeting with Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, Qatar's foreign minister, emphasis was placed on "enhancing bilateral relations and encouraging investment," according to a statement from Barzani's office.

"A contingent of Qatari investors and entrepreneurs is expected

to visit the Kurdistan Region soon," the statement said.

While attending the 2024 World Economic Forum in Davos, Barzani spoke to US National Security Advisor Jake Sullivan and Secretary of State Antony Blinken separately. Both renewed Washington's condemnation of the Iranian attack on Erbil.

"The Kurdistan Regional Government is a close partner, and the United States unequivocally condemns Iran's aggression," wrote Blinken on X.

"The partnership between the KRI [Kurdistan Region of Iraq] and the US was forged through opposition to dictatorship and the war on ISIS," Barzani said

on X after meeting Sullivan. "We expect more support from parties."

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) fired 10 ballistic missiles towards different parts of Erbil province late Monday, under the pretext of targeting Mossad bases and headquarters of anti-Iran groups. The attacks left at least four killed, including an 11-month-old girl, and 17 others injured.

Both Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani have cancelled their meetings with Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian on the sidelines of the forum in response to the attack.



By Laura Lambert  
January 17, 2024

## Pope Francis expresses solidarity with Erbil attack victims

**P**ope Francis expressed solidarity with the victims of Iran's attack on Erbil during a general audience at the Vatican on Wednesday, calling on all parties to refrain from further escalating tensions.

While addressing Italian-language believers during his weekly general audience at the Vatican on Wednesday, Pope Francis expressed his "closeness and solidarity with the victims of the missile attack in the urban area of Erbil," urging all parties to «avoid any step that could escalate tensions in the Middle East and other theaters of war,» and reiterating that good neighborly relations are "built on dialogue and collaboration."

In the late hours of Monday, Iran's IRGC launched 10 ballistic missiles toward the Kurdistan Region's capital of Erbil, under the pretext of targeting "spy headquarters" of anti-Iran groups, killing at least four and wounding 17 others.

Nasser Kanaani, the spokesperson of the Iranian foreign ministry on Tuesday said that the ballistic missile strike on Erbil was in line with Tehran's defense of its sovereignty, security, and the mission of «combating terrorism.» The Iraqi foreign ministry sum-



Pope Francis delivers a speech during the weekly general audience at Paul-VI hall in the Vatican on January 17, 2024. Photo: Andreas SOLARO / AFP

moned the Iranian charge d'affaires to hand him a protest note in response to the attacks on the same day.

Kanaani reiterated the IRGC's early Tuesday morning claim of having targeted "spy headquarters," more specifically Israel's Mossad-affiliated center, in the Kurdistan Region's capital.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji headed a high-level security delegation to

Erbil to assess the aftermath of the Iranian bombardment of the Kurdish capital. After inspecting the targeted location, he concluded that claims about the presence of Mossad base in Erbil are "baseless."

During Wednesday's general audience the Pope also stressed the importance of remembering the countries currently facing war. "Let's not forget Ukraine, let's not forget Palestine and Israel. Let's not forget the inhabitants of the

Gaza Strip, who suffer so much. Let us pray for the many victims of war: war always destroys, war does not sow love, it sows hatred. War is a true human defeat," he said.

Pope Francis conducted a historic visit to Iraq and the Kurdistan Region in March 2021, visiting several cities across the country, and holding mass for 10,000 people in Erbil. The Pope also met Ayatollah Ali Sistani, who rarely accepts visitors, in Najaf.





Julian Bechocha  
January 17, 2024

## Iran insists Erbil attack struck Mossad bases; Iraq categorically denies

Iran's foreign minister on Wednesday doubled down on claims that the deadly Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) strikes on Erbil targeted bases of the Israeli intelligence despite Iraqi and Kurdish authorities' categorical denial of such claims. His Iraqi counterpart strongly denied the accusations and condemned Tehran's "aggression".

Iran's elite IRGC in the late hours of Monday targeted the Kurdistan Region's capital of Erbil with at least ten ballistic missiles under the pretext of targeting "spy headquarters" of anti-Iran groups and Mossad bases in the Region. The strikes killed at least four civilians and injured 17 others, resulting in heavy material damage affecting residences near Erbil-Pirmam road.

"We hit a Mossad base in one spot in the Kurdistan Region of Iraq, and we hit it with precision missiles. This does not mean we hit and targeted Iraq, we targeted Israel, which remains a common enemy for the both of us," Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian said on the sidelines of the World Economic Forum in Davos. Amir-Abdollahian's remarks were vehemently denied by his Iraqi counterpart Fuad Hussein, who referred to the attack "not acceptable" and an "aggression," categorically denying the presence of Israeli intelligence in the Kurdistan Region.

"Our language with the Iranian



Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein (left) and Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian (right) speaking on the sidelines of the World Economic Forum in Davos, Switzerland on January 17, 2024. Photos: screengrab/AFP

[side] was and is to keep this friendly relationship, but it will be impossible for us to accept aggression," Hussein said on the sidelines of the same forum. "We are using dialogue and they are using rockets."

"Leaders of security organizations inside Iran, they feel like they cannot manage or control their security, therefore they are trying to export the problem to outside the country. One of the areas which they are talking about, they are attacking, is Iraqi Kurdistan," he said.

Hussein also revealed that he had met with ministers in the Arab league who will issue a "strong condemnation" by all Arab countries against the Iranian strikes.

The league later adopted a resolution condemning the Iranian aggression as a blatant violation of Iraqi sovereignty and

holding Tehran accountable for all the consequences of the attack, according to an Iraqi foreign ministry statement.

As a reaction to the strike, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani canceled their scheduled meetings with Amir-Abdollahian on the sidelines of the forum, a well-informed source told Rudaw.

Speaking during a presser in Davos on Tuesday, Barzani condemned the "unjustifiable" attack by the IRGC, stressing that Erbil has always tried to maintain peaceful relations with neighboring countries. He labeled the allegations of Israel's presence in the Region as "baseless."

On Wednesday, Iraq's foreign ministry announced that it had officially submitted a complaint

against Iran to the United Nations Security Council about the attack, after summoning Iranian charge d'affaires in Baghdad to protest the IRGC aggression.

At least five of the missiles targeted the residence of Peshraw Dizayee, a well-known Kurdish businessman. Dizayee and his 11-month-old daughter were killed as a result of the attack.

"The attacks which happened a few days ago, and also the attack which happened about a year ago, is not acceptable," Hussein said, referring to a similar IRGC attack on Erbil in March of 2022.

He was referring to a time when Iran attacked Erbil with twelve ballistic missiles, similarly striking the residence of a well-known Kurdish businessman. The IRGC claimed responsibility for targeting "the strategic center of the Zionist conspiracy and evil by point-to-point missile." Kurdish authorities vehemently rejected this accusation. A fact-finding committee set up by the Iraqi parliament to investigate the claims found no evidence of spying activities.

In a Tuesday statement on X, Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji said "the claims that a Mossad headquarter was targeted [in the attack] are baseless" after leading a high-level security delegation to Erbil to inspect the aftermath of the bombardment.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

By: Vincent Campos  
January 17, 2024

# Iraqi Federalism: Could Soon Become an “Opportunity Lost”

**S**ynopsis: Despite the roadmap towards federalism as envisioned in Iraq's 2005 Constitution, Shia political leaders have endeavored ceaselessly to deflect, deter, and dismantle any actions they deemed a threat to decreasing Baghdad's central authority. Absent any forward movement to the contrary, implementing Iraqi federalism in accordance with constitutionally-mandated provisions intended to establish power sharing among Baghdad, the governorates, and regions may soon become moot before ever given the opportunity to take hold.

## Origins of Modern Federalism in Iraq

With the approval of Iraq's draft constitution at the end of 2005, new hopes abounded for an Iraq that could finally escape from the debilitating and onerous strong central government that the majority of Iraqis, especially the Kurds, were subjected to during the regime of Saddam Hussein. At last, Iraqis would finally be freed from the shackles of the Saddam era and buoyed by the prospect of a [modern federalist Iraq](#) which envisioned stronger and more autonomous provinces and a more secure and prosperous Iraqi Kurdistan Region (IKR). This new Iraq promised to usher a balance of power which would allow for a more representative government at the provincial and regional level especially in terms of budget and local decision making.

Unfortunately, in the intervening years since 2005, Shia-dominated Baghdad either exploited, manipulated, or simply ignored key articles of the constitution which were fundamental to a federalist Iraq. This misguided trend

weaponized the Iraqi constitution for political gain and continues through today with alarming affect.

## Essential Articles of the Iraqi Constitution

There is no question that the drafting and approval process for the new constitution, guided by [Sheikh Humam Hamoudi](#) as the chairman of the parliament's Constitution Drafting Committee, occurred with [remarkable speed](#) and intent. Despite many who argued for a slower and more methodical process, the majority of Iraqi political leaders and the international community agreed that Iraq needed to make a clean break from the debilitating impacts of the Saddam era in order to chart a better course for Iraq as quickly as possible. The new constitution, while not perfect, provided Iraq with a solid foundation to make such a break. The pursuit of federalism would be key to preventing the ill-effects of another dominant central government.

Some key articles within the [2005 Iraqi Constitution](#) formed the crux for this vital transition. Article 112 called for the federal government, in concert with regions and governorates, to develop strategic policies to manage oil and gas and for creating a revenue sharing framework. Commonly referred to as the Hydrocarbons Law, these policies were necessary to address budget inequities between the central government and the provinces including the Kurdistan Regional Government (KRG) in Erbil. Article 140, with its 2007 constitutionally-mandate deadline, represented the best hope for normalizing security and management in Kirkuk and other disputed territories. Finally, Ar-

ticles 114 and 115 provided a solid basis for framing the overarching intent for implementing federalism throughout Iraq.

## Devastating Impact of the Shia Political Majority

Unfortunately, any progress to transform these articles into viable and effective laws were continually blocked by the Shia majority throughout the intervening years.

Iraq's downward slide started during Nouri al-Maliki's first term and second terms as Prime Minister until he [resigned under pressure](#) due to his failures that lead to the ISIS seizure of nearly one-third of Iraq. During his administration, the Hydrocarbons Law never materialized, the budget remained in disarray, and the disputed boundaries along with the status of Kirkuk remained moribund and were never resolved.

In the absence of a federal Hydrocarbons Law, the Kurds enacted their [own law in 2007](#). That effort was vigorously opposed by Baghdad and was eventually overturned by the [Federal Supreme Court in 2022](#) which declared the Kurdish law unconstitutional. The International Court of Arbitration [decision in 2023](#) sealed the fate for unilateral Kurdish oil exports which has had a devastating impact on [Kurdistan's economy](#) and [KRG employee salaries](#).

Kurdish security also suffered due to the establishment and [unchecked expansion](#) of the Popular Mobilization Forces (PMF). The creation of the [Muhandis General Company](#) all but guarantees nearly unlimited government funds for PMF coffers. Worse

yet, [PMF member numbers](#) were substantially increased in the Iraqi budget passed in 2023 which alarmed both the Sunnis and Kurds. What had been intended as a temporary measure for the PMF to augment Iraqi Security Forces in the fight against ISIS has now become a permanent security nightmare.

Kurdish security also suffered a devastating blow when [Baghdad-led forces invaded Kirkuk](#) in 2017 to ostensibly quell Kurdish ambitions for independence. This action marked the unmistakable turning point and death knell for the future of Iraqi federalism.

## Is Iraqi Federalism Salvageable?

Aside from perseverance, innovation, and sheer determination, the Kurds have a limited range of options to consider. Possible paths could include enhancing political alliances within the IKR and with moderate Sunnis and Shias, encouraging governorates to form regions in accordance with [Article 119](#), establishing a more substantial KRG presence in Baghdad, and holding the central government fully accountable for illegal sovereignty incursions by [Turkey](#) and [Iran](#).

A stronger Kurdistan means a stronger Iraq, and the alternative serves no logical purpose. At present, Kurdistan's future remains hostage to Baghdad's insatiable hunger for power. Dismantling federalism could become Iraq's Achilles Heel for lasting peace and prosperity.

*Disclaimer: The views expressed here represent those of the author and not necessarily those of the WKI.*



Editing by Dastan Muwaffaq  
January 17, 2024

## PM Barzani, Iraqi Premier call off Davos meetings with Iranian FM

On Monday at least three ballistic missiles hit the private residence of renowned Kurdish businessman Peshraw Dizayee in northern Erbil city during a family gathering, resulting in four casualties among his family.

**K**urdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' Al Sudani on Wednesday canceled their Davos meetings with Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian in protest of Monday's missile attacks in Erbil by the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

On Monday at least three ballistic missiles hit the private

residence of renowned Kurdish businessman Peshraw Dizayee in northern Erbil city during a family gathering, resulting in four casualties among his family, including his 11-month and 18-month-old children. Six others have been wounded.

The Iranian Revolutionary Guards (IRGC) has claimed responsibility for the assault, confirming that it was carried out using ballistic missiles.

Moreover, the Iraqi Government described the attack as "aggression against sovereignty" and the principle of neighborliness, according to a statement from the Iraqi Ministry of Foreign Affairs.

Iran has fiercely defended the missile strikes, arguing they targeted "bases and facilities of 'terrorist groups' based in Syria and Iraq. The operation came in response to the recent

terrorist attack in Kerman, which led to the death of more than 100 citizens and was claimed by ISIS," according to a statement it submitted to the UN Security Council on Wednesday.

Both senior Kurdish and Iraqi officials have rejected Iran's claims that Israeli Mossad intelligence operates in the Kurdish region.



Karwan Faidhi Dri  
January 18, 2024

## Kurdish official slams Tehran for killing 'another Zhina' in Erbil missile attack

**E**RBIL, Kurdistan Region - Duhok governor on Thursday took a shot at Tehran during an anti-Iran protest in the province, accusing it of having targeted a toddler named Zhina during its latest missile attack on Erbil because it was not satisfied with the killing of Zhina Mahsa Amini at home.

In the late hours of Monday, Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) launched ten ballistic missiles toward Erbil, under the pretext of targeting "spy headquarters" of

anti-Iran groups, killing Kurdish businessman Peshraw Dizayee and three other people. Dizayee's mansion, destroyed in the attack, was described by Tehran as a Mossad base - a claim strongly denied by Kurdish officials.

«Was [little] Zhina an Israeli officer? As if martyring a Zhina was not enough, you martyred another Zhina. Kurds will name thousands of other [women] Zhina,» Duhok Governor Ali Tatar said during a demonstration in Duhok held against Iran's missile attacks on Erbil which

killed four people and injured several others late Monday.

Zhina Mahsa Amini was a young Kurdish woman who was killed at the hands of Iran's morality police in 2022, after being arrested for allegedly wearing a lax hijab. Her death sparked Iran's longest protest movement in the past four decades. Protesters chanting "Jin Jiyan Azadi" (Woman Life Freedom) called for greater freedoms for women, but the movement grew into an anti-government revolution as the authorities responded with violence.

Hundreds of people were killed and thousands arrested. Many Kurds also saw it as an attack on the ethnic group that has been oppressed by Tehran for decades.

The other Zhina in question is Dizayee's daughter, who was killed in Monday's attack at the young age of 11 months.

Her death has triggered widespread anger among Kurdish officials and the public alike, with Kurdistan Regional Government (KRG) Spokesperson Peshawa Hawramani sarcas-

tically calling her “a Mossad officer” in a post he shared on X on Wednesday.

Residents of Erbil and Soran

cities have also held protests against the missile attacks in recent days, strongly condemning the actions.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani cancelled their scheduled meetings with Iranian offi-

cials at the World Economic Forum in Davos on Wednesday, in light of Iran’s latest deadly attacks on the Kurdish capital.



January 18, 2024

## Mass protests ongoing in Duhok against deadly Iranian missile strikes on Erbil

Members of various religious communities have similarly taken part in the demonstrations.

**E**RBIL (Kurdistan24) Hundreds of demonstrators on early Thursday poured into the streets of Duhok province to protest Monday’s Iranian missile strikes against Erbil’s residential areas, in which at least four civilians were killed.

Waving the Kurdistan Region flags, the protestors gathered in the center of Duhok city to protest the attacks, which had similarly drawn widespread condemnations from the international community.

Members of various religious communities have similarly taken part in the demonstrations. Tribal leaders as well as party officials similarly took part in the mass protests.

“We ask them to avoid the Kurds because we have not posed any threats to anyone,” a member of the Yezidi community, told Kurdistan24.

Another protestor condemned “the terrorist attacks”.

“We are here to express our protest at the Iranian attacks on Erbil,” one of the demonstrators, who did not provide his name, told Kurdistan24.



Hundreds of protestors demonstrate the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) attacks on Erbil, Jan. 18, 2024. (Photo: Kurdistan24)

Similar mass protests were held on Tuesday in the Kurdistan Region’s Erbil in front of the United Nations compound to protest the attacks.

The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) on Monday night targeted the private residence of a renowned Kurdish businessman Peshraw Dizayee during a family gathering in Erbil, where he was killed along with his daughter and two other guests. Six others were wounded in the attacks.

The US, UK, and United Nations strongly condemned the attacks, which were the second of its kind by the IRGC on private residences in Erbil.

The deadly attacks have taken center stage in the discussions between Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and leaders of various countries on the sidelines of the World Economic Forum in Switzerland’s Davos.

Hundreds of Duhok protestors

demonstrate the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) attacks on Erbil, Jan. 18, 2024. (Photo: Kurdistan24) Hundreds of Duhok protestors demonstrate the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) attacks on Erbil, Jan. 18, 2024. (Photo: Kurdistan24) An elderly man holds a Kurdistan Region flag in Duhok during a protest against IRGC attacks on Erbil, Jan. 18, 2024. (Photo: Kurdistan24)



Laurie Mylroie  
January 18, 2024

## Congressmen call on Biden Administration to Support Kurdistan Region

Congressional Democrats slammed Iran's missile attack on the Kurdistan Region, calling it "a flagrant violation of Iraq's sovereignty" and affirming they "stand with our Iraqi and Kurdish partners against Iranian aggression."

**W**ASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) –The ongoing conflict between the U.S. and Iran, through Tehran's proxy militias, triggered by Hamas's brutal Oct. 7 attack on Israel, has caused a number of Congressmen, both Democrat and Republican, to voice their strong support for the Kurds.

In the Senate, the Democrats are a majority, and the most significant statement of Congressional support for the Kurdistan Region came from the Chairman of the Senate Foreign Relations Committee and the other Democrats on the Committee.

They condemned, in the strongest terms, Iran's ballistic missile attack on Monday on the Kurdistan Region, calling it "a flagrant violation of Iraq's sovereignty" and affirming they "stand with our Iraqi and Kurdish partners against Iranian aggression."

Rep. Michael Waltz (R, Florida) is a former Green Beret, who served in the George W. Bush administration in the Pentagon and then in the office of Vice President Dick Cheney.

Waltz is also a long time supporter of the Kurds. Last fall, he



US Capitol (Photo: Unsplash / Louis Velazquez)

joined with two other Republican Congressmen, Rep. Michael McCaul (Texas), Chairman of the House Foreign Affairs Committee, and Rep. Joe Wilson (South Carolina), head of its Middle East subcommittee, in writing a letter to U.S. President Joe Biden, urging him "to end the unacceptable treatment of Iraqi Kurds and the Iraqi Kurdistan Regional Government by Iran-aligned elements in Iraq."

On Monday, following Tehran's missile attack on Erbil, Waltz denounced Iran, tweeting, "Enough is enough. This will

continue until America hits back in a way that hurts Iran directly."

Kurdistan 24 also spoke with Rep. John Garamandi (D, California.), who serves on the House Armed Services Committee.

Garamandi identified the war between Israel and Hamas in Gaza as the central conflict in the Middle East, and he denounced "the Iranian proxies operating to support and to divert America's attention from the Hamas situation."

"Clearly, the Kurds have been a major and important element in the American efforts in Syria and Iraq," he added. "They have been our allies, and we will continue to support them." Garamandi also called for continued U.S. support for Ukraine, denouncing the efforts of some Republicans to use it as leverage to force the Biden administration into a tougher position on America's southern border with Mexico.

"We have no choice, but to fund Ukraine," he affirmed.



January 18, 2024

## Sweden summons Iran envoy to protest Erbil strike

**E**RBIL, Kurdistan Region - Sweden's foreign ministry on Wednesday summoned Iran's charge d'affaires in Stockholm to hand him a protest note against the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) missile strikes on Erbil that killed four.

Iran's IRGC in the late hours of Monday launched ten ballistic missiles towards the Kurdistan Region's capital of Erbil, under the pretext of targeting "spy headquarters" of anti-Iran groups, killing at least four and wounding 17 others.

"The Ministry of Foreign Affairs also presented a protest against Iran's missile strike on Erbil on 15 January," the



The house of killed Kurdish businessman Peshraw Dizayee after the Iranian bombardment. Photo: Hazhar Jawhar/Rudaw

Swedish foreign ministry said in a statement.

The attack was widely condemned by Kurdish and Iraqi

officials, as well as internationally. The Iraqi foreign ministry on Wednesday announced that Baghdad officially submitted a complaint

against Iran to the United Nations Security Council.

Speaking on the sidelines of the World Economic Forum in Davos on Wednesday, Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein labeled the strikes as an Iranian "aggression" and categorically denied the presence of Israeli intelligence in the Kurdistan Region.

In a Tuesday statement on X, Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji said "the claims that a Mossad headquarter was targeted [in the attack] are baseless" after leading a high-level security delegation to Erbil to inspect the aftermath of the bombardment.



January 18, 2024

## Pakistan retaliatory strikes in Iran kill at least nine

**E**RBIL, Kurdistan Region - Pakistan on Thursday said it carried out retaliatory strikes in southeastern Iran's Sistan and Baluchestan province, with Iranian state media reporting at least nine killed, days after Tehran conducted air raids.

"This morning Pakistan undertook a series of highly coordinated and specifically targeted

precision military strikes against terrorist hideouts in Sistan-o-Baluchistan province of Iran. A number of terrorists were killed during the Intelligence-based operation," Pakistan's foreign ministry said in a statement, code-naming the operation "Marg Bar Sarmachar."

At least three women and four children "who did not have Iranian nationality" were killed

during Pakistan's raids near Sistan and Baluchestan's city of Saravan, on the Pakistani border, Iran's state IRNA news agency said, citing the province's deputy governor Ali Reza Marhamati.

The death toll later rose to at least nine killed according to Marhamati, as quoted by IRNA.

The cross-border attacks be-

tween Iran and nuclear-armed Pakistan adds a new front to multiple ongoing crises in the Middle East between regional powers as Israel wages war in Gaza and Yemen's Houthi rebels stage maritime attacks in the Red Sea.

It comes amid heightened tensions between nuclear-armed Islamabad and Tehran after the Islamic Revolutionary Guard

Corps (IRGC) late Tuesday launched attacks on Jaish al-Adl (Justice Army), a Balochi Sunni militant group operating across the sparsely-populated border regions.

A night before, the IRGC launched strikes on the Kurdistan Region and Syria.

“Pakistan will continue to take all necessary steps to preserve

the safety and security of its people which is sacrosanct, inviolable, and sacred,” the foreign ministry statement said.

In a press conference in Islamabad, foreign ministry spokesperson Mumtaz Zahra Baloch announced that Pakistan’s caretaker prime minister Anwar ul-Haq Kakar will cut short his visit to the World Economic Forum in Davos and

return to Pakistan to assess the latest developments. Islamabad and Tehran have repeatedly accused one another of allowing militants to operate from across their borders to carry out attacks.

China, a close partner of both countries, on Thursday expressed its readiness to mediate between Pakistan and Iran. Both countries are

members of the Shanghai Cooperation Organization.

“Pakistan fully respects the sovereignty and territorial integrity of the Islamic Republic of Iran. The sole objective of today’s act was in pursuit of Pakistan’s own security and national interest which is paramount and cannot be compromised,” the foreign ministry added.



**Dastan Muwaffaq**  
**January 18, 2024**

## US-Iraqi Christian advocate condemns Erbil missile attacks

The diaspora has a well-established presence in Detroit, with the Dearborn suburb long-serving a home not only for Christians from Iraq but for Arabs from all over the Middle East.

**J**oseph T. Kassab, the Founder and CEO of the US-based Iraqi Christians Advocacy and Empowerment Institute (ICAE), on Wednesday condemned the Iranian missile attacks on Erbil in a letter to Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani.

“We strongly condemn and denounce the Iranian and their cohorts heinous and wicked attack on our beloved City of Erbil,” Kassab wrote.

Kassab is a member of the Iraqi Chaldean diaspora, one of the two main Iraqi Christian groups, with the other being Assyrians. Notably, the diaspora has a well-established presence in Detroit, with the Dearborn suburb long-serving a home not only for Christians from Iraq but for Arabs from all over the Middle East.

On its Facebook page, the ICAE describes itself as “a glo-



Joseph T. Kassab, the Founder and CEO of the US-based Iraqi Christians Advocacy and Empowerment Institute (ICAE). (Photo: ICAE)

bal organization dedicated to empowering oppressed people through innovative initiatives.”

“Please accept our sincere and warm prayers and condolences for the souls of those victims who perished in the attack,” he continued.

Since 1993, Kassab has also been vice president at UniGlobe Trading Inc. Innovative Cell Technology (ICT) Inc. In addition, he is the Chief Science Officer at Nano Engineering & Consulting, L.L.C. (NEC). He had also been the Executive Director at the Chaldean Fed-

eration of America (CFA) from 2005 to 2012.

“As always, we will continue our relentless advocacy in Washington, DC to ensure the sovereignty of Iraq and Kurdistan,” the CEO concluded.



Théo Renaudon  
19 Janvier 2024

## « Je n'achèterai plus jamais de produits iraniens » : après les missiles iraniens, le Kurdistan d'Irak sur un fil

**A**u bazar de la citadelle d'Erbil, la frappe de lundi soir est encore dans tous les esprits. La dizaine de missiles balistiques tirée par les Gardiens de la révolution a été entendue par tous les habitants de la capitale du Kurdistan irakien. La cible des tirs : une présumée base des services de renseignement israéliens dont l'existence est contestée par les autorités kurdes.

Depuis le début de la guerre à Gaza, les Kurdes d'Erbil sont habitués à voir passer au-dessus de leur tête des drones kamikazes de milices pro-Iran. Tous s'écrasent avec plus ou moins de succès dans les bases américaines voisines. Mais cette semaine, ce sont bien les Kurdes qui sont visés. De l'extérieur, c'est une immense villa aux murs blancs qui a été ciblée. Celle d'un riche homme d'affaires, une star au Kurdistan, accusé de liens avec Israël. Bilan : quatre morts, dont l'homme en question et sa fille de 11 mois, ainsi que 17 civils blessés.

**«C'est absurde cette attaque»**

Devant son thé noir, Hiwa, un fonctionnaire d'une quarantaine d'années, est en colère contre l'Iran : «Ils mentent : nous ne permettons à aucun service de renseignement d'opérer ici. Cela ne nous profiterait pas non plus.» Mohammad, un professeur à l'université qui fait les courses au bazar avec son fils, ne croit pas non plus à ces histoires de bases israéliennes au Kurdis-



A Erbil, près de la villa touchée par la frappe iranienne, mercredi 17 janvier. (Safin Hamid/AFP)

tan : «Si l'Iran veut attaquer Israël, il y a des consulats israéliens dans les pays autour de nous. C'est absurde cette attaque.»

«Ce n'est pas réaliste, confirme le chercheur en science politique Arthur Quesnay. Des hommes d'affaires kurdes peuvent faire du business avec Israël par la Turquie. Mais une base des services de renseignement israéliens à Erbil, c'est sans intérêt. Israël a d'autres réseaux pour cibler l'Iran.» Pour lui, ces frappes sont plutôt liées à la présence américaine au Kurdistan : «L'Iran tire les ficelles du pouvoir irakien, mais pas celui de la région kurde alliée des Etats-Unis.» Le chercheur estime que détruire la maison d'un civil à coups de missile

balistique plutôt qu'agir discrètement par assassinat ciblé ressemble à une manière de faire passer un message, évidemment lié à la guerre dans la bande de Gaza. «On voit vraiment se développer deux théâtres d'escalade dans la région, analyse Arthur Quesnay. L'un au Sud-Liban, entre Israël et le Hezbollah, l'autre en Syrie et en Irak, où l'Iran frappe régulièrement les bases américaines.»

Malgré eux, les Kurdes se retrouvent au milieu d'un conflit qui les dépasse, condamnés à marcher sur un fil. En colère, car ils se sentent désormais visés, ils doivent tout de même ménager leur voisin iranien. Le Kurdistan d'Irak est très dépendant économiquement de ce géant avec qui il partage plu-

sieurs centaines de kilomètres de frontière. Au bazar d'Erbil, la moitié de ce qui est importé vient d'Iran. «Je n'achèterai plus jamais de produits iraniens, même si je meurs de faim, lance un Kurde dans les allées du marché. Nous ne pouvons pas répondre avec des armes, nous ne sommes pas un Etat. Mais nous pouvons les combattre par des moyens économiques.» Quelques appels au boycott des denrées iraniennes ont été lancés, sans pour autant être suivis massivement.

**«Nous ne voulons pas créer une escalade»**

Du côté des autorités, le jeu d'équilibre a commencé dès le lendemain de la frappe. Le gouvernement kurde a appelé



à une manifestation pour protester contre ces bombardements et rendre hommage à l'homme d'affaires tué – un proche de la dynastie Barzani au pouvoir. Le rassemblement ne s'est pas tenu devant le consulat iranien, pour éviter de trop froisser Téhéran, mais devant celui des Nations unies. Des médias indépendants ont d'ailleurs rapporté qu'un rassemblement devant le consulat

de la république islamique a été stoppé net par la police kurde.

Interrogé par Libération, le porte-parole du gouvernement kurde, Peshawa Hawramani, assume cette volonté de ne pas faire de vagues : « Nous ne voulons pas créer une escalade avec l'Iran, mais ça ne signifie pas que nous plions le genou. » Il rappelle que le Kur-

distan irakien reste une région autonome de l'Irak. Et que « c'est à l'Etat fédéral [avec qui les relations sont tendues, ndlr], de protéger la souveraineté de son territoire ». En attendant, le porte-parole assure que des discussions diplomatiques vont bon train pour éviter que ce genre d'attaque ne « se reproduise ». Unique signe de tension visible après cet acte de guerre : le Premier mi-

nistre kurde a annulé son entrevue avec le ministre des Affaires étrangères iranien en Suisse à Davos, lors du Forum économique mondial. Depuis lundi, le ciel d'Erbil est redevenu calme : pas de nouveau drone ni missile balistique. Mais au bazar où la nuit tombe, tous s'attendent à de nouvelles frappes dans les prochains jours.



Diyar Kurda  
January 19, 2024

## Iran attack on Kurds 'terrible,' say US representatives

**E**RBIL, Kurdistan Region - Members of the United States Congress on Thursday told Rudaw that Iran's ballistic missile attack on Erbil is "terrible" and accused Tehran of "creating mischief" around the world.

"I think it's a terrible thing that the Iranians are attacking the Kurds, whether they lived in Iraq or any other place," Don Beyer, US representative from Virginia told Rudaw's Diyar Kurda.

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in the late hours of Monday launched ten ballistic missiles toward the Kurdistan Region's capital of Erbil, under the pretext of targeting "spy headquarters" of anti-Iran groups, killing at least four and wounding 17 others.

Beyer lauded the Kurdish forces for being "excellent partners with the United States for a long time," adding that they were "critical" in the fight

against the Islamic State (ISIS). The Virginia Democratic Party congressman also accused Iran of "creating mischief" all over the world.

"Iran's creating mischief all over the world, with Hamas, with Hezbollah, with the Houthis in Yemen, and I'm really sorry to hear about the Iranian attacks on the Kurdish people," Beyer said.

Derrick Van Orden, US member of Congress from Wisconsin told Rudaw that the attacks were terrible, praising Kurds as "staunch" allies of the US, and that Washington stands with Erbil.

"The Kurds have been our allies for a very long period of time they've been staunch allies. I'm very proud to have served with them when I was in Iraq as a Navy Seal and the Kurdish people need to understand that we're standing with them," said Van Orden.

Florida Rep Anna Paulina Luna, that the US needs to recognize "the Kurds and the Kurdish nation as an independent nation," adding that the US needs "to do something" about the situation in the region.

"We need to say something, I think to stay silent is problematic," Luna said.

The attack on Erbil was widely condemned by Kurdish and Iraqi officials, as well as internationally. The Iraqi foreign ministry on Wednesday announced that Baghdad officially submitted a complaint against Iran to the United Nations Security Council.

Speaking during a presser in Davos on Tuesday, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani condemned the "unjustifiable" attack by the IRGC, stressing that Erbil has always tried to maintain peaceful relations with neighboring countries. He labeled the allegations of Israel's presence

in the Region as "baseless."

Speaking on the sidelines of the World Economic Forum in Davos on Wednesday, Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein labeled the strikes as an Iranian "aggression" and categorically denied the presence of Israeli intelligence in the Kurdistan Region.

In a Tuesday statement on X, Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji stated that "the claims that a Mossad headquarters was targeted [in the attack] are baseless" after leading a high-level security delegation to Erbil to inspect the aftermath of the bombardment.

Kurdish PM Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani cancelled their scheduled meetings with Iranian officials at the World Economic Forum in Davos on Wednesday, in light of Iran's latest deadly attacks on the Kurdish capital.

## Iran : neuf morts dans des frappes menées par le Pakistan, les tensions entre Téhéran et Islamabad atteignent un niveau sans précédent

Les frappes menées par Islamabad interviennent après que les médias iraniens ont annoncé que l'Iran avait ciblé, le 16 janvier, des bases du groupe terroriste Jaish al-Adl au Pakistan par missiles et drones, tuant deux enfants.

Les tensions entre Téhéran et Islamabad ont atteint un niveau sans précédent jeudi 18 janvier. Tôt le matin, [le Pakistan a déclaré avoir mené des frappes à l'intérieur du territoire iranien](#), en réponse aux attaques de ce dernier, deux jours plus tôt au Pakistan contre « *des camps rebelles* », selon Téhéran. Les frappes entre les deux pays voisins, qui entretiennent d'habitude d'étroites relations, notamment en matière de renseignement, surviennent alors que les conflits qui secouent le Moyen-Orient menacent de s'étendre.

Jeudi, le ministère pakistanais des affaires étrangères a confirmé des « *frappes militaires de précision* » contre ce qu'Islamabad appelle des «  *caches terroristes* » dans le sud-est de l'Iran. « *Un certain nombre [de terroristes] eux ont été tués* », affirme le communiqué d'Islamabad, qui précise que l'opération baptisée « Marg Bar Sarmachar » a été menée au vu de « *renseignements crédibles sur d'immenses activités terroristes* ». « *Sarmachar* », qui signifie « guérilla » en baloutchi, est un terme utilisé par les insurgés opérant dans la région transfrontalière entre l'Iran et le Pakistan.

Les autorités iraniennes ont, de leur côté, confirmé ces frappes menées dans la pro-

vince marginalisée du Sistan-et-Baloutchistan, située dans le sud-est de l'Iran, à la frontière avec le Pakistan. Téhéran évoque la mort de neuf personnes dont quatre enfants et trois femmes, tous d'« *une nationalité non iranienne* », ce qui peut signifier qu'ils appartenaient à une minorité ethnique baloutche (d'obédience sunnite, dans un pays majoritairement chiite) qui vivent en Iran et sont privés de passeport.

Les frappes menées par le Pakistan, puissance dotée de l'arme nucléaire, interviennent après que les médias iraniens ont annoncé que l'Iran avait ciblé, le 16 janvier, par missiles et drones, des bases du groupe terroriste Jaish al-Adl au Pakistan. Selon Islamabad, deux enfants ont été tués lors de cette attaque. Le Pakistan l'a condamnée, la qualifiant d'« *inacceptable* » et se réservant « *le droit de répondre à cet acte illégal* ». Mercredi, Islamabad a rappelé son ambassadeur à Téhéran et indiqué que l'ambassadeur iranien, en visite dans son pays, ne serait pas autorisé à retourner à Islamabad pour le moment.

Le groupe rebelle Jaish al-Adl contre lequel l'Iran dit avoir mené son attaque au Pakistan a été formé en 2012. Ses membres, d'origine baloutche, mènent une lutte armée contre la République islamique d'Iran et revendiquent souvent l'as-

sassinat de forces de sécurité iraniennes dans la région du Sistan-et-Baloutchistan. Hormis l'Iran, d'autres pays comme les Etats-Unis et le Japon considèrent Jaish al-Adl comme un « groupe terroriste ». Le 10 janvier, le même groupe a revendiqué une attaque armée contre un poste de police dans le district baloutche de Rask en Iran, lors de laquelle un militaire iranien a été tué.

### Escalade inédite

La province pakistanaise du Baloutchistan ainsi que la province iranienne voisine du Sistan-et-Baloutchistan sont confrontées à une insurrection de nationalistes baloutches depuis plus de vingt ans. Ces groupes rebelles constituent de longue date une source de tensions entre les deux voisins. L'Iran et le Pakistan s'accusent régulièrement de servir de base arrière à des groupes rebelles pour opérer des attaques sur leur territoire. Mais l'escalade actuelle est inédite entre les deux pays. Avant les attaques du 18 janvier, le Pakistan n'avait jamais frappé l'Iran. En revanche, en 2017, les forces de sécurité pakistanaises avaient abattu un drone iranien qui pénétrait dans l'espace aérien du pays.

Les échanges de tirs entre Islamabad et Téhéran depuis ces deux derniers jours s'ajou-

tent aux tensions actuelles dans la région, provoquées par le conflit entre Israël et le Hamas. L'Iran avait, le 15 janvier, tiré des missiles balistiques sur le Kurdistan irakien, contre des cibles qu'il considérerait comme liées aux « *espions du régime sioniste* » et, en Syrie, contre des djihadistes. Les deux attaques ont été menées en réponse notamment à [l'attentat meurtrier revendiqué par l'organisation Etat islamique à Kerman, en Iran, le 3 janvier](#), qui a fait environ 90 victimes, et l'assassinat du général Razi Mousavi – le plus haut gradé des gardiens de la révolution en Syrie –, à Damas, fin décembre 2023, imputé à Israël.

Alors que l'escalade entre le Pakistan et l'Iran laisse planer la possibilité d'un conflit ouvert entre les deux pays, des voix se lèvent pour évoquer la nécessité d'une médiation. « *Le moment est venu de faire appel à une médiation pour garantir qu'une crise soudaine mais de plus en plus dangereuse ne devienne pas incontrôlable* », suggère sur X Michael Kugelman, directeur du centre sur l'Asie du Sud au Wilson Center, à Washington. La Chine, qui entretient des liens privilégiés avec Islamabad et Téhéran, s'est dite jeudi prête « *à jouer un rôle constructif pour apaiser la situation* ».

# Iranian Strike Leaves Pakistan With No Easy Options for Response

Retaliation could risk drawing the country, which is already mired in political and economic crises, into Middle East upheaval that it has so far avoided.

**A**n Iranian airstrike inside Pakistan on Tuesday that Iran said was aimed at militant training camps has left Pakistani officials facing a difficult decision about whether to retaliate and potentially expand the turmoil that has swept the Middle East.

Relations between Pakistan and neighboring Iran reached a new low after Iran's attack in the restive Baluchistan region, with Pakistan reporting civilian casualties, including children, and warning that the violation of its sovereignty could have serious consequences. On Wednesday, Pakistan expelled the Iranian ambassador to Islamabad and recalled its own ambassador from Iran.

In a statement, Pakistan said it "reserves the right to respond" to what it called an illegal and unprovoked attack.

"The responsibility for the consequences will lie squarely with Iran," it added.

## Iranian strikes in neighboring countries

But beyond the diplomatic protests and warnings, it was not immediately clear if Pakistan, which is reeling from political and economic crises and headed for parliamentary elections next month, is in a position to strike back militarily or enter into a drawn-out conflict with Iran.

Iran has been emboldened since the war in Gaza began

in October, using proxy forces against Israel and its allies and increasing the risk of a spiraling regional conflict. On Tuesday, Tehran used its own military to attack both Pakistan and Iraq, responding to what it said were terrorist assaults inside Iran, exacerbating tensions in the region.

"If Pakistan hits back, it risks getting drawn into Middle East conflicts it has avoided so far," said Husain Haqqani, a former Pakistani ambassador who is now a scholar of diplomacy. "If it does not retaliate, it will appear weak yet again, and that will have consequences for the prestige of its armed forces."

Muhammad Ashfaq Arain, a former air marshal in the Pakistani Air Force, pointed to the delicate position Pakistan was in, with a caretaker government in charge until the election.

"The Iranian strike is a very serious development," he said. "The fact that there is no elected government complicates the response."

Mr. Arain noted that with the Iranian strike in Pakistani territory, Pakistan was confronting troubled relations with three of its neighbors. While India has long been an adversary, Pakistan's ties with Afghanistan have also soured in recent months, with Pakistani officials accusing the Afghan Taliban of providing shelter to militant groups, including their ally the Pakistani Taliban, a claim the Afghan group has rejected.

Pakistan's recent policy of expelling undocumented foreigners, mostly Afghans, has further strained relations.

Over the years, both Iran and Pakistan have accused each other of sheltering militants along their shared 559-mile border.

Tehran points the finger at Jaish al-Adl, a militant group operating in southeastern Iran and on the Pakistan-Iran border, saying it has carried out attacks within Iranian territory. Established in 2012, the group emerged from the remnants of Jundallah, a Sunni militant organization that had diminished after Iran captured and executed its leader, Abdolmalek Rigi, in 2010.

On Dec. 15, Jaish al-Adl attacked a police station in southeastern Iran, killing 11 officers. Soon after the attack, Iranian officials blamed weak Pakistani border control measures and claimed that militants had crossed from Pakistan to carry out the assault.

Pakistan, in turn, has accused Iran of supporting separatists in Baluchistan, a southwestern Pakistani province rich in oil and other natural resources that has been the site of an insurgency for decades. Pakistani officials also cite the 2016 arrest of an Indian naval officer in Baluchistan as proof that Indian espionage backed by Iran is supporting the Baluch insurgency.

The strike on Tuesday was not the first time Iranian forces had

hit inside Pakistan, but the attack was the deepest inside Pakistani territory. In 2021, Iran retrieved two Iranian soldiers who were being held hostage by Jaish al-Adl inside Pakistani territory. In 2017, the Pakistani Air Force shot down an Iranian drone.

The latest Iranian strike, amid the heightened political tensions in Pakistan before the election scheduled for Feb. 8, was seemingly timed to take advantage of that turmoil, analysts said.

Imran Khan, the former prime minister who accuses the Pakistani military of removing his government, is in jail. His supporters have unleashed a barrage of criticism at the country's military, which has struggled to contain the former prime minister's popularity.

Ahmed Quraishi, an Islamabad-based analyst who focuses on the Middle East, underlined that context. "The timing is extremely important, unsettling Pakistan amid a long-drawn political crisis that has exhausted state institutions," he said.

Iran appears to see "a weakness in Pakistan," Mr. Quraishi added. "I don't think the Pakistanis can afford to let this incident pass without a response. But retaliation, whenever it happens, will be swift and will maintain an element of surprise."

## Entre calculs et fébrilité, comment l'Iran a réévalué sa stratégie régionale après l'attaque du Hamas contre Israël

La vague d'assassinats ciblés menés par Israël et les Etats-Unis contre des cadres de « l'axe de la résistance » depuis fin décembre et les frappes américano-britanniques contre les houthistes au Yémen ont exposé la fragilité de la position de Téhéran, qui jouait la carte d'un apaisement régional après l'accord signé avec l'Arabie saoudite.

Un Etat agressif trahit, parfois, sa propre nervosité. En moins de vingt-quatre heures, l'Iran s'est affranchi d'une stratégie prudente observée depuis l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, et la guerre déclenchée dans la bande de Gaza. Les 15 et 16 janvier, le régime a lancé une série de frappes en Syrie, en Irak et au Pakistan. Les missiles balistiques qu'il a tirés, en représailles à des attaques sur son sol et contre ses alliés au Moyen-Orient, se voulaient une démonstration de force. Ils ont aussi représenté un pari risqué, « une erreur de calcul » aux yeux des experts, provoquant une crise diplomatique avec Islamabad et une riposte en règle sur son territoire le 18 janvier, ainsi que des protestations appuyées de Bagdad.

Depuis le 7 octobre, Téhéran a laissé ses affidés au sein de « l'axe de la résistance » ouvrir des fronts coordonnés au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, en soutien au Hamas palestinien, tandis qu'il occupait le terrain de la diplomatie. Ses émissaires ont plaidé la fin de la guerre à Gaza et la désescalade régionale. « Le premier objectif iranien après le 7 octobre fut de ne pas tomber dans ce qu'il estimait être un piège israélien, celui d'une confrontation directe avec eux et les Etats-Unis, mais cela



Le président iranien, Ebrahim Raïssi, lors des funérailles des victimes des explosions du 3 janvier, à Kerman (Iran), le 5 janvier 2024. PRESIDENCE IRANIENNE VIA AFP

*tout en dissuadant Israël d'étendre le champ de la guerre* », analyse Ali Vaez, expert à l'International Crisis Group (ICG).

La stratégie que l'Iran a dès lors adoptée a été le fruit de tâtonnements, davantage que de calculs longuement mûris. « L'Iran a été surpris par le 7 octobre, qui a mis à terre ses calculs stratégiques préalables », souligne le spécialiste de l'Iran. Téhéran jouait la carte d'un apaisement régional depuis la signature, en

mars 2023, d'un accord de détente avec son grand rival sunnite, l'Arabie saoudite. Des négociations indirectes étaient engagées avec les Etats-Unis pour obtenir une levée partielle des sanctions américaines. « Les deux pays prévoyaient de revenir à la table des négociations sur le nucléaire à la mi-octobre », précise Ali Vaez.

### Crise de légitimité

« A un niveau stratégique, l'Iran essayait de parvenir à un nouveau niveau de dissuasion

avec Israël, en mettant en place la possibilité d'une attaque multifront, du plateau du Golan, de Gaza, du Liban et de la Cisjordanie. Mais un essai en avril 2023 a montré que deux des fronts [la Cisjordanie et le Golan] n'étaient pas prêts », affirme encore l'expert de l'ICG. L'attaque sanglante menée le 7 octobre par le Hamas sur le territoire israélien, au prix d'environ 1 140 morts et de la capture de 240 otages, a bouleversé ce projet. Le slogan volontariste sur l'« unité des fronts » a ren-

contré la réalité des rapports de force et des calculs de risque. Au nom de représailles pesées au trébuchet, des fronts ont été allumés au Liban, en Irak et au Yémen, tandis que ceux de Syrie et de Cisjordanie restaient dormants.

La vague d'assassinats ciblés menés par Israël et les Etats-Unis contre des cadres de « l'axe de la résistance » depuis fin décembre, ainsi que les frappes américano-britanniques contre les houthistes au Yémen en janvier ont exposé la fragilité de la République islamique. L'illusion de sécurité qu'elle entretient sur son propre territoire a volé en éclats avec les attentats terroristes qui ont visé, le 3 janvier, à Kerman, les commémorations de l'anniversaire de la mort du général Ghassem Soleimani, l'architecte de cet axe tué dans une frappe américaine à Bagdad en 2020, au prix de 89 morts.

« Depuis le début de la guerre à Gaza, l'Iran ressent la pression de ses soutiens dans la région et à l'intérieur du pays, explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin. Les groupes de "l'axe de la résistance" sont entrés en jeu, défiant Israël chacun à leur manière, tandis que l'Iran, qui se veut le leader de l'axe, est resté à l'écart. C'est une chose lourde à porter pour elle en matière de prestige. Elle avait besoin de réaffirmer son pou-

voir et d'envoyer à ses alliés régionaux le message : "Nous sommes prêts". »

Confrontée à une crise de légitimité depuis la vague de contestation provoquée par la mort de Mahsa (Jina) Amini en septembre 2022, la République islamique a voulu donner des gages à ses soutiens. Jusque parmi ses partisans les plus zélés, des voix s'élevaient pour critiquer le régime après l'élimination par Israël du **général iranien Razi Moussavi le 25 décembre à Damas**, puis de Saleh Al-Aroui, figure majeure du Hamas, et de Wissam Tawil, un commandant du Hezbollah, au Liban, début janvier. Des rassemblements ont été organisés par les membres de l'aile dure pour réclamer « une réponse ferme » contre les auteurs de ces « crimes ».

La revendication par l'organisation Etat islamique au Khorassan des attentats de Kerman a mis Téhéran dans une position difficile, quand bien même il affirme que le groupe djihadiste est une création d'Israël et de l'Amérique. « Les dirigeants iraniens n'avaient aucun intérêt à riposter contre un groupe terroriste dont le siège est très probablement en Afghanistan, un pays dirigé par les talibans que l'Iran ne veut pas antagoniser, estime Ali Alfoneh, expert de l'Arab Gulf States Institute à Washington. Afin de ne pas perdre la face, ils ont décidé de frapper des cibles choisies au hasard en Syrie, en Irak et, plus surprenant, au Pakistan. »

### Cibles disparates

Les cibles sont très disparates : un présumé nid d'espions israéliens au Kurdistan irakien ; des membres de l'Etat islamique dans la province rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie ; et le groupe Jaish al-Adl dans la province pakistanaise du Baloutchistan. Rien n'indique que les cibles désignées aient été touchées. Au total, sept personnes ont été tuées dans les trois pays – des civils selon les autorités locales. La riposte menée par le Pakistan a fait neuf victimes en Iran.

La logique qui a poussé à frapper le Pakistan, au risque d'une escalade avec cette puissance nucléaire, n'est pas évidente. « Les dirigeants iraniens ont pris conscience de leur erreur de calcul et tentent de contenir la crise », estime Ali Alfoneh. Le message adressé à Israël apparaît plus clairement dans les frappes menées en Irak et en Syrie. Il n'a pas échappé à l'Etat hébreu que les missiles balistiques tirés sur le Nord-Ouest syrien pouvaient atteindre Tel-Aviv. En 2022, en réponse à des assassinats ciblés organisés par les services israéliens, l'Iran avait déjà frappé Erbil. Motif invoqué : la capitale du Kurdistan irakien abriterait une antenne du Mossad et des hommes d'affaires kurdes seraient en lien avec Tel-Aviv.

L'Iran prend cependant le risque de s'aliéner des pays voisins amis pour ne pas viser

directement les Etats-Unis et Israël. Téhéran a provoqué l'ire de Bagdad, résolu à achever le retrait des troupes américaines d'Irak, réclamé par les milices chiites pro-Iran. Ce retrait serait un gain concret pour l'Iran et ses alliés, de même que la possible libération des territoires encore occupés par l'Etat hébreu au Liban du Sud et des concessions saoudiennes dans le cadre d'un potentiel accord de paix avec les houthistes.

L'ambition de Téhéran va au-delà. Le régime aimerait participer à l'esquisse du jour d'après la guerre à Gaza, et plus largement à une nouvelle architecture de sécurité régionale. « La réduction de la crédibilité de la dissuasion régionale iranienne, combinée avec l'absence de voie de sortie sur le nucléaire entre l'Iran et l'Occident, contribuent à un pessimisme croissant, plaide Ali Vaez, de l'ICG. Si vous êtes à Téhéran et que vous percevez votre dissuasion régionale comme diminuée, et que votre programme nucléaire ne peut pas être utilisé comme levier à la table diplomatique, la conclusion logique consiste à s'avancer vers la dissuasion nucléaire. » Dans un entretien à l'Agence France-Presse, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, a expliqué jeudi que les Iraniens « restreignent la coopération d'une manière sans précédent » avec ses inspecteurs.



Wladimir van Wilgenburg  
January 19, 2024

## Eight newborns named after victims of Erbil missile attack

“We named the children after them as a tribute to martyrs Peshraw and his daughter Zhina.»

**E**RBIL (Kurdistan24) – Eight children born in Erbil maternity and teaching hospital were named after Monday’s Iranian missile attack victims Zhina and Peshraw, the parents of the children told Kurdistan 24.

On Monday at least three ballistic missiles hit the private residence of a renowned Kurdish businessman Peshraw Dizayee in northern Erbil city during a family gathering, which killed him, including his 11-month daughter Zhina. A total of four civilians were killed in the attack.



Eight children born at the Erbil Maternity and Teaching Hospital were named Zhina and Peshraw (Photo: Kurdistan24)

Zhina is named after Zhina (Mahsa) Amini, a Kurdish woman, who was killed by

Iran’s morality police last year, which sparked widespread protests in Iran.

Three of the eight children born after the Iranian missile attack on Erbil were named Peshraw and five were named Zhina.

“We named the children after them as a tribute to martyrs Peshraw and his daughter Zhina, and to keep their names alive,” one of the parents said.

Shadan Sherwan, director of Erbil Maternity Hospital told Kurdistan24, that the parents named their babies after Peshraw and Zhina as a “response to the enemies to know that the will of our people is very strong.”



Azhi Rasul  
January 19, 2024

## Erdogan chooses ultranationalist figure to reclaim Ankara municipality

**T**urkey’s President Recep Tayyip Erdogan on Thursday announced his party’s candidates in 48 provinces across Turkey, handpicking ultranationalist figure Turgut Altinok to reclaim the municipality of Ankara from the opposition.

Erdogan participated in a Justice and Development Party (AKP) event in the Turkish

capital of Ankara to announce the candidates who will run in the country’s local election set to take place in March.

Turgut Altinok, an ultranationalist figure and incumbent mayor of Ankara’s Kecioren district was handpicked by Erdogan to take on Ankara mayor Mansur Yavas.

Erdogan’s AKP historically lost

the mayoralty of the Ankara and Istanbul provinces in the 2019 local elections to the opposition’s Republican People’s Party (CHP) candidates, after nearly 15 years of AKP dominance in Turkey’s biggest provinces.

Altinok became a prominent figure in Turkish politics when he was elected Kecioren mayor in 1994, winning the

race as the candidate for the far-right Nationalist Movement Party (MHP). He became a member of the party at the age of 25 in the 1980s when it was called the Nationalist Task Party (MCP).

Altinok is also known for his feud in the 2000s with then Ankara Mayor Melih Gokcek, an exponent of AKP. The two periodically exchanged accusa-

tions of the other running “Turkey’s most in debt municipality”.

Altinok was selected to go against another former MHP member and ultranationalist figure, Mansur Yavas, a shift from the more ideologically lenient Mehmet Ozhasaki who was Erdogan’s pick in 2019.

During Thursday’s event, Erdogan announced 47 other mayoral candidates alongside

Altinok, including those set to run in Izmir and Diyarbakir. The candidate for Istanbul was not announced yet.

The Turkish President announced Hamza Dag, Erdogan’s deputy in AKP will be running for the “republican fortress” of Izmir, where CHP has been in power for over two decades.

In Diyarbakir (Amed) Erdogan chose a Kurdish candidate,

Mehmet Halis Bilden, to run against the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM Party).

DEM Party is set to officially announce its Diyarbakir candidate soon. Rudaw learned in December that the party [plans](#) to field veteran politician Leyla Zana to run for office in the Kurdish city.

CHP’s win in the 2019 local election was mainly attributed

to the decision of the DEM Party, then running as Peoples’ Democratic Party (HDP), not to field candidates in the major cities of Istanbul, Ankara, Izmir, and Antalya. As a result of this strategy, the AKP lost all four provinces to the CHP, marking the first time in 15 years that the AKP lost in Ankara and Istanbul. However, the pro-Kurdish party [reiterated](#) on multiple occasions that they will not adopt the same policy in the 2024 vote.



Wladimir van Wilgenburg  
January 19, 2024

## Rep. Jim Costa Hails Kurds for Role in Fighting ISIS

“We must remember the brave Kurdistanis for their willingness to fight, to stand up to ISIS.»

**W**ASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – Rep. Jim Costa told Kurdistan 24 of his deep appreciation of the Kurds for their role in joining with the U.S. to fight ISIS.

The Democratic Congressman has represented Central California for nearly two decades, since 2005, and he serves on a key panel, the House Foreign Affairs Committee.

Costa has been a long-time friend of the Kurds. In 2008, he led a Congressional delegation to the Kurdistan Region, which met with senior Kurdish officials, including President Masoud Barzani.

Mike Pence, then a Republican Congressman from Indiana,

was a member of the group. Of course, Pence would assume a more important position a decade later, in 2017, when he became Vice President under Donald Trump.

In October 2019, when Trump struck an understanding with Turkish President Recep Tayyip Erdogan to withdraw U.S. forces from northeast Syria and let Turkey assume responsibility for maintaining security there, Costa was among those who protested strongly.

“The President’s decision to withdraw from Northern Syria and abandon our Kurdish allies is disgraceful and deeply harmful to our national security,” Costa said then.

Indeed, the U.S. outcry against Trump’s attempt to reach a deal with Erdogan over northeast Syria was bipartisan, and it was so strong that Trump was obliged to reverse that decision.

Last week, Kurdistan 24 spoke to Costa, and he affirmed, “Kurdistan was a key ally for the United States in defeating ISIS.”

“We must remember the brave Kurdistanis for their willingness to fight, to stand up to ISIS,” he continued, as he denounced ISIS as a terrorist group, akin to other terrorist groups, like Hamas and Hizbollah, which he described as “proxies of Iran.”

Indeed, Costa has played a significant role in promoting a

tough U.S. policy toward Tehran. As his website explains, he “supports a strong posture towards Iran.” It notes that “he was a conference committee member negotiating the ‘Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010,’ which invoked the first significant U.S. sanctions on Iran.”

Costa also spoke strongly in support of Ukraine. “This is an historical time,” he said, and “freedom-loving people are being attacked by dictators around the world.”

Thus, “people who love freedom” must be united to “let the dictators of the world know that we will not allow war crimes to take place, as we’ve seen with President Putin of Russia.”



**Qassim Khidhir**  
**January 20, 2024**

## Meet Ebrahim Karimi, a Kurdish Quantum Scientist

**E**brahim Karimi, a professor in the Department of Physics at the University of Ottawa who hails from Saqqez in Eastern Kurdistan (northwestern Iran), was recently awarded the Royal Society of Canada's prestigious Rutherford Memorial Medal. Educated at Kerman University of Medical Sciences, Karimi's journey has taken him to various corners of the world, ultimately leading him to Canada, where he now teaches and conducts scientific research.

The Rutherford Memorial Medal is awarded annually by the Royal Society of Canada to recognize exceptional contributions in physics and chemistry. Named after renowned scientist Ernest Rutherford, who won the first Nobel Prize in Chemistry, this award is a testament to Karimi's groundbreaking work in his field.

Growing up amid the Iran-Iraq War in the 1980s has shaped Karimi's perspective on science and its potential to help communities facing adversity. Reflecting upon his childhood experiences, he recounted how witnessing bombs being dropped on his hometown inspired him to explore natural phenomena as a means of understanding and contributing positively to our world.

Karimi believes that, despite the challenges that children face growing up in Kurdistan or other conflict-torn regions such as the Middle East, they should remain hopeful about their futures. If they remain curious, put themselves on the right path and are supported by mentors along the way, there



is so much they can achieve.

"There are bright futures if you stay on the right track, if you have the right ingredients and the right teachers," Karimi said in an interview with Kurdistan Chronicle.

### Quantum communications

Karimi explained his groundbreaking work in the fascinating world of quantum physics. With his team at the University of Ottawa, Karimi has made significant contributions to quantum communication, microscopy, and photonics.

Karimi's interest in quantum photonics began with a desire to comprehend the smallest particles in our universe. He explains that everything we encounter is made up of these elementary particles. Photons, for example, are thought to be the smallest units of light. The quantum world operates under different rules than our classical world. In it, objects behave according to probability and no definite reality exists.

"In our classical world, I can

run into a wall and be stopped," says Karimi. "But in the quantum realm, quantum objects, e.g., electrons, can potentially pass through barriers like walls with a certain probability." Such phenomena challenge our perception of reality and raise profound questions about how we understand existence itself.

Karimi's team has explored this enigmatic world by harnessing photons for secure communication purposes. Unlike traditional methods, which rely on complex mathematical calculations that are vulnerable to cybersecurity breaches, their approach utilizes principles from quantum physics to create impenetrable communication channels.

One notable achievement was their development of underwater quantum communication techniques. By transferring information between two objects underwater, in free space, or through fiber optic cables without compromising security or speed, they created new avenues for global connectivity.

Another breakthrough was their creation of a revolutionary tool

called a "quantum microscope." Traditional imaging methods often involve harmful radiation such as X-rays that pose health risks when used frequently. However, using an interaction-free ghost-imaging technique developed experimentally by Karimi's team, researchers can detect objects without causing any damage – allowing for safer imaging practices.

"We wanted to see if it was possible to observe an object without interacting with it," explains Karimi "And we succeeded! This technique allows us to detect objects in different places simultaneously."

When asked about the practical applications of their work, Karimi noted that Canada is already home to numerous startups and companies dedicated to exploring quantum communication, sensing, and computing. His team helps advance quantum theory through experiments in their research laboratories.

Visitors to Karimi's lab are treated to breathtaking demonstrations of cutting-edge technologies like quantum ghost imaging. Even prominent figures from politics and academia have been amazed by the possibilities unlocked through these breakthroughs.

### A glimpse into the future

Karimi shed light on how this innovative field is set to revolutionize various aspects of daily life soon.

"The quantum technology market is projected to reach a staggering \$100 billion by 2040," Karimi revealed. With such immense potential, it comes as



no surprise that countries worldwide are investing heavily in their national quantum strategies. Canada alone has committed \$360 million towards quantum technologies in 2022, while Germany independently invested a whopping \$2 billion. Karimi emphasized that the world is on the brink of what he calls “quantum revolution 2.0” – a new era that will transform communication, sensing, and computation. Just as the world moved from bulky radios and televisions to small portable devices and wired connections to Wi-Fi networks and witnessed advancements like 5G and 6G technologies, quantum technology promises unprecedented capabilities.

Quantum computing stands out as one of the most promising advancements within this realm. Companies like IBM and Google already possess functional prototypes capable of performing certain mathematical tasks efficiently and rapidly. This breakthrough becomes even more significant when considering areas like healthcare. With access to quantum computers, doctors could tailor treatments at an individual level based on precise information about how medications interact with specific bodies.

The benefits extend beyond computing power, as secure communication also takes center stage in this trans-

formative era. While traditional communication systems may fall prey to hackers armed with powerful computers, quantum mechanics introduces unparalleled security measures through its “no-cloning theorem.” Information sent via secure quantum channels cannot be copied without introducing errors, making it virtually impenetrable to malicious attacks.

Another intriguing aspect that Karimi highlighted is quantum sensing. Quantum radars and microscopes offer heightened accuracy, enabling us to detect even the tiniest objects without causing any damage. These unparalleled advancements in technology are poised to reshape industries ranging from defense and healthcare to manufacturing and more.

However, as he embarks on this groundbreaking journey, ethical considerations loom large. Karimi stressed the importance of determining who should have access to such powerful technologies. Issues surrounding secure communication access and potential misuse highlight the need for a robust ethical framework that guides scientists’ actions in this new frontier.

#### Scientific talent and Kurdistan’s future

Karimi discussed his vision for advancing research and edu-

cation in the Kurdistan Region of Iraq (KRI). He emphasized the importance of an independent university system in promoting scientific progress, and believes that universities should be allowed to make their own decisions, while the Ministry of Higher Education and Scientific Research should prioritize various fields, particularly research science. He also suggests connecting the research and development sectors to encourage collaboration between academia and industry.

Karimi cited his colleague, the University of Ottawa’s Vice President of Research and Innovation, who stated, “Talent is a new currency.”

Karimi is adamant that the Kurdistan Regional Government should support talented Kurds who have yet to be discovered by academic institutions or other organizations.

Meanwhile, he believes that the KRI is “on the right track” to development and prosperity.

He gave two key pieces of advice to young Kurdish talents: “Think freely without being limited by financial constraints,” because ideas are often born out of creative thinking rather than material resources, and “Never give up,” because success does not come easily but requires perseverance.

Karimi’s conversation with Kurdistan Chronicle also touched

upon primary and secondary education in the KRI, and he stressed the importance of instilling a love for science among students at an early age. He believes primary education plays a crucial role in shaping individuals’ lives beyond just scientific knowledge, fostering critical thinking skills that are needed throughout one’s lifetime.

Concerning the situation in Iran following the 2022 protests and the death of a young Iranian-Kurdish girl, Jina Amini (Mahsa Amini), Karimi expressed his dissatisfaction with the Iranian governments that have oppressed their own people. He believes that scientists have a responsibility to stand with the people rather than with dictatorial regimes.

In response to recent protests and violence in Iran, he raised funds for affected families and urged scientists worldwide to be mindful of how their work is used by those in power.

“Dictatorships are temporary; a brighter future awaits the Middle East, where borders will no longer hinder progress and individuals will be able to exercise their rights regardless of location,” Karimi concluded.

Qassim Khidhir has 15 years of experience in journalism and media development in Iraq. He has contributed to both local and international media outlets.



Robin Bell  
January 20, 2024

## United States Bolsters Kurdistan’s Defense

The 2024 National Defense Authorization Act (NDAA), recently passed by the U.S. Congress, carries a pivotal provision focused on bolstering the defenses of the

Kurdistan Region of Iraq’s (KRI) peshmerga forces against the persistent threat of missile and drone attacks. This development comes in response to the region’s vulner-

ability, having faced repeated assaults from neighboring Iran and Iran-backed militias in recent years, when the KRI lacked the support of effective defense mechanisms.

The legislative provision, having received approval from both the U.S. House of Representatives and the U.S. Senate on December 14, is poised for

U.S. President Joe Biden's signature. It places a compelling obligation on the secretaries of defense and state to devise a comprehensive plan by February 1, 2024 aimed at equipping and training both Iraqi security forces and the Kurdish peshmerga to effectively defend against missile, rocket, and unmanned-system attacks. The envisaged implementation of this plan is expected within 90 days of its development.

The urgency of this provision is underscored by the escalating attacks on U.S. troops in Iraq and Syria, particularly at the Erbil International Airport (EIA) in the capital of the KRI.

These attacks have been a recurring phenomenon since the outbreak of the Israel-Hamas War in October. Notably, EIA experienced rocket fire even before the current Gaza conflict, with the first attack in September 2020.

These assaults serve as strategic signals from militias to the United States, showcasing their capabilities to target troops within the secure boundaries of the Kurdistan Region. While some attacks have directly threatened U.S. troops and civilians, including an explosive drone incident on October 26, 2023, and a rocket barrage in February 2021, others have underscored the

potential for collateral damage, such as the drone crash into an unfinished residential building in Erbil on December 8.

The significance of the KRI is underscored in the article, with militias directly targeting civilian areas, exemplified by the ballistic missile strike on Erbil in March 2022. Additionally, security challenges in the region are compounded by Iranian attacks on dissidents in the Koya region and a substantial cross-border aerial assault in September 2022.

While U.S. troops at EIA may continue utilizing short-range C-RAM systems for point de-

fense, the provision in the NDAA recognizes the necessity for broader air defenses to safeguard Iraqi Kurds. In considering potential systems, it is speculated that the United States may provide short- to medium-range options tailored to counter militia rocket and drone threats.

Robin Bell is a specialist in marketing, logistics and supply chains with experience in over 35 countries – mainly developing markets. CEO of consultancy Graydon Lloyd, he is an Advisor to Valuechain, UK (Cloud based Network & Supply Chain Portals) and Kadme (Big Data & AI specialists), Norway.



January 20, 2024

## Aim of attacks on Erbil is to destabilize KRG: UK ambassador

**E**RBIL, Kurdistan Region - The purpose of attacks on the Kurdistan Region's capital Erbil and bases housing international forces is to destabilize the regional government, British Ambassador Stephen Hitchen told Rudaw's Shaho Amin in a wide-ranging interview on Thursday.

"I think a broad picture of an attempt to destabilize the Kurdish government and Erbil is part of a plan in order to undermine the stability of that region and to challenge us, as your friends, as well," said Hitchen.

Iraqi militias backed by Iran have struck bases in Iraq and Syria housing the United States-led global coalition to fight Islamic State (ISIS) with rockets and drones some 140 times since mid-October in re-

taliation for Washington's support for Israel in its war in the Gaza Strip.

"The attacks on Erbil airbase are wholly unjustified. We are here as the guests of the Iraqi government and the Kurdish authority in order to fight Daesh," said Hitchen, using the Arabic acronym for ISIS.

The attacks have not directly killed any personnel yet - one US contractor died of a heart attack during a drone attack - but Hitchen said they need to be taken as "serious attempts to kill."

"They are not messages, they are not harassment. You do not send a message with 25 kilos of high explosives," he said. The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi mil-

itia groups affiliated with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), has claimed responsibility for the majority of the drone strikes on the coalition bases in the Kurdistan Region, Iraq, and Syria.

On Saturday, the group attacked western Iraq's Ain al-Asad base with rockets and ballistic missiles. One member of the Iraqi security forces was injured and a number of Americans are being assessed for traumatic brain injuries.

A few days earlier, the IRGC targeted Erbil with ballistic missiles, killing at least four people, including an 11-month-old baby, and injuring 17 others.

Hitchen said the number of British troops in Erbil is in the

"low hundreds" and the numbers change daily. The troops have "various tasks."

"They are a part of counter Daesh mission. That is the reason that they are there. They are there to train, to assist. There are various roles they play ... all in coordination with the coalition and the Kurdish authorities," he said.

### Coalition future in Iraq

The frequent attacks and the Washington's deadly retaliations, which were harshly condemned by Baghdad, have put the future of the coalition in Iraq in doubt.

An American drone strike against Harakat al-Nujaba, which is part of the Popular Mobilization Forces (PMF, or

Hashd al-Shaabi), in Baghdad earlier this month killed two, including Mushtaq Talib al-Saeedi, better known as Abu Taqwa, a former commander of al-Nujaba and the deputy commander of the PMF's Baghdad Belt Operations.

Baghdad condemned the American strike as it was conducted without approval from the Iraqi government and therefore constituted a violation of Iraq's sovereignty.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani subsequently announced that his government is "in the process of setting the date to start working on the bilateral committee to make arrangements to permanently end the presence of the international coalition forces in Iraq."

Hitchen said that "no one wants the coalition to become a permanent feature" in Iraq and they want to see a transformation into "strong bilateral security relationships."

Kurdish leaders have said that the coalition is still needed to help combat the existing threat of ISIS.

dani on Thursday said during a panel on the sidelines of the World Economic Forum in Davos that the withdrawal of coalition forces was "necessary for the stability and security of Iraq" as well as "the preservation of bilateral relations with coalition states."

He noted that the purpose of the coalition is to fight ISIS, which is no longer a threat.

Hitchen warned that the "existence of militias outside government control" might drag Iraq into regional wars, like the Is-



British Ambassador Stephen Hitchen speaking to Rudaw's Shaho Amin on January 18, 2024. Photo: Rudaw

rael and Hamas war in the Gaza Strip, adding that with the existence of such groups, "the government loses the ability to decide when they are at war, or where they are not."

### ISIS in Iraq

The UK envoy said that ISIS still poses a threat, but is no longer "an existential threat" to Iraq.

"Ten years ago it [ISIS] was a threat on the government, it could have destroyed the state, in Baghdad, it could have destroyed the state in Erbil, which was the reason for our intervention," he said.

ISIS seized control of swathes of Iraqi land in 2014 and was declared territorially defeated in 2017 when Kurdish and Iraqi forces supported by the US-led coalition drove them out of the cities and villages they had seized in their brazen offensive.

Despite its territorial defeat, the group continues to carry out bombings, hit-and-run attacks, and abductions, targeting civilians and security forces across several Iraqi provinces, particularly those falling in the disputed areas stretching across the provinces of Kirkuk, Salahaddin, and Diyala. According to Hitchen the long-term challenge of combating ISIS is "economic and social development."

"Daesh thrives where people are marginalized, where people don't have opportunities. In many ways, the most powerful tool to combat Daesh is not military or security, it is economic and social," he said.

### Kurdistan Region elections

The Kurdistan Region's parliamentary elections are long overdue. They were initially scheduled for October 2022, but the parliament voted to extend its term and pushed the

vote to November 2023 due to disagreements among the political parties over the election law.

After an Iraqi court ruling against the self-extension of the parliament, the vote was postponed to February 2024 when it would take place under the supervision of the Iraqi electoral commission. That date has again been cancelled.

Last week, a spokesperson for the Iraqi election body told Rudaw that a new date for the vote will be set following meetings with the Kurdistan Region Presidency.

"We want to see those elections to go forward as soon as possible," Hitchen said, adding that the vote is necessary to ensure the legitimacy of the Kurdistan Regional Government.

# Widening Mideast Crisis U.S. Troops in Iraq Injured in Attack Linked to Iran-Backed Militias

The attack in Iraq came hours after Iran accused Israel of launching an airstrike on the Syrian capital, the latest sign of the regional turmoil rippling out from Gaza.

- U.S. troops in Iraq are injured in attack linked to Iran-backed militias.
- A new attack in Syria raises tensions between Iran and Israel.
- A Palestinian American teenager is killed in the West Bank.
- The United States destroyed a Houthi missile in the military's latest airstrike.
- Israel pounds city of Khan Younis, pushing more Palestinians south toward border.
- Biden presses Netanyahu on working toward a Palestinian state.
- Here's a closer look at Iran's Revolutionary Guards force.

At least two U.S. service members stationed in western Iraq were injured on Saturday when their air base came under heavy rocket and missile fire from what American officials said were Iran-backed militias, as the ripple effects of Israel's war in the Gaza Strip continued to roil the Middle East.

Ever since Hamas, also an ally of Iran, charged into Israel and carried out terror attacks on Oct. 7, Israel has retaliated with an overwhelming and ferocious offensive, and groups sympathetic to Hamas's cause have attacked Israeli and American targets.

Iranian and Syrian news media



U.S. aircraft on the tarmac at Al Asad Air Base after it was struck by rockets in January 2020. Sergey Ponomarev for The New York Times

blamed Israel for a strike that ripped through a residential area in Damascus on Saturday. Firas Makdesi/Reuters Iran accused Israel on Saturday of launching an airstrike on the Syrian capital, Damascus, that killed five Iranian military figures, the latest sign of the growing turmoil from the Israel-Hamas war in Gaza spreading in the region.

The head of intelligence in Syria for the overseas arm of Iran's Revolutionary Guards force, the Quds Force, and his deputy were among those killed, according to Iranian media and an Israeli defense official.

Family members of a Palestinian American teenager who

was fatally shot in the occupied West Bank demanded on Saturday that the authorities find the killer of the 17-year-old, who was hit by a barrage of gunfire, his cousin said, as the two were setting out to have a picnic near their village.

The death of the teenager, whom the family identified as Tawfic Abdel Jabbar, came as tensions have been rising between Israel and the United States. The State Department confirmed that an American was killed in the West Bank on Friday without releasing identification and called on Israel to provide more information about the death.

The U.S. military said that it had conducted an airstrike in

Yemen early Saturday morning that destroyed a Houthi anti-ship missile, the latest in a series of American strikes aimed at stopping the Iranian-backed group from firing missiles at ships in the Red Sea and Gulf of Aden.

The strike hit a Houthi missile that was aimed at the gulf and was prepared to launch, the military said. It was the seventh time in 11 days the U.S. Navy launched attacks on Yemeni territory.

Israeli airstrikes pounded the southern Gaza Strip city of Khan Younis on Saturday, killing nearly a dozen people, Gazan officials said, after days of similar attacks in the enclave's south, where more than

a million Palestinians have fled to escape Israel's war.

Israeli bombing continued in other parts of Gaza as well, killing dozens, according to Palestinian state media and health authorities.

President Biden pressed Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel on Friday to agree to the creation of a Palestinian state after the war in Gaza is over and raised options that would limit Palestinian sovereignty to make the prospect more palatable to Israel.

Hoping to overcome Mr. Netanyahu's strenuous resistance, Mr. Biden floated the possibility of a disarmed Palestinian nation that would not threaten Israel's security. While there was no indication that Mr. Netanyahu would ease his opposition, which is popular with his fragile right-wing political coalition, Mr. Biden expressed optimism that they may yet find consensus.



President Biden expressed optimism that he and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel could still reach consensus. "There are a number of types of two-state solutions," he said. Credit... Anna Rose Layden for The New York Times

Iran has accused Israel of an airstrike that killed five Iranian military figures, including the chief of intelligence in Syria for the overseas arm of the Islamic Revolutionary Guards Corps, known as the Quds Force. The Quds Force supports and liaises with militias around the Middle East, including Hamas, the armed Palestinian group that controls Gaza; Hezbollah

in Lebanon; and the Houthis in Yemen and Kataib Hezbollah in Iraq, as well as other Iraqi armed groups.

Mexico and Chile have asked prosecutors at the International Criminal Court to investigate possible war crimes against civilians committed by the Israeli military and by Hamas fighters in the three-month con-

flict that has devastated the Gaza Strip.

The decision by Mexico and Chile adds to the international pressure on Israel, which has already been accused of genocide by South Africa before a different international tribunal — the International Court of Justice, which is the U.N.'s highest court.

LE FIGARO

Georges Malbrunot  
20 Janvier 2024

## Cinq conseillers militaires iraniens assassinés à Damas, l'Iran accuse Israël et menace de représailles

Douze personnes sont mortes samedi, dont cinq conseillers des Gardiens de la Révolution iraniens, dans une frappe imputée à Israël. Selon des médias iraniens, l'une des victimes serait le général Sadegh Omidzadeh, « responsable en Syrie du renseignement pour la Force Qods ».

Israël continue de régler ses comptes avec son ennemi iranien en Syrie. Douze personnes, dont cinq conseillers des gardiens de la révolution iranienne, ont été tuées samedi à Damas par une frappe imputée à l'État hébreu. Elle a visé un bâtiment de quatre étages dans le quartier de

Mezzé, en banlieue de Damas, où se tenait une «réunion de chefs pro-Iran», selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée à Londres, qui suit dans le détail l'actualité syrienne. Parmi les victimes figureraient le général Sadegh Omidzadeh, responsable en Syrie des ren-

seignements de la Force al-Qods, le bras armé de l'Iran au Moyen-Orient, ainsi que son adjoint, selon des médias iraniens.

Téhéran a accusé l'État hébreu d'être derrière cette attaque, menée avec «des avions de combat», a précisé

un communiqué des gardiens de la révolution. Outre les cinq Iraniens, quatre Syriens, deux Libanais et un Irakien ont trouvé la mort dans cette opération israélienne, selon l'OSDH. Tous combattent sous la bannière de «l'axe de la résistance», établi par l'Iran, face à Israël et aux États-Unis,

qui a redoublé d'activité en signe de «solidarité» avec le Hamas, depuis les ripostes israéliennes aux attaques du Hamas le 7 octobre dernier.

[Joe Biden craint de payer au prix fort son soutien à Israël](#)

### L'Iran jure de se venger

Le 25 décembre, déjà, une frappe aérienne israélienne avait tué [Razi Moussavi](#), général iranien de haut rang et conseiller de longue date des gardiens de la révolution, dans le quartier de Sayeda Zeinab, situé à proximité d'un sanctuaire musulman chiite, près

de Damas. Début décembre, deux autres généraux iraniens avaient été éliminés, selon toute vraisemblance par Israël.

L'Iran a juré dimanche de venger la mort de son haut gradé à Damas. Condamnant «*un lâche attentat*», son président de la République, Ebrahim Raïssi, a assuré que «*la poursuite de tels actes terroristes et criminels (...) ne restera pas sans réponse*». Mais, pour l'heure, Téhéran ne veut pas se laisser entraîner dans «*une guerre totale*» contre l'État hébreu. Le régime a limité ses réactions directes à des frappes sur «*une base du Mos-*

*sad*» à Erbil, la capitale des régions autonomes kurdes d'Irak, qui a démenti abriter une telle «base» au service des renseignements israéliens. Téhéran laisse pour l'heure ses relais agir au nom de leurs intérêts communs contre Israël et les États-Unis.

Il en va ainsi des milices irakiennes pro-Iran, qui ont tiré samedi des missiles balistiques sur la base aérienne d'al-Assad dans l'ouest de l'Irak, où sont installées des troupes américaines. Un militaire irakien a été blessé, selon le commandement américain au Moyen-Orient. Entre le 17

octobre et le 17 janvier, au moins 140 attaques de drones, roquettes et missiles balistiques de courte portée ont visé la coalition antidjihadistes mobilisée contre le groupe État islamique en Irak et en Syrie.

Quant à Israël, son aviation s'est livrée à des centaines de frappes contre des forces pro-Iran en Syrie depuis le début de la guerre dans ce pays, en 2011, y compris contre le [Hezbollah libanais](#). Dimanche, un de ses combattants a été tué, au Liban-Sud, dans une attaque au drone de Tshal dans sa guerre contre l'axe pro-Iran au Moyen-Orient;



Julian Bechocha  
January 22, 2024

## Emirati TAQA sells Duhok oil field stake and exits Kurdistan Region

The United Arab Emirates-based TAQA on Monday said it is selling its stake in the Atrush oil field in Duhok province to ShaMaran Petroleum, completing its exit from the Kurdistan Region as oil exports remain halted for ten months.

"TAQA enters into definitive agreements with General Exploration Partners Inc. for the sale of its interest in the Atrush oil field in the Kurdistan Region of Iraq," the company said in a bourse filing on the Abu Dhabi Securities Exchange (ADX).

The stake will be acquired by ShaMaran Petroleum, a Canadian oil development and exploration company operating in the Kurdistan Region that previously held a 27.6 interest in the Atrush block. It will then sell 25 percent of the share to the

US energy company HKN Energy.

"This transaction continues ShaMaran's consolidation strategy in Kurdistan. We are acquiring TAQA's 47.4% interest in Atrush and selling a 25% interest and operatorship to HKN IV," ShaMaran's President Garrett Soden said in a statement.

The transaction with HKN Energy is subject to approval by the Kurdistan Regional Government (KRG) which owns the remainder 25 percent of the shares, according to ShaMaran.

The Abu Dhabi National Energy Company, known as TAQA, is an energy and water company operating in 11 countries. It previously held a majority 47.4 percent share in

Atrush and in July 2019, broke the Kurdistan Region's record and registered a production of over one million barrels of oil.

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March after a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

The halt in exports has caused the Iraqi and Kurdish government billions of dollars in losses.

Erbil and Baghdad have held numerous meetings since the ruling intended at taking measures to resume the exports but international oil companies (IOCs) operating in the

Kurdistan Region have not been invited to most of the talks.

On Sunday, the KRG's natural resources ministry invited IOCs in the Region to discuss progress in talks with the federal government on resuming oil exports.

Before the halt, around 400,000 barrels of oil a day were being exported by Erbil through Ankara, in addition to some 75,000 barrels of federally-controlled oil from Kirkuk province.

The loss in oil revenues, the KRG's main source of income, has worsened the financial situation and left the government unable to pay its public sector without assistance from Baghdad.

The New York Times

Christina Goldbaum  
January 22, 2024

## In No Position to Fight a War, Pakistan Seeks an Off-Ramp With Iran

For two years, Pakistan has struggled with economic and political crises, an increase in militant attacks and souring relations with another neighbor, Afghanistan.

When Iran and Pakistan traded airstrikes this week, both targeting what they said were militant camps, the exchange raised fears that the upheaval sweeping the Middle East was moving into new territory.

To Pakistan, which was hit first, it was important to send a clear message that violations of its sovereignty would not be tolerated. But the Pakistani military quickly followed its retaliatory action with another message — one that showed its desire to contain the tensions, a wish driven in no small part by the immense strain the country was under even before the Iran clash.

Pakistan signaled that it was seeking de-escalation by calling the two nations “brotherly countries” and urging dialogue and cooperation, language that Iran echoed in a statement of its own on Friday. Pakistan’s appeal, analysts said, underlined a plain fact: It could hardly be in a worse position to fight a war.

For two years, the country has been embroiled in an economic crisis and political turmoil that has directly challenged the country’s all-powerful military establishment. Terrorist attacks have resurged across the country. And already at odds with its archrival India, it has seen a souring of its once-friendly relations with the Taliban government in neighboring Afghanistan.

“At a moment when Pakistan is experiencing some of its most serious internal turmoil in years if not decades, the last thing it

can afford is more escalations and a heightened risk of conflict with Iran,” said Michael Kugelman, the director of the Wilson Center’s South Asia Institute. “For Pakistan to be locked in serious tensions with not one or two but three neighbors — it’s a geopolitical worst-case scenario, bar none.”

The clash with Iran has come before widely anticipated parliamentary elections in Pakistan that are expected in early February, the first since former Prime Minister Imran Khan was removed in a vote of no confidence in April 2021. His ouster set off a political crisis that has rattled the very foundation of Pakistan’s politics, a winner-take-all game that has long been governed from behind the scenes by the country’s military.

Over the past two years, the ousting of Mr. Khan has awakened deep-seated resentment — particularly among young and middle-class Pakistanis — toward the country’s generals, whom Mr. Khan has blamed for his removal. Tens of thousands have taken to the streets to protest in sometimes violent scenes. Protesters have breached the gates of the national army headquarters and attacked military installations across the country. Months later, Mr. Khan was arrested — a move widely understood to be an effort by the military to sideline him from politics. He remains in jail, but just weeks before the election, his popularity is still strong. That support has infused the upcoming vote with a once unthinkable sense of uncertainty

in a country where the military has typically paved the way for its preferred candidates.

Adding to the political unease, violence by insurgent groups that have attacked political and military targets alike has roared back over the past two years, with hundreds killed. The attacks have laid bare the precarious stability in the country and further eroded the public’s trust in the military. They have also fueled growing tension with the Taliban in Afghanistan, where some militant groups have found safe haven since the group regained power in 2021, while others have been pushed from Afghan soil into Pakistan.

At the same time, Pakistan finds itself in a difficult economic situation, heavily reliant on an International Monetary Fund loan that is keeping afloat an economy that would have trouble sustaining a prolonged military engagement.

In the current circumstances, analysts said, Pakistan’s military strategists are walking a very fine line.

“On the one hand, they faced the strategic dilemma that if Pakistan let this pass, that would have emboldened all of Pakistan’s adversaries, especially India,” said Asfandyar Mir, a senior expert at the United States Institute of Peace. “On the other hand, by adopting a confrontational posture and hitting back, Pakistan has risked a three-front dilemma.”

Still, the military exchange with

Iran has shown that, even with the growing discontent toward Pakistan’s military, the country’s foreign policy remains firmly in the hands of the generals. Those military leaders seemed to follow a well-worn playbook in responding to a provocation by a neighbor with military force that falls short of provoking all-out war.

For decades, Pakistan has sporadically shelled Afghanistan’s border areas in what Pakistani officials describe as targeted attacks against Pakistani militants seeking shelter there. And in 2019, intense shelling and exchanges of gunfire between Pakistan and India along their disputed border initially threatened to spiral into a war between the two nuclear-armed nations, but that threat was ultimately contained.

In choosing separatists from the Baluch ethnic group as its target in Iran, Pakistan on Thursday mirrored the action that Iran said it had taken in attacking a militant group, Jaish al-Adl, inside the Baluchistan region of Pakistan. The group had attacked a police station in southeastern Iran on Dec. 15 and killed 11 officers.

Pakistan undertook the tit-for-tat retaliation “in the most careful, deliberate way possible in choosing to target Baluch militants — its own citizens — hiding out in Iran,” said Madiha Afzal, a fellow at the Brookings Institution in Washington. Those attacks were reported to have killed nine people.

The strikes and the diplomatic

statement afterward “tried to thread the needle of deterring future action by Iran while also pointing to an off-ramp for de-escalation,” she added.

For those living in Baluchistan, however, the Iranian airstrike was a devastating reminder of the violence that has gripped the region for years.

A large, arid province in southwestern Pakistan straddling the Iran and Afghanistan borders, Baluchistan has faced five insurgencies since Pakistan’s founding in 1947, the most recent and enduring one underway since 2003. Those groups have staged violent attacks in the name of fighting political marginalization and the exploitation of the region’s resources.

Pakistan’s military has for years been the ruling power

and gatekeeper in Baluchistan, which has been mostly barred to foreign journalists. The army and its militia allies have been widely accused of repression and human rights abuses as they fight insurgents to maintain control.

Now the Baluch people “feel caught in a war between two countries they can’t control,” said Malik Siraj Akbar, a Washington-based expert on the region. “Bleak social and political conditions in both countries fuel Baluch resistance, and these airstrikes risk pushing more toward armed groups, further destabilizing the region.”

Until recently, a military flare-up with Iran — the first exchange of missile fire between the two countries in recent memory — was seen as almost unimaginable, despite occasional border

violations over the past several years.

Differences have emerged over the decades on issues like terrorism, a failed gas pipeline project, Iran’s close coordination with India and Pakistan’s ties to Saudi Arabia, a top Iranian rival for influence in the region.

But diplomatic relations remained largely cordial, even with the sectarian differences between Shiite Iran and predominantly Sunni Pakistan. After the 1979 Iranian revolution, Iran began funding Shiite institutions in Pakistan. Any escalation in the clash between the two countries could inflame sectarian tensions and pose a serious internal law-and-order challenge in Pakistan.

Iran said it had carried out strikes this week in Pakistan,

as well as in Iraq and Syria, to show it would take the fight to militant adversaries anywhere. Observers said the Iranian authorities were driven by a desire to show strength both domestically and abroad as they face internal challenges to their authority.

On Friday, though, Iran appeared to be heading toward the off-ramp that Pakistan had seemingly laid down. In a statement, Iran said that it “differentiates between Pakistan’s friendly and brotherly government and armed terrorists,” and that it would not allow those militants to “strain these relations” between the two countries.

**Zia ur-Rehman contributed reporting.**



January 23, 2024

## US says Iran waging disinformation campaign to justify Erbil attack

**E**RBIL, Kurdistan Region - US State Department on Tuesday told Rudaw English that it supports the Iraqi government’s stance of labeling Iran’s claims that a Mossad headquarter had been in struck in Erbil as “baseless,” adding that Iran has waged a disinformation campaign to justify the attack.

Last week, Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) launched several ballistic missiles towards Erbil, claiming to target a Mossad base. The strikes resulted in the death of Kurdish businessman Peshraw Dizayee and three others. Kur-

dish and Iraqi authorities have vehemently refuted Tehran’s claim, calling them baseless.

“We stand by Iraq’s government, which has labeled as baseless Iran’s claim that it targeted a purported Mossad headquarters in these attacks,” a State Department spokesperson told Rudaw English’s Karwan Faidhi Dri in an email.

Since the attack, Iranian media has published false photographs, claiming to depict Dizayee with Israeli figures.

“The fact that Iranian propagan-

dists felt the need to doctor photos and wage a disinformation campaign is just the latest reminder that the Iranian regime will not hesitate to lie and fabricate information in order to cover up its destabilizing behavior,” the statement added.

Kurdish authorities have repeatedly denied the presence of any Israeli bases in the Kurdistan Region.

Safeen Dizayee, Head of Kurdistan Regional Government’s (KRG) Department of Foreign Relation, told reporters on Monday that the publication of mis-

information by Iran was an attempt to “cover the crime,” referring to the deadly Erbil strikes.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji last week visited Erbil to assess the aftermath of the Iranian attack. After inspecting the targeted location, he concluded that claims about the presence of a Mossad base in Erbil were “baseless.”

An Iraqi parliamentary committee investigating the incident concluded on Sunday that the targeted area was in fact a residential building, and not, as claimed by Iran, a Mossad base.



The New York Times

By Leily Nikounazar  
and Emma Bubola  
January 23, 2024

## Iran Executes 23-Year-Old Man in Further Crackdown on Protests

Dozens of psychiatrists had appealed for Mohammad Ghobadlou's mental state to be examined before sentencing.

The Iranian authorities hanged a 23-year-old man early Tuesday, the latest in a string of executions linked to the [large-scale protests](#) that shook the country in the fall of 2022.

The man, Mohammad Ghobadlou, who worked in a barbershop, was accused of killing a police officer by running over him with his car. His execution, several months after the last hanging of a protester, illustrated how the government is continuing to crack down on dissent in the wake of that monthslong uprising against the Islamic Republic.

"They are killing us one by one," the actor Ashkan Khatibi [wrote on social media](#) in a post that included a picture of Mr. Ghobadlou's father, a disabled veteran of the Iran-Iraq war, wrapped in a blanket in front of the prison, north of Tehran, where his son was held.

The protests were set off by the death of [Mahsa Amini](#), 22, in September 2022 while she was in the custody of the morality police, accused of violating Iran's hijab law. The months of demonstrations that followed in cities across the country broadened to include demands for social freedom and political change.

The security forces killed hundreds of protesters and arrested thousands. Many of the detained were accused of "moharebeh," a broad term that



A picture obtained by Agence France-Presse outside Iran showed a protester with arms upraised during a demonstration in Tehran in 2022. Credit... Agence France-Presse — Getty Images

means waging a war on God and is typically punishable with death. Iran has [executed least eight people](#) over the protests.

After Mr. Ghobadlou's arrest in Tehran in September 2022, his mother, Masomeh Ahmadi, said that her son's actions had been affected by "bipolar disorder and not taking his medication" and by the overall situation in Iran.

As a result, he "lost his control and was not feeling himself during the incident," she wrote on Instagram. "He wasn't able to make the right decision."

Before his hanging on Tuesday, she appealed for his well-being

in a video that she posted on social media. "Bring my son back to me," she said. "Forgive my son, my sick son."

In the months after Mr. Ghobadlou's arrest, a group of 50 psychiatrists in Iran wrote a letter to the judiciary in which they urged that a committee of professionals examine his health before his sentencing.

The Mizan news agency, which Iran's judiciary oversees, reported on Tuesday that the country's Supreme Court had upheld the verdict and death sentence after a psychological examination.

But Amir Raesian, Mr. Ghobad-

lou's lawyer, said on social media that the Supreme Court had overturned the sentence and that the last information he had received from the judiciary was that the execution had been put on hold, subject to further investigation.

He said he had been informed of the execution only a few hours before it was carried out.

"The execution of #Mohammad\_Ghobadlou has no legal justification and it is undoubtedly considered #murder," Mr. Raesian [wrote on the social platform X](#).

Omid Memarian, an Iran expert with Democracy for the Arab

World Now, a Washington-based advocacy group, said that Mr. Ghabadlou's execution was consistent with the Iranian government's efforts to intimidate those who opposed it.

The country is scheduled to hold parliamentary elections on

March 1, and Mr. Memarian said that while the government had previously relaxed its repression of dissent before pivotal elections to encourage voter turnout, the 2022 protests had changed that.

"That's why we see a deeper

level of repression," he said.

On Tuesday, Amirhossein Mirresmaeili, an Iranian reporter who has followed Mr. Ghabadlou's case, [posted a video](#) on social media of a group of people outside the gates of the prison where Mr. Ghabadlou

was held. He wrote that two of them were Mr. Ghabadlou's mother and aunt.

"You killed him," one of the women tells a guard in the video. "He took to the streets for all of you young people."



January 23, 2024

## Two pro-Iran militiamen killed in airstrike on Syria-Iraq border

**E**RBIL, Kurdistan Region - At least two Iran-backed militiamen were killed on Tuesday in a suspected US airstrike on a truck carrying weapons in eastern Syria near the Iraqi border, a war monitor reported, amid soaring regional tensions from the Israel-Gaza war.

"Two Iranian-backed militias of non-Syrian nationalities were confirmed killed, as a result of likely American airstrikes targeting at least one weapons truck on the outskirts of Al-Sayal of Al-Bukamal in the eastern countryside of Deir ez-Zor," said the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a Britain-based war monitor.

At least three other militiamen were injured and the death toll is expected to rise, according to SOHR. The strikes targeted a weapons shipment and a warehouse near al-Bukamal, where pro-Iran groups maintain a significant presence.

The strikes come amid heightened tensions in the Middle East, with top American ally Israel having intensified its attacks since October 7, carrying out at least 46 strikes on Syrian territory that have killed Iran-affiliated fighters,



Handout photo showing a US Air Force F-15E Strike Eagles flying over northern Iraq on September 23, 2014, after conducting airstrikes in Syria. Photo: Matthew Bruch/DVIDS/AFP

including top commanders of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

American troops and bases in Iraq and Syria have also come under about 140 rocket and drone attacks since mid-October by Iranian-backed Iraqi militia groups condemning Washington's support for Israel in its war against the Gaza Strip, Pentagon Deputy

Press Secretary Sabrina Singh said on Thursday.

According to SOHR, the US has carried out at least 15 attacks on areas where pro-Iran militias maintain a presence in Deir ez-Zor province since the outbreak of the Israel-Gaza war. The strikes have killed at least 27 fighters and have incurred heavy material losses.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against the Islamic State (ISIS), which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2017 and 2019 respectively.

The New York Times

Ben Hubbard and Lara Jakes  
January. 23, 2024

## Turkey Backs Sweden's NATO Bid

The vote in the Turkish Parliament puts the Nordic nation closer to joining the military alliance, easing months of friction that have impeded efforts by the West to isolate Russia over its war in Ukraine.

**T**urkey's Parliament voted on Tuesday to allow Sweden to join NATO, putting the Nordic country one step closer to entering the military alliance and easing a diplomatic stalemate that has clouded Turkey's relations with the United States and hampered Western efforts to isolate Russia over its war in Ukraine.

The measure passed after a vote of 287 to 55, with four abstentions in the 600-member body. It will go into effect once it is published in the country's official gazette, usually a swift formality. That would make Hungary the only NATO member that has not approved Sweden's accession, depriving the alliance of the unanimity required to add a new member.

The bill's passage is a big moment for NATO, paving the way for expanding its deterrence against Russia at a time when some of its members are struggling to provide Ukraine with enough arms to roll back Russia's invasion.

NATO's secretary general, Jens Stoltenberg, said in a statement late Tuesday that he welcomed the news from Turkey, according to Reuters. But, he said, "I also count on Hungary to complete its national ratification as soon as possible."



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, left, with Prime Minister Ulf Kristersson of Sweden, right, and Jens Stoltenberg, the NATO secretary general, in Lithuania in July. Pool photo by Yves Herman

He continued: "Sweden has fulfilled its commitments. Sweden's membership makes NATO stronger and all of us safer."

Sweden's accession would open a vast stretch of Nordic land to potential military operations by the alliance and extend to Sweden the other members' automatic protection should it come under attack.

"Being a full-fledged ally means that if Sweden is under pressure or attack, there is no debate" over whether NATO would defend it, said Camille Grand, a

former NATO assistant secretary general. "As we see very clearly with Ukraine, you can be the closest NATO partner, but if you're not an ally, the debate is different."

Jake Sullivan, President Biden's national security adviser, wrote on the platform X that Turkey's approval of Sweden's bid had been a priority for Mr. Biden. "Sweden is a strong, capable defense partner whose membership in NATO will make the U.S. and the Alliance safer and stronger," Mr. Sullivan wrote.

Despite Tuesday's vote,

Sweden's swift accession is not guaranteed. Turkey could delay filing its formal approval with the alliance, and it remains unclear when Hungary, whose Parliament is in recess until Feb. 15, might provide its assent.

Still, Sweden's prime minister, Ulf Kristersson, praised the "positive" developments in Turkey, writing on the social media platform X, "Today we are one step closer to becoming a full member of NATO."

On Tuesday before the vote, Prime Minister Viktor Orban of Hungary invited Sweden's prime minister to Hungary

to “negotiate” Sweden’s accession, suggesting that Hungary may seek concessions in exchange for its support.

“I am convinced that strong mutual trust must be the foundation of any political and security arrangements between Sweden and Hungary,” Mr. Orban wrote in a letter to the prime minister, which was initially reported by the Swedish newspaper Aftonbladet and confirmed by Swedish officials.

Mr. Orban said he believed that “a more intensive political dialogue can help strengthen the mutual trust between our countries.”

Foreign Minister Tobias Billstrom of Sweden responded that he did not see “any reason to negotiate,” but that the two countries could “have a dialogue and continue to discuss questions,” according to the Swedish news agency, TT.

The vote in Turkey came nearly two years after Russia’s full-scale invasion of Ukraine, when Sweden and Finland, which had been militarily nonaligned for years, formally applied to join the alliance. The process requires the unanimous support of the body’s members (now 31), and most quickly granted their approvals.

But Turkey and Hungary, whose leaders have both maintained cordial relations with President Vladimir V. Putin of Russia throughout the war in Ukraine, held out. Hungarian officials have pushed back on Swedish criticisms of the state of Hungarian democracy, and

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey accused the two Nordic nations of neglecting his country’s security concerns by failing to crack down on dissidents whom Turkey considers terrorists.

Officials from other NATO countries quietly accused Mr. Erdogan of leveraging the alliance’s rules for domestic political gain while publicly lobbying Turkey to change its stance.

Sweden has taken extensive steps to assuage Turkey’s objections, including by amending its Constitution to allow for tougher antiterrorism laws.

In March, both Hungary and Turkey changed course on Finland, and their respective parliaments approved the country’s accession. It joined NATO soon after.

The president of Finland, Sauli Niinistö, wrote on social media Tuesday that he was “very happy that the Turkish Parliament has voted to ratify Sweden’s NATO membership.” He added: “Sweden’s membership will improve security in the Baltic Sea area and make the entire alliance stronger. When Sweden is a member, Finland’s membership is also complete.”

He was joined in his sentiment by leaders in Estonia, Lithuania and Latvia.

Even after Finland’s acceptance into NATO, Mr. Erdogan continued to resist Sweden’s bid, offering reasons that changed over time and prompting a diplomatic guessing game over what issue he would drag into the

debate next.

Before a summit in July, Mr. Stoltenberg announced that Turkey had agreed to back Sweden’s accession bid. Days later, Mr. Erdogan told the Turkish news media that Sweden still needed to do more and that the issue rested with Parliament, not with him.

Also hampering talks over the issue were public burnings and desecrations of the Quran by protesters in Sweden, which prompted Turkey to accuse the Swedish authorities of not doing enough to combat Islamophobia.

Mr. Erdogan also linked the Sweden issue to Turkish demands from other NATO members. He suggested that simultaneously with Turkey backing Sweden, the United States approve the sale of a \$20 billion package of American-made F-16 fighter jets and upgrade kits for jets that Turkey already has. The Biden administration has said it supports the deal, but it has faced resistance in Congress, with members citing the country’s human rights record and its stance on Sweden, frustrating the Turks.

Sweden’s approval appeared to be moving forward in December, when the Turkish Parliament’s foreign affairs committee passed the measure and sent it to the full assembly, in which Mr. Erdogan’s political party and its allies hold a majority. But it was not scheduled for a vote until this week.

Sinem Adar, an associate at the Berlin-based Center

for Applied Turkey Studies, said that it remained unclear what Mr. Erdogan had gained by holding up Sweden’s bid and that the move had cost Turkey by making the country appear unpredictable and unreliable to its NATO allies.

“There is a very significant erosion of trust, which was already weakened, between Turkey and its allies in NATO because at a very important geopolitical moment, Turkey put its own interests ahead of the interests of the alliance,” she said.

Hungarian officials have said they would not block Sweden’s bid if Turkey approved it, but the timing of Hungary’s decision was not immediately clear, nor were the reasons for its foot-dragging.

Over the past year, Hungary has given a wide range of explanations for the delay. It initially cited technical reasons related to the Parliament’s schedule but later complained about a video shown in Swedish schools that cast Mr. Orban’s government in a bad light.

Mr. Grand, the former NATO assistant secretary general and now a defense expert at the European Council on Foreign Relations, said that he assumed leaders in Budapest and Ankara were coordinating their moves and that he had become “more cautious” about predicting Sweden’s quick entry into the alliance.

But after nearly two years, he added, “I think we are now at the point where it becomes sort of ridiculous to further delay it.”



AFP  
23 Janvier 2024

## Mort de Mahsa Amini en Iran : un huitième manifestant exécuté

**L**a répression se poursuit en Iran. Un huitième manifestant qui s'était mobilisé à l'automne 2022 après la mort de Mahsa Amini a été exécuté ce mardi. «La peine de mort de Mohammad Ghobadlou a été appliquée ce matin après 487 jours de procédure légale», indique ce mardi 23 janvier l'agence judiciaire Mizan Online. Une vidéo publiée sur les réseaux sociaux montre la famille du jeune Iranien rassemblée devant la prison de Ghezel Hesar, située à 20 kilomètres de Téhéran et tristement célèbre pour ses conditions de détention. «Vous avez tué mon enfant», entend-on de la bouche de sa mère, en pleurs.

Mohammad Ghobadlou, 22 ans, a été condamné à mort pour avoir renversé des policiers avec une voiture, faisant un mort et plusieurs blessés. Il a aussi été accusé de «corruption sur la Terre» à l'issue d'un procès que les organisations de défense des droits humains ont jugé «inéquitable». Le jeune homme serait bipolaire, selon des documents médicaux publiés par la BBC en persan. Habitant de Téhéran, cet ancien étudiant devenu barbier a été torturé en prison, selon Amnesty International, qui s'était dite «sérieusement inquiète» sur son sort.



Mohammad Ghobadlou. (Capture d'écran X)

### Une exécution jugée conforme à la loi islamique

Les faits s'étaient déroulés durant les émeutes provoquées en septembre 2022 par la mort de la jeune Kurde iranienne de 22 ans, décédée trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté. Sa mort a entraîné des mois de manifestations contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, la jeune femme devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression violente de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Téhéran a accusé principalement les Etats-Unis, ennemi juré de l'Iran, d'être derrière ces protestations.

En février 2023, la Cour suprême iranienne avait accordé à Mohammad Ghobadlou une suspension de l'exécution et confié l'affaire à une autre juridiction afin de procéder à un examen de sa santé mentale, selon un rapport de l'agence de presse iranienne Mehr. Ce mardi, la Cour a finalement approuvé l'application de la peine capitale la jugeant conforme à la loi islamique.

Mohammad Ghobadlou est la huitième personne exé-

cutée après avoir été condamnée pour meurtre ou violences à l'encontre des forces de sécurité lors de ces manifestations. Depuis décembre 2022, la République islamique a exécuté Saleh Mirhashemi Baltaghi, Majid Kazemi, Saeed Yaqoubi Kordafli, Sayed Mohammad Hosseini, Mohsen Shekari, Majid Reza Rahnavard et Mohammad Mehdi Karami. Libération avait publié leur portrait. L'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par an, en grande majorité par pendaison, après la Chine, selon Amnesty International.



Somaya Aqad  
23 Janvier 2024

## Turquie : le parlement entame un débat longtemps retardé sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN

Les parlementaires turcs ont commencé mardi à débattre d'un projet de loi longtemps retardé visant à approuver la candidature de la Suède à l'adhésion à l'OTAN. Le pays scandinave Jusque-là non aligné avait déposé sa candidature à l'OTAN après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les législateurs turcs ont commencé mardi à débattre d'un projet de loi longtemps retardé visant à approuver la candidature de la Suède à l'adhésion à l'OTAN.

La Turquie, membre de l'OTAN, traîne les pieds depuis plus d'un an pour ratifier l'adhésion de la Suède, qu'elle accuse d'être trop indulgente à l'égard des groupes qu'elle considère comme des menaces pour la sécurité. Elle cherche à obtenir des concessions de la part de la Suède, notamment une position plus stricte à l'égard des militants kurdes et des membres d'un réseau qu'Ankara accuse d'être à l'origine d'un coup d'État manqué en 2016.

La Turquie a également été irritée par une série de manifestations de partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Suède.

Le mois dernier, la commission des affaires étrangères du Parlement a donné son

accord pour la candidature de la Suède lors de la première étape du processus législatif, après que le président turc Recep Tayyip Erdogan a envoyé son protocole d'adhésion aux législateurs pour qu'ils l'approuvent.

Le parti au pouvoir de M. Erdogan et ses alliés nationalistes disposent d'une majorité au parlement et le protocole devrait être approuvé lors d'un vote ce mardi. Il entrera en vigueur après sa publication au Journal officiel du pays, qui devrait intervenir rapidement.

Le mois dernier, le vice-ministre des affaires étrangères Burak Akcapar a plaidé en faveur de l'adhésion de la Suède en citant les mesures prises par Stockholm pour répondre aux exigences de la Turquie, notamment la levée des restrictions sur les ventes de l'industrie de la défense et la modification des lois antiterroristes.

La Suède s'est engagée à approfondir la coopération avec la Turquie en matière de lutte contre le terrorisme et à soutenir l'ambition d'Ankara de relancer sa candidature à l'adhésion à l'UE.

Le principal parti d'opposition turc soutient également l'adhésion de la Suède à l'alliance, mais un parti de centre-droit a déclaré qu'il s'y opposerait.

«Les mesures prises par la Suède concernant l'extradition de criminels recherchés ou la lutte contre le terrorisme sont restées limitées et insuffisantes», a déclaré Musavat Dervisoglu, un législateur du Bon parti, au Parlement.

Le président Erdogan a lié la ratification de l'adhésion de la Suède à l'OTAN à l'approbation par le Congrès américain d'une demande turque d'achat de 40 nouveaux avions de chasse F-16 et de kits pour moderniser

la flotte existante de la Turquie. Il a également exhorté le Canada et d'autres alliés de l'OTAN à lever les embargos sur les armes à destination de la Turquie.

Koray Aydin, un autre législateur du Bon Parti, a exhorté le Parlement à ne pas ratifier l'adhésion de la Suède tant que les ventes de F-16 et les kits de modernisation n'auront pas été approuvés à Washington, estimant que la Turquie perdrait un important atout de négociation.

La Suède et la Finlande ont abandonné leurs positions traditionnelles de non-alignement militaire pour chercher une protection sous le parapluie de sécurité de l'OTAN, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. La Finlande est devenue en avril le 31e membre de l'OTAN, après que le parlement turc a ratifié la candidature du pays nordique.



January 24, 2024

## Turkish warplanes bomb Duhok's Shiladze

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish warplanes on Wednesday bombarded the slopes of Mount Kurazhar, approximately two kilometers away from the center of Duhok's Shiladze district, spreading panic among nearby residents.

Locals of the district told Rudaw that clashes between Turkish forces and the Kurdistan Workers' Party (PKK) had been ongoing since 11:00 pm Tuesday, and continued until the Turkish forces began bombarding the mountain at around 9:30 am Wednesday.

Several artillery shells reportedly fell near residential areas, causing fear and panic among the locals.

There have been no reports of casualties or material damage as of the writing of this article.

This winter has been a violent one in the decades-long conflict between the PKK and Turkey. Tensions have escalated be-



Turkish warplanes bombarding Duhok province's mountainous areas on April 18, 2022. Photo: Rudaw

tween Turkish forces and the PKK in Shiladze and Deralok in recent weeks. Clashes between the two sides forced the residents of four Deralok villages to evacuate out of fear for their lives.

Turkey sent its army back into

northern Duhok province in April of last year, launching Operation Claw-Lock with the goal of targeting PKK positions in Metina, Zap, Avashin, and Basyan areas. The operation, according to Ankara, aims to remove the PKK from the border area and

cut off its access to Turkey. In addition to having recently upped its attacks against the PKK in the Kurdistan Region, Turkey has also intensified its targeting of Kurdish fighters in northern Syria due to their alleged ties with the PKK.



January 26, 2024

## Power generation down after Khor Mor attack

**G**as delivery to Kurdistan Region's power plants was halted as a safety precaution after an attack on Khor Mor gas field, leading to a 2,800 megawatt (MW) drop in electricity generation, the

electricity ministry said on Friday.

"At 10:22 pm on 2024/1/25 due to a fire in the Khor Mor gas field, for the sake of the safety of employees and the field, gas

exports to all power plants were suspended and caused a reduction of more than 2800 MW of electricity production," read a statement from the electricity ministry.

The Khor Mor field, a key gas

field operated by the UAE-based Dana Gas in Chamchamal, Sulaimani was attacked on Thursday, according to a security source.

Dana Gas confirmed in a state-

ment on Friday that a liquid storage tank at its Khor Mor gas field was struck by a “suspected drone” strike on Thursday.

“There were no injuries to personnel. Production was temporarily suspended to put out the fire which was extinguished. Operations staff are taking all required measures to resume operations as soon as possible, which is expected soon,” concluded the statement.

The electricity ministry said that as “the situation normalizes, the electricity production will return to normal.”

In September, the Kurdistan Regional Government (KRG) said in a [statement](#) that said that it has boosted electricity production to 3,500 MW.

US Ambassador to Iraq Alina Romanowski condemned the attack on the Khor Mor Gas field.

«I condemn yesterday’s attack

on Khor Mor in Iraqi Kurdistan Region (IKR). The attack damaged infrastructure & exposed millions to power outages in midwinter. The U.S. stands by our partners in Iraq, including the IKR, in support of Iraqi sovereignty & security,» Romanowski said on X.

Since October, there have been frequent attacks on locations in the Kurdistan Region, the majority carried out by Iraqi militias targeting military bases housing United States troops in retaliation for Washington’s

support for Israel in its war in the Gaza Strip.

Khor Mor field has several times come under rocket attacks over the past few years, reportedly by Iraqi militia groups affiliated with Iran. Despite the security threat, Dana Gas said in 2022 that they would be able to meet the Kurdistan Region’s full gas demands in about two years. Khor Mor field produces 452 million standard cubic feet of gas per day, according to Dana Gas.

**Le Monde**

Hélène Sallon  
26 janvier 2024

## Les Etats-Unis décident de négocier avec l’Irak une sortie programmée de leurs troupes

Les discussions doivent définir une feuille de route et un calendrier pour mettre fin à la mission de la coalition internationale de lutte contre l’organisation Etat islamique.

**P**lutôt qu’un départ précipité d’Irak sous la pression des milices pro-iraniennes, dans une douloureuse répétition de la [débâcle d’août 2021 en Afghanistan](#), Washington a choisi de négocier avec Bagdad une sortie programmée de ses troupes. Jeudi 25 janvier, les Etats-Unis et l’Irak ont annoncé que des discussions seraient engagées dans les prochains jours afin de définir une feuille de route et un calendrier pour mettre fin à la mission de la coalition internationale de lutte contre l’organisation Etat islamique (EI).

Face à l’[intensification des attaques menées par ces milices](#) contre des bases américaines en Irak et en Syrie depuis octobre 2023, Washington a ac-

cedé aux demandes de Bagdad d’accélérer la redéfinition de leur partenariat stratégique. Cette réflexion, amorcée en 2020 entre l’Irak et les Etats-Unis, devra également être menée avec les autres membres de la coalition anti-EI, déployée depuis 2014 à l’invitation de Bagdad, dont la France.

Washington ne montre aucun empressement. Selon une source officielle irakienne, citée par l’Associated Press, l’administration américaine plaide pour un retrait d’ici deux à cinq ans. Bagdad souhaite un départ plus rapide. Il n’est pas question pour les Etats-Unis de céder aux menaces des milices pro-Téhéran, qui ne manqueront pas de clamer victoire au départ des troupes

étrangères. A dix mois de la présidentielle américaine, Joe Biden ne veut pas donner raison à son principal adversaire dans la course à la Maison Blanche, l’ancien président républicain Donald Trump, qui raille sa « faiblesse ».

« L’essentiel est d’avoir une planification en bon ordre du retrait des troupes de la coalition anti-EI. L’objectif de ses membres est, au-delà, d’encourager une transition qui débouche sur la mise en place de coopérations bilatérales, ce qui va nécessiter un calendrier et une logistique », estime Selin Uysal, experte de l’Irak au Washington Institute for Near East Policy (Winep). Des discussions auront lieu au sein de la haute commission militaire, mise en place entre Bagdad et

Washington en août 2023, pour évaluer « la menace de l’EI, les exigences opérationnelles (...) et le niveau des capacités des forces de sécurité irakiennes », a indiqué le secrétaire à la défense américain, Lloyd Austin, jeudi.

### Un exercice d’équilibre compliqué

L’objectif, a toutefois précisé le ministre des affaires étrangères irakien, est d’établir un « calendrier précis » sur la « durée de la présence » des conseillers de la coalition internationale anti-EI en Irak et d’engager une « réduction progressive et étudiée » de leurs effectifs. Des discussions étaient déjà menées avec l’administration Biden à la suite du dialogue conjoint de coopéra-



tion sécuritaire, entrepris par Donald Trump et l'ancien premier ministre irakien, Mustafa Al-Kadhimi, en juin 2020, déjà sous la pression des milices pro-Iran.

L'administration Trump avait été contrainte de donner des gages aux autorités irakiennes après avoir provoqué l'ire du camp pro-iranien en éliminant dans une frappe de drone, le 3 janvier 2020, à Bagdad, le [général iranien Ghassem Soleimani](#), le chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution, et son lieutenant en Irak, Abou Mahdi Al-Mohandes, en riposte aux attaques répétées des milices depuis 2019. Donald Trump avait réduit de moitié les troupes stationnées en Irak, à 2 500 hommes.

A sa suite, Joe Biden a acté la fin de la mission combattante américaine en Irak, fin 2021. Les troupes sont restées pour assister et former les forces de sécurité irakiennes. Le dialogue stratégique a été relancé, en août 2023, lors de la visite à Washington du premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani. Ce dernier veut donner des gages au camp pro-iranien qui l'a porté au pouvoir, tout en préservant les liens stratégiques avec Washington.

Cet exercice d'équilibrisme s'est compliqué avec le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas, le 7 octobre 2023. Depuis la mi-octobre, les milices pro-iraniennes ont mené plus de 150 attaques au drone et à la roquette, et une aux missiles balistiques, contre les bases de la coalition en Irak et en Syrie. Les frappes de représailles



Des soldats de l'armée américaine sur la base aérienne d'Al-Asad, à l'ouest de Bagdad, le 1er novembre 2011. ALI AL-SAAD / AFP

américaines ont été condamnées par Bagdad comme une « violation de la souveraineté irakienne ». M. Soudani affirme désormais que la fin de la mission des troupes de la coalition anti-EI est une « nécessité pour la sécurité et la stabilité » de son pays.

#### **Priorité au maintien de la lutte contre l'EI**

« Le retrait des troupes de la coalition internationale n'aura pas une grande incidence sur la lutte anti-EI. Les forces irakiennes sont désormais capables de se charger elles-mêmes de cette menace. Ce qui importe pour les Etats-Unis est le maintien de la relation stratégique, car nous pourrions voir une autre puissance remplir le vide, comme la Russie ou la Chine », estime Michael Knights, expert de

l'Irak au Winep. A cet égard, la diplomatie irakienne a donné, jeudi, des gages, en déclarant que les discussions porteront aussi sur une « évolution vers des relations politiques et économiques bilatérales avec les pays de la coalition ».

La France, l'un des principaux contributeurs au sein de la coalition, a accueilli favorablement l'ouverture d'un dialogue entre l'Irak et les Etats-Unis. « Le basculement vers une coopération sécuritaire au niveau bilatéral était déjà anticipé dans une certaine mesure par la France. Ce peut-être l'occasion pour Paris de tester son acceptabilité dans un pays sous influence iranienne comme l'Irak », estime Selin Uysal. Selon l'experte française, il n'est pas forcément dans les objectifs iraniens de pousser Bagdad à rompre

avec ses partenaires occidentaux.

La redéfinition de cette coopération dépendra des besoins exprimés par Bagdad, notamment en formation et en renseignement. « Cela va nécessairement induire un redimensionnement de la mission menée par la coalition internationale anti-EI », ajoute Selin Uysal.

La lutte contre l'EI reste une priorité pour Paris, en Irak comme en Syrie. Or, la décision américaine de négocier un retrait d'Irak a relancé les interrogations sur le maintien des 900 soldats américains en Syrie. Des responsables du Pentagone ont nié qu'un retrait était envisagé en Syrie, où la résurgence de l'EI constitue une menace réelle.

The New York Times

Edward Wong  
January 26, 2024

# State Dept. Tells Congress It Has Approved Sale of F-16 Jets to Turkey

The department received documents on Friday signed by Turkey's leader approving Sweden's long-delayed entry into NATO. The alliance now awaits word from the lone holdout, Hungary.

The State Department notified Congress on Friday that it had approved a \$23 billion sale of F-16 fighter jets and related equipment to Turkey after the country's leader signed documents to allow Sweden's long-delayed entry into the North Atlantic Treaty Organization, department officials and the Pentagon said.

Although Congress could move to formally block the sale, four senior lawmakers told the State Department on Friday evening that they would not object, after their aides reviewed the documents signed by President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, U.S. officials said.

Congressional officials had demanded to see the documents before signaling their approval of the sale, so the State Department asked Turkey to fly the documents to New York on Friday. The department had someone pick up the documents in New York and bring them to Washington by Friday evening to show the lawmakers.

The department's subsequent formal notification to Congress means the sale will almost certainly occur, satisfying Mr. Erdogan's main condition for supporting Sweden's accession to NATO and potentially helping bring to a close an episode that has strained relations between the United States and Turkey.

Turkey was, along with Hungary, one of two NATO members withholding approval of Sweden's entry into the alliance. Secretary of State Antony J. Blinken had undertaken intense diplomacy since last year, including meeting with Mr. Erdogan in Istanbul this month, to try to change the Turkish leader's mind.

Mr. Blinken discussed the issue with Mr. Erdogan in a visit to Turkey in February 2023, and said three times that Turkey would not get the F-16s if it refused to approve Sweden's accession, a U.S. official said.

The drawn-out process with Turkey has also delayed the sale of F-35 jets to Greece, which became linked to the F-16s in diplomatic talks because Turkey and Greece are long-time rivals, despite both being members of NATO. The State Department also formally told Congress on Friday night it was going ahead with that sale.

Both Sweden and Finland asked to join NATO after Russia's full-scale invasion of Ukraine in February 2022, and almost all of the alliance's members quickly agreed. Finland joined the alliance in April, but Sweden's application languished. While Hungary did not raise specific objections, Turkish officials blamed Sweden for harboring Kurds who Turkish officials said were terrorists.

The Turkish Parliament [voted](#)

[on Tuesday to allow Sweden to join NATO](#), and Mr. Erdogan signed that measure into law on Thursday.

In exchange, the White House made a fresh endorsement of the F-16 sale in a letter sent on Wednesday to the top Democratic and Republican lawmakers on the Senate Foreign Relations Committee and the House Foreign Affairs Committee, which have oversight of arms transfers by the State Department to other nations.

The White House urged the four lawmakers to give their approval, despite their longstanding reservations about some of Turkey's foreign policies and military actions, including its growing airstrikes in northeastern Syria against Kurdish fighters who are partners of the U.S. military in its campaign against the Islamic State.

On Friday night, Representative Gregory W. Meeks of New York, the top Democrat on the House committee, said Mr. Erdogan's signing of the protocols for Sweden's accession was "welcome, if overdue, news for the alliance and the broad bilateral relationship."

The State Department gave the two congressional committees informal notification of the F-16 sale more than a year ago, starting the review process by lawmakers.

Besides asking the department to address concerns over Turkish strikes on the Kurds, law-

makers had also wanted to see assurances from Turkey that it would de-escalate any tensions with the Greek military in the Aegean Sea.

Senator Benjamin L. Cardin, Democrat of Maryland and the chairman of the Senate Foreign Relations Committee, praised Turkey's approval in a statement on Friday evening but expressed concern about some of the country's policies.

"While Turkey plays a critical role in the region as a NATO ally, there is an urgent need for improvement on its human rights record, including the unjust imprisonment of journalists and civil society leaders, better cooperation on holding Russia accountable for its invasion of Ukraine and on lowering the temperature in its rhetoric about the Middle East," Mr. Cardin said.

He also criticized Hungary's "intransigence" on Sweden. Prime Minister Viktor Orban of Hungary [promised on Wednesday](#) to get his legislature to approve Sweden's accession, but gave no timeline for a vote. Mr. Cardin said Mr. Orban had "shown himself to be the least reliable member of NATO."

So far, unlike Mr. Erdogan, Mr. Orban has not asked for a specific quid pro quo, the U.S. official said. But the Biden administration is watching for signs it might need to engage in intense diplomacy with Mr. Orban, too.

## Après un an de tensions, les Etats-Unis approuvent la vente de chasseurs F-16 à la Turquie

La levée de l'opposition turque à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, le 23 janvier, a permis de convaincre les sénateurs américains réticents à conclure cet accord avec un allié imprévisible.

L'un des principaux motifs de tension et d'incompréhension entre les Etats-Unis et la Turquie est en passe d'être levé. Dans un communiqué publié vendredi 26 janvier, le département d'Etat a annoncé qu'il [approuvait formellement la vente de 40 avions de chasse F-16](#) et la modernisation de 76 autres appareils similaires faisant déjà partie de la flotte turque.

Ce contrat d'un montant de 23 milliards de dollars (plus de 21 milliards d'euros) faisait l'objet d'après négociations depuis un an. La levée de l'opposition turque à l'adhésion de la Suède à l'OTAN a enfin permis de convaincre les sénateurs récalcitrants au Congrès – qui ont trente jours en principe pour exprimer leur appréciation – et à l'administration Biden de résoudre ce différend majeur avec un allié aussi important qu'imprévisible et désaligné.

Selon le département d'Etat, ce contrat permettra à Ankara d'assurer « *la défense de son espace aérien, de contribuer aux missions de l'OTAN pour veiller à la sécurité régionale et défendre les alliés de [l'Alliance atlantique], et de maintenir l'interopérabilité avec les forces américaines et celles de l'OTAN.* »

**Livraison d'ampleur à la Grèce**

Les Etats-Unis, dans le même mouvement, débloquent une autre livraison d'ampleur, de 8,6 milliards de dollars : celle de 40 avions de chasse F-35 à la Grèce, rivale régionale historique de la Turquie. En outre, la Grèce « *acquiert gratuitement un très grand nombre d'équipements qui renforcent de manière décisive les trois branches des forces armées, ainsi que les gardes-côtes grecs* », a souligné Kyriakos Mitsotakis, le premier ministre. Il s'agit notamment de frégates, de deux avions de transport C-130, de chars et de véhicules blindés.

Depuis de longs mois, le président turc Recep Tayyip Erdogan – imité par le premier ministre hongrois Viktor Orban – bloquait l'extension de l'OTAN à la Suède. [Le parlement turc a donné son feu vert le 23 janvier](#), après de longues et nouvelles tractations multilatérales, mêlant considérations politiques et militaires. La Hongrie demeure le seul membre de l'Alliance à bloquer le processus, Viktor Orban semblant décidé à obtenir lui aussi des concessions.

En mai 2022, la Suède avait demandé son adhésion en compagnie de la Finlande, dans la foulée de l'agression russe contre l'Ukraine. Mais la Turquie accusait les deux pays de venir en aide sur leur sol à des militants kurdes affiliés au

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation terroriste à ses yeux. Stockholm était aussi soupçonné d'islamophobie. Le 4 avril, la Finlande est devenue officiellement le 31<sup>e</sup> membre de l'OTAN. Il restait à ouvrir la porte à la Suède.

### Chantage entre alliés

Outre ces considérations sécuritaires essentiellement destinées à son propre public, la récompense que Recep Tayyip Erdogan voulait obtenir de Washington, dans une forme de chantage stupéfiant entre alliés, était la modernisation de la flotte aérienne turque.

La signature d'un contrat entre la Turquie et la Russie, en 2017, pour la livraison par Moscou du système de défense S-400, avait été considérée comme un geste inamicale par Washington, qui menaçait l'interopérabilité entre les équipements turcs et ceux de l'OTAN. En 2019, l'administration Trump avait annulé la vente à Ankara d'avions F-35.

En février 2023, 29 sénateurs républicains et démocrates avaient adressé une lettre à Joe Biden, établissant noir sur blanc un lien – évident aux yeux de tous les observateurs – entre la livraison éventuelle de F-16 américains et la levée du blocage turc dans l'élargissement de l'OTAN. De son côté, Erdogan faisait mine de

ne pas comprendre les subtilités des prérogatives du Congrès aux Etats-Unis, qui ne répond pas aux injonctions du pouvoir exécutif.

Cette fois, l'obstacle parlementaire semble surmonté. Dans un communiqué diffusé vendredi, le sénateur démocrate Ben Cardin, président de la commission des affaires étrangères, a signalé qu'il n'avait pas pris cette décision « *à la légère* ».

Il a rappelé toutes les réserves bipartisans que suscitait Ankara au Congrès. « *Si la Turquie joue un rôle essentiel dans la région comme allié dans l'OTAN, il existe un besoin urgent d'amélioration dans ses pratiques en matière de droits de l'homme, dont l'emprisonnement injuste de journalistes et de leaders de la société civile, d'une meilleure coopération pour que la Russie rende des comptes pour son invasion en Ukraine, et d'une baisse de température dans sa rhétorique au sujet du Moyen-Orient* », écrit le sénateur.

L'accession de Ben Cardin à la tête de la commission en septembre 2023 à la place de Bob Menendez, son collègue inculpé pour [corruption au profit de l'Egypte](#), a permis de fluidifier le dialogue entre l'administration Biden et le Congrès.

## Turquie : coup de sifflet au pays des « narcos »

Enquête Sous la houlette du nouveau ministre de l'intérieur, Ali Yerakaya, des opérations antidrogue d'une ampleur sans précédent sont menées dans cet Etat, devenu sanctuaire pour les barons de la drogue du monde entier.

**L**e cliché date du 18 novembre 2023. Un homme est agenouillé, les mains menottées dans le dos, encadré par deux policiers, des gailards encagoulés posant à ses côtés dans un salon luxueux d'Istanbul. Le prisonnier s'appelle Nenad Petrak – ou plutôt Nenat Çelik, depuis ce jour de décembre 2022 où il a obtenu la citoyenneté turque grâce à l'achat d'un appartement d'une valeur de 250 000 dollars, montant minimal à investir dans l'immobilier à l'époque, selon la loi de naturalisation en vigueur en Turquie.



Saisie sur le lieu de l'arrestation de Nenad Petrak, dans une luxueuse résidence d'Istanbul, le 18 novembre 2023. YOUTUBE / @INTERPOL

Fort de sa nouvelle nationalité, d'une lettre de son prénom modifiée et d'un patronyme turquisé, il a vécu, pendant près d'un an, une existence que l'on imagine confortable, sur les rives du Bosphore. Considéré comme l'un des barons de la drogue croate, Nenad Petrak importait de la cocaïne d'Amérique du Sud vers l'Europe. Un trafic qui, de source policière, lui aurait rapporté plus de 27 millions d'euros par mois, en 2020.

Ses sbires avaient la particularité d'être d'anciens boxeurs – lui-même possédait une salle de boxe à Zagreb. [L'homme était d'ailleurs depuis longtemps recherché par la Croatie et par l'Allemagne pour violences et tentatives de meurtre](#), avant qu'Interpol ne finisse par émettre une notice rouge le concernant. L'arrestation du mafieux croate est le résultat d'une opération soutenue par

Europol, impliquant les autorités judiciaires croates et allemandes.

Alors, quand les dirigeants turcs ont diffusé les images de son arrestation, plusieurs médias se sont interrogés sur la facilité avec laquelle une telle figure du banditisme avait pu s'installer dans le pays et obtenir des papiers turcs en règle, malgré l'exigence d'un casier judiciaire vierge, le système de reconnaissance faciale, l'enregistrement des empreintes digitales, que requiert une demande de naturalisation. Des protections dont aurait bénéficié le suspect en haut lieu ont été évoquées, mais aucune enquête n'a encore été ouverte sur d'éventuelles complicités. Et sa nationalité turque exclut de facto toute extradition.

Capture d'écran d'une vidéo de

l'arrestation du baron de la drogue, Nenad Petrak, à Istanbul, diffusée le 23 novembre 2023 sur la chaîne YouTube d'Interpol. YOUTUBE / @INTERPOL

Depuis, presque chaque jour, les médias se font l'écho de saisies et d'opérations policières spectaculaires, laissant entrevoir à quel point le pays est devenu un sanctuaire pour des barons de la drogue originaires du monde entier. Le groupe criminel Comanchero, installé en Australie, soupçonné de trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent, a essuyé un sérieux revers avec la capture, à Istanbul, de [Maximilian Rivkin, suédois d'origine serbe](#), et de Hakan Ayik, binationnel turco-australien – le premier ayant acquis la nationalité turque en achetant deux appartements au second. Chris-

tijan Palic, chef du cartel de la drogue dit « de l'aile des Balkans occidentaux », a été mis sous les verrous après une opération des forces spéciales, dans le quartier stambouliote de Besiktas.

Le même sort a été réservé à Chamil Amirov, dirigeant de la pègre russe, au Néerlandais Isaac Bignan, bras droit de Joseph Johannes Leijdekkers (lui-même considéré comme un acteur-clé du trafic international de cocaïne et tout-puissant dans le port d'Anvers, repéré par Europol en Turquie), dont l'épouse et les enfants ont obtenu la nationalité turque. Idem, encore, pour l'Allemand Eric Schroeder, trafiquant de cocaïne et de marijuana, propriétaire de deux logements dans la résidence Sapphire, le plus haut gratte-ciel du pays...

La liste n'en finit plus. Le 3 janvier, Ali Yerlikaya, ministre de l'intérieur depuis la réélection du président Recep Tayyip Erdogan, fin mai 2023, a annoncé que ses services avaient, en quelques mois, mis fin aux activités de [cinquante-six criminels recherchés par dix-huit pays](#). « *Nous allons tous les mettre en cage, un par un* », [a-t-il promis sur le réseau social X](#). La semaine précédente, il s'était enorgueilli de l'arrestation de 376 personnes suspectées de tremper dans un vaste réseau de stupéfiants, dans une quarantaine de provinces turques. En novembre, 118 autres étaient poursuivies par la justice pour paris illégaux et trafic de drogue.

A cet impressionnant tableau de chasse sont venues s'ajouter les statistiques annuelles : à l'instar de ces cinq dernières années, la Turquie caracole dans le peloton de tête du classement des saisies mondiales d'héroïne. [Selon le rapport 2023 de la direction générale de la sécurité](#), le nombre de saisies de captagon a augmenté de 73,6 % en 2022 par rapport à l'année précédente. Pour la méthamphétamine, il a été multiplié par trois pour la même période.

Il y a manifestement quelque chose de pourri au royaume de Turquie, et le pouvoir a décidé de faire place nette ou, à tout le moins, en affiche-t-il la volonté. La question est de savoir pourquoi tout s'est soudainement accéléré en 2023, avec tant de zèle et pour quels effets ? Pour y répondre, il faut revenir aux origines de ces réseaux criminels et de leurs connivences locales, distinguer comment certains acteurs ont trouvé aide et protection auprès de magistrats et de personnalités influentes jusqu'au sommet de l'Etat.

#### « Mexique de l'Europe »

« *Nous vivons un moment charnière*, affirme Timur Soykan, journaliste d'investigation du quotidien indépendant *Bir-Gün*, [et spécialiste du crime or-](#)

[ganisé](#). *Il y a les arrestations, les saisies de plus en plus importantes de toutes sortes de stupéfiants, y compris de cocaïne provenant d'Amérique du Sud – ce qui est nouveau. Tout cela montre, chaque jour un peu plus, le rôle et le poids considérables de la Turquie comme plaque tournante de la drogue, avec ses réseaux, ses protections, sa longue tradition de liens entre l'Etat et les gangs, ses sommes colossales brassées et blanchies, faisant de ce pays un véritable "Mexique de l'Europe".* »

[Lorsque le Groupe d'action financière \(GAFI\) décide, en octobre 2021](#), d'inscrire la Turquie au rang des « pays soumis à une surveillance accrue », c'est-à-dire de la placer sur sa « liste grise » des Etats s'engageant à remédier aux déficiences stratégiques de leur régime en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les autorités ont regardé ailleurs. Rien n'a été fait pour endiguer l'emprise des réseaux criminels. Cette dégradation infligée par le GAFI – quelques mois après [la publication d'un rapport de la Commission européenne, très sévère, à l'égard d'Ankara](#) – s'est traduite par une chute accélérée des investissements étrangers.

Capture d'écran d'une vidéo de l'arrestation du baron de la drogue, Nenad Petrak, à Istanbul, diffusée le 23 novembre 2023 sur la chaîne YouTube d'Interpol. YOUTUBE / @INTERPOL Saisie sur le lieu de l'arrestation de Nenad Petrak, dans une luxueuse résidence d'Istanbul, le 18 novembre 2023. YOUTUBE / @INTERPOL

Pour ce pays dont l'économie repose essentiellement sur la consommation et le crédit, avec des besoins en infrastructures et liquidités insatiables, les conséquences sont désastreuses. « *Trop longtemps, le gouvernement a refusé d'agir*, poursuit M. Soykan. *Et s'il paraît changer de cap aujourd'hui, c'est qu'il n'a pas*

*d'autre issue : la mafia est devenue puissante au point de menacer les capitaux et les investisseurs.* » Malgré les zones d'ombre, certains épisodes mettent en évidence des complicités étendues. Des juges, enquêteurs et hommes politiques ont laissé sciemment l'appareil d'Etat se gangrener au point de menacer le pays de faillite.

Pour donner la mesure de l'emprise des réseaux criminels, Mahmut Cengiz, professeur associé au département de criminologie, de droit et de société de l'université George-Mason, près de Washington, rappelle l'existence de plusieurs facteurs. Pour cet ancien officier de police à Ankara, exilé aux Etats-Unis depuis 2014, auteur de nombreux ouvrages de référence, il y a d'abord la situation géographique du pays. Longtemps elle-même productrice d'opium, la Turquie constitue un carrefour historique et obligé du trafic entre l'Europe, l'Orient et l'Asie.

Avec l'explosion de la production d'opiacés en Afghanistan, dans les années 1960-1970, la route dite « des Balkans » vers l'Europe occidentale, très vite contrôlée par les trafiquants turcs, s'impose d'elle-même. « *La position centrale du pays, souligne l'expert, a permis aux membres des diasporas, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, de créer des réseaux de collaboration et de transferts de la Turquie vers ces pays de destination.* »

Par ailleurs, la puissance du secteur maritime national dote les trafiquants turcs d'une large autonomie dans l'acheminement des stupéfiants, évitant l'externalisation du transport des marchandises à d'autres partenaires, en particulier aux mafias italiennes. Au trafic des opiacés est ensuite venu se greffer celui, plus récent, des méthamphétamines produites en Iran.

Il y a ensuite l'économie du pays, caractérisée par une hausse constante de l'inflation

depuis 2019 et par une augmentation des taxes, qui élargissent, selon M. Cengiz, le nombre de secteurs où sévissent les fraudes : « *Prenez le pétrole et les cigarettes, la Turquie impose les taxes les plus élevées sur ces deux produits. Les gains engendrés par le pétrole de contrebande – pour ne prendre que cet exemple – incitent des fonctionnaires à y participer.* »

#### Trafiquants d'antiquités, d'armes et passeurs de migrants

Il y a enfin les conflits dans les Etats voisins – notamment la guerre civile en Syrie – qui ont donné naissance à des réseaux criminels florissants, impliquant trafiquants d'antiquités, d'armes et passeurs de migrants. « *Mais le facteur majeur, c'est la corruption endémique du pays qui contribue à créer ce climat propice à l'installation et au développement de groupes criminels* », insiste M. Cengiz. Selon [les indices de Transparency International](#), la situation de la Turquie n'a cessé de se dégrader ces dernières années.

Dans le classement de l'ONG anticorruption, Ankara a obtenu ses meilleurs résultats au début des années 2010. Le pays s'est hissé au 54<sup>e</sup> rang sur 176, en 2012. L'époque est encore au rapprochement avec l'Union européenne (UE) et ses critères d'adhésion. Arrivé au pouvoir fin 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP), la formation créée par Erdogan, avait adopté un train de réformes démocratiques.

L'UE est alors un formidable levier pour faire avancer le pays, mais aussi un instrument garantissant la survie de l'AKP. L'instauration de nouvelles normes et de nouveaux cadres au sein de la police et de la justice entraîne une augmentation des saisies de contrebande et de stupéfiants, ainsi qu'une multiplication des procédures devant les tribunaux. La séduisante promesse « *un Etat propre, une société propre* »,

le slogan de campagne d'Erdogan du temps où il était maire d'Istanbul, semble se concrétiser.

L'âge d'or va durer jusqu'en 2013. Cette année-là, le besoin de devises – déjà – pousse le gouvernement à adopter une loi controversée dite « d'amnistie sur la fortune », destinée à encourager le rapatriement de fonds turcs placés à l'étranger en les exonérant de sanctions financières ou de taxes élevées. Dans la pratique, le fait que les actifs rapatriés ne soient plus questionnés sur leur provenance ouvre la voie à l'arrivée d'argent sale – une manne, qui sera même élargie aux résidents étrangers un peu plus tard.

Dans la rue, cette année 2013 est également marquée par [les soulèvements antigouvernementaux du parc Gezi, à Istanbul](#). Le pouvoir est ébranlé, la reprise en main brutale. Elle marque une étape décisive dans le raidissement autoritaire d'Erdogan. Dès le mois de décembre, une affaire en apporte la démonstration. [Pendant plus d'une semaine, le pays est secoué par un énorme scandale de corruption](#). Les plus hauts représentants de l'Etat, dont le premier ministre, assistent au déballage de conversations privées extraites de leurs téléphones. Le pays découvre l'existence d'un vaste trafic d'or avec l'Iran. Quatre ministres sont mis en cause. Impliqués, les fils de trois d'entre eux sont interpellés. Des liasses de devises sont saisies à leur domicile. Pour le chef du gouvernement, il s'agit d'une « tentative de coup d'Etat judiciaire sécuritaire ». [En quelques mois, le juge de l'affaire est remplacé, les principaux acteurs du dossier absous, le dossier enterré](#). M. Erdogan affirmera plus tard qu'il s'agissait en fait de « complots externes et internes » ourdis par son ancien allié, [le prédicateur Fethullah Gülen, réfugié aux Etats-Unis depuis 1999](#). La chasse aux supposés ennemis de l'intérieur peut commencer.

Le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016 entraîne une vague d'arrestations et de purges sans précédent dans les institutions : 10 % des deux millions de fonctionnaires sont démis de leurs fonctions, 12 % des juges arrêtés, près de 3 400 mis à pied, quatre fois plus de policiers. « *Les gûlénistes, relève M. Soykan, qui s'étaient pendant toutes ces années substitués aux cadres et représentants de l'Etat traditionnels, supprimant et remplaçant la tutelle militaire, ont soudain été sortis du système.* » De quoi provoquer des remous dans le fonctionnement même de l'Etat.

Le trafiquant Nenad Petrak est embarqué par les policiers antinarcos, à Istanbul, le 18 novembre 2023. [YOUTUBE / @INTERPOL](#)

Les cadres victimes de la purge sont en partie évincés par les fidèles du pouvoir en place, au premier rang desquels les hommes du nouvel allié de l'AKP, le Parti de l'action nationaliste (MHP) conduit par Devlet Bahçeli. Cette formation d'extrême droite traîne avec elle son cortège de rumeurs, son goût prononcé pour les descentes coups-de-poing, ses nervis et ses collusions avec les milieux de la pègre. Aux élections de 2018, l'unique revendication de M. Bahçeli ne surprend personne : le vieux chef demande la libération d'[Alaattin Çakici](#), ancien parrain du grand banditisme et membre de la [milice des « Loups gris »](#), arrêté en France, vingt ans plus tôt, en possession d'un passeport diplomatique délivré par le MIT, les services secrets d'Ankara.

Les années suivantes, des scandales de corruption impliquant des acteurs criminels, aussi bien turcs qu'étrangers, s'invitent à la « une » des journaux, mais sans réelles retombées. [Les rapports de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies](#) ont beau pointer du doigt l'« implication croissante de groupes criminels organisés turcs dans le

trafic de cocaïne à travers l'Atlantique », aucune action n'est entreprise pour les démanteler. Sur Twitter (aujourd'hui X), des membres des « Loups gris » saluent en toute impunité le puissant cartel mexicain de Sinaloa et son chef, Ismael Zambada Garcia, surnommé « El Mayo ». Sur le même réseau social, des hommes du cartel en armes louent leurs partenaires turcs.

### Collusions entre les milieux politiques et la pègre

Il faut attendre les vidéos de Sedat Peker, mafieux notoire lié aux ultranationalistes et exilé à Abou Dhabi, en 2021, pour que la question des collusions entre les milieux politiques et la pègre reviennent sur le devant de la scène. Dans ses interventions sur sa chaîne YouTube, vues près de 100 millions de fois, cet ancien soutien inconditionnel de l'AKP y déballe le linge sale. Trafic de drogue, extorsions, assassinats... l'homme accuse le pouvoir d'être associé à la mafia. Il raconte entre autres comment l'un des fils de l'ancien premier ministre Binali Yildirim (2016-2018 ; AKP) était lié à un vaste trafic de cocaïne entre l'Amérique latine et la Turquie. Dans une autre vidéo, il affirme que Süleyman Soyulu, le prédécesseur d'Ali Yerlikaya au ministère de l'intérieur, l'a prévenu, en personne, de l'ouverture d'une enquête à charge contre lui, avant de faciliter sa cavale.

« *Il serait réducteur de dire que l'actuel ministre de l'intérieur est bon et son prédécesseur mauvais*, relativise l'autre grand journaliste turc d'investigation, Cengiz Erdinç, dans une enquête publiée en octobre sur le média en ligne *Kısa Dalga*. *Süleyman Soyulu était soutenu par le MHP et travaillait avec des policiers et des juges. Des opérations ont été menées sous son mandat, mais elles n'ont pas été aussi efficaces et intenses... Aujourd'hui, on ressent une réelle usure : la mafia, le crime organisé et ces problèmes de drogue qui s'étendent aux villes*

*anatoliennes... Le pays est devenu à la fois un marché important et un lieu de transit du commerce international de la drogue, une situation qui crée un malaise, et ce au sein même de la base de l'AKP.* » Comme son confrère Timur Soykan, il dénonce le manque d'entrain des autorités à mener des investigations en profondeur. Il n'y a pas eu de procès d'envergure concernant une affaire de corruption ou de trafic depuis 2016.

A l'impunité se mêlent les négligences coupables. Le cas de Sedat Sahin est exemplaire. Originaire de la mer Noire, ce chef de la troisième plus grande organisation mafieuse de Turquie a été condamné lourdement à de nombreuses reprises – en particulier pour une dizaine de meurtres. Il a été libéré, en juillet 2023. Ses avocats avaient profité des vacances des membres du tribunal pour déposer une demande de sortie anticipée.

Une fois dehors, il a réservé sa première visite à M. Bahçeli, dans son bureau, à Ankara. Le magistrat qui a pris la décision de le libérer a été aussitôt promu et nommé à la Cour suprême. Six mois plus tard, le 2 janvier, changement de paradigme : comme par un étrange retour de balancier, le ministre de l'intérieur annonçait l'arrestation de quinze membres du réseau criminel du même Sahin.

### « Un retour en arrière »

« *Nous sommes peut-être arrivés à une situation pire que celle qu'a connue le pays durant les décennies 1970 et 1980* », avance l'historien Ryan Gingeras. Auteur de *Heroin, Organized Crime and the Making of Modern Turkey* (« héroïne, crime organisé et la genèse de la Turquie moderne », Oxford University Press, 2014, non traduit), première enquête à souligner la continuité de l'existence des gangs, trafiquants et réseaux mafieux depuis la création de la république, en 1923.

Plusieurs de ses enquêtes décrivent ces années sombres qui ont entouré le coup d'Etat militaire de 1980. Les alliances entre dirigeants et groupes criminels se sont alors multipliées : « C'est comme si le pays vivait un retour en arrière, à l'époque où les gens commençaient à parler d'Etat profond, le derin devlet, ces réseaux d'influence informels infiltrés au sein des institutions sécuritaires et politiques du pays. »

Le parallèle avec ces années noires d'une violence inouïe a de quoi faire sourciller, mais il donne une idée assez exacte de la manière dont ces pratiques illégales se sont installées dans le pays. Un peu à l'instar de l'Etat japonais, qui a

utilisé des éléments des **gangs de yakuza**, intimement lié aux droites nippones, note M. Gingeras, les services de sécurité turcs ont établi des liens avec divers groupes ultranationalistes : « Les deux Etats avaient en commun cette peur existentielle des mouvements de gauche, alors en plein essor et perçus comme une force déstabilisatrice. »

Protégés par des acteurs étatiques, les groupes de l'ombre se sont très vite sentis dépositaires de l'autorité publique en Turquie. « Cette structure, dans laquelle les organisations illégales et les institutions du pouvoir se sont développées, encourageant les trafics de drogue, d'armes et les attaques contre les mouvements de

gauche ou révolutionnaires, s'est érigée en propriétaire et en gardienne de l'Etat », avance M. Soykan.

En novembre 1996, le mystérieux « accident de la route » de Susurluk révéla les relations entre de hauts dirigeants – le ministre de l'intérieur et de la justice, Mehmet Agar, figure du MHP, et la cheffe du gouvernement, Tansu Ciller – avec la mafia et les ultranationalistes. Les travaux de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur ce scandale firent d'abord grand bruit. Ils furent tout bonnement enterrés. Seul le chauffeur de camion, accusé d'être à l'origine de l'accident, fut emprisonné.

Dans ce pays, mal en point fi-

nancièrement, la tentation a longtemps été grande de ne pas lutter contre l'« économie grise » en général. « Les sommes brassées par les réseaux criminels sont devenues colossales, observe le spécialiste. Il y a encore quelques années, on disait que celles-ci s'élevaient à 5 milliards de dollars par an. Aujourd'hui, ce montant est bien plus élevé. » Ce qui semble avoir poussé les autorités à réagir. En attendant, Nenat Çelik a fait appel. Ses avocats avancent qu'il n'a commis aucun délit dans le pays. Et comme il est citoyen turc, donc protégé d'une extradition, ils ont tout naturellement déposé une demande de libération.

**Le Monde**

avec AFP  
28 janvier 2024

## L'Iran a lancé simultanément trois satellites pour la première fois, signe du développement de ses activités aérospatiales

Les gouvernements occidentaux craignent que ces systèmes de lancement de satellites intègrent des technologies interchangeable avec celles qui sont utilisées dans les missiles balistiques capables de livrer une ogive nucléaire.

Les activités aérospatiales de l'Iran se développent, malgré les sanctions occidentales. « Pour la première fois, trois satellites iraniens ont été envoyés avec succès dans l'espace avec le lanceur Simorgh construit par le ministre de la défense », a communiqué la télévision d'Etat.

Placés en orbite à 450 kilomètres au-dessus de la surface de la Terre, les satellites Mahda, d'un poids de 32 kilos, et Kayhan 2, ainsi que Hatef, qui pèsent moins de 10 kilos, sont destinés à « tes-

ter des sous-systèmes de satellites » et à des missions de recherche et de télécommunications.

Leur lancement a eu lieu une semaine après celui d'un satellite de recherche, Soraya, mis au point par l'Organisation spatiale iranienne et transporté par une fusée des gardiens de la révolution, Ghaem-100.

Soraya a été placé en orbite à 750 kilomètres au-dessus de la Terre, consacrant « la première fois » que l'Iran envoie un satellite

« au-delà de 500 kilomètres », selon l'agence de presse officielle IRNA.

### Lancement critiqué par l'Occident

Ce lancement a été critiqué par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni dans un communiqué commun, dénoncé par Téhéran comme étant un acte « interventionniste ». L'Iran affirme que ses activités aérospatiales sont pacifiques et conformes à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais les gouvernements occidentaux craignent que ces systèmes de lancement de satellites intègrent des technologies interchangeable avec celles qui sont utilisées dans les missiles balistiques capables de livrer une ogive nucléaire.

La République islamique d'Iran est soumise à des sanctions américaines paralysantes depuis le retrait de Washington en 2018 d'un accord international qui devait limiter les activités nucléaires de l'Iran en échange d'une levée des sanctions internationales.

## Trois militaires américains tués en Jordanie : Joe Biden désigne des groupes pro-Iran et menace de représailles

« N'ayez aucun doute : nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables, au moment et de la manière que nous voulons », a déclaré le président américain, Joe Biden., après cette attaque qui a également fait plus de trente blessés.

Trois militaires américains ont été tués et plus de trente blessés dans une attaque au drone, dimanche 28 janvier, en Jordanie. C'est la première fois que des soldats américains sont tués au Moyen-Orient depuis le début, le 7 octobre, de la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, faisant de nouveau craindre une escalade des tensions sur fond de guerre larvée entre Israël et l'Iran. « Nous allons répondre, » a ainsi lancé le président américain Joe Biden, en marge d'un déplacement en Caroline du Sud, pointant des groupes pro-Iran.

« Aujourd'hui, l'Amérique a le cœur lourd. La nuit dernière, trois militaires américains ont été tués, et plusieurs blessés, dans une attaque de drone sur nos forces basées dans le nord-est de la Jordanie, près de la frontière syrienne », avait déclaré précédemment le président américain dans un communiqué.

« Nous savons que cela a été mené par des groupes de combattants radicaux soutenus par l'Iran opérant en Syrie et en Irak », a dit Joe Biden, ajoutant : « N'ayez aucun doute : nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables, au moment et de la manière que nous voulons ».

### L'Iran réfute les accusations

Téhéran a réfuté sa mise en cause dans cette attaque meurtrière. « Ces accusations sont faites dans un but politique visant à inverser les réalités de la région », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Nasser Kanaani, cité par l'agence officielle iranienne IRNA. « Elles montrent aussi qu'elles sont influencées par des tiers, y compris le régime sioniste tueur d'enfants », a ajouté M. Kanaani pour qualifier Israël, engagé dans une guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza après l'attaque sans précédent perpétré par le mouvement palestinien, le 7 octobre dernier.

« Comme nous l'avons clairement dit auparavant, les groupes de résistance dans cette région répliquent aux crimes de guerre et au génocide commis du régime sioniste », « ils ne prennent pas d'ordre » auprès de l'Iran et « ils décident de leurs actions sur la base de leurs propres principes », a encore assuré le porte-parole iranien.

Selon le Commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom), l'attaque a blessé au moins 34 personnes dans la base, dont huit ont dû être évacuées. « Nous allons prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre les Etats-Unis, nos troupes et nos intérêts », a

poursuivi, dans un communiqué, le chef du Pentagone, Lloyd Austin.

Environ 350 membres de l'armée de terre et de l'air assurent depuis cette base des missions de soutien essentielles, y compris dans le cadre de la lutte contre le groupe Etat islamique, précise le Centcom dans un communiqué.

### Contexte explosif

En cette année électorale aux Etats-Unis, les adversaires républicains de Joe Biden n'ont pas attendu pour critiquer son bilan diplomatique, Donald Trump dénonçant dimanche « la faiblesse, l'abandon » du démocrate.

Le porte-parole du gouvernement jordanien, Muhannad Mubaidin, a de son côté condamné « l'attaque terroriste qui a visé une position avancée à la frontière avec la Syrie », frappant des troupes américaines « qui coopèrent avec la Jordanie pour faire face au terrorisme et sécuriser la frontière. » Il avait dans un premier temps affirmé que l'attaque s'était produite en Syrie.

L'attaque a également été condamnée par l'Egypte, Bahreïn et le Royaume-Uni dont le chef de la diplomatie, David Ca-

meron, a appelé l'Iran à « la désescalade dans la région ». Sur son compte Telegram, la « Résistance islamique en Irak », nébuleuse de combattants issus de groupes armés pro-Iran, avait de son côté revendiqué des « attaques menées dimanche à l'aube avec des drones » contre trois bases en territoire syrien, dont celles d'Al-Tanf et de Rukban, toutes proches du point où se rejoignent Irak, Syrie et Jordanie.

Sami Abou Zahri, un porte-parole du Hamas, a déclaré que la mort des trois soldats « est un message à l'administration américaine » : « La poursuite de l'agression américano-sioniste à Gaza fait risquer une explosion régionale ».

Ces décès militaires américains interviennent dans un contexte explosif. Depuis la mi-octobre, plus de 150 frappes de drones ou tirs de roquettes ont visé les soldats américains et ceux de la coalition, en Irak et en Syrie, répercussion directe de la guerre à Gaza entre Israël, allié de Washington, et le Hamas palestinien, soutenu par Téhéran.

Et, depuis début janvier, Washington a bombardé à de nombreuses reprises des positions des houthistes au Yémen, ces rebelles pro-Iran qui visent le trafic international en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.



The New York Times

By Safak Timur and Emma Bubola  
January. 28, 2024

## Two Masked Attackers Kill 1 in Shooting at Istanbul Church

The Islamic State has taken responsibility for the attack, according to the SITE intelligence group.

**T**wo masked gunmen shot and killed a man during a church service on Sunday morning in Istanbul, Turkish officials said, an attack that the Islamic State later took responsibility for.

In a communiqué issued Sunday evening, ISIS said that the attack was in response to a call by the terrorist group's leadership to target Jews and Christians everywhere, according to the SITE intelligence group, which monitors extremist propaganda.

The attack took place around 11:40 a.m. at the Santa Maria church, an Italian Catholic church in the Sariyer district of Istanbul, the interior minister, Ali Yerlikaya, [wrote on the social media platform X](#). On Sunday night, Mr. Yerlikaya identified the victim as Tuncer Cihan and [said that](#) two suspects had been arrested.

According to SITE, the Islamic State said that the assailants had carried out the attack using pistols, killing one and wounding at least one other.

The government-appointed governor of Istanbul, Davut Gul, said in televised remarks at the scene that the victim was a 52-year-old Turkish citizen.

"Two masked assailants went in, shot at someone and that person was killed," Mr. Gul said.

Among the crowd at the church was the Polish consul in Istanbul,



The police cordoned off an area outside the Santa Maria church in Istanbul on Sunday. Erdem Sahin/EPA, via Shutterstock

bul, Witold Lesniak, with his wife and two of his children. Pope Francis expressed sympathy for the Santa Maria church community on Sunday, and Italy's foreign minister, Antonio Tajani, stated in a [post on X](#) his "sorrow and firm condemnation" of the killing.

Istanbul's mayor, Ekrem Imamoglu, [wrote on X](#), "We will never allow those who try to destroy our unity and peace by attacking the religious places of our city."

Last month, Turkey arrested three people suspected of belonging to the Islamic State who, it said, were planning to attack churches, synagogues

and the Iraqi Embassy in the country, [the state-run Anadolu news agency reported](#). The news agency said that 29 other people connected to the apparent plotters were also arrested.

This month, the Islamic State [claimed responsibility](#) for a bombing attack that killed 84 people in Kerman, Iran, during a memorial for [Maj. Gen. Qasim Suleimani](#).

The Islamic State has been linked to several attacks in Turkey in recent years, including a massacre at a nightclub in Istanbul in 2017, when a lone gunman [killed dozens of people](#) during New Year's celebrations.

In recent decades, Turkey, a predominantly Muslim country with a secular state system, has experienced several attacks against Christian communities, often by the nationalist fringe.

In 2007, [a prominent Turkish Armenian journalist](#), part of the small Christian community in Turkey, was shot dead as he left his office in central Istanbul. That same year, [three evangelical employees](#) of a publishing house were found with their throats slit. In 2006, an Italian priest was [shot to death](#) in the northeastern province of Trabzon, and in 2007, another Italian priest [was stabbed in Izmir](#).



28 Janvier 2024

## Turquie : deux assaillants attaquent en plein office une église italienne faisant un mort

**D**eux assaillants attaquent en plein service religieux une église italienne faisant un mort. Les autorités turques condamnent cette attaque. Le pape François a apporté son soutien au lieu de culte.

Deux assaillants masqués ont attaqué une église catholique romaine à Istanbul pendant les offices du dimanche, tuant une personne, ont déclaré les autorités turques.

Selon un communiqué publié sur X par le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya, les assaillants armés ont attaqué l'église Santa Maria dans le district de Sariyer à 11 h 40, heure locale. Il n'a pas précisé le type d'armes utilisées ni si

d'autres personnes ont été blessées.

Le ministre de l'intérieur a condamné l'attaque et a déclaré que les autorités menées une enquête à grande échelle.

S'adressant aux journalistes, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a présenté ses condoléances et apporté son soutien aux minorités religieuses de la ville, qui, comme l'ensemble de la Turquie, est essentiellement musulmane.

«Il n'y a pas de minorités dans cette ville ou dans ce pays. Nous sommes tous des citoyens à part entière», a-t-il déclaré.

Dans un discours prononcé di-

manche sur la place Saint-Pierre, le pape François a pris acte de l'attentat. «J'exprime ma proximité avec la communauté de l'église d'Istanbul qui, pendant la messe, a subi une attaque armée qui a fait un mort et des blessés», a déclaré le souverain pontife.

S'adressant à l'Associated Press, le neveu de la victime a identifié l'homme décédé comme étant Tuncer Cihan. Il a précisé que la cible était l'église et non son oncle.

«C'était un handicapé mental qui n'avait aucun lien avec la politique ou les organisations criminelles. Il s'est rendu à l'église sur invitation et a été victime du destin», a déclaré Cagin Cihan.

Pour l'heure, la piste terroriste semble être écartée par les autorités, qui privilégient l'attaque ciblée.

Peu après l'attaque, le pape François a apporté son soutien au lieu de culte.

En décembre dernier, les forces de sécurité turques ont arrêté 32 suspects soupçonnés d'entretenir des liens avec des militants de l'État islamique qui planifiaient des attaques contre des églises et des synagogues, ainsi que contre le centre de détention de l'État islamique.



January 29, 2024

## Iraq condemns deadly strike on US base in Jordan

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government on Monday condemned a deadly attack on a military base housing United States troops in Jordan the day before and expressed concern about the recent regional escalation against the backdrop of the Israel-Gaza war.

A drone strike blamed on Iran-

aligned militias on Sunday killed at least three US service members and injured 34 in an American military base in northeast Jordan, near the Syrian border.

"The Iraqi government condemns the recent escalation, particularly the recent attack on the Syrian-Jordanian border," government spokesperson

Basim al-Awadi said in a statement.

"Iraq urges for an end to the cycle of violence and expresses its willingness to collaborate on establishing fundamental rules to prevent further repercussions in the region and curb the escalation of conflict," he added.

US President Joe Biden on Sunday described the deadly strike as a «despicable and wholly unjust attack," vowing that the US will hold the perpetrators responsible at a time and manner of its choosing.

Iranian foreign ministry spokesperson Nasser Kanaani on Monday denied allegations that Tehran was behind the attack.

“These claims are made with specific political goals to reverse the realities of our region and also indicate that they are influenced by third parties,” he said.

Iran-affiliated militias have attacked bases of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS) in Iraq and Syria with rockets and drones over 140 times since October 17. US forces have responded with

several retaliatory strikes, killing at least 12 militiamen in Iraq.

This is the first time US personnel have been directly killed by Iran-affiliated militia strikes since the start of the attacks.

One civilian contractor died of a heart attack during a drone attack on Ain al-Asad airbase in western Iraq’s Anbar province. Multiple “non-serious” injuries among the troops have also been reported.



January 29, 2024

## Suspected Turkish airstrikes destroy house in northern Sulaimani

The rural house is located in Galala village in the Mawat area.

**E**RBIL (Kurdistan24) – A suspected Turkish airstrike destroyed a house in the northern Sulaimani province’s Mawat area without causing any causality, Kurdistan24 has learned.

The airstrike, which has not been officially claimed by Turkey, destroyed the house on Sunday overnight, whose household members were not present during the attack, Kurdistan24 has learned. No causality has been recorded.

The rural house is located in Galala village in the Mawat area.

Turkey has previously targeted the area, alleging it targets the positions of its arch-foe Kurdistan Workers’ Party (PKK) in the area.

Ankara has intensified attacks against the group in both Iraq and Syria after two PKK militants attacked a Turkish inter-



The destroyed house in the Mawat area. (Photo: Submitted to Kurdistan24)

national security organization on October 3.

In northeastern Syria, the strikes had focused on energy and power infrastructure in a bid to weaken the ruling Syrian Democratic Forces (SDF), led by the People’s Protection Units (YPG), which Ankara

considers as the PKK’s Syrian offshoot.

In addition to drone strikes, which have witnessed an increase due to the country’s advanced drone-making industry, Ankara has launched several ground operations against militants in the Kurdistan Region’s

mountainous areas since 2021.

Having been engaged in an armed conflict since the mid-1980s, tens of thousands have been killed from both sides.

*Additional reporting by Kurdistan24 Sulaimani reporter Dalya Kamal*

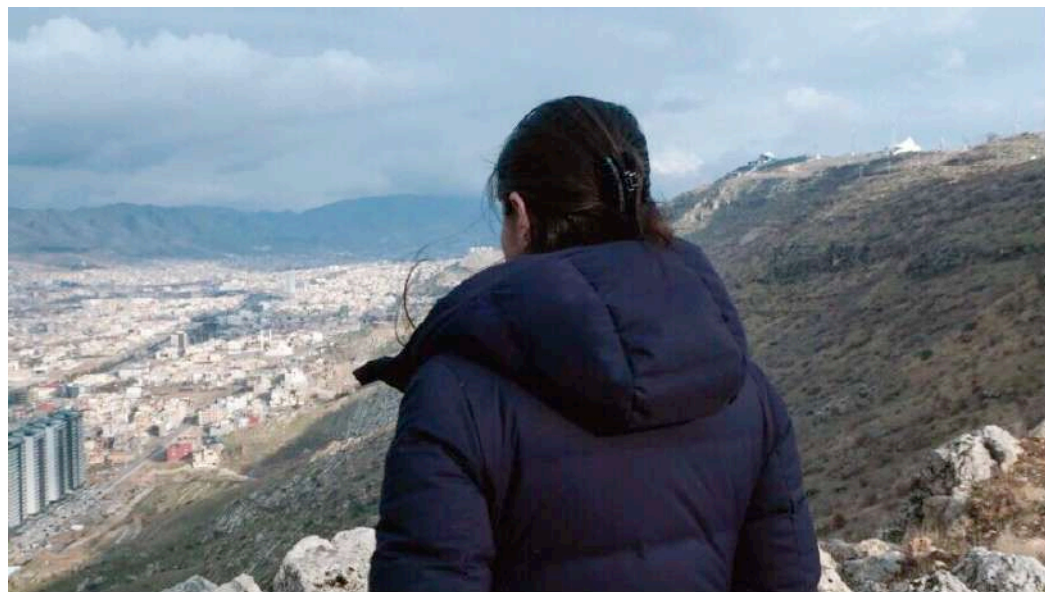
## Yazidis : le drame caché des enfants nés des viols commis par Daech

**J**ean Chichizola Fruit des crimes de l'État islamique contre la minorité religieuse, plus d'un millier de filles et de garçons sont mis au ban de la communauté. Leurs mères n'ont pas eu d'autres choix que de fuir avec eux ou de les abandonner.

Plonger au cœur des ténèbres et en revenir avec un récit de vie et d'humanité. Tel est le pari réussi de la journaliste Pascale Bourgaux, réalisatrice, et coauteur avec le cinéaste kurde Mohammad Shaikhow, du documentaire Hawar, nos enfants bannis\*, sur le drame des enfants nés des viols de femmes yazidies par des djihadistes de Daech.

Après huit ans d'une enquête difficile, Pascale Bourgaux révèle le tabou des tabous : l'omerta qui règne sur le sort de petites filles et de petits garçons nés des viols, « invisibilisés », abandonnés et rejetés même quand leurs mères martyrisées souhaiteraient vivre avec eux (d'autres femmes yazidies rejetant quant à elles des enfants qui leur rappellent leurs bourreaux). Cette tragédie dans la tragédie souligne encore l'horreur et l'ampleur des crimes perpétrés par Daech contre les yazidis, et la responsabilité de l'organisation terroriste et de ses membres.

Car les ténèbres sont bien celles répandues il y aura bientôt dix ans par l'État islamique dans la région de Sinjar (foyer historique des yazidis). En août 2014, les combattants de Daech attaquent les villages où vivent les membres de cette minorité religieuse souvent persécutée par le passé. Un plan d'extermination systéma-



Sous couvert d'anonymat, Ana a eu le courage de briser l'omerta. La jeune femme a retrouvé sa fille Marya, née d'un viol par un djihadiste kurde de Daech.

tique est mis à exécution : assassinats par milliers, tortures, viols et mises en esclavage de femmes, enlèvements d'enfants embrigadés comme « lionceaux du califat »... Des milliers de fillettes et de femmes sont offertes en récompense aux djihadistes. Elles sont violées à répétition et, même si aucun chiffre officiel n'est disponible, plus d'un millier d'enfants seraient nés, âgés aujourd'hui de 4 à 10 ans.

Libérées de l'emprise de Daech au fil des revers des islamistes, les femmes violées ont été accueillies par leur communauté. Mais pas leurs enfants. Confrontés à ceux qu'ils considèrent comme des « bâtards de Daech », les responsables yazidis, tout particulièrement le clergé, les rejettent en s'appuyant sur des traditions ancestrales et sur la volonté de survie d'une communauté qui résiste depuis des siècles aux atrocités

et défend ses spécificités (les mariages mixtes y sont ainsi interdits). Mais, ce faisant, ils ont créé un véritable système de bannissement d'êtres sans défense qui n'ont pas demandé à venir au monde. Les familles yazidies ont suivi les consignes de leurs guides spirituels. Des « abandons » ont été organisés, y compris par des décisions de « tribunaux » de fortune. De faux orphelins ont été envoyés dans des orphelinats en Irak et en Syrie. Certains de ces enfants, absents des registres de l'état civil, ont parfois été donnés en adoption à des couples ne connaissant pas la vérité sur leurs origines. Quant aux responsables yazidis, mais aussi irakiens ou kurdes, ils nient bien souvent purement et simplement l'existence de ces enfants. Une situation qui condamne les femmes voulant retrouver leur progéniture à des choix terribles : abandonner tout espoir, profiter de l'aide de quelques bonnes vo-

lontés étrangères pour aller se terrer dans des refuges secrets avec leurs enfants. Ou, pire encore, rester aux côtés de leurs bourreaux et de leurs familles.

### Un des angles morts de la justice

Le film de Pascale Bourgaux donne la parole à une femme qui a recouvré la liberté et a eu le courage de briser l'omerta. Sous couvert d'anonymat, Ana, il s'agit d'un prénom d'emprunt, évoque Marya, sa fille de 7 ans. L'enfant est née du viol de sa mère par un djihadiste kurde de Daech. En cachette, Ana a pu revoir sa fille, et elle dit son espoir de pouvoir vivre un jour avec elle tout en étant acceptée par sa propre famille.

Si le violeur d'Ana était kurde, on ne peut s'empêcher de se demander, en l'écoutant, combien, parmi ces centaines ou ces milliers d'enfants, sont

les fils et filles de la cohorte de djihadistes étrangers qui ont rejoint Daech. Car des milliers d'islamistes français et européens (mais également des Américains, des Australiens, etc.) ont gagné les terres du « califat » et commis des atrocités, ce qui explique les procédures judiciaires en cours contre certains d'entre eux en

France (nos éditions des 10 août 2020 et 22 novembre 2022), mais aussi en Allemagne, en Belgique ou encore en Suède. Pour l'heure, une source judiciaire française précise qu'aucune enquête n'évoque le cas des enfants.

En l'absence de témoignages mais aussi d'investigations em-

brassant l'ensemble des crimes de Daech, c'est un des angles morts de la justice, comme d'ailleurs les cas d'enfants yazidis enlevés et mobilisés par l'État islamique. En Belgique, où une petite dizaine de dossiers viseraient des djihadistes « locaux », la question des enfants émerge dans certains témoignages. Avec, à chaque fois, la même

constatation : si, comme dans d'autres régions du monde (Bosnie, Congo, Ukraine), la justice internationale poursuit le viol utilisé comme une arme de guerre, le produit de ces viols ne devrait pas être occulté. Car oublier les « bâtards de Daech » serait offrir une victoire morale, mais aussi des recrues potentielles aux bourreaux.



January 29, 2024

## Iran executes four Kurdish political prisoners

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iran on Monday carried out the death sentence of four Kurdish political prisoners on several charges including membership in a Kurdish opposition group.

All four defendants were members of the Komala party, one of several Iranian-Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region that have been accused of fueling protests in the Islamic republic and inciting unrest in the country.

The four prisoners, identified as Mohsen Mazloum, Mohammad Faramarzi, Vafa Azarbar, and Pejman Fatehi, were accused of planning "to carry out a bombing operation in an equipment manufacturing plant attached to the Ministry of Defense in Isfahan," the judiciary's Mizan Online said.

The Hengaw Organization for Human Rights, a rights watchdog, condemned the executions and said that the defendants were deprived of



The four Kurdish prisoners who were executed. Photos: Submitted

their rights to a fair and free trial during the process. "Even by the standards of the Islamic Republic of Iran, the minimum requirements for a fair trial were not met in their case. The proceedings of the case were shrouded in complete secrecy, as the death sentences were both issued

and confirmed by the Supreme Court," Hengaw said.

Each of the defendants also received an additional ten years of imprisonment on charges of "forming a gang," according to Mizan.

In February 2023, Iran blamed

Israel for a drone attack on a military facility belonging to the defense ministry in Isfahan. Iran and Israel have been engaged in a shadow war consisting of long-running covert attacks on Iranian military and nuclear facilities, as well as sabotage and cyber-attacks.

## Joe Biden face au risque de l'escalade avec l'Iran après la mort de trois soldats américains en Jordanie

Les militaires ont été tués dimanche par l'explosion d'un drone sur une base des Etats-Unis, implantée en lisière de la frontière syrienne.

Il s'agit des premières pertes encaissées par Washington depuis que les milices pro-iraniennes ont intensifié leurs attaques, mi-octobre, en réponse aux bombardements israéliens sur Gaza.

**R**estaure la dissuasion américaine sans provoquer une confrontation armée avec l'Iran : la riposte à la mort, dimanche 28 janvier, de trois soldats américains dans une attaque contre une base à la frontière entre la Jordanie et la Syrie pose un choix cornélien à Joe Biden. « *Nous allons répondre* », a assuré le président américain, accusant des « *groupes de combattants radicaux soutenus par l'Iran opérant en Syrie et en Irak* ». Alors que le camp républicain appelle à une frappe directe contre l'Iran, M. Biden a ajouté : « *N'ayez aucun doute : nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables, quand et comme nous le voulons.* » C'est la première fois que des militaires américains sont tués par des tirs de milices pro-iraniennes au Proche-Orient depuis que ces attaques se sont intensifiées, en réponse aux bombardements israéliens sur la bande de Gaza, mi-octobre 2023.

L'attaque, menée au moyen d'un drone, a visé dimanche matin la base T-22 dans le nord-est de la Jordanie, à la frontière avec la Syrie. Selon le Commandement central américain au Moyen-Orient (Centcom), 350 membres de l'armée de terre et de l'air y sont stationnés, notamment dans le

cadre de la lutte contre l'organisation Etat islamique. En plus de tuer trois soldats, la frappe en a blessé 34 autres, dont 8 ont dû être évacués vers la Jordanie, a précisé le Centcom. Les défenses aériennes n'ont pas réussi à intercepter le drone, lancé depuis la Syrie.

Dimanche, la Résistance islamique en Irak a revendiqué des attaques au drone contre trois bases américaines en territoire syrien, citant notamment la zone de Rukban, dont est proche la base de soutien logistique T-22. Depuis le 17 octobre, cette nébuleuse de milices irakiennes proches de l'Iran a revendiqué près de 160 attaques au drone, à la roquette et au missile balistique contre des bases américaines en Syrie et en Irak. Ces tirs n'avaient fait jusque-là que des blessés légers.

### Interception d'armes iraniennes

Ces groupes fustigent le soutien de Washington à Israël et réclament le départ des troupes américaines de la région. Les Etats-Unis ont répondu par des frappes ciblées en Irak et en Syrie. La Jordanie, qui accueille 3 000 soldats américains, est visée pour la première fois. Un responsable sécuritaire jordannien, cité sous le couvert de

l'anonymat par l'agence Reuters, a appelé Washington à lui livrer des batteries de défense aérienne Patriot.

Alors que ni l'Iran ni les Etats-Unis ne souhaitent une confrontation armée, les deux pays ennemis sont entraînés dans une escalade depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, le 7 octobre 2023. Les groupes alliés à Téhéran au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen ont accentué leurs attaques contre Israël et son allié américain pour exiger un cessez-le-feu à Gaza.

A la tête d'une force navale multinationale déployée en mer Rouge pour empêcher les attaques des houthistes yéménites contre des navires marchands, les Etats-Unis ont mené plusieurs séries de frappes au Yémen. Le 11 janvier, deux soldats américains ont disparu en mer au large de la Somalie, lors d'une interception d'armes iraniennes destinées aux houthistes.

### « Frappez l'Iran »

« *Je suis convaincu que l'administration Biden réagira de manière délibérée et proportionnelle* », a déclaré le sénateur démocrate Jack Reed, qui dirige la commission des forces armées

au Sénat américain. Mais, à dix mois de la présidentielle, Joe Biden est sous la pression du camp républicain, qui critique sa « *faiblesse* », à l'instar de son principal adversaire, l'ancien président Donald Trump. [En janvier 2020, ce dernier avait ordonné l'élimination du général Ghassem Soleimani](#), le chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution iraniens, en réponse aux attaques de milices irakiennes contre des bases américaines.

« *Les réponses de l'administration Biden jusqu'à présent n'ont fait qu'inviter à davantage d'attaques*, a estimé le sénateur républicain Roger Wicker, qui siège à la commission des forces armées au Sénat. *Il est temps d'agir rapidement et de manière décisive, à la vue du monde entier.* » « *Frappez l'Iran maintenant. Frappez fort* », a lancé le sénateur républicain Lindsey Graham.

Téhéran nie toute implication dans l'attaque et « *dans les décisions prises par les groupes de résistance sur la manière avec laquelle ils soutiennent la nation palestinienne* », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Nasser Kanan. « *La République islamique ne souhaite pas l'expansion du conflit au Moyen-Orient* », a-t-il ajouté.

The New York Times

By Helene Cooper, Eric Schmitt and  
Julian E. Barnes  
January 29, 2024

## Iran has cultivated a web of proxy forces in Iraq and Syria.

**A** framework agreed upon by the United States, Israel, Qatar and Egypt proposes a six-week cease-fire for Hamas to exchange some hostages for Palestinian prisoners.

Israeli soldiers in central Gaza this month, during an escorted tour by the military. Avishag Shaar-Yashuv for The New York Times

The political chief of Hamas, Ismail Haniyeh, announced on Tuesday that the militant group had received a proposal to pause the fighting in Gaza, after representatives from four nations agreed to present the group with a framework that would begin with a six-week cease-fire to allow for the release of more hostages.

Mr. Haniyeh said in a statement that Hamas was studying, which included officials from the United States, Israel, Qatar and Egypt. Mr. Haniyeh added that Hamas had received an invitation to Cairo to discuss “the framework agreement from the Paris meeting.”

A health-care worker in a room at Ibn Sina hospital in Jenin in the West Bank on Tuesday, after Israeli soldiers killed three suspected militants. Alaa Badarneh/EPA, via Shutterstock

Israeli forces stormed a Palestinian hospital in the occupied West Bank early Tuesday morning, killing three militants, including a commander in Hamas, according to the Israeli military and Palestinian officials.

The top Palestinian health official in Jenin, Wisam Sbeihat, said that Israeli forces had entered Ibn Sina Specialized Hospital in the northern West Bank city of Jenin dressed in civilian clothes and carrying weapons. They then

went to the room where the Hamas commander, Mohammad Jalamneh, 27, was staying with two friends, and shot all three dead, Mr. Sbeihat said.

A UNRWA vehicle in southern Gaza on Monday. Haitham Imad/EPA, via Shutterstock

Aid groups working in Gaza expressed dismay at the decision by some donor nations to suspend funding to the main U.N. agency operating in the territory, calling the move “reckless” at a moment when the humanitarian crisis there is rapidly getting worse.

The United States and at least eight other countries said in recent days that for the agency, known by the acronym UNRWA, after Israel presented allegations that a dozen of its employees had played a role in the Oct. 7 Hamas attack or its aftermath. The attacks left at least 1,200 people dead and about 240 taken hostage, according to Israeli estimates.

Soldiers killed at a U.S. base in Jordan were, from left, Specialist Breonna Alexsondria Moffett, Sgt. William Jerome Rivers and Specialist Kennedy Ladon Sanders. U.S. Army Reserve

The Department of Defense on Monday identified three Army Reserve soldiers who were killed at a U.S. base in Jordan on Sunday in what the Biden administration said was a drone attack from an Iran-backed militia. The department said at least 34 other service members were wounded in the attack.

Those killed were Sgt. William Jerome Rivers, 46, of Carrollton, Ga.; Specialist Kennedy Ladon Sanders, 24, of Waycross, Ga.;

and Specialist Breonna Alexsondria Moffett, 23, of Savannah, Ga.

Photographs of Khataib Hezbollah fighters who died fighting in Iraq near Baghdad in September. Emily Garthwaite for The New York Times

Iran has long cultivated proxy forces across the Middle East, but nowhere do they present a more complex picture than in Iraq and Syria, where they have repeatedly challenged U.S. military forces in the region.

The Biden administration on Sunday said a drone attack from an Iran-backed militia killed three U.S. service members on a base in a remote desert area in Jordan, the first known American military fatalities from hostile fire since Israel began its campaign in Gaza. But although the Iran-backed militias who call themselves the Axis of Resistance claimed responsibility for the attack, no individual group has said it launched the drone.

U.S. forces during an exercise in northeastern Syria in 2021. Baderkhan Ahmad/Associated Press

Three U.S. soldiers died on Sunday in what the U.S. said was a drone strike by an Iran-backed militia in Jordan, the first known fatalities among American military forces in the Middle East since Hamas launched attacks on Israel from Gaza on Oct. 7.

The U.S. military has troops stationed in Iraq, Syria and Jordan in large part to prevent the resurgence of the Islamic State, one of the most-feared terrorist organizations in recent history. Here is more on the U.S. military presence in the region.

[Thousands of people in India are](#)

[applying to work in Israel](#), whose need for labor has grown since the Hamas-led attack on Oct. 7. Much of Israel’s foreign work force has left, work permits issued by Israel to Gazans have been annulled and many West Bank residents have been denied entry.

In India, which suffers from high unemployment and inflation in food and fuel prices, crowds of job seekers have been filling recruitment centers in northern states of Uttar Pradesh and Haryana, where Israel says it is recruiting for around 10,000 positions.

Israeli officials have said the recruitment in India is not intended to fill the gap left by Palestinian workers, but to meet an expanded quota for Indian workers under an agreement signed by the two countries last May. Among the main needs: workers with experience in plastering, steel fixing and ceramic tiling.

— [Shawn Paik and Sameer Yasir](#)

The United Nations agency tasked with aiding refugees in the Gaza Strip does not carry out exhaustive background checks of its employees, but it delivers a list of its thousands of staff members in the enclave to Israeli authorities annually, current and former officials in the organization said on Monday.

The agency, known as UNRWA, was thrust into a crisis over the weekend, after Israel on Friday accused 12 of the group’s employees of participating in the Hamas-led attacks on Oct. 7 or their aftermath. Several donor countries, including the United States, have temporarily suspended funding to the relief group, raising concerns that access to desperately needed aid in Gaza will be cut back.

## En Iran, les exécutions politiques se multiplient

Quatre détenus kurdes accusés par Téhéran de collaboration avec Israël ont été pendus lundi. En 2023, le nombre de prisonniers exécutés par la République islamique aurait augmenté de 68 %, selon Human Rights Activists News Agency.

**M**algré les demandes des défenseurs des droits humains, l'Iran a pendu, lundi 29 janvier, à l'aube, quatre prisonniers politiques. D'origine kurde, ils s'appelaient Mohsen Mazloum, Hazineh Faramarzi, Vafa Azarbar et Pezhman Fatehi. Arrêtés en juillet 2023 dans la ville d'Ouroumieh, située dans le nord-ouest de l'Iran, ils ont été accusés par Téhéran de collaboration avec Israël, l'ennemi juré de la République islamique, et d'avoir planifié une opération de sabotage dans une usine à Isfahan.

Selon le régime iranien, les quatre hommes auraient été arrêtés avant ladite opération. Leurs familles nient ces accusations, précisant que ces derniers, détenus dans un lieu inconnu, ont fait l'objet de tortures. Amnesty International a dénoncé ces exécutions qui surviennent « dans un contexte d'augmentation alarmante du nombre d'exécutions par les autorités iraniennes, utilisées comme outil de répression politique contre les manifestants, les dissidents et les minorités ethniques opprimées, en particulier les Kurdes et les Baloutches, qui sont visés de manière disproportionnée par la peine de mort ».

Depuis plus d'un an, l'Iran se livre à un nombre record d'exécutions, en majorité appliquée à des personnes accusées d'être liées au trafic de drogue. Selon le groupe Human Rights Activists News Agency (HRANA), en 2023, au moins 746 personnes ont été exécutées par la justice iranienne, soit une augmentation de 68 % par rapport à l'année précédente.

En novembre 2023, déjà, l'organisation Iran Human Rights dénonçait le nombre d'exécutions annuel le plus élevé depuis huit ans. Les exécutions politiques ont, elles aussi, augmenté.

« Une vengeance avant le crime »

Quelques mois après l'arrestation des quatre Iraniens tués lundi, la télévision nationale avait diffusé une vidéo dans laquelle ils reconnaissent les charges retenues contre eux. Ces aveux, disent les familles et les organisations des droits humains, ont été extorqués sous la torture, une pratique fréquemment utilisée par Téhéran. Pendant le procès, selon les proches des quatre condamnés à mort, ces derniers n'ont pas eu accès à l'avocat de leur choix et ont été représentés par des défenseurs imposés par le pouvoir judiciaire, ce qui enlève aux accusés la possibilité de bénéficier d'une défense équitable.

Dans un entretien accordé à Iran Human Rights, le 27 janvier, Joanna Taimsi, l'épouse de Mohsen Mazloum, explique que son mari et ses trois amis avaient passé un an et demi en prison sans que leurs proches aient aucune information sur leur lieu de détention ou leur état de santé : « Il y a quelques jours, notre avocat a appris la condamnation à mort [en première instance] de mon époux et celle de ses amis. Elle a été confirmée en vingt-quatre heures par la Cour suprême. » Joanna Taimsi explique que ni son mari ni les trois autres détenus n'avaient d'arme et que leurs activités étaient purement

politiques et en lien avec le parti Komala, un groupe d'opposition kurde iranien en exil au Kurdistan irakien. Historiquement, Komala a mené une insurrection armée contre Téhéran, mais, ces dernières années, son activité militaire a décliné.

Peu après leur exécution dans la prison de Ghezel Hesar, située dans la ville de Karadj, à 30 kilomètres de Téhéran, Masoud Shamsnejad, l'avocat choisi par les familles, a dénoncé sur X la pendaison de ses clients, qui avaient été arrêtés avant l'exécution du présumé sabotage dont ils ont été accusés. « Une vengeance avant le crime », s'est-il désolé.

« Levier de pression » aux mains du régime

Ces exécutions surviennent après celle d'un autre jeune Iranien, Mohammad Ghobadlou. Agé de 23 ans, il a été pendu, le 23 janvier. Il était accusé d'avoir tué un officier dans une manifestation contre le régime en octobre 2022. Sa famille et son avocat faisaient valoir que l'homme, souffrant d'un trouble bipolaire, avait arrêté tout traitement quelques mois avant son arrestation. Mohammad Ghobadlou a été la neuvième personne à avoir été exécutée en lien avec le mouvement de contestation, lié à la mort, en septembre 2022, de la jeune Mahsa (Jina) Amini, en garde à vue pour « ne pas être assez couverte ».

« La République islamique d'Iran a multiplié le nombre et la vitesse des exécutions depuis l'attaque du Hamas en Israël, le 7 oc-

tobre 2023, parce que l'attention du monde entier est détournée sur une autre actualité que les droits humains en Iran, explique Saeid Dehghan, avocat et fin connaisseur du pouvoir judiciaire iranien. Pour Téhéran, la répression nue crée une forte dissuasion. Plus d'exécutions veulent dire moins de contestation. Et maintenant que les rues iraniennes sont plus calmes, il est temps de terroriser. »

L'avocat iranien qui vit désormais au Canada demande, avec plus de 300 autres personnalités dissidentes iraniennes, que le voyage de la haut-commissaire adjointe aux droits de l'homme des Nations unies Nada Al-Nashif à Téhéran, prévu à partir du 2 février, soit reporté. Ils préconisent, dans une lettre ouverte, que le voyage n'ait pas lieu au moins avant la publication du premier rapport de la mission d'établissement des faits de l'ONU, prévue en mars, et l'annonce de l'avis du Conseil des droits de l'homme. « Aujourd'hui, dans le domaine des droits humains, l'Iran applique la logique qu'il utilise pour son programme nucléaire. C'est-à-dire qu'avant chaque round de négociations avec la communauté internationale, ce pays accélère son enrichissement de l'uranium afin d'avoir un levier de pression, soutient l'avocat. En accélérant et multipliant les exécutions, Téhéran entend faire monter les enchères avant mars. Dans ce contexte, le pouvoir peut utiliser la visite de M<sup>me</sup> Al-Nashif à Téhéran à des fins de propagande et dans le but de diminuer les pressions sur lui. »





Karwan Faidhi Dri  
January 30, 2024

## Pentagon, Peshmerga hold inaugural executive committee meeting in Erbil

**E**RBIL, Kurdistan Region - Senior military officials from the United States and the Kurdistan Region on Monday held the inaugural Peshmerga Executive Steering Committee meeting in Erbil, assessing progress on reforms within the Kurdish forces, according to a joint statement by the Pentagon and the Kurdistan Region Presidency.

The meeting took place at the Kurdistan Region Presidency headquarters in Erbil, according to the joint statement released on Tuesday.

“The committee met to assess progress on Peshmerga reform objectives outlined in the U.S. DoD – Kurdish Region Government (KRG) Ministry of Peshmerga Affairs Memorandum of Understanding (MOU) that was renewed in September 2022,” it added.

The signing of the first MoU was first signed in 2016 during the presidency of Masoud Barzani, leader of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP).

The US has provided the Kurdish Peshmerga with several rounds of military aid over the years, namely in the fight against the Islamic State beginning in 2014.

“The committee reviewed the progress made towards Peshmerga reform and agreed upon



Senior US and Kurdish officials hold the inaugural Peshmerga Executive Steering Committee meeting in Erbil on January 29, 2024. Photo: KRP

the milestones for the next year as part of the shared long-term commitment to unify Peshmerga forces under the Ministry of Peshmerga Affairs (MoPA) and build a professional, capable force to ensure the enduring defeat of ISIS,” read the joint statement.

The Peshmerga ministry “has made significant progress towards financial and force structure reform,” according to the statement which stressed that the Pentagon and the Peshmerga ministry look forward to “the continued advancement” of reform efforts outlined in the 2022 MoU.

“The United States stands with the people of Iraq, including the people of the Kurdistan Region, as they build a strong, stable, and sovereign Iraq,” it noted.

Pentagon spokesman Brigadier General Pat Ryder told Rudaw’s Diyar Kurda during a press briefing late Tuesday that US has a «long-standing relationship» with Peshmerga «as it pertains to its association with the Iraqi security forces.»

He added that the joint statement by the Pentagon and the Kurdistan Region Presidency «lays out what efforts are being made to further bolster and

strengthen that relationship within the auspices of the Government of Iraq and the Iraqi security forces.»

Ryder noted that «We’ll continue to use that opportunity to help ensure that our Peshmerga partners have the capabilities they need to support broader Iraqi security and stability. And you know when we have updates will certainly pass it along.»

Although the Peshmerga forces are nominally under the authority of the ministry, control of the two largest units is divided between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP.



# Kurdistan's Weekly Brief | January 30, 2024

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

The Iranian regime [executed](#) four Kurdish political prisoners on Monday at the infamous [Ghezel Hesar prison](#) in Karaj. The four Kurds, Mohsen Mazloun, Vafa Azarbar, Pejman Fatehi, and Mohammad Faramarzi, were arrested in the summer of 2022 in Urmia and charged with spying for Israel, a charge often levied against political prisoners, and membership of the Komala Party of Iranian Kurdistan. Mazloun, Azarbar, Fatehi, and Faramarzi were then [sentenced to death](#) in September 2023 for "spreading corruption on Earth." Several human rights groups [called](#) for a public strike on Tuesday to protest the executions. The [Komala Party](#) and the [Democratic Party of Iranian Kurdistan \(PDKI\)](#) also condemned the executions and the regime. Meanwhile, the Kurdistan Human Rights [Network reported](#) the regime executed three more Kurdish men on charges unrelated to political activity. Lastly, the Hengaw Organization for Human Rights [revealed](#) that Iranian authorities arrested fourteen Kurdish activists and civilians in Bokan, Piranshahr, Marivan, Shinno, Jwanro, Baneh, Miandoab, and Mehabad.

Iranian President Ebrahim Raisi met with Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Ankara on January 24 to discuss Gaza and trade opportunities. The Turkish state-owned outlet TRT World [reported](#) Erdogan also stressed the "importance

of Iranian support in Turkey's fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK)." In addition, the Iranian government [released](#) footage of Raisi and Erdogan signing "ten cooperation documents" intended to expand "economic cooperation and regional interaction."

## Iraq

A U.S. defense system foiled at least two drone attacks on a base inside Erbil International Airport. Iranian-backed militias previously struck the [Khor Mor gas field](#) with drones on Thursday, which caused millions of people to lose power. Meanwhile, Rudaw disclosed the Iraqi government did not file a complaint against Iran at the United Nations Security Council as it said it would after the [Iranian ballistic missile attack](#) on Erbil. Separately, the U.S. Treasury Department [designated](#) three leaders of Kata'ib Hezbollah and three companies, including the Iraqi airline Fly Baghdad and [al Huda Bank](#), for supporting the Islamic Revolutionary Guard Corps' Quds Force (IRGC-QF) and Iranian-backed militias through activities like money laundering and arms smuggling. Finally, Kurdistan Regional Government (KRG) officials [denounced](#) Iran's [deadly attack](#) on U.S. forces in Jordan and called it "cowardly." At the same time, KRG officials [expressed support](#) for U.S. and Iraqi plans to discuss the [bilateral security partnership](#) between the two countries.

The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) [called](#) on Congress to take action "to help persuade" the Iraqi government to resume Kurdistan's oil exports, which have paused since March of 2023. The APIKUR said that over ten billion dollars of US and international investment is at risk due to the pause of the exports. The APIKUR also called for the implementation of Iraq's budget law in order for the investing companies in the region to be paid. Kurdistan's public employees remain unpaid for the fourth month in a row as Baghdad refuses to release Kurdistan's allocated budget.

## Syria

The Pentagon denied [reports](#) the U.S. was planning to withdraw from Syria. On January 22, al Monitor claimed [U.S. officials discussed a plan](#) to withdraw from Syria and protect the Syrian Democratic Forces (SDF) by partnering them with the Assad regime to fight ISIS (Da'esh). On another note, the SDF, backed by U.S. forces, launched a new security operation targeting Da'esh terrorists in al Hol camp, which continues to house thousands of Da'esh members and their relatives. SDF officials [said](#) Da'esh has been exploiting the "dire humanitarian conditions" of the camp and the "preoccupation of SDF military and security forces with confronting attacks from Turkey." In addition, the SDF revealed Da'esh was planning an attack on al Hol in co-

ordination with terror cells inside the camp. Simultaneously, the SDF conducted a [massive security operation in Raqqa](#), arresting numerous criminals, Da'esh operatives, and Assad regime mercenaries.

## Turkey

On January 29, the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy (DEM) unveiled its candidates for the upcoming municipal elections during a significant gathering in Diyarbakir (Amed). Beyond the Kurdish Region, the DEM party has nominated candidates in at least three provinces, including Konya, Mersin, and Kaysari. In Istanbul, one of the country's largest Kurdish constituencies, the DEM party has not yet disclosed its candidates, pending ongoing discussions with the main opposition Republican People's Party (CHP). In the 2019 elections, Kurdish voters in Istanbul supported the CHP candidate, who is the current mayor, in a bid against the ruling Justice and Development Party (AKP) led by President Erdogan. However, it remains uncertain whether the DEM will endorse the CHP candidate again, considering the opposition's stance on the Kurdish question. On a different matter, the DEM party strongly [condemned](#) the terrorist attack that occurred during a Sunday mass in Istanbul, resulting in the [death of a civilian](#). The party pointed fingers at the government, attributing the attack to what they called "racist, marginalizing, and discriminatory" policies.

The New York Times

Leily Nikounazar and Peter  
Baker contributed  
January. 30, 2024

## Iran Denies Ordering Drone Strike as Biden Weighs a Response

The deaths of three U.S. service members were the first known fatalities from hostile fire since the start of Israel's war against Hamas.

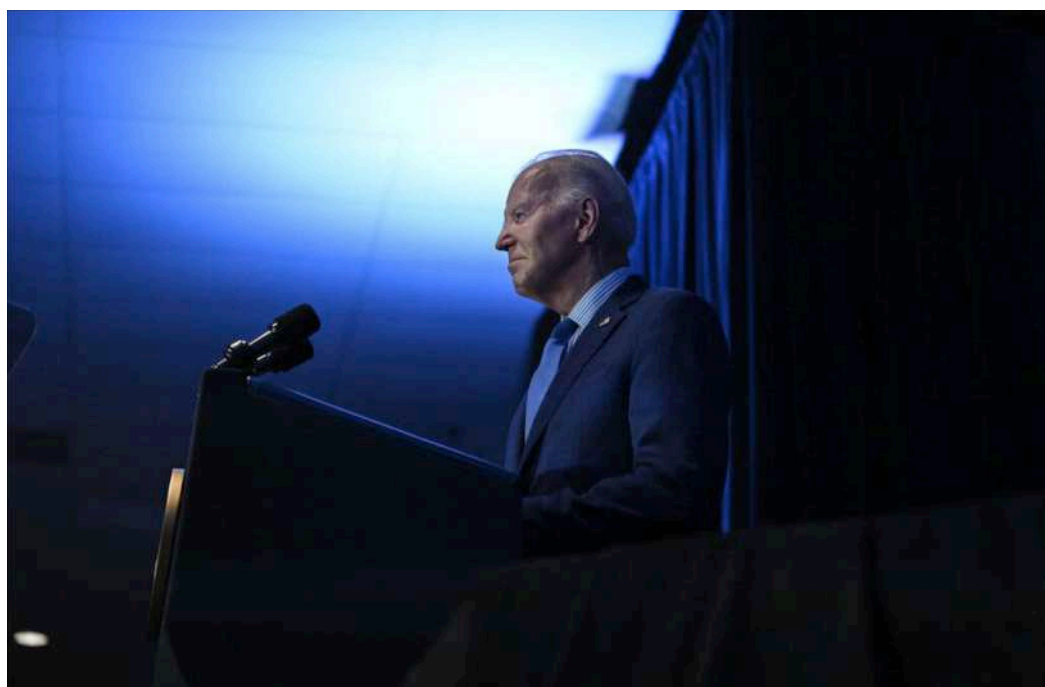
The deaths of three U.S. soldiers in a drone strike in Jordan — the first-known American military fatalities from hostile fire in the widening Middle East crisis — are likely to increase pressure on President Biden, who has tried to limit the American response in order to keep regional tensions from spreading further.

The Biden administration said that [the strike at a remote military outpost near the Syrian border](#) — which also injured 34 other service members — was carried out by “radical Iran-backed militant groups operating in Syria and Iraq.”

As Mr. Biden [warned](#) that the United States would respond, American officials said that the deaths will require a different level of action from what the White House has ordered in the nearly four months since Israel's war with Hamas sparked broader turmoil in the Middle East.

What remained unclear was whether Mr. Biden would strike targets inside Iran itself, as his Republican critics urged him to do, with one saying he would be a “coward” if he did not.

A spokesman for Iran's Foreign Ministry, Nasser Kanaani, said at a news conference on Monday that the militias “do not take orders” from Iran and act independently to oppose “any aggression and occupation.” He said that accusations that Iran had ordered the strike were “baseless,” and blamed



President Biden warned that the United States would respond to the deadly strike, but has sought to keep tensions from spreading.Credit... Kenny Holston / The New York Times

Israel and the United States for fueling instability in the region. Now Mr. Biden must [decide how far he is willing to go](#) in terms of retaliation at the risk of a wider war that he has sought to avoid ever since [the Oct. 7 terrorist attack](#) by Hamas touched off the current Middle East crisis.

Until now, the president had [carefully calibrated his responses](#) to the more than 150 attacks by Iranian-backed militias on American forces in the region since Oct. 7. He essentially ignored the majority that were successfully intercepted or did little to no damage while authorizing limited U.S. strikes focused mainly on buildings, weapons and infrastructure

after attacks that were more brazen, most notably [against the Houthis in Yemen](#) who have targeted shipping in the Red Sea.

John F. Kirby, the strategic communications coordinator at the White House National Security Council, said on Monday that the Biden administration was still “working through” the available options for a response.

“We've got to do what we have to do to protect our troops in our facilities,” he [told NBC News](#), adding that “we don't want a wider war with Iran. We don't want a wider war in the region, but we got to do what we have to do.”

Iran has long armed, trained, financed and advised militia movements in the Middle East that share its enemies — a [loosely connected network of proxy forces](#) known as the “Axis of Resistance” that stretches from Yemen through Iraq, Syria and Lebanon and down to Hamas in the Gaza Strip.

While Iranian officials have publicly denied being involved in or ordering Hamas's Oct. 7 attack on Israel, they have warned that their regional network would open [multiple fronts](#) against Israel if its retaliatory war against Hamas in Gaza continues.



January 31, 2024

## Iraq must enable IOCs to keep operating in the Kurdistan Region

**T**he Iraqi government needs to ensure that International Oil Companies (IOCs) continue operating in the Kurdistan Region, a spokesperson of an association of oil producers in the Region told Rudaw on Wednesday, as the halt in oil exports continues almost a year on.

Exports of the Kurdistan Region's oil through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 23 when the Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, stating Turkey had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

In a letter addressed to the US Congress, the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) requested its assistance in "persuading" the Iraqi government to resolve the ongoing issues between Baghdad and Erbil regarding oil exports.

APIKUR spokesperson Myles Caggins told Rudaw's Mohammed Sheikh Fatih that the aim of the letter is to "put pressure" on Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's government.

Sudani is set to visit the US soon to take part in talks held within the framework of the US-Iraq Higher Military Commission (HMC). Caggins noted that the Iraqi prime minister should take action to enable IOCs to continue operating in the Kurdistan



APIKUR spokesperson Myles Caggins speaking to Rudaw on 31 January, 2024

Region prior to his departure.

«We recognize that it is Baghdad that is treating the Kurdistan Region differently... it is hurting all the people of the Region, including the oil companies," Caggins said.

Before the halt, around 400,000 barrels a day were being exported by Erbil through Ankara, in addition to some 75,000 barrels of Kirkuk's oil.

The loss in oil revenues, the KRG's main source of income, has worsened the financial situation and left the government unable to pay its public sector without assistance from Baghdad.

«This is a unique situation, there is no other country where a central government is stopping a region from growing, a region that the United States has a relationship with," Caggins said regarding the lack of progress in talks aimed the resumption of the Region's exports.

«Baghdad is preventing the Kurdistan Region from full economic prosperity," the spokesperson added.

He stated that IOCs are also set to meet with the Ministry of Natural Resources "in the coming days," adding that their main concern is receiving guarantees of previous payments as well as for the setting up of a mechanism for future pay-

ments.

In August, APIKUR called on both the Iraqi federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG) to honor the contractual rights of the IOCs and ensure they are accounted for in the implementation of the budget and future hydrocarbon laws, saying implementation of the Iraqi budget and the proposed oil and gas bill should guarantee the IOCs' rights to cost recovery and share of profits.

Caggins called on the Iraqi government to "treat the international oil companies the same in the Kurdistan Region as in Basra and Dhi Qar," adding that 0.4 percent of the world's oil comes from the Region.

## Les dépêches de l'afp de janvier 2024

1 janvier 2024

### Manifestation monstre à Istanbul « contre le terrorisme du PKK et d'Israël »

Istanbul, 1 jan 2024 (AFP) — Un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dont un fils du président turc, s'est étiré lundi à Istanbul sur et autour du Pont de Galata pour dénoncer le «terrorisme du PKK et d'Israël» et soutenir les Palestiniens de Gaza, a constaté un journaliste de l'AFP.

Selon l'agence officielle Anadolu, reprise par les télévisions, ce sont des «centaines de milliers» de manifestants qui ont répondu, en ce premier jour de l'année, à l'appel d'une plateforme de plus de 300 organisations et associations à se rassembler sous le slogan «Miséricorde à nos martyrs, soutien à la Palestine, malédiction sur Israël».

L'armée turque a perdu fin décembre 12 soldats dans deux attaques séparées attribuées au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak.

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas par ailleurs, le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan, soutien traditionnel de la cause palestinienne, a multiplié les invectives à l'égard d'Israël, dénonçant aussi le soutien des Etats-Unis au gouvernement israélien.

La foule compacte, munie de drapeaux turcs et palestiniens, a commencé de converger avant le lever du jour vers le pont de Galata qui enjambe la Corne d'Or le long du Bosphore et s'étirait également le long de la rive européenne d'Istanbul en scandant «Mort à Israël, Hors de Palestine» et «Dieu est grand», a constaté l'AFP. Une immense bannière aux couleurs palestiniennes a été tendue au milieu du pont et des photos caricaturant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec une moustache d'Hitler, ont été également brandies.

Le président Erdogan avait

comparé la semaine dernière le responsable israélien au dirigeant nazi: «en quoi êtes vous différent d'Hitler?» avait-il lancé.

Bilal Erdogan, le second fils du chef de l'Etat turc, a pris la parole pour saluer les «martyrs» de l'armée tombés en Irak: «nos prières sont nos meilleures armes pour sortir des ténèbres, Salutations à nos saints martyrs qui éclairent notre chemin».

«Je suis allé en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza: les gens là-bas placent leurs espoirs en la Turquie et en Recep Tayyip Erdogan, « a-t-il assuré à la foule.

Présenté comme un fervent partisan de l'islam politique, Bilal Erdogan, 42 ans, président de la «Fondation pour la jeunesse et l'éducation» co-organisatrice du rassemblement, est donné comme possible successeur de son père à la tête du pays.

Ce dernier a notamment qualifié Israël d'Etat «terroriste» et «génocidaire» en raison du pilonnage du territoire palestinien de Gaza par l'armée israélienne en représailles au massacre d'environ 1.200 personnes, en majorité des civils, par le Hamas le 7 octobre.

Selon le ministère de la Santé du Hamas, les opérations israéliennes ont causé la mort de 21.822 personnes à Gaza. L'armée turque déclenche régulièrement des opérations militaires dans le nord de l'Irak contre les positions du PKK, classé comme «organisation terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux.

La Turquie a installé en 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 janvier 2024

### L'Iran libère un Espagnol détenu depuis plus d'un an

Madrid, 1 jan 2024 (AFP) — L'Iran a libéré dimanche le dernier Espagnol qu'elle détenait, Santiago Sánchez Cogedor, un touriste qui avait été arrêté en octobre 2022 peu après son entrée dans le pays, en proie à un mouvement de contestation après la mort de Mahsa Amini. «L'ambassade de la République Islamique d'Iran est heu-

reuse d'annoncer la libération de Santiago Sánchez Cogedor, le seul citoyen espagnol prisonnier en Iran», a publié sur X, anciennement Twitter, l'ambassade iranienne en Espagne.

«Sa libération intervient dans le cadre de relations amicales et historiques entre les deux

pays et conformément aux lois», ajoute la publication sans donner plus de détails.

Dans une publication de la Casa Real (Maison Royale) sur le même réseau social, le roi d'Espagne a célébré «son retour en Espagne pour la nouvelle année». Santiago Sánchez Cogedor,

un supporter de foot espagnol, avait entrepris début janvier 2022 de se rendre à pied depuis la région de Madrid jusqu'au Qatar pour assister au Mondial de football qui débutait le 20 novembre.

Mais sa famille avait perdu sa trace à quelques semaines du coup d'envoi. Dans un dernier

message le 1er octobre sur son compte Instagram, où il documentait son périple, il avait indiqué se trouver dans un village du nord de l'Irak et être sur le point d'entrer en Iran.

Il avait ensuite dit à ses parents, dans un message vocal diffusé par une télévision, se rendre à Téhéran avant de descendre vers le port de Bandar Abbas, sur le détroit d'Ormuz, pour prendre un bateau vers le Qatar.

Quelques jours plus tard, le ministère espagnol des Affaires

étrangères annonçait à la famille du touriste qu'il avait été arrêté, avait expliqué fin octobre à l'AFP Celia Cogedor, la mère de Santiago Sanchez Cogedor.

L'Irak détient plus de dix ressortissants occidentaux et est accusée par leurs soutiens et des ONG de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat.

En septembre 2022, le pays avait fait face à un mouvement de contestation avec la mort de Mahsa Amini, Kurde iranienne

de 22 ans, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté, une infraction présumée au drastique code vestimentaire imposé aux femmes.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, Mahsa Amini devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression violente de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Téhéran a accusé principale-

ment les Etats-Unis, ennemi juré de l'Iran, d'être derrière ces protestations.

Dans ce contexte, les autorités iraniennes avaient annoncé fin septembre 2022 l'arrestation de neuf étrangers, originaires notamment de Pologne, d'Italie et de France, en lien, selon elles, avec le mouvement de contestation;

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 janvier 2024

## L'Irak « fermement » décidé à mettre fin à la présence de la coalition internationale (Premier ministre)

Bagdad, 5 jan 2024 (AFP) — Le Premier ministre irakien a redit vendredi sa «ferme» détermination à mettre un terme à la présence en Irak de la coalition internationale antijihadistes, au lendemain d'une frappe américaine qui a tué un responsable d'une faction pro-iranienne à Bagdad.

Mohamed Chia al-Soudani, dont le gouvernement est soutenu par des partis proches de l'Iran, a déjà signalé ces dernières semaines sa volonté de voir les troupes étrangères déployées en Irak quitter le pays.

Mais cette nouvelle déclaration intervient dans un contexte de tensions croissantes, tant l'Irak est touché par les répercussions du conflit entre Israël et le Hamas palestinien.

Jeudi, un commandant et un autre membre du mouvement al-Nujaba, qui fait partie de la coalition Hachd al-Chaabi de factions pro-iraniennes, ont été tués par une frappe de drone américaine en plein Bagdad.

Cet «acte de légitime défense», selon Washington, a provoqué la colère du gouvernement irakien qui y a vu une «agression» de la coalition internationale.

Vendredi, M. Soudani a «affirmé (sa) position ferme visant à mettre fin à l'existence de la coalition internationale car les justifications de son existence ont pris fin».

Un «dialogue» mené au travers d'un «comité bilatéral» doit «déterminer les modalités de la fin de cette présence», a-t-il dit, selon un communiqué de ses services, lors d'un hommage à Qassem Soleimani, ex-architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, tué par une attaque de drone américaine en janvier 2020 à Bagdad.

Les troupes américaines et de la coalition internationale, en place en Irak depuis 2014 pour lutter contre le groupe Etat islamique, sont elles-mêmes la cible d'attaques quasi-quoti-

diennes en Irak et en Syrie depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas à Gaza en octobre.

La plupart de ces attaques sont revendiquées par la «Résistance islamique en Irak», nébuleuse de factions armées alliées à l'Iran et liées au Hachd al-Chaabi, d'anciennes milices devenues partie intégrante des troupes régulières irakiennes.

Une nouvelle attaque de drone a d'ailleurs visé vendredi la base de Harir, au Kurdistan d'Irak, qui «accueillait auparavant des troupes de la coalition», ont rapporté les services antiterroristes de cette région, sans préciser si cette attaque avait causé des dégâts.

En outre, le Commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom) a annoncé que la police de la province irakienne de Babylone (centre) avait découvert «un missile de croisière sol-sol de conception iranienne qui n'a pas réussi à

être lancé».

«L'utilisation de munitions iraniennes par des groupes terroristes en Irak et en Syrie met en danger les forces de la Coalition et les populations locales», a averti le Centcom.

Dirigée par Washington, la coalition internationale comprend plusieurs pays dont la France ou l'Espagne. Elle a été créée lorsque les jihadistes de l'EI contrôlaient de vastes zones d'Irak et de Syrie. Dans le cadre de cette coalition, Washington déploie 2.500 soldats en Irak et 900 en Syrie.

Bagdad a déclaré sa «victoire» militaire contre l'EI fin 2017, mais l'organisation maintient toujours des cellules dans des zones reculées du nord de l'Irak qui y mènent des attaques sporadiques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2024

## Blinken en Turquie pour évoquer Gaza et l'entrée de la Suède dans l'Otan

Istanbul, 6 jan 2024 (AFP) — Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, en route pour le Moyen-Orient, fait étape samedi en Turquie pour évoquer avec le président Recep Tayyip Erdogan la guerre dans la bande de Gaza et tenter de lever les derniers obstacles à l'entrée de la Suède dans l'Otan.

M. Blinken, arrivé vendredi soir à Istanbul, entame une nouvelle tournée régionale qui le mènera notamment en Israël, en Cisjordanie occupée et dans cinq pays arabes, pour plaider en faveur d'une aide accrue à Gaza et parler des moyens d'éviter un embrasement régional, trois mois après le début de la guerre entre Israël et le Hamas.

Il entend entre autres presser Israël sur la prochaine phase des opérations militaires, l'augmentation de l'aide humanitaire à la population palestinienne à Gaza et entamer le dialogue sur l'après-guerre.

M. Blinken appellera par ailleurs des pays de la région à user de leurs canaux de communication avec l'Iran pour faire entendre que les Etats-Unis ne cherchent pas l'escalade, mais qu'ils défendront leurs intérêts lorsqu'ils sont attaqués, selon un responsable américain s'exprimant sous couvert d'anonymat.

En Syrie et en Irak, les attaques contre des bases militaires amé-

ricaines ont augmenté ces dernières semaines tandis qu'au Yémen les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, ont multiplié les tirs en mer Rouge afin d'entraver le trafic maritime international en «soutien» aux Palestiniens de Gaza.

Le président Erdogan, qui s'était absenté d'Ankara lors de la précédente visite en Turquie de M. Blinken début novembre, reproche à Washington son soutien résolu à Israël, dont les opérations militaires dans la bande de Gaza ont fait 22.600 morts, en majorité des civils, selon le ministère de la Santé du Hamas.

M. Erdogan est l'un des plus virulents critiques d'Israël, qui a juré de «détruire» le mouvement islamiste palestinien en représailles à l'attaque sans précédent qu'il a effectuée sur le sol israélien le 7 octobre, faisant quelque 1.140 morts, essentiellement des civils.

Par ailleurs, 132 personnes sont toujours otages du Hamas.

Pour l'homme fort d'Ankara, qui n'est pas parvenu à jouer le médiateur entre les Israéliens et le mouvement islamiste, Israël est un «Etat terroriste» et le Hamas, un «groupe de libérateurs».

Dans la foulée de la sanglante attaque du 7 octobre, le président turc avait toutefois discrètement prié des cadres politiques du Hamas vivant en Tur-

quie de quitter le pays.

Vendredi, le département d'Etat américain a promis jusqu'à dix millions de dollars en échange d'informations concernant cinq «facilitateurs financiers» du Hamas, dont trois résident en Turquie, selon Washington.

- «Dès que possible» -

Le processus d'adhésion de la Suède à l'Otan est l'autre raison de la visite d'Antony Blinken en Turquie, lequel a entamé ses entretiens par une rencontre samedi avec son homologue Hakan Fidan.

La commission des Affaires étrangères du Parlement turc a entrouvert fin décembre les portes de l'Alliance atlantique à la Suède mais le protocole d'adhésion doit encore être approuvé par la majorité des députés pour que soit mis fin au suspense qui dure depuis près de 20 mois.

La Turquie est le dernier membre de l'Otan avec la Hongrie à barrer la route à ce pays scandinave.

Ankara reproche à la Suède sa mansuétude présumée envers des militants kurdes réfugiés sur son sol et use de son pouvoir de blocage pour obtenir la livraison de 40 avions de combat américains F-16 et des kits de modernisation pour ceux qu'elle possède déjà.

Selon une source diplomatique

à Ankara, le dossier des F-16 a figuré au coeur d'un entretien téléphonique la semaine dernière entre M. Blinken et son homologue turc, Hakan Fidan.

Le parlement turc est officiellement en vacances jusqu'au 15 janvier. Toutefois, le président Erdogan a la possibilité de convoquer une session extraordinaire.

Le gouvernement américain n'est pas hostile à la vente des F-16 mais le Congrès s'y est opposé jusqu'ici, la conditionnant à l'entrée de la Suède dans l'Otan et en raison des tensions récurrentes entre la Turquie et la Grèce - elle aussi membre de l'Otan -, bien que les relations entre ces deux voisins se soient réchauffées ces derniers mois.

«Je pense que la meilleure chose qui puisse arriver pour mener à des progrès (...) est que la Turquie agisse dès que possible pour ratifier l'adhésion de la Suède», a déclaré mercredi le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller.

Après la Turquie, M. Blinken fera d'ailleurs une brève escale en fin de journée samedi en Grèce, inquiète d'un possible contrat sur les F-16, avant de s'envoler pour la Jordanie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2024

## Des milliers de personnes à Paris pour réclamer "justice" pour trois militantes Kurdes assassinées en 2013

Paris, 6 jan 2024 (AFP) — Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi à Paris pour réclamer "la levée du secret défense" dans l'enquête sur l'assassinat de trois militantes kurdes en 2013, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Drapeaux rouges du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à la main, ou banderoles violettes à l'effigie des victimes, les manifestants s'étaient donné rendez-vous devant la gare du Nord avant de marcher, dans le calme, jusqu'à la place de République, lieu traditionnel de rassemblement politique à Paris.

"Justice et vérité", "onze ans après toujours pas de justice", "en dix ans les Kurdes tués deux fois" : les manifestants ont scandé des slogans et entonné plusieurs chansons, allumant également des fumigènes rouges.

Les rangs des protestataires, initialement quelques centaines, ont rapidement grossi, pour at-

teindre plusieurs milliers, a constaté l'AFP.

D'après les organisateurs, plus de 10.000 personnes venues de France, Belgique, Allemagne, Suisse ou encore des Pays-Bas étaient présentes dans le cortège. La préfecture de police a décompté 7.200 personnes.

"Il faut que la France rende la justice aux Kurdes parce que ce n'est pas normal : l'assassin est connu, les commanditaires sont connus", a déclaré Berivan Firat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France, une structure regroupant une vingtaine d'associations kurdes du pays.

"L'Europe devrait avoir une politique pro-kurde, on ne peut pas laisser ces crimes impunis", a estimé une femme qui s'est déplacée depuis la Belgique et ayant requis l'anonymat.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, trois militantes du PKK ont été tuées de plusieurs balles

dans la tête dans l'enceinte du Centre d'information du Kurdistan (CIK), à Paris: Sakine Cansiz, 54 ans, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans.

Dix ans plus tard, des juges d'instruction antiterroristes tentent toujours d'identifier d'éventuels complices du tireur présumé, décédé en prison.

L'enquête de la justice française, qui avait pointé "l'implication" du MIT, les services de renseignement turcs - quand Ankara comme l'Union européenne qualifient le PKK d'organisation terroriste -, sans toutefois désigner de commanditaires, a été rouverte en 2019. Le MIT a, lui, officiellement démenti toute implication.

Pour faire avancer le processus judiciaire, "nous demandons la levée du secret défense qui bloque le partage avec la justice d'éléments en possession du renseignement français", a indiqué à l'AFP Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique

kurde en France (CDK-F).

Le souvenir de ce triple assassinat a été ravivé l'an dernier après le meurtre dans le centre culturel kurde de Paris, de trois Kurdes (deux hommes et une femme) le 23 décembre par William Malet, ancien parachutiste mis en examen et écroué pour assassinats et tentatives d'assassinats à caractère raciste.

De nombreux Kurdes refusent de croire à la version d'un tireur isolé ayant agi "par haine" des étrangers, et dénoncent un acte "terroriste" en mettant en cause la Turquie.

"On a quitté la guerre, pour vivre (...) normalement", mais ces crimes empêchent de se sentir "en sécurité", s'indigne Aysel, une réfugiée kurde qui n'a pas souhaité communiquer son nom de famille.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 janvier 2024

## Iran: un chanteur connu, critique du voile, condamné à la prison (avocate)

Téhéran, 9 jan 2024 (AFP) — Le chanteur de pop iranien Mehdi Yarrahi, arrêté puis libéré pour la diffusion d'une chanson contre l'obligation du port du voile, a été condamné à la prison, a annoncé mardi son avocate.

La justice iranienne avait arrêté fin août l'artiste de 42 ans à la

suite de la diffusion d'une chanson contestant l'obligation du voile. Il a été libéré sous caution après près de deux mois de détention dans la prison d'Evine de Téhéran.

"Mon client, Mehdi Yarrahi, a été condamné à un total de deux ans et huit mois de prison et 74 coups de fouet" par un

tribunal de première instance, a déclaré son avocate, Zahra Minouei, sur X.

L'autorité judiciaire a annoncé en septembre que l'artiste avait été accusé de "trouble à l'ordre public" et de "réaliser et diffuser des films portant atteinte à la pudeur publique".

Me Minouei a précisé que l'artiste doit purger un an de prison, la peine la plus longue, selon le principe du cumul des verdicts de la loi iranienne.

Le chanteur avait sorti le morceau Rousarito ("ton foulard", en persan), à l'approche de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, jeune kurde ira-



nienne décédée en septembre 2022, après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

M. Yarrahî avait diffusé la chanson et son clip de trois minutes en faveur du "voile facultatif",

en le dédiant aux "courageuses femmes iraniennes" qui ont participé au mouvement de contestation.

Il avait reçu le prix du meilleur chanteur de pop du festival de Fajr, le plus important événement musical du pays organisé par le gouvernement.

Son morceau Soroode Zan ("Hymne de la femme", en persan), sorti début octobre, était devenu un hymne pour les manifestants, notamment dans les universités.

Il a critiqué les autorités à plusieurs reprises dans ses concerts, notamment pour la

discrimination à l'encontre des habitants de sa province natale du Khouzestan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 janvier 2024

## Syrie: au moins 14 militaires tués par l'Etat islamique

Beyrouth, 9 jan 2024 (AFP) — Des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ont tué au moins 14 militaires du régime en Syrie lors d'une attaque contre un bus militaire dans le désert, a annoncé mardi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Au moins 14 membres des forces du régime ont été tués et d'autres blessés, dans une attaque sanglante menée par des membres de l'EI contre un bus militaire dans le désert de Palmyre", dans l'est de la province de Homs (centre), a indiqué l'OSDH.

Le ministère syrien de la Défense a confirmé dans un communiqué l'attaque "terroriste", mais a donné un bilan moins lourd de huit morts parmi les soldats.

Selon l'ONG, il s'agit de la deuxième attaque perpétrée par l'EI contre les forces du régime depuis le début de l'année. Le 1er janvier, neuf soldats et membres de milices progouvernementales avaient été tués lors d'une attaque du groupe contre des postes militaires dans le désert oriental.

L'EI a récemment intensifié ses attaques en Syrie contre les

forces du régime syrien, notamment depuis le désert où ses combattants se sont repliés après la perte en 2019 des vastes territoires qu'il contrôlait dans ce pays.

Les jihadistes de l'EI avaient établi en juin 2014 un califat autoproclamé dans une vaste région à cheval sur l'Irak et la Syrie.

Une coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, avait combattu l'organisation jusqu'à ce que les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, s'emparent en mars 2019 de l'ultime bastion

de l'EI, Baghouz (est de la Syrie), signant la défaite territoriale du groupe ultraradical.

Mais l'EI continue de harceler de manière régulière les forces prorégime et membres des FDS dans le vaste désert syrien.

La guerre civile en Syrie, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2024

## Irak: un "drone explosif" visant la coalition internationale abattu à Erbil

Erbil (Irak), 10 jan 2024 (AFP) — Les autorités du Kurdistan d'Irak ont annoncé qu'un "drone explosif" visant la coalition internationale antijihadistes a été abattu mercredi à l'aéroport d'Erbil, dernier incident en date dans une série d'attaques visant les troupes étrangères déployées en Irak.

Le "drone explosif", lancé dans la soirée "par des milices hors-la-loi, a été abattu sur la base militaire de la coalition internationale" à l'aéroport d'Erbil,

capitale du Kurdistan d'Irak, ont annoncé les services antiterroristes de cette région autonome du nord de l'Irak.

La "Résistance islamique en Irak" a revendiqué une attaque contre la coalition à l'aéroport d'Erbil mercredi soir.

Cette nébuleuse de combattants issus de groupes armés pro-Irak a revendiqué la majorité des attaques contre les forces américaines et celles de la coalition internationale antijha-

distes en Irak et en Syrie depuis la mi-octobre, soit dix jours après le déclenchement du conflit entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

Proche de l'Irak, pays qui ne reconnaît pas Israël et qui soutient le Hamas, elle s'oppose au soutien américain à l'Etat israélien dans le conflit avec le mouvement islamiste palestinien.

Washington a dénombré plus d'une centaine d'attaques contre ses forces en Irak et en

Syrie depuis le 17 octobre.

Les Etats-Unis ont répondu à plusieurs attaques contre leurs troupes en bombardant des sites de factions armées pro-Irak en Irak.

Le 4 janvier, une frappe de drone américaine en plein Bagdad a tué deux membres du mouvement al-Nujaba, une faction pro-Irak.

Le lendemain, le Premier ministre irakien, Mohamed Chia

al-Soudani, dont le gouvernement est soutenu par des partis pro-Iran, a réitéré sa "ferme" détermination à mettre fin à la présence de la coalition inter-

nationale en Irak, mise en place en 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI) et emmenée par Washington.

Les Etats-Unis déploient 2.500 soldats en Irak et environ 900 en Syrie.

l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Les informations ci-dessus de

10 janvier 2024

## Irlande: enquête pour trafic d'êtres humains après l'arrivée de 14 migrants dans un conteneur

Londres, 10 jan 2024 (AFP) — La police irlandaise a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête pour trafic d'êtres humains après la découverte de 14 migrants dans un conteneur frigorifique arrivé lundi par ferry au port de Rosslare (sud-est de l'Irlande).

Les agents de la police irlandaise avaient été "prévenus par les autorités britanniques", ce qui leur a permis d'attendre l'arrivée du bateau avec les services d'urgence, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Le ferry a accosté dans le petit port de Rosslare lundi vers 3H du matin. Les neuf hommes,

trois femmes et deux enfants qui s'y trouvaient ont été examinés par des médecins et sont en "bonne santé".

La ministre irlandaise des Transports Eamon Ryan a fait part mercredi auprès de la presse de son "soulagement", cette traversée de plusieurs dizaines d'heures dans un conteneur frigorifique ayant fait craindre l'hypothermie ou l'asphyxie des passagers.

Les agents de la police de Wexford (sud-est de l'Irlande) et les équipes du bureau national des services d'immigration enquêtent désormais sur les circonstances de leur arrivée, en

lien avec Europol à La Haye.

La police irlandaise n'a pas donné d'éléments sur la nationalité des 14 passagers.

"S'ils décident de demander l'asile (...) nous essayerons de traiter leur demande le plus rapidement possible", a indiqué le Premier ministre irlandais Leo Varadkar.

Selon le média irlandais RTE, dix des passagers sont Kurdes, trois Vietnamiens et un Turc, et le bateau arrivait en provenance du port belge de Zeebrugge.

La police britannique des Cor-

nouailles (sud-ouest de l'Angleterre) a été prévenue grâce à un appel de détresse passé par l'une des passagères, indique-t-il également.

Le porte-parole de l'association irlandaise des transporteurs routiers, Eugene Drennan, a déclaré à RTE que le conteneur transportant les migrants avait été chargé dans un camion au sud de Paris, et estimé qu'il s'agissait d'un "coup de chance" qu'il n'y ait pas eu de décès dans ces conditions.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 janvier 2024

## Irak: attaque de drone contre la coalition antijihadistes déjouée à Erbil

Erbil (Irak), 11 jan 2024 (AFP) — Les autorités du Kurdistan d'Irak ont annoncé qu'un "drone explosif" visant la coalition internationale antijihadistes avait été abattu jeudi à l'aéroport d'Erbil, deuxième attaque du genre déjouée en 24 heures imputée par la région autonome à des "milices hors-la-loi".

Illustrant les craintes d'un embrasement régional alimenté par la guerre à Gaza entre Israël et le Hamas palestinien, des dizaines d'attaques ont visé depuis la mi-octobre les soldats américains et les forces de la coalition déployés en Irak et en Syrie pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI).

La plupart de ces frappes de drones ou tirs de roquettes ont été revendiqués par la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse de combattants issus de plusieurs groupes armés pro-Irak.

Jeudi soir aux alentours de 18h50 (15h50 GMT), "un drone explosif lancé par des milices hors-la-loi et visant la base militaire de la coalition internationale anti-EI à l'aéroport d'Erbil a été abattu", ont annoncé les services antiterroristes du Kurdistan dans un communiqué succinct.

La veille, les autorités de cette

région autonome du nord de l'Irak rapportaient une tentative d'attaque identique avec un drone.

Washington a dénombré plus d'une centaine d'attaques contre ses forces en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre.

Les Etats-Unis ont répondu à plusieurs attaques contre leurs troupes en bombardant des sites de factions armées pro-Iran en Irak.

Le 4 janvier, une frappe de drone américaine à Bagdad a tué deux membres du mouvement al-Nujaba, une faction pro-Iran.

Le lendemain, le Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, dont le gouvernement est soutenu par des partis pro-Iran, a réitéré sa "ferme" détermination à mettre fin à la présence de la coalition internationale en Irak, mise en place en 2014 sous la houlette de Washington pour combattre l'EI.

Les Etats-Unis déploient 2.500 soldats en Irak et environ 900 en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 janvier 2024

## Turquie: Réunion sécuritaire samedi après la mort de six soldats turcs en Irak

Ankara, 12 jan 2024 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan tiendra samedi une réunion sécuritaire d'urgence à Istanbul après la mort vendredi de six soldats turcs dans l'attaque de leur base dans le nord de l'Irak, a annoncé la présidence.

Selon le ministère de la Défense, six soldats ont été tués et sept blessés dans des affrontements avec "les terroristes" qui avaient "tenté de s'introduire" dans la base militaire turque.

Le ministère avait initialement fait état de cinq morts et huit blessés, mais l'un des soldats grièvement atteint est décédé dans la soirée.

Située près de Metina, dans le nord de l'Irak, la base a été attaquée par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux,

selon la chaîne privée turque NTV.

En riposte, une opération militaire se poursuivait vendredi soir, ont indiqué les autorités.

Dans un message posté sur le réseau X, les services de la présidence ont annoncé la tenue d'une réunion sécuritaire samedi présidée par le chef de l'Etat.

Celle-ci se tiendra à 14H30 (11H30 GMT) au Palais de Dolmabahce à Istanbul en présence des ministres des Affaires étrangères Hakan Fidan, de la Défense Yasar Güler et de l'Intérieur Ali Yerlikaya.

Le chef d'état-major, le patron des services de renseignements et le conseiller diplomatique de M. Erdogan Ibrahim Kalin seront également présents.

Par ailleurs, en raison de ces décès, le parti AKP au pouvoir et le principal parti d'opposition,

le CHP, ont décidé de reporter la présentation de leurs candidats aux élections municipales du 31 mars, prévue ce week-end.

"Notre meeting de présentation de nos candidats ce weekend a été annulé sur décision de notre président Recep Tayyip Erdogan", a annoncé le porte-parole de l'AKP, Omer Celik.

M. Erdogan avait promis que les noms des candidats AKP seraient révélés dimanche pour les principales villes du pays dont Ankara, la capitale.

Le chef du CHP, Özgür Özel, a également prévenu sur X de l'annulation de "la réunion de promotion des candidats" et "de tous les autres événements" prévus.

L'armée turque lance régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les combattants du PKK et leurs positions dans le nord de l'Irak,

au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe, qui dispose également de bases arrières dans cette région.

Douze soldats turcs ont été tués fin décembre dans deux attaques séparées contre des bases militaires turques dans le nord de l'Irak.

Le PKK, en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, a revendiqué en octobre une attaque contre le siège du ministère turc de l'Intérieur à Ankara où deux policiers ont été blessés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 janvier 2024

## Turquie: raids aériens en Irak et en Syrie après la mort de neuf soldats

Istanbul, 13 jan 2024 (AFP) — La Turquie a mené samedi des frappes aériennes contre des "cibles terroristes" dans le nord de l'Irak et de la Syrie après la mort de neuf de ses soldats, a annoncé le ministère turc de la Défense.

Neuf soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés dans une attaque menée vendredi contre une base militaire turque dans le nord de l'Irak, a indiqué tôt samedi le même ministère, revoyant à la hausse un pré-

cedent bilan de 6 morts.

"Conformément à nos droits à l'autodéfense (...), des opérations aériennes ont été menées contre des cibles terroristes dans le nord de l'Irak dans les régions de Metina, Hakurk, Gara et Qandil, et dans le nord de la Syrie", a rapporté le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

L'armée turque a dit samedi soir avoir visé 54 "cibles", notamment des grottes, des abris,

des dépôts d'armes et des installations pétrolières utilisés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG), deux groupes armés kurdes considérés comme terroristes par la Turquie.

L'armée d'Ankara cible régulièrement les combattants du PKK dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar, et des soldats turcs y sont régulièrement tués.

En réaction à cette lourde attaque contre les forces turques, le président turc Recep Tayyip Erdogan a convoqué samedi une réunion sécuritaire d'urgence à Istanbul en présence de ses ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur, du chef d'état-major et du patron des services de renseignement.

"La Turquie ne laissera pas se former un Etat terroriste à ses frontières sud", a indiqué la

présidence turque dans un communiqué à l'issue de cette réunion.

113 personnes soupçonnées de lien avec le PKK — que l'armée turque combat depuis

1984 — ont par ailleurs été arrêtées samedi dans 32 des 81 provinces turques, a annoncé le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya sur le réseau social X.

Dans ce contexte, le parti AKP au pouvoir et le principal parti d'opposition, le CHP, ont décidé de reporter la présentation prévue ce week-end d'une partie de leurs candidats aux élections

municipales du 31 mars.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 janvier 2024

## Iran: deux journalistes emprisonnées en 2022 libérées sous caution

Téhéran, 14 jan 2024 (AFP) — Deux journalistes iraniennes, emprisonnées pour avoir contribué à rendre publique la mort en détention de Mahsa Amini en 2022, ont été libérées dimanche sous caution, ont annoncé les médias locaux.

Niloufar Hamed, 31 ans, et Elaheh Mohammadi, 36 ans, "ont été temporairement libérées sous caution de la prison d'Evine" à Téhéran, ont annoncé le quotidien réformateur Shargh sur son site et l'un des avocats.

Une photo et une vidéo des deux jeunes femmes posant, souriantes et se tenant la main, à proximité de la prison ont été postées sur les réseaux sociaux.

Mme Mohammadi, reporter de Ham Mihan, a été condamnée en 2023 à une peine de six

ans de prison pour collaboration avec les Etats-Unis, de cinq ans pour complot contre la sécurité du pays et d'un an pour propagande contre la République islamique.

Mme Hamed, photographe du journal Shargh, a écoupé de son côté d'une peine de sept ans de prison pour coopération avec les Etats-Unis, cinq ans de prison pour complot contre la sécurité du pays et un an pour propagande contre la République islamique.

Les deux journalistes étaient incarcérées à Téhéran depuis leur arrestation en septembre 2022, quelques jours après la mort de Mahsa Amini.

Leur caution s'est élevée à 100 milliards de rials (environ 170.000 euros) chacune.

Les deux femmes sont interdites

de sortie du territoire et devraient rester hors de prison jusqu'à leur procès en appel, dont la date n'est pas connue, a précisé l'agence locale Fars.

Elles avaient été arrêtées pour avoir couvert le décès, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans interpellée à Téhéran par la police des moeurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment aux femmes le port du voile en public.

Niloufar Hamed s'était rendue à l'hôpital où Mahsa Amini avait été pendant trois jours dans le coma avant de décéder, tandis qu'Elaheh Mohammadi était allée dans la ville natale de la jeune femme, à Saqqez (ouest), pour couvrir ses funérailles.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres de

forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées, au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre avant de refluer. Sept hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement.

Plus de 90 journalistes iraniens ont été inquiétés par les autorités lors des manifestations, selon des médias locaux.

Niloufar Hamed et Elaheh Mohammadi ont été soutenues par des organisations de défense de la liberté de la presse, dont Reporters sans Frontières, qui avait qualifié de "scandaleuse" la condamnation de ces deux femmes "punies pour l'exercice de leur métier".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 janvier 2024

## Dans le nord de la Syrie, les agriculteurs abandonnent leurs terres

Jaabar al-Saghir (Syrie), 14 jan 2024 (AFP) — Dans le nord de la Syrie, la guerre et les sécheresses répétées ont eu raison de la volonté d'Omar Abdel Fattah, un agriculteur qui a abandonné ses champs pour un emploi lui permettant de faire vivre sa famille.

"J'ai décidé de travailler en tant

qu'employé pour subvenir aux besoins de ma famille et garantir une éducation à mes enfants", déclare cet homme de 50 ans au visage buriné.

Dans son village de Jaabar al-Saghir, près de la localité de Tabqa, située sur les bords de l'Euphrate qui s'assèche d'année en année, il montre ses

champs de blé ou de coton qu'il loue désormais à un autre agriculteur.

"Je ne peux plus assumer les coûts de l'agriculture, ni puiser l'eau de l'Euphrate pour irriguer les terres", ajoute ce père de huit enfants.

"Voir quelqu'un d'autre cultiver

mes terres me fend le coeur", avoue-t-il.

M. Abdel Fattah est désormais employé dans une station de pompage d'eau relevant de l'administration autonome kurde, qui administre de vastes zones du nord-est de la Syrie. Il perçoit un salaire mensuel d'environ 70 dollars.

“Certains de mes proches ont émigré et d’autres ont loué leurs terres parce que les conditions de vie sont très difficiles”, explique-t-il.

- “Peu de bénéfiques” -

La guerre civile en Syrie, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, a fait plus d’un demi-million de morts et morcelé le pays en zones d’influences.

Dans les plaines asséchées des environs de Tabqa et Raqqa, la plupart des champs sont délaissés. Par endroits, on peut voir quelques agriculteurs et ouvriers récoltant des pommes de terre et du maïs.

Désertification, baisse des précipitations, assèchement des rivières et températures extrêmes: dans la région, les manifestations du changement climatique sont omniprésentes.

En conséquence, la production agricole dans le pays a diminué d’environ 50% au cours des dix dernières années, selon Suhair Zaqout, porte-parole du

Comité international de la Croix-Rouge pour la Syrie.

Jassem al-Rached, un agriculteur de 55 ans du village de Qahtaniya, près de Raqqa, se retrouve seul aujourd’hui à cultiver ses terres, alors que ses sept enfants l’aidaient par le passé.

“Deux d’entre eux ont émigré en Europe, deux autres sont devenus commerçants de bétail et les trois derniers ont rejoint la police et les forces” kurdes, dit-il.

“L’agriculture a été ma seule source de revenus pendant trente ans”, mais elle n’est “plus rentable (...) en raison de la sécheresse”, explique-t-il.

Selon une étude du World Weather Attribution (WWA), qui analyse le lien entre les facteurs météorologiques et le changement climatique, publiée en novembre, les températures élevées résultant du changement climatique ont “multiplié par 25 la probabilité qu’une sécheresse se produise en Syrie”.

La Syrie est l’un des pays les

plus gravement touchés par le changement climatique mais qui reçoit le moins de financements pour y faire face.

Devant ses terres désormais arides près de la ville kurde de Qamichli, Farouk Mohamed dit lui aussi avoir décidé de “travailler pour l’administration autonome afin de joindre les deux bouts”.

“La région dépend de l’eau de pluie. Des années de sécheresse ont affecté les agriculteurs, en plus de la hausse des prix du carburant”, explique cet homme de 40 ans.

- “Désertification” -

Le changement climatique n’est pas le seul problème. La Syrie, ravagée par la guerre civile, est également en proie à une crise économique étouffante, marquée par des pénuries de carburant et de longues heures de rationnement de l’électricité.

Les agriculteurs ont des difficultés à irriguer leurs champs et à acheter les engrais nécessaires.

“L’agriculture est en déclin en raison des coûts élevés, des prix des engrais, des faibles précipitations et des années de sécheresse”, explique Laïla Saroukhan, coprésidente de l’autorité de l’agriculture et de l’irrigation au sein de l’Administration autonome kurde.

“Le changement climatique affecte le taux de précipitations et la désertification s’étend dans le nord-est de la Syrie”, dit-elle, déplorant des “indicateurs dangereux pour l’agriculture”.

Comme de nombreux habitants du nord-est de la Syrie, les enfants d’Adnan Sabri, 56 ans, ont délaissé l’agriculture pour rejoindre les forces de sécurité kurdes, les “Asayish”, afin d’avoir un revenu fixe.

Outre le manque d’eau, “à n’importe quel moment, nos champs peuvent être bombardés”, lâche-t-il. “Un emploi c’est plus stable”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

14 janvier 2024

## La Turquie frappe à nouveau les combattants kurdes en Irak et en Syrie

Istanbul, 14 jan 2024 (AFP) — La Turquie a à nouveau visé dimanche les combattants kurdes dans le nord de l’Irak et de la Syrie, après la mort de neuf soldats turcs dans une attaque attribuée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé Ankara.

“Conformément à nos droits à l’autodéfense (...), des opérations aériennes ont été menées contre des cibles terroristes dans le nord de l’Irak dans les régions de Metina, Hakurk, Gara, Qandil et Asos, et dans le nord de la Syrie”, a indiqué

le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

L’armée turque affirme avoir visé 24 cibles, “parmi lesquelles des grottes, des abris, des dépôts de munitions et de matériel, des logements et des usines à gaz” utilisés par les combattants du PKK, qui mènent une guérilla contre l’Etat turc depuis 1984.

L’agence de presse officielle turque Anadolu avait annoncé plus tôt dimanche que 23 cibles — dont des bases et des dépôts d’armes — appartenant à des combattants kurdes avaient été

détruites dans le nord de la Syrie dans une opération dirigée par les services de renseignement turcs.

Ces opérations surviennent après la mort de neuf soldats turcs dans une attaque menée vendredi contre une base militaire turque dans le nord de l’Irak.

L’armée d’Ankara avait déclaré samedi avoir visé 54 cibles du PKK et des Unités de protection du peuple (YPG) dans le nord de l’Irak et de la Syrie.

La Turquie, qui considère ces deux groupes armés comme terroristes, cible régulièrement les bases arrières des combattants du PKK dans le nord de l’Irak.

Entre 2016 et 2019, l’armée turque a également lancé trois opérations d’envergure dans le nord de la Syrie contre les groupes kurdes.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 janvier 2024

## Dans le nord de la Syrie, les agriculteurs abandonnent leurs terres

Jaabar al-Saghir (Syrie), 17 jan 2024 (AFP) — Dans le nord de la Syrie, la guerre et les sécheresses répétées ont eu raison de la volonté d'Omar Abdel Fattah, un agriculteur qui a abandonné ses champs pour un emploi lui permettant de faire vivre sa famille.

“J’ai décidé de travailler en tant qu’employé pour subvenir aux besoins de ma famille et garantir une éducation à mes enfants”, déclare cet homme de 50 ans au visage buriné.

Dans son village de Jaabar al-Saghir, près de la localité de Tabqa, située sur les bords de l’Euphrate qui s’assèche d’année en année, il montre ses champs de blé ou de coton qu’il loue désormais à un autre agriculteur.

“Je ne peux plus assumer les coûts de l’agriculture, ni puiser l’eau de l’Euphrate pour irriguer les terres”, ajoute ce père de huit enfants.

“Voir quelqu’un d’autre cultiver mes terres me fend le cœur”, avoue-t-il.

M. Abdel Fattah est désormais employé dans une station de pompage d’eau relevant de l’administration autonome kurde, qui administre de vastes zones du nord-est de la Syrie. Il perçoit un salaire mensuel d’environ 70 dollars.

“Certains de mes proches ont émigré et d’autres ont loué leurs

terres parce que les conditions de vie sont très difficiles”, explique-t-il.

- “Peu de bénéfiques” -

La guerre civile en Syrie, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, a fait plus d’un demi-million de morts et morcelé le pays en zones d’influences.

Dans les plaines asséchées des environs de Tabqa et Raqqa, la plupart des champs sont délaissés. Par endroits, on peut voir quelques agriculteurs et ouvriers récoltant des pommes de terre et du maïs.

Désertification, baisse des précipitations, assèchement des rivières et températures extrêmes: dans la région, les manifestations du changement climatique sont omniprésentes.

En conséquence, la production agricole dans le pays a diminué d’environ 50% au cours des dix dernières années, selon Suhair Zaqout, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge pour la Syrie.

Jassem al-Rached, un agriculteur de 55 ans du village de Qahtaniya, près de Raqqa, se retrouve seul aujourd’hui à cultiver ses terres, alors que ses sept enfants l’aidaient par le passé.

“Deux d’entre eux ont émigré en Europe, deux autres sont

devenus commerçants de bétail et les trois derniers ont rejoint la police et les forces” kurdes, dit-il.

“L’agriculture a été ma seule source de revenus pendant trente ans”, mais elle n’est “plus rentable (...) en raison de la sécheresse”, explique-t-il.

Selon une étude du World Weather Attribution (WWA), qui analyse le lien entre les facteurs météorologiques et le changement climatique, publiée en novembre, les températures élevées résultant du changement climatique ont “multiplié par 25 la probabilité qu’une sécheresse se produise en Syrie”.

La Syrie est l’un des pays les plus gravement touchés par le changement climatique mais qui reçoit le moins de financements pour y faire face.

Devant ses terres désormais arides près de la ville kurde de Qamichli, Farouk Mohamed dit lui aussi avoir décidé de “travailler pour l’administration autonome afin de joindre les deux bouts”.

“La région dépend de l’eau de pluie. Des années de sécheresse ont affecté les agriculteurs, en plus de la hausse des prix du carburant”, explique cet homme de 40 ans.

- “Désertification” -

Le changement climatique n’est pas le seul problème. La Syrie,

ravagée par la guerre civile, est également en proie à une crise économique étouffante, marquée par des pénuries de carburant et de longues heures de rationnement de l’électricité.

Les agriculteurs ont des difficultés à irriguer leurs champs et à acheter les engrais nécessaires.

“L’agriculture est en déclin en raison des coûts élevés, des prix des engrais, des faibles précipitations et des années de sécheresse”, explique Laïla Saroukhan, coprésidente de l’autorité de l’agriculture et de l’irrigation au sein de l’Administration autonome kurde.

“Le changement climatique affecte le taux de précipitations et la désertification s’étend dans le nord-est de la Syrie”, dit-elle, déplorant des “indicateurs dangereux pour l’agriculture”.

Comme de nombreux habitants du nord-est de la Syrie, les enfants d’Adnan Sabri, 56 ans, ont délaissé l’agriculture pour rejoindre les forces de sécurité kurdes, les “Asayish”, afin d’avoir un revenu fixe.

Outre le manque d’eau, “à n’importe quel moment, nos champs peuvent être bombardés”, lâche-t-il. “Un emploi c’est plus stable”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 janvier 2024

## La Chine appelle “à la retenue” après une frappe au Pakistan attribuée à l’Iran

Pékin, 17 jan 2024 (AFP) — Pékin, qui entretient des liens privilégiés avec Islamabad et Téhéran, a appelé mercredi “à la retenue” après une frappe aérienne au Pakistan attribuée à l’Iran, qui a fait deux morts à la frontière entre ces pays.

“Nous appelons les deux parties à la retenue, à éviter des actions qui pourraient exacerber les tensions et à oeuvrer ensemble pour le maintien de la paix et de la stabilité”, a commenté devant la presse une porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning.

La Chine “considère l’Iran et le Pakistan comme des voisins proches et des pays islamiques importants”, a souligné la porte-parole.

L’Iran comme le Pakistan sont membres de l’Organisation de coopération de Shanghai, une structure régionale dont la Chine et la Russie figurent parmi les membres fondateurs.

Le Pakistan a accusé mercredi l’Iran d’une frappe aérienne ayant tué deux enfants sur son territoire, après des raids similaires conduits par Téhéran en

Irak et en Syrie contre ce que l’Iran a qualifié de “groupes terroristes anti-iraniens”.

Islamabad a jugé “totalement inacceptable” et injustifiée cette frappe.

Les autorités iraniennes n’ont pas fait de commentaires dans l’immédiat.

Mais selon l’agence iranienne Nour News, l’attaque a conduit à la destruction du quartier général au Pakistan du groupe jihadiste Jaish al-Adl (Armée de la Justice en arabe).

Jaish al-Adl, formé en 2012, est considéré comme un groupe terroriste par Téhéran et a mené plusieurs attaques sur le sol iranien ces dernières années.

Mardi, l’Iran a procédé à des tirs de missiles sur ce qu’il a qualifié de quartiers généraux d’“espions” et de cibles “terroristes” en Syrie et au Kurdistan irakien autonome.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 janvier 2024

## Le Pakistan accuse l’Iran d’une frappe aérienne meurtrière sur son territoire

Islamabad, 17 jan 2024 (AFP) — Le Pakistan a accusé mercredi l’Iran d’une frappe aérienne ayant tué deux enfants sur son territoire, après des raids similaires conduits en Irak et en Syrie par Téhéran contre ce que l’Iran a qualifié de “groupes terroristes anti-iraniens”.

Islamabad a jugé “totalement inacceptable” et injustifiée la frappe, survenue mardi soir près de la frontière que partagent les deux pays.

L’agence iranienne Mehr a précisé que cette “riposte par missile et par drone” avait visé le quartier général au Pakistan du groupe jihadiste Jaish al-Adl (Armée de la Justice en arabe), en réponse à une “agression contre la sécurité” de l’Iran.

Jaish al-Adl, formé en 2012,

est considéré comme un groupe terroriste par Téhéran et a mené plusieurs attaques sur le sol iranien ces dernières années.

Le vice-président iranien aux Affaires parlementaires, Mohammad Hosseini, a jugé mercredi “naturel” que son pays ait réagi après avoir demandé sans succès au Pakistan d’empêcher l’entrée en Iran de gens qui tuent un grand nombre de personnes”.

“Nous ne posons pas de limites à la défense de nos intérêts nationaux et à celle de notre peuple”, a pour sa part déclaré le ministre de la Défense iranien, Mohammad Reza Ash-tiani.

Mardi, l’Iran avait procédé à des tirs de missiles sur ce qu’il a qualifié de quartiers généraux d’“espions” et de cibles “terroristes” en Syrie et au Kurdistan

irakien autonome.

Ces frappes iraniennes surviennent au moment où le Proche-Orient est secoué par la guerre qui oppose le mouvement islamiste palestinien Hamas à Israël dans la bande de Gaza et les attaques des rebelles Houthis du Yémen soutenus par l’Iran contre des navires commerciaux en mer Rouge.

Le communiqué d’Islamabad ne précise pas où la frappe iranienne a eu lieu. Selon des médias pakistanais, elle est survenue près de Panjgur, dans le Sud-Ouest de la province du Baloutchistan (Ouest), où les deux pays partagent une frontière d’un millier de kilomètres.

La Chine, qui entretient des liens privilégiés avec les deux pays, les a appelés à la “rete-

nue” et à “éviter des actions qui pourraient exacerber les tensions”.

Quelques heures avant la frappe, le Premier ministre intérimaire Anwar-ul-Haq Kakar avait rencontré le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir-Abdollahian, en marge du Forum de Davos (Suisse).

“Cette violation de la souveraineté du Pakistan est totalement inacceptable et peut avoir de sérieuses conséquences”, a averti le ministère pakistanais des Affaires étrangères dans un communiqué.

La frappe en territoire pakistanais mardi soir a “provoqué la mort de deux enfants innocents et blessé trois fillettes”, selon la même source.

- Représentant iranien convoqué -

Le Pakistan a dit avoir convoqué le représentant de l'Iran à Islamabad pour protester contre "une violation injustifiée de son espace aérien".

Mardi soir, l'agence de presse iranienne Nour News a écrit sur X (ex-Twitter): "Il y a quelques minutes, deux importants quartiers généraux du groupe terroriste dénommé Jaish-al-Adl ont été ciblés au Pakistan".

"Ces quartiers généraux ont été détruits par des roquettes et des drones", a ajouté la même source.

En décembre, cette organisation avait revendiqué l'attaque d'un commissariat de police de Rask dans la province du Sistan-Baloutchistan, dans laquelle 11 agents de police iraniens avaient été tués.

Les Etats-Unis, qui classent Jaish al-Adl comme une organisation terroriste, soutiennent que ce groupe "cible en premier lieu des membres des forces

de sécurité iraniennes" mais également des responsables gouvernementaux et des civils par des assassinats, enlèvements et attentats-suicides.

- "Acte illégal" -

Téhéran et Islamabad s'accusent fréquemment de permettre à des groupes rebelles d'opérer à partir du territoire de l'autre pour lancer des attaques, mais il est rare que les forces officielles de l'un ou l'autre pays s'engagent.

"Ce qui est d'autant plus préoccupant, c'est que cet acte illégal a eu lieu malgré l'existence de plusieurs canaux de communication entre le Pakistan et l'Iran", a déclaré la diplomatie pakistanaise.

"Le Pakistan a toujours affirmé que le terrorisme était une menace commune à tous les pays de la région et qu'il nécessitait une action coordonnée", ajoute son communiqué. "De tels actes unilatéraux ne sont pas conformes aux relations de bon

voisinage et peuvent sérieusement ébranler la confiance bilatérale".

Pour Michael Kugelman, directeur de l'Institut d'Asie du Sud au Wilson Center de Washington, "cela précipite les relations pakistano-iraniennes (...) dans une crise grave".

"L'Iran a organisé par le passé des opérations transfrontalières contre des militants basés au Pakistan, mais je ne me souviens de rien de cette ampleur", a-t-il écrit sur X.

- "Acte clair d'agression" -

Mardi, l'Irak avait rappelé son ambassadeur à Téhéran et dénoncé "un acte clair d'agression" sur la région du Kurdistan autonome, où quatre personnes ont été tuées et six autres blessées dans un raid, selon les autorités locales.

Bagdad a contesté les propos de Téhéran, selon qui les frappes ont ciblé les services de renseignement israéliens en

représailles aux assassinats par Israël de commandants iraniens et alliés.

L'Irak a déclaré qu'il porterait plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU à propos de cette "attaque contre sa souveraineté".

La diplomatie iranienne a défendu une "opération précise et ciblée" concernant le raid en Irak, assurant avoir "identifié" et "visé" les quartiers généraux de "criminels (...) en utilisant des armes de précision".

L'Irak a fait du soutien à la cause palestinienne un élément central de sa politique étrangère depuis sa révolution islamique de 1979 et a qualifié de "succès" l'attaque meurtrière du 7 octobre perpétrée en Israël par le Hamas, niant toutefois toute implication directe.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2024

## Irak: le Premier ministre réitère son appel au départ de la coalition internationale

Davos (Suisse), 18 jan 2024 (AFP) — Le Premier ministre irakien a réitéré jeudi son appel au départ d'Irak de la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington, estimant que mettre un terme à la mission de ces troupes étrangères était "une nécessité pour la sécurité et la stabilité" du pays.

Depuis la mi-octobre, des dizaines d'attaques ont visé les soldats américains et les forces de la coalition déployés en Irak et en Syrie pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI), une escalade alimentée par les ré-

percussions régionales de la guerre à Gaza entre Israël et le Hamas Palestinien.

La plupart de ces frappes de drones ou tirs de roquettes ont été revendiqués par la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse de combattants issus de groupes armés pro-Iran.

Evoquant ces attaques, le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani a estimé qu'il fallait "immédiatement commencer un dialogue, pour parvenir à une entente et à un calendrier concernant la fin de la mission des conseillers internationaux".

M. Soudani, qui s'exprimait lors d'un entretien télévisé organisé au Forum économique mondial à Davos (Suisse), a par ailleurs estimé qu'il n'y avait plus de "justifications à la présence" de la coalition.

"Aujourd'hui, selon l'analyse de tous les spécialistes en Irak et chez nos amis, l'EI ne représente pas une menace pour l'Etat irakien", a-t-il assuré.

"La fin de la mission de la coalition internationale est une nécessité pour la sécurité et la stabilité de l'Irak, et c'est aussi une nécessité pour préserver

des relations bilatérales constructives entre l'Irak et les pays de la coalition", a-t-il ajouté.

Washington compte environ 2.500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie qui combattent l'EI avec la coalition internationale lancée en 2014.

En Irak, la coalition assure avoir stoppé toute "mission de combat" depuis fin 2021: stationnée sur des bases militaires irakiennes, son engagement se limite à un rôle d'assistance, de formation et de conseils apportés aux forces locales.



Entre le 17 octobre et le 11 janvier, au moins 130 attaques, dont 53 en Irak et 77 en Syrie, ont été recensées contre les troupes américaines et celles de la coalition, selon un dernier bilan fourni par le Pentagone.

Tard jeudi, un “drone explosif lancé par des milices hors-la-loi a été abattu” alors qu’il visait les troupes de la coalition stationnées sur une base militaire à l’aéroport international d’Erbil, selon les services antiterroristes

du Kurdistan autonome (nord).

En représailles à ces attaques, Washington a mené ces dernières semaines plusieurs bombardements en Irak contre des combattants et des comman-

dants de groupes armés pro-Iran.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

18 janvier 2024

## Le Pakistan frappe des “caches terroristes” en Iran

Islamabad, 18 jan 2024 (AFP) — Deux jours après une attaque iranienne sur son territoire, le Pakistan a annoncé jeudi avoir mené dans la nuit des “frappes contre des caches terroristes” en Iran, qui ont fait neuf morts selon les médias d’Etat iraniens.

Le Pakistan, seul pays musulman doté de l’arme nucléaire, et l’Iran sont tous les deux confrontés depuis des décennies à des insurrections larvées, le long de leur frontière commune.

Ces attaques réciproques surviennent au moment où le Proche-Orient est secoué par la guerre qui oppose le mouvement islamiste palestinien Hamas à Israël dans la bande de Gaza et les attaques des rebelles Houthis du Yémen, soutenus par l’Iran, contre des navires de commerce en mer Rouge.

“Ce matin, le Pakistan a mené une série de frappes de précision, hautement coordonnées et spécifiquement ciblées, contre des caches terroristes dans la province du Sistan-Balouchistan”, dans le Sud-Est de l’Iran, a annoncé dans un communiqué le ministère pakistanais des Affaires étrangères.

“La mesure (...) a été prise au vu de renseignements crédibles sur d’imminentes activités terroristes à une large échelle”, a-t-il justifié, affirmant qu’un “certain nombre de terroristes” avaient été tués. Au moins neuf personnes, dont

quatre enfants et trois femmes “tous de nationalité non-iraniennne”, ont été tués dans des villages frontaliers, ont rapporté les médias d’Etat iraniens en citant le vice-gouverneur de la province du Sistan-Balouchistan, Alireza Marhamati.

Le chargé d’affaires pakistanais a été convoqué pour donner des “explications”, ont-ils aussi annoncé.

Iran et Pakistan s’accusent fréquemment de permettre à des groupes rebelles d’opérer à partir de leurs territoires respectifs pour lancer des attaques, mais il est rare que les forces de l’un ou l’autre de ces pays soient impliquées.

- “Intérêt national” -

“Le Pakistan respecte complètement la souveraineté et l’intégrité territoriale de la République islamique d’Iran”, a assuré le ministère pakistanais des Affaires étrangères.

“Le seul objectif de l’action d’aujourd’hui (jeudi) était d’œuvrer à la sécurité du Pakistan et à notre intérêt national, qui sont primordiaux et ne peuvent pas être compromis”, a-t-il ajouté.

La Chine, qui entretient des liens privilégiés avec Islamabad et Téhéran, s’est dite jeudi prête “à jouer un rôle constructif pour apaiser la situation”.

Téhéran avait mené mardi soir une frappe aérienne contre des “cibles terroristes” au Pakistan. Islamabad avait jugé mercredi “totalement inacceptable” et in-

justifiée cette attaque, qui avait causé la mort de deux enfants.

Selon des médias pakistanais, elle s’était produite près de Panjgur, dans le Sud-Ouest de la province du Balouchistan (Ouest), où Pakistan et Iran partagent une frontière d’un millier de kilomètres.

Le Balouchistan, province la plus grande, la moins peuplée et la plus pauvre du Pakistan, qui borde aussi l’Afghanistan, est secoué par intermittence depuis des décennies par une rébellion séparatiste.

La province est riche en hydrocarbures et en minerais, mais sa population se plaint d’être marginalisée et spoliée de ses ressources naturelles.

En réponse, le Pakistan, qui s’apprête à tenir des élections générales le 8 février, a rappelé son ambassadeur en Iran et décidé d’empêcher le retour de l’ambassadeur iranien, qui est actuellement dans son pays.

- “Par missile et drone” -

Le Premier ministre par intérim du Pakistan, Anwar-ul-Haq Kakar, va abrégé son déplacement au Forum de Davos (Suisse) “au vu des développements actuels”, a annoncé jeudi en conférence de presse la porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères, Mumtaz Zahra Baloch.

L’attaque iranienne “par missile et par drone” avait visé le quartier général au Pakistan du groupe jihadiste Jaish al-Adl

(Armée de la Justice en arabe), en réponse à une “agression contre la sécurité” de l’Iran, selon l’agence de presse iranienne Mehr.

Jaish al-Adl, formé en 2012, a mené plusieurs attaques sur le sol iranien ces dernières années. Le groupe est considéré comme une “organisation terroriste” par les Etats-Unis.

En décembre, Jaish-al-Adl avait revendiqué l’attaque d’un commissariat de police de Rask au Sistan-Balouchistan, dans laquelle 11 agents de police iraniens avaient été tués.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, avait insisté mercredi sur le fait que “Jaish al-Adl est un groupe terroriste qui agit contre la sécurité commune des deux pays”.

Mardi, l’Iran avait aussi procédé à des tirs de missiles sur ce qu’il a qualifié de quartiers généraux d’“espions” et de cibles “terroristes” en Syrie et au Kurdistan irakien autonome.

Les Etats-Unis ont condamné ces frappes iraniennes, le porte-parole du département d’Etat, Matthew Miller, dénonçant le fait que Téhéran ait “violé les frontières souveraines de ses voisins au cours des derniers jours”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

19 janvier 2024

# L'Iran se rappelle au monde comme une puissance balistique majeure

Paris, 19 jan 2024 (AFP) — En frappant cette semaine au Pakistan, en Irak et en Syrie, l'Iran a démontré une nouvelle fois l'efficacité de son programme balistique, démarré il y a près de 40 ans et poursuivi malgré les sanctions internationales.

Mardi, l'Iran a procédé à des tirs sur ce qu'il a qualifié de quartiers généraux d'"espions" et de cibles "terroristes" en Syrie et au Kurdistan irakien autonome.

Téhéran a également visé des "cibles terroristes" au Pakistan, causant la mort de deux enfants selon Islamabad, qui a riposté mercredi, faisant neuf morts selon l'Iran.

Aperçu des capacités d'un acteur régional sur lequel sont rivés les Occidentaux.

- Profondeur et précision -

L'Iran dispose d'un vaste arsenal de missiles de différentes portées — courte (300 km), moyenne (300-1.000) et longue (jusqu'à 2.000), dont une importante proportion est produite ou assemblée localement grâce un secteur industriel et universitaire de haut niveau.

"Il se passe rarement une année sans une annonce iranienne du développement d'un nouveau type de missiles de croisière ou balistique", souligne Eva Koulouriotis, experte indépendante.

Au fur et à mesure ont été développés des missiles à

combustible solide, "plus faciles à stocker et bien plus rapides à mettre en action (...) donc plus utiles tactiquement", relève pour sa part Jeremy Binnie, de la société de renseignement privée britannique Janes.

"Les Iraniens ont porté la technologie des scuds, depuis la portée de 300 km des missiles reçus dans les années 80, jusqu'à 1.600 km et plus", ajoute-t-il à l'AFP, évoquant aussi "de bien meilleurs systèmes de guidage permettant des corrections de trajectoires".

- La guerre Iran-Irak -

La guerre Iran-Irak (1980-1988) a marqué un tournant pour Téhéran, qui a notamment acquis des missiles scud-B russes pour répondre aux frappes de Saddam Hussein.

"Cette expérience a laissé une impression durable sur les responsables iraniens qui en ont conclu que les missiles étaient un moyen de riposte efficace et un élément vital de leur défense", résume John Krzyzaniak, du Wisconsin project on Nuclear arms control.

Les investissements ont été d'autant plus importants qu'ils compensent les faiblesses de sa flotte aérienne. L'Iran "n'a pas été capable de rénover ses chasseurs ces dernières décennies et a compensé en construisant des missiles", ajoute l'expert.

- Les aides extérieures -

Farzan Sabet, du Geneva Gra-

duate Institute, souligne pour l'AFP que "le stock original de missiles balistiques de l'Iran a été fourni par la Libye, la Syrie et la Corée du Nord".

Téhéran s'est tournée aussi vers l'Union soviétique puis la Russie, avant d'acquérir une réelle autonomie. Aujourd'hui, "l'apport extérieur (...) n'est pas très clair mais il s'agirait plus de composants que de conception et développement complets", estime Jeremy Binnie.

Parallèlement, leurs missiles "utilisent probablement des composants sur étagères, tant les Iraniens savent intégrer des produits commerciaux" dans leurs armements.

Et ce, malgré les sanctions internationales notamment américaines, qui auront eu le mérite de ralentir le programme et d'en augmenter le coût, mais pas de l'annihiler, confirment les analystes.

- Des chiffres inconnus -

Comme souvent dans ce domaine, les stocks iraniens sont inconnus mais les experts les jugent pléthoriques, qu'ils soient aux mains de l'armée, du Corps des Gardiens de la révolution, ou des différents alliés de l'Iran dans la région, depuis le Hezbollah libanais jusqu'aux rebelles Houthis du Yémen.

L'estimation précise est quasi impossible, même en Iran seule, selon Eva Koulouriotis. L'armée et les Gardiens de la révolution "ont leur propres usines et en-

trepôts distincts", justifie-t-elle.

Des sources arabes et occidentales "font état de quelque 60.000 missiles mais selon moi, le chiffre est bien plus élevé et pourrait atteindre les 200.000" unités.

- Ambitions futures -

Le programme balistique de la République islamique nourrit ses ambitions nucléaires, qui s'appuieraient sur des missiles de haute technologie si elle devait acquérir la bombe, ce que les Occidentaux l'accusent de vouloir faire.

Mais "il a une mission conventionnelle importante pour permettre de frapper de loin des cibles avec précision" et pour "dissuader ses adversaires de frapper l'Iran et certains de ses intérêts à l'étranger, ou au moins leur en faire payer le prix fort", assure Farzan Sabet.

Parmi les objectifs de Téhéran figure "l'amélioration de leur capacité à frapper des cibles en mouvement", exigeant de meilleurs systèmes de guidage et une meilleure qualité de renseignement technique, estime de son côté John Krzyzaniak.

Téhéran devrait aussi vouloir repousser sa limite actuelle de portée de 2.000 kilomètres. Un projet compliqué, mais pas hors de portée de la puissance régionale.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2024

## Dans la Syrie instable, une guerre régionale larvée entre l'Iran et Israël

Beyrouth, 20 jan 2024 (AFP) — La frappe attribuée par l'Iran à Israël, qui a tué samedi des responsables iraniens à Damas, s'inscrit dans le cadre de la guerre larvée entre les deux pays, dont la Syrie instable est un des principaux terrains d'affrontements.

Depuis le début le 7 octobre de son conflit avec le Hamas palestinien dans le bande de Gaza, Israël a intensifié ses frappes contre le régime syrien et les groupes pro-iraniens dans le pays voisin.

De leur côté, les alliés régionaux de Téhéran, dont le Hezbollah libanais, se sont mobilisés pour soutenir le Hamas, au pouvoir à Gaza depuis 2007.

- Que vise Israël? -

La frappe qui a détruit un bâtiment à Damas a fait au moins quatre morts, dont, selon les médias iraniens, deux hauts responsables des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de Téhéran.

Le 25 décembre, un haut gradé de ce corps, le général Razi Moussavi avait été tué dans une frappe attribuée à Israël près de Damas.

Il était selon Téhéran "le responsable logistique", en Syrie, "de l'axe de la résistance", établi par l'Iran et regroupant les mouvements armés anti-israéliens dans la région.

Des raids israéliens ont également touché les aéroports de

Damas et d'Alep, dans le nord syrien.

La plupart des frappes "visent probablement à perturber les livraisons d'armes iraniennes au Hezbollah et aux groupes alignés sur l'Iran en Syrie", estime Aron Lund, du centre de réflexion Century International.

Israël pense que des armes sophistiquées, "comme les composants de missiles balistiques et de drones, sont acheminées à la fois par voie terrestre depuis l'Irak et (...) par voie aérienne vers les aéroports" syriens, explique-t-il.

- Qui tire sur les bases américaines? -

Depuis le 7 octobre, les alliés de l'Iran attaquent Israël et son principal allié, les Etats-Unis.

Le Hezbollah libanais a ouvert le front à la frontière israélo-libanaise, tandis que les rebelles Houthis attaquent des navires marchands au large du Yémen, dont ils contrôlent l'essentiel.

En Irak et en Syrie - morcelée en zones d'influences par la guerre qui dure depuis 2011 - les attaques se multiplient contre des bases américaines.

Entre le 17 octobre et le 17 janvier, au moins 140 attaques de drones, roquettes et missiles balistiques de courte portée ont été dénombrées, selon un responsable américain de la Défense.

La plupart n'ont pas atteint leurs

objectifs, selon ce responsable, qui a fait état d'une personne tuée en Irak.

Les frappes sont généralement revendiquées par la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse de combattants issus de groupes armés pro-iraniens.

Washington a répondu par des frappes ciblées en Irak.

Ces attaques restent cependant contenues, l'Iran et les Etats-Unis ayant répété ne pas souhaiter une déflagration régionale.

"Les deux parties tentent certainement de gérer le niveau de violence", estime Aron Lund.

"L'Iran et ses alliés (..) veulent forcer les Etats-Unis à réagir (...) soit en s'engageant dans un type de conflit que l'administration américaine espère éviter, soit en répondant à leurs demandes, qui visent à contenir Israël à Gaza", ajoute l'analyste.

Un nouveau développement est intervenu le 16 janvier avec des frappes iraniennes en Syrie et en Irak.

Téhéran a annoncé avoir visé en Syrie des objectifs liés en particulier au groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui avait revendiqué un attentat meurtrier le 4 janvier en Iran.

- Que se passe-t-il sur le Golan? -

Des tirs sporadiques visent par

ailleurs le Golan syrien occupé par Israël à partir du territoire syrien.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ils sont le fait de combattants syriens oeuvrant avec le Hezbollah.

Ces frappes n'ont pas eu un grand impact. Mais le 8 janvier, Israël a annoncé avoir tué une "figure centrale du Hamas" près du Golan, rendue responsable de ces attaques.

- Quid des autres acteurs? -

La Turquie a mené de nouvelles frappes en janvier contre les Kurdes qui ont établi une administration autonome dans le nord-est de la Syrie, ainsi que contre le Kurdistan irakien.

Ankara a affirmé réagir à la mort de neuf de ses soldats dans une attaque contre une de ses bases dans le nord de l'Irak.

La Jordanie, qui affirme lutter contre des trafics d'armes et de drogue, a mené récemment des raids dans le sud de la Syrie, près de la frontière commune.

Quant à l'EI, ses combattants cachés dans le désert syrien ont renouvelé depuis le début de l'année leurs attaques contre les troupes du régime de Bachar al-Assad

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2024

## Cinq membres des Gardiens de la Révolution tués à Damas dans un raid attribué à Israël

Damas, 20 jan 2024 (AFP) — Cinq membres des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, ont été tués samedi à Damas dans une frappe aérienne imputée à Israël, le président iranien Ebrahim Raïssi menaçant ce pays de représailles.

Parmi les victimes figurent deux hauts responsables des Gardiens, selon une source militaire et des médias iraniens.

La frappe a fait en tout dix morts, détruisant un bâtiment de quatre étages dans le quartier de Mazzé (ouest) où se tenait une "réunion de chefs pro-Iran", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie en guerre.

Ces dernières semaines, Israël, ennemi juré de l'Iran, a déjà été accusé d'avoir tué lors d'opérations ciblées un haut responsable iranien en Syrie et le numéro deux du Hamas au Liban, faisant craindre une extension de sa guerre contre le mouvement islamiste palestinien à Gaza.

Dans un communiqué, les Gardiens de la Révolution ont indiqué que l'attaque de samedi avait été menée avec des "avions de combat". Au total, cinq de leurs "conseillers militaires" et "des membres des

forces syriennes" ont été tués, ont-ils déclaré samedi soir.

Des médias iraniens ont présenté l'une des victimes comme étant "le général Sadegh Omidzadeh, responsable en Syrie du renseignement pour la Force Qods", l'unité d'élite chargée des opérations extérieures de l'Iran. Cette information n'a pas été confirmée officiellement.

- Menaces iraniennes de représailles -

L'armée israélienne a indiqué à l'AFP qu'elle ne "commentait pas les informations des médias étrangers".

le président iranien Ebrahim Raïssi a condamné un "lâche attentat". "Il ne fait aucun doute que la poursuite de tels actes terroristes et criminels (...) ne restera pas sans réponse" de la part de l'Iran, a-t-il averti.

Les Gardiens de la Révolution avaient mené cette semaine une attaque au Kurdistan irakien contre "un quartier général" d'où opéraient selon eux les services de renseignement extérieur d'Israël, expliquant riposter à de récentes opérations d'élimination de commandants iraniens ou alliés par Israël.

L'immeuble détruit est situé dans un quartier abritant des dirigeants des Gardiens de la Révolution, ainsi que des fac-

tions palestiniennes pro-iraniennes, selon l'OSDH.

L'agence officielle syrienne Sana a seulement confirmé une attaque contre un bâtiment à Mazzé, accusant Israël.

"J'ai entendu une explosion et j'ai vu un gros nuage de fumée", a dit un habitant du quartier à un correspondant de l'AFP.

Depuis le début de la guerre en Syrie voisine en 2011, Israël y a mené des centaines de frappes aériennes, visant essentiellement les forces pro-Iran et le Hezbollah libanais, alliés du régime syrien, ainsi que l'armée syrienne.

L'armée israélienne a intensifié ces opérations depuis le début de la guerre contre le mouvement islamiste palestinien du Hamas, allié du Hezbollah et de l'Iran.

Israël, qui revendique rarement ses opérations en Syrie, affirme qu'il ne permettra pas à l'Iran d'étendre sa présence en Syrie.

- Série de frappes meurtrières -

Le 25 décembre, les Gardiens de la Révolution ont accusé Israël d'avoir tué l'un de leurs commandants en Syrie, Razi Moussavi, visé par un tir de missile contre sa maison au sud de Damas.

Les Gardiens ont présenté Razi Moussavi comme "le responsable logistique" en Syrie "de l'axe de la résistance", une alliance hostile à Israël et aux Etats-Unis qui regroupe autour de l'Iran, notamment le Hezbollah, le Hamas et les rebelles yéménites Houthis.

Le 2 janvier, le numéro deux du Hamas, Saleh al-Arouri, et six autres cadres du Hamas ont été tués dans des frappes de drones, attribuées à Israël, dans la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah.

La guerre dans la bande de Gaza a été déclenchée par une attaque sans précédent du Hamas le 7 octobre dans le sud d'Israël qui a entraîné la mort de 1.140 personnes, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP à partir de chiffres officiels israéliens.

En représailles, Israël a juré "d'anéantir" le mouvement palestinien. Ses opérations militaires dans la bande de Gaza ont tué près de 25.000 personnes, en grande majorité femmes, enfants et adolescents, selon le ministère de la Santé du Hamas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2024

## Frappes à Damas: l'Iran accuse Israël et menace de représailles

Téhéran, 20 jan 2024 (AFP) — L'Iran a accusé samedi Israël d'avoir mené l'attaque ayant entraîné la mort de quatre responsables militaires iraniens en Syrie, et l'a menacé de représailles "au moment et à l'endroit appropriés", selon un communiqué de la diplomatie iranienne.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, "a fermement condamné l'acte criminel du régime sioniste", qui est "une tentative désespérée de propager l'instabilité et l'insécurité dans la région".

"Outre la poursuite politique, juridique et internationale de ces actions agressives et criminelles, la République isla-

mique d'Iran se réserve le droit de répondre au terrorisme organisé du faux régime sioniste au moment et à l'endroit appropriés", a-t-il ajouté.

Le Corps des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a confirmé que quatre de ses membres avaient été tués dans cette frappe qui a visé samedi un bâtiment à Damas et fait dix morts au total, selon une ONG syrienne.

Des médias iraniens ont présenté l'une des victimes comme étant "le général Sadegh Omidzadeh, responsable en Syrie du renseignement pour la Force Qods", la branche des opérations extérieures de l'Iran. Cette information n'a pas été confir-

mée officiellement.

Pour le porte-parole de la diplomatie iranienne, "la violation fréquente de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie et l'escalade des attaques agressives et provocatrices contre diverses cibles" dans ce pays démontrent "l'impuissance et la désespérance" d'Israël "sur le champ de bataille contre les forces de résistance à Gaza et en Cisjordanie au cours des 100 derniers jours".

Les Gardiens avaient annoncé mardi avoir lancé plusieurs salves de missiles balistiques sur des cibles à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, détruisant "un quartier général d'espionnage" qu'ils ont attribué à Israël.

Ces frappes ont tué au moins "quatre civils" et fait six blessés, selon les autorités irakiennes. L'Iran a expliqué avoir mené ces derniers jours des frappes en Irak, en Syrie et au Pakistan en réponse à de récentes opérations d'élimination de commandants iraniens ou alliés, et à des attaques perpétrées dans le pays.

Fin décembre, Téhéran avait accusé Israël d'avoir éliminé en Syrie le général de brigade Razi Moussavi, un autre important commandant de la Force Qods.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2024

## Irak: tirs de missiles balistiques contre une base de la coalition internationale, confirme l'armée américaine

Washington, 20 jan 2024 (AFP) — Des combattants pro-Iran ont tiré samedi des missiles balistiques sur une base abritant des troupes américaines en Irak, a annoncé le Commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom), faisant état d'un soldat irakien blessé et de possibles blessés côté américain.

"Vers 18H30 (heure de Bagdad), le 20 janvier, des missiles balistiques et des roquettes ont été tirés par des combattants soutenus par l'Iran contre la base aérienne d'al-Assad, dans l'ouest de l'Irak", a annoncé sur les réseaux sociaux le Centcom.

Le commandement américain a ajouté qu'un "militaire irakien a été blessé" et que des "évaluations sont en cours sur un certain

nombre de membres du personnel pour des lésions cérébrales traumatiques".

Selon la même source, la plupart des missiles ont été interceptés par les systèmes de défense anti-aérienne.

Auparavant, un responsable de la police irakien et un militaire américain avaient indiqué qu'une dizaine de missiles avaient été tirés samedi dans l'ouest de l'Irak contre la base militaire d'Aïn al-Assad abritant des soldats américains et d'autres troupes de la coalition internationale antijihadiste.

Les attaques ont été revendiquées dans un communiqué par la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse de combattants issus

de groupes armés pro-Iran, qui ont déjà mené des dizaines de frappes contre la coalition antijihadistes depuis la mi-octobre.

La plupart ont été revendiquées par "la Résistance Islamique en Irak" et Washington a plusieurs fois lancé ses propres représailles. Les Etats-Unis entretiennent 2.500 soldats en Irak et 900 environ en Syrie.

Les tirs de samedi interviennent dans un contexte régional explosif, alimenté par les répercussions de la guerre dans la bande de Gaza entre Israël, allié des Etats-Unis, et le mouvement palestinien Hamas, soutenu par l'Iran.

Samedi, cinq membres des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran ont été tués

dans une frappe à Damas imputée à Israël par Téhéran, qui a menacé de représailles.

Lundi soir déjà, l'Iran avait effectué des tirs de missiles balistiques contre le Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, assurant avoir pris pour cible un site utilisé par "des espions du régime sioniste (Mossad)".

Entre le 17 octobre et le 17 janvier, au moins 140 attaques de drones, roquettes et missiles balistiques de courte portée ont visé la coalition antijihadistes mobilisée contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, selon un responsable américain de la Défense.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris

23 janvier 2024

## Iran: un homme exécuté pour le meurtre d'un policier lors des manifestations de 2022

Téhéran, 23 jan 2024 (AFP) — L'Iran a exécuté mardi un homme condamné pour avoir tué un policier et en avoir blessé cinq autres lors des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini en 2022, a annoncé l'agence judiciaire Mizan Online.

“La peine de mort de Mohammad Ghobadlou a été appliquée ce matin après 487 jours de procédure légale”, a indiqué l'agence.

Les faits s'étaient déroulés durant les émeutes provoquées en septembre 2022 par la mort

de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, la jeune femme devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression violente de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Téhéran a accusé principalement les Etats-Unis, ennemi

juré de l'Iran, d'être derrière ces protestations.

En février 2023, la Cour suprême iranienne avait accordé à Mohammad Ghobadlou une suspension de l'exécution et confié l'affaire à une autre juridiction afin de procéder à un examen de sa santé mentale, selon un rapport de l'agence de presse iranienne Mehr.

Mardi, la Cour avait finalement approuvé l'application de la peine capitale la jugeant conforme à la loi islamique.

Mohammad Ghobadlou est la

huitième personne exécutée après avoir été condamnée pour meurtre ou violences à l'encontre des forces de sécurité lors de ces manifestations.

L'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par an, le plus souvent par pendaison, après la Chine, selon l'organisation de défense des droits humains Amnesty International.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2024

## Le président iranien Raïssi en visite mercredi à Ankara

Istanbul, 23 jan 2024 (AFP) — Le président iranien Ebrahim Raïssi se rendra mercredi à Ankara, après deux reports de sa visite, pour s'entretenir avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, a indiqué mardi à l'AFP une source diplomatique turque.

L'agence de presse officielle iranienne Irna a également annoncé la visite en Turquie du chef de l'Etat iranien, déjà annoncée fin novembre puis début janvier après un double attentat revendiqué par le groupe jihadiste État islamique, qui avait fait 89 morts.

Selon des analystes, les deux

dirigeants s'entreprendront de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien et des moyens d'empêcher son extension, alors que les tensions vont croissant au Moyen-Orient.

Accusant Israël, le président Raïssi a ainsi juré samedi de venger la mort de cinq membres des Gardiens de la Révolution iraniens tués dans une frappe en Syrie.

Ennemi juré de l'Iran, Israël a déjà été accusé d'avoir tué ces dernières semaines un haut responsable iranien en Syrie et le numéro deux du Hamas au Liban, faisant craindre une ex-

tension de sa guerre contre le Hamas.

Les Gardiens de la Révolution ont mené le 15 janvier une attaque au Kurdistan irakien contre “un quartier général” d'où opéraient selon eux les services de renseignement extérieur israéliens.

Par ailleurs, les rebelles yéménites Houthis que soutient Téhéran continuent d'attaquer des navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, disant agir en solidarité avec les Palestiniens, malgré les frappes américano-britanniques contre leurs positions au Yémen.

D'autres sujets bilatéraux, parmi lesquels les relations commerciales turco-iraniennes et l'ouverture d'un nouveau post-frontière entre les deux pays voisins, devraient également être abordés.

Pour sa première visite en Turquie, M. Raïssi sera accompagné d'une “délégation politique et économique de haut rang”, souligne l'agence Irna.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2024

## Turquie: le parlement ratifie l'adhésion de la Suède à l'Otan

Ankara, 23 jan 2024 (AFP) — Le parlement turc a ratifié mardi l'adhésion de la Suède à l'Otan, point final à vingt mois de tractations qui ont testé la patience des alliés occidentaux d'Ankara, désireux de faire front uni face à Moscou.

La candidature suédoise, qui ne nécessite plus désormais que le feu vert de la Hongrie, a été approuvée par les députés turcs avec 287 voix pour et 55 contre.

“Aujourd’hui, nous avons fait un pas de plus vers l’adhésion à part entière à l’Otan”, a réagi dans la foulée le Premier ministre suédois Ulf Kristersson sur le réseau social X (ex-Twitter).

La Suède, en passe de devenir le 32e pays membre de l'Alliance atlantique, avait annoncé sa candidature en mai 2022, en même temps que la Finlande, admise en avril dernier.

Dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les

deux pays voisins ont rompu avec des décennies de neutralité après la Seconde Guerre mondiale, puis de non-alignement militaire depuis la fin de la Guerre froide.

Pour satisfaire les exigences d'Ankara, la Suède est allée jusqu'à réformer sa Constitution et adopter une nouvelle loi antiterroriste, la Turquie accusant le pays nordique de mansuétude envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, considérés pour certains comme terroristes par Ankara.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a ajouté début décembre comme condition à une ratification l'approbation “simultanée” par le Congrès américain de la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie, retardant encore le feu vert de son parlement.

Ankara avait aussi exigé que le Canada autorise la vente à la Turquie d'un composant optique utilisé dans la fabrication de drones de combat.

- dernier acte à Budapest -

Le gouvernement américain n'est pas hostile à la vente des F-16 mais le Congrès l'a bloquée jusqu'ici en raison notamment des tensions récurrentes entre la Turquie et la Grèce, également membre de l'Otan, bien que les relations entre les deux pays se soient réchauffées ces derniers mois.

M. Erdogan s'est entretenu le mois dernier par téléphone avec le président américain Joe Biden, qui a fait valoir que la Turquie pourrait obtenir l'approbation requise du Congrès en cas de ratification de l'adhésion suédoise.

Le dernier acte avant une entrée de la Suède dans l'Otan se jouera désormais en Hongrie, seul autre pays de l'Alliance à avoir conservé des liens étroits avec Moscou malgré l'invasion de l'Ukraine.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a convié mardi son homologue suédois à Budapest pour tenter de lever les

derniers obstacles à un feu vert de son parlement.

Budapest, qui a donné son soutien de principe à l'entrée de la Suède mais traîne des pieds depuis des mois, appelle Stockholm à cesser sa politique de “dénigrement” à l'égard du gouvernement hongrois, accusé de dérive autoritaire.

Le ministre suédois des Affaires étrangères a répondu sèchement à l'invitation, affirmant que son pays n'avait “pas de raison” de négocier actuellement avec la Hongrie.

“Lors du sommet de Madrid l'année dernière, la Hongrie (...) a octroyé à la Suède le statut d'invité” en vue d'une adhésion à l'Otan, sans poser de réserve, a souligné Tobias Billström.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2024

## Financement du terrorisme: prison avec sursis requise contre un ex-avocat et deux journalistes

Paris, 23 jan 2024 (AFP) — Des peines de prison avec sursis, de dix mois à cinq ans, ont été requises mardi contre un ex-avocat de jihadistes et deux journalistes jugés à Paris pour avoir notamment transféré des fonds à des membres du groupe Etat islamique (EI), selon eux pour les aider à quitter le “califat” et se rendre.

La peine la plus lourde, soit cinq ans avec sursis, a été requise contre l'ancien avocat

Bruno V., 50 ans, passé “d'auxiliaire de justice à auxiliaire de jihadistes”, selon les mots du représentant du parquet, Benjamin Chambre, devant le tribunal correctionnel.

Aucun des prévenus ne peut se voir reprocher d'adhérer à l'idéologie de l'EI, a reconnu le magistrat. Pour autant, “c'est une tache indélébile” que Bruno V. “laisse sur la robe noire qu'il a été contraint de décrocher”, a-t-il fustigé.

“Avocat engagé, puis enragé”, Bruno V. a “perdu pied”, a-t-il tancé: le prévenu, a résumé le procureur, a participé à la corruption d'un officier de l'armée irakienne pour tenter - en vain - d'épargner la vie du jihadiste Maximilien Thibaut lors de la bataille de Mossoul en 2017. En outre, selon l'accusation, il s'est investi pour organiser l'évasion de deux femmes jihadistes d'un camp géré par les Forces démocratiques sy-

riennes (FDS), dominées par les Kurdes.

Le parquet a par ailleurs requis 10 et 12 mois de prison avec sursis contre les journalistes Edith B., 43 ans, et Céline M., 44 ans.

Autrices d'un livre-enquête sur les femmes françaises ayant rejoint l'EI, elles sont jugées pour avoir transféré des fonds afin de payer des passeurs pour “exfiltrer” plusieurs femmes de

Syrie ou d'Irak - et pour avoir pris part à l'opération ratée de sauvetage de Maximilien Thibaut.

Les deux journalistes ont été "entraînées dans un tourbillon qui leur a fait perdre repères, distance, et une certaine raison", a martelé M. Chambre.

Devant le tribunal, Edith B. et Céline M. avaient admis être "sorties du cadre" de leur métier, mais avaient maintenu avoir agi par "humanité", pour "sauver des vies".

Ce positionnement suscite le "malaise", a estimé le procureur: "d'omniscientes" sur le jihadisme des années 2010, les deux journalistes "se sont pensées omnipotentes, aptes à décider qui était dangereux, et qui pouvait être sauvé ou pas", a-t-il critiqué. Il a par ailleurs requis des peines de prison avec sursis, de six mois à trois ans, contre les trois autres prévenus, deux mères et le beau-père de jeunes Français convertis et radicalisés, partis rejoindre l'EI en Syrie. La justice leur reproche d'avoir envoyé plusieurs milliers d'euros à leurs enfants - pour

subvenir à leurs besoins, selon eux.

Les deux mères étaient également jugées pour avoir détourné les fonds d'associations de parents en détresse, qu'elles avaient fondées, et que les pouvoirs publics ont largement subventionnées. "L'argent public, censé financer la prévention du terrorisme, finissait dans les caisses de l'EI, cruelle ironie !", a lancé le représentant du parquet.

Ces familles, a-t-il concédé, ont énormément souffert, mais cela n'excuse pas leurs "agisse-

ments inacceptables et condamnables", selon lui.

"J'espérais un peu plus d'humanité", a plaidé l'avocate de l'une des familles, Gaëlle Dumont, plaidant que ses clients ont agi sous la "contrainte" car ils ne pouvaient faire autrement que d'aider leurs enfants.

Le procès doit s'achever mercredi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2024

## Iran: l'ex-président Rohani empêché de se présenter à une élection

Téhéran, 24 jan 2024 (AFP) — L'ancien président modéré d'Iran Hassan Rohani a été disqualifié comme candidat à l'élection prévue en mars pour renouveler l'Assemblée des experts, chargée de nommer le guide suprême, a annoncé mercredi son site internet.

Le religieux, âgé de 75 ans, a présidé la République islamique de 2013 à 2021 et souhaitait rester membre de l'Assemblée des experts, dans laquelle il est élu depuis 1999.

"Les juristes du Conseil des Gardiens n'ont pas approuvé la qualification" de Hassan Rohani, a indiqué le site officiel de l'ancien président, sans donner les raisons de cette décision.

Plus tard dans la journée, M. Rohani a dénoncé "l'approche anticonstitutionnelle" de la "minorité totalitaire au pouvoir", selon son site internet.

"Ni la Révolution (islamique) ni le pays n'appartiennent à ceux qui m'ont disqualifié pour des motivations politiques (...) Ils n'ont pas non plus l'autorité requise pour décider des intérêts du pays", a-t-il affirmé.

M. Rohani a également accusé la "minorité dirigeante" de vouloir "réduire la participation du peuple aux élections" afin de pouvoir "décider du sort du peuple".

Hassan Rohani avait déclaré s'être "engagé sur un chemin difficile et abrupt" en annonçant

en novembre sa candidature pour cette élection au scrutin universel qui se déroulera le 1er mars en même temps que les législatives.

L'ex-président conserve une certaine influence politique et s'est montré critique du gouvernement dominé par les conservateurs et des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, notamment après le mouvement de contestation ayant secoué le pays à la suite de la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs.

L'Assemblée des experts, un collège formé de 88 religieux élus pour huit ans, est chargée

de nommer, surveiller, et éventuellement démettre le guide suprême, plus haute autorité de l'Iran.

L'actuel guide suprême est l'ayatollah Ali Khamenei, en poste depuis 1989 et âgé de 84 ans.

L'Assemblée des experts est présidée par Ahmad Jannati, un religieux ultraconservateur de 96 ans qui ne se représente pas. Le vice-président est l'actuel président de l'Iran, Ebrahim Raïssi, candidat à un nouveau mandat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.



24 janvier 2024

## Le président iranien Raïssi en visite à Ankara, Gaza en toile de fond

Ankara, 24 jan 2024 (AFP) — Le président iranien Ebrahim Raïssi est arrivé mercredi à Ankara, où il doit s'entretenir avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan de la guerre à Gaza et des moyens d'empêcher son extension.

La visite, annoncée et reportée à deux reprises, intervient sur fond de tensions croissantes au Moyen-Orient

“L'une des questions importantes, qui inquiète tous les musulmans et les peuples éveillés dans le monde aujourd'hui, est la question palestinienne”, a souligné M. Raïssi avant son départ de Téhéran, selon l'agence officielle iranienne Irna.

“L'Iran et la Turquie ont une position commune de soutien au peuple palestinien et à (sa) résistance”, a-t-il ajouté.

Malgré les efforts menés pour arrêter les bombardements sur Gaza, “à cause du soutien des Américains et des Occidentaux au régime sioniste, nous continuons d'assister au martyre de femmes, d'enfants et d'innocents palestiniens”, a dénoncé M. Raïssi.

Le président Erdogan a lui aussi pris fait et cause pour le Hamas, qu'Israël a juré d'anéantir en représailles à l'attaque lancée le 7 octobre sur le sol israélien par le mouvement islamiste palestinien, qui a fait environ 1.140 morts, essentiellement des civils.

Près de 26.000 Palestiniens, pour la plupart des civils également, ont été tués dans les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza, selon le Hamas.

Le chef de l'Etat turc a qualifié Israël d'“Etat terroriste” et le Hamas -dont la République islamique d'Iran est un des principaux soutiens internationaux- de “groupe de libérateurs”.

M. Erdogan, qui a rappelé début novembre l'ambassadeur de Turquie à Tel-Aviv, a toutefois jugé impossible de “rompre complètement” avec Israël.

- “proximité tactique” -

Les Iraniens ont accusé Israël d'avoir tué ces dernières semaines un haut responsable iranien en Syrie et le numéro deux du Hamas au Liban, faisant craindre une extension de sa guerre contre le Hamas, tandis que les Gardiens de la Révolution ont mené mi-janvier une attaque au Kurdistan irakien contre “un quartier général” d'où opéraient, selon eux, les services de renseignement extérieur israéliens.

Ajoutant à une situation explosive, les rebelles yéménites Houthis soutenus par Téhéran, disant agir en solidarité avec les Palestiniens, ont multiplié ces dernières semaines les attaques contre des navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, entraînant des

frappes américano-britanniques au Yémen.

“Les Iraniens jugent positives les déclarations fermes d'Erdogan, mais ils lui reprochent de ne pas rompre avec Israël”, souligne Arif Keskin, chercheur spécialiste des relations turco-iraniennes à Ankara, pour qui la guerre à Gaza a toutefois créé une “proximité tactique” entre Téhéran et Ankara.

“Il est possible que Raïssi et Erdogan annoncent des mesures symboliques concernant la Palestine, mais je pense qu'ils se concentreront sur les manières de contenir le conflit (...) car c'est ce qu'Ankara et Téhéran souhaitent”, estime Arash Azizi, maître de conférences en sciences politiques à l'Université américaine de Clemson.

- relations complexes -

Mais les deux voisins entretiennent des relations complexes sur plusieurs dossiers.

La Turquie a notamment appuyé les groupes rebelles en Syrie, contre le président Bachar al-Assad soutenu par Moscou et Téhéran.

Le soutien d'Ankara à l'Azerbaïdjan à propos du territoire disputé du Haut-Karabakh, dont Bakou s'est emparé en septembre lors d'une offensive éclair, a aussi irrité l'Iran, qui s'inquiète que la montée en

puissance de Bakou dans le Caucase puisse alimenter des ambitions séparatistes au sein de sa propre minorité ethnique azérie.

L'Iran voit en outre d'un mauvais oeil toute ambition de l'Azerbaïdjan, allié d'Ankara, de se ménager un couloir en territoire arménien vers l'enclave du Nakhitchevan qui longe la frontière nord de l'Iran et pourrait compliquer son propre accès à l'Arménie.

La visite du président Raïssi, qui est accompagné d'une large délégation, vise aussi à renforcer les liens commerciaux avec Ankara, souligne Arash Azizi.

“La Turquie est un pays musulman, un voisin et un partenaire commercial et économique important de la République islamique”, a rappelé M. Raïssi, souhaitant porter “le volume des échanges et les relations économiques entre nos deux pays à 30 millions de dollars”.

Les deux présidents pourraient ainsi discuter de l'ouverture d'un nouveau point de passage entre leurs deux territoires en vue de faciliter le commerce bilatéral.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2024

## Erdogan et Raïssi ensemble à Ankara pour éviter l'escalade

Ankara, 24 jan 2024 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a insisté sur le danger d'une escalade des tensions au Moyen-Orient en recevant mercredi son homologue iranien, Ebrahim Raïssi, qui l'a indirectement appelé à rompre avec Israël.

"Nous sommes convenus de l'importance d'éviter toute action susceptible de compromettre plus encore la sécurité et la stabilité de notre région", a affirmé le président Erdogan devant la presse, au côté de M. Raïssi.

Le chef de l'Etat turc a également appelé à prendre des "mesures urgentes" pour mettre fin au conflit entre Israël et le Hamas palestinien, dénonçant une nouvelle fois des "attaques inhumaines" contre les civils gazouais.

Le président iranien, dont la visite en Turquie intervient sur fond de tensions croissantes dans la région, a appelé devant son hôte à rompre avec Israël, l'ennemi juré de Téhéran, avec lequel Ankara maintient ses relations commerciales.

"Couper les liens avec le régime sioniste (...) peut être efficace pour le forcer à mettre fin à toutes ces atrocités", a-t-il lancé, accusant une nouvelle fois les Etats-Unis de responsabilité dans le sang versé à Gaza.

Les deux chefs d'Etat ont aussi affirmé leur volonté de lutter contre les menaces terroristes, trois semaines après un double attentat suicide revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique, qui a fait 89 morts dans le sud de l'Irak.

Les soldats turcs ont eux aussi payé un lourd tribut ces dernières semaines dans leur combat dans le nord de l'Irak contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les deux dirigeants ont par ailleurs affiché leur volonté d'accroître leur commerce bilatéral, pour le porter à 30 milliards de dollars.

- "Etat terroriste" -

Fervent défenseur de la cause palestinienne, le président Erdogan est l'un des plus virulents critiques d'Israël depuis le début de la guerre à Gaza, lancée en représailles à l'attaque du 7 octobre sur le sol israélien par le mouvement islamiste palestinien, qui a fait environ 1.140 morts, essentiellement des civils.

Près de 26.000 Palestiniens, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont été tués dans les bombardements israéliens sur la bande de Gaza, selon le Hamas.

Le chef de l'Etat turc a qualifié Israël d'"Etat terroriste" et le Hamas - dont la République islamique d'Irak est un des principaux soutiens internationaux - de "groupe de libérateurs".

M. Erdogan, qui a rappelé début novembre l'ambassadeur de Turquie à Tel-Aviv, a toutefois jugé impossible jusqu'ici de "rompre complètement" avec Israël avec lequel son pays continue de commercer.

Les Iraniens accusent eux Israël d'avoir tué ces dernières semaines un haut responsable iranien en Syrie et le numéro deux du Hamas au Liban, faisant craindre une extension de sa guerre contre le Hamas.

Les Gardiens de la Révolution ont mené mi-janvier une attaque au Kurdistan irakien contre "un quartier général" d'où opérait, selon eux, le renseignement extérieur israélien.

Ajoutant à une situation explosive, les rebelles yéménites Houthis soutenus par Téhéran, disant agir en solidarité avec les Palestiniens, ont multiplié ces dernières semaines et mercredi encore les attaques contre des navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, entraînant en riposte des frappes américano-britanniques sur leurs positions au Yémen.

- "Proximité tactique" -

Selon des experts, la guerre à Gaza a créé une "proximité tactique" entre Téhéran et Ankara malgré leurs relations complexes voire dissonnantes sur plusieurs dossiers.

La Turquie a notamment appuyé les groupes rebelles en Syrie contre le président Bachar al-Assad, soutenu par Moscou et Téhéran.

Le soutien d'Ankara à l'Azerbaïdjan à propos du territoire disputé du Haut-Karabakh, dont Bakou s'est emparé en septembre 2023 lors d'une offensive éclair, a aussi irrité l'Irak.

Téhéran s'inquiète d'une montée en puissance de Bakou dans le Caucase qui alimenterait des ambitions séparatistes au sein de sa propre minorité ethnique azérie.

L'Irak voit en outre d'un mauvais oeil toute ambition de l'Azerbaïdjan, allié d'Ankara, de se ménager un couloir en territoire arménien vers l'enclave du Nakhitchevan qui longe la frontière nord de l'Irak et pourrait compliquer son propre accès à l'Arménie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 janvier 2024

## La loi sur l'adhésion de la Suède à l'Otan publiée au journal officiel turc

Istanbul, 25 jan 2024 (AFP) — Le journal officiel turc a publié jeudi la loi sur l'adhésion de la Suède à l'Otan, dernière étape technique dans la ratification par Ankara de la candidature de Stockholm pour intégrer l'Al-

liance atlantique.

Cette publication, survenue au surlendemain du vote favorable du Parlement turc, met fin à 20 mois de tractations qui ont testé la patience des alliés occiden-

taux d'Ankara, désireux de faire front uni face à Moscou dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déjà signé le docu-

ment, ce qui signifie que la Turquie a désormais franchi toutes les étapes requises.

Les pays occidentaux ont salué le nouveau pas de la Suède vers l'Otan après le vote favo-

rable du Parlement turc, la Hongrie constituant désormais l'étape finale pour lui permettre d'adhérer à l'Alliance menée par les États-Unis.

La Suède avait annoncé en mai 2022, dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine,

sa candidature à l'Otan, en même temps que la Finlande, devenue en avril le 31e membre de l'organisation.

Pour satisfaire les exigences d'Ankara, la Suède a réformé sa Constitution et adopté une nouvelle loi antiterroriste, la

Turquie accusant la Suède de mansuétude envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, considérés pour certains comme terroristes par Ankara.

Début décembre, M. Erdogan avait ajouté comme condition à la ratification d'Ankara l'ap-

probation "simultanée" par le Congrès américain de la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 janvier 2024

## Rennes: 16 à 25 ans de prison requis contre sept Irakiens après le meurtre d'un passeur

Rennes, 25 jan 2024 (AFP) — Des peines de 16 à 25 ans de réclusion criminelle ont été requises jeudi à Rennes contre sept hommes originaires d'Irak, accusés du meurtre d'un Irakien de 35 ans en 2020 en périphérie de Mans sur fond de règlement de comptes entre groupes de passeurs.

Cinq sont accusés de meurtre en bande organisée, un pour complicité et un dernier pour récidive de meurtre en bande organisée. Aucun de ces sept hommes, assistés par des traducteurs, n'a reconnu les faits pour lesquels ils comparaissent depuis le 17 janvier devant la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine.

Certains d'entre eux sont originaires de la ville de Ranya, dans la région du Kurdistan irakien.

Parmi ces accusés figurent deux frères. La peine la plus lourde, 25 ans, a été requise contre le plus âgé, né en 1991, qui a quitté l'Irak vers 16 ans pour partir seul en Europe par le biais de passeurs. Il a déjà été condamné à deux reprises en France, en 2015 et 2018, dans des affaires liées à des trafics de migrants.

Vingt ans ont été requis contre son frère, né en 1999, arrivé en Allemagne avec leurs parents en 2015 et jamais condamné en France.

"Tous les protagonistes avaient un problème avec la victime", avait résumé le juge.

Tous les accusés sont en détention provisoire.

La mère et le frère de la victime se sont portés partie civile.

En janvier 2020, alors que des migrants squattaient une ancienne scierie désaffectée au Mans, des hommes étaient arrivés et avaient tué par arme à feu un trentenaire irakien.

Ce n'est pas la première fois que les tribunaux rennais jugent des affaires de passeurs présumés sur fond de luttas pour le contrôle des aires d'autoroute

où des migrants s'embarquent dans des camions pour gagner l'Angleterre.

En mars 2022, trente personnes de nationalité irakienne avaient été jugées devant le tribunal correctionnel pour trafic de migrants vers la Grande-Bretagne. Vingt-sept avaient été condamnées à des peines d'emprisonnement.

Le verdict est attendu vendredi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 janvier 2024

## Bagdad et Washington vont discuter de l'avenir de la coalition antijihadistes

Bagdad, 25 jan 2024 (AFP) — L'Irak et les Etats-Unis ont annoncé jeudi de prochaines discussions sur l'avenir de la coalition internationale antijihadistes en vue d'aboutir à un calendrier permettant une réduction de ses effectifs, en pléines tensions régionales et attaques récurrentes de groupes armés pro-Iran.

Les Etats-Unis déploient environ 2.500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie voisine, engagés au sein de la coalition in-

ternationale qu'ils ont créée en 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI).

De nombreux pays participent à cette coalition qui a épaulé les forces irakiennes dans les grandes batailles contre l'EI. Pour empêcher une résurgence de l'organisation jihadiste, des soldats américains, français, britanniques ou encore espagnols sont toujours stationnés en Irak et fournissent assistance et conseils aux troupes irakiennes.

Sur fond de guerre à Gaza entre Israël, allié de Washington, et le Hamas palestinien, soutenu par Téhéran, des groupes armés pro-Iran en Irak ont mené des attaques contre les soldats américains et la coalition, entraînant une riposte des forces américaines.

Ces développements ont finalement poussé le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani à réclamer un départ de la coalition d'Irak.

Jeudi, le ministère des Affaires étrangères irakien a annoncé dans un communiqué le lancement de "groupes de travail" dans le cadre d'une "commission militaire suprême" unissant Bagdad et Washington.

Ces groupes vont "évaluer le danger posé par l'EI" ainsi que "le renforcement des capacités des forces irakiennes, en vue de créer un calendrier précis déterminant la durée de la présence des conseillers de la coalition en Irak, et le début d'une

réduction progressive et étudiée de ces conseillers”, selon le texte.

A Washington, la porte-parole adjointe du ministère de la Défense, Sabrina Singh, a indiqué à des journalistes que la taille des effectifs militaires américains en Irak ferait “certains des discussions à mesure que les choses progressent”.

- Exercice d'équilibriste -

Auparavant, un haut responsable de la Défense américaine assurait toutefois que le dispositif n'était “pas une négociation sur le retrait des forces américaines d'Irak”.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, il a souligné “la nécessité de basculer vers une relation bilatérale normale en matière de sécurité”, assurant ne pas être en mesure de donner “une date” pour cette “transition éventuelle”.

Dans un communiqué, le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin confirmait le lancement “dans les prochains jours” des groupes de travail.

“Trois facteurs clés” seront examinés, a-t-il dit: “la menace de l'EI, les exigences opérationnelles (...) et le niveau des capacités des forces de sécurité irakiennes”.

Après une montée en puissance fulgurante en Irak et en Syrie, l'EI a été mis en déroute sous les coups des forces locales aidées par la coalition. Bagdad a proclamé en 2017 sa “victoire” contre les jihadistes.

La situation volatile oblige depuis des semaines M. Soudani à se livrer à un délicat exercice d'équilibriste. Porté au pouvoir par une majorité parlementaire formée de partis pro-Irak, il doit préserver les rapports stratégiques avec les Etats-Unis.

En recevant à Bagdad le chef de la diplomatie espagnole José

Manuel Albares, M. Soudani a réitéré le besoin de remplacer la coalition internationale par “des relations bilatérales avec tous les pays” membres.

- “Eviter un débordement” -

Pour le ministre espagnol, “les attaques contre les troupes étrangères doivent cesser”.

“Nous sommes ici à la demande du gouvernement irakien et nous partirons quand le gouvernement irakien l'envisagera”, a-t-il dit, jugeant “crucial d'éviter un débordement de la crise à Gaza”.

Depuis la mi-octobre, les groupes armés pro-Irak ont mené plus de 150 tirs de roquettes et frappes de drones contre les soldats américains et ceux de la coalition, en Irak et en Syrie.

En représailles, Washington a déjà effectué plusieurs frappes en Irak contre ces groupes.

Les attaques contre la coalition ont été revendiquées par la “Résistance islamique en Irak”, nébuleuse de combattants issus des groupes armés pro-Irak affichant leur solidarité avec les Palestiniens et réclamant le départ des troupes américaines.

Et jeudi soir encore, un “drone” lancé par “les milices hors-la-loi” a été abattu alors qu'il allait cibler une base abritant les troupes de la coalition à l'aéroport international d'Erbil, selon les services antiterroristes du Kurdistan autonome dans le nord d'Irak.

Toujours au Kurdistan, des tirs de roquettes ont visé tard jeudi le complexe gazier de Khor Mor dans la province de Souleimaniyeh, un responsable local assurant que les pompiers avaient été dépêchés pour tenter d'éteindre un incendie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2024

## Washington donne son feu vert aux F-16 réclamés par la Turquie

Washington, 27 jan 2024 (AFP) — Mettant fin à des mois de tractations, le gouvernement américain a donné vendredi son feu vert à la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie, pour un montant de 23 milliards de dollars, dans la foulée de la ratification par Ankara de l'adhésion de la Suède à l'Otan.

La vente prévoit l'acquisition par la Turquie de 40 nouveaux F-16 et par la Grèce de 40 F-35 pour un montant de 8 milliards de dollars, a fait savoir le département d'Etat vendredi.

Ce dernier a formellement notifié, comme l'exige la loi américaine, le Congrès de cette double vente vendredi en fin de journée.

Les Etats-Unis ont attendu pour ce faire que les instruments de ratification par la Turquie de l'adhésion suédoise à l'Otan soient physiquement déposés à Washington, a précisé un responsable américain s'exprimant sous couvert d'anonymat, témoignant du caractère ultrasensible des négociations qui ont prévalu à cet accord.

En tant que dépositaires du Traité de l'Atlantique nord, tous les instruments de ratification doivent être déposés dans la capitale fédérale, qui accueillera en juillet un sommet pour les 75 ans de l'Alliance atlantique.

La loi américaine exige par ailleurs que le Congrès soit notifié de toute vente d'armement

américain à un gouvernement étranger.

L'affaire des F-16 pour la Turquie, qui en a besoin pour moderniser sa force aérienne, est l'histoire d'une longue saga qui a émaillé les discussions entre les Etats-Unis et la Turquie dans le sillage de la candidature suédoise à l'Alliance atlantique.

Le Parlement turc a approuvé mardi l'adhésion de Stockholm, mettant fin à 20 mois de tractations qui ont testé la patience des alliés occidentaux d'Ankara, désireux de faire front uni face à Moscou dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a mené un bras de

fer exigeant d'abord de la Suède une série de réformes et posant ensuite comme condition cette vente simultanée d'avions F-16 américains.

Pour satisfaire les exigences d'Ankara, la Suède a réformé sa Constitution et adopté une nouvelle loi antiterroriste, la Turquie accusant la Suède de mansuétude envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, considérés pour certains comme terroristes par Ankara.

La Suède avait annoncé en mai 2022, dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine en février, sa candidature à l'Otan, en même temps que la Finlande, devenue en avril le 31e membre de l'organisation.

- Intense séquence -

Si le gouvernement américain a toujours été favorable à la vente de F-16 à la Turquie, des élus au Congrès notamment démocrates s'y étaient opposés et bloquaient le dossier arguant du bilan négatif des droits de l'homme en Turquie et des tensions avec la Grèce.

Et ils avaient directement liés ce contrat à la ratification turque.

De ce fait, l'administration Biden s'était retenue jusqu'à ce vendredi d'en notifier le Congrès.

L'influent président démocrate de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Ben Cardin, a fait part, dans un commu-

niqué diffusé vendredi soir, de son accord pour la vente, soulignant n'avoir "pas pris cette décision à la légèreté".

Le Congrès a le pouvoir de bloquer en votant une résolution conjointe mais personne ne s'y attend, la condition de la ratification de l'adhésion suédoise étant à présent levée.

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a mené une intense séquence diplomatique entre Athènes et Ankara pour obtenir cet accord, allant jusqu'à répéter par trois fois au président turc lors d'un déplacement à Ankara juste après le séisme en février 2023, qu'il n'y aurait pas d'avions sans ratification, selon le responsable.

L'accord a nécessité au préalable qu'Athènes s'engage à ne pas faire obstruction à la vente, et Athènes se voit accorder de façon simultanée des F-35 plus perfectionnés.

Athènes avait vivement contesté la vente d'avions de combat F-16 à Ankara en raison des différends territoriaux qui l'opposent depuis longtemps à la Turquie dans la région de la Méditerranée orientale, riche en ressources énergétiques.

Ce nouvel élargissement de l'Otan n'est cependant pas tout à fait terminé.

Il reste à la Hongrie de ratifier l'adhésion suédoise malgré les promesses de Budapest qu'elle

ne serait pas le dernier pays à donner son feu vert.

"Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a une fois de plus montré qu'il était le membre le moins fiable de l'Otan", a déploré le sénateur Ben Cardin.

A Washington, on dit s'attendre à ce que cela prenne encore quelques semaines mais que la Hongrie s'est engagée à aller de l'avant, ce qui permet d'envisager une cérémonie de levée de drapeaux lors d'une prochaine ministérielle de l'Otan, à son siège de Bruxelles en avril.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 janvier 2024

## Iran: quatre hommes exécutés pour espionnage en faveur d'Israël

Paris, 29 jan 2024 (AFP) — Quatre membres de la minorité kurde d'Iran, accusés d'espionnage pour le compte d'Israël, ont été pendus lundi, malgré la campagne menée en leur faveur par des organisations de défense des droits humains, qui avaient qualifié leur procès d'inéquitable.

Les quatre hommes avaient été arrêtés le 23 juillet 2022 alors qu'ils préparaient une opération contre un centre du ministère de la Défense à Ispahan, grande ville du centre de l'Iran, pour le compte du Mossad, a indiqué l'agence Mizan Online de l'Autorité judiciaire.

Le ministère du Renseignement avait alors annoncé avoir "identifié un réseau d'agents de l'organisation sioniste d'espionnage, dont tous les membres avaient été arrêtés", selon Mizan.

Condamnés à mort en septembre 2023, ils ont été pendus lundi à l'aube.

Selon l'agence judiciaire, les quatre hommes avaient été recrutés par le Mossad, le service de renseignement extérieur d'Israël, "environ un an et demi avant l'opération". Ils avaient ensuite été envoyés dans des pays africains pour "des stages d'entraînement dans les centres militaires de ces pays".

Des officiers du Mossad étaient présents à ces formations, a précisé l'agence, qui n'a pas fait état de leur appartenance à l'ethnie kurde, très discriminée au sein de la République islamique et dont les membres sont condamnés à mort de manière disproportionnée, selon plusieurs organisations de défense des droits humains.

L'exécution des quatre hommes, tous âgés de moins de 30 ans, semblait imminente, alors que leurs proches avaient été convoqués dimanche pour une dernière rencontre avant leur pendaison à la prison de Ghezel Hesar, dans la ville de Karaj, proche de Téhéran.

Elle survient dans un contexte de recrudescence des pendaisons en Iran, où, selon les mêmes ONG, deux personnes ont été exécutées en moyenne chaque jour de janvier.

D'après Amnesty international, qui décrit les quatre hommes comme des "dissidents kurdes iraniens", la peine capitale avait été prononcée à leur encontre "à l'issue d'un procès secret manifestement inéquitable". Ils avaient également été contraints à des "aveux" à la télévision iranienne, selon Amnesty.

L'Iran a aussi "harcelé et intimidé sans relâche leurs familles pour avoir défendu leurs proches", a ajouté l'ONG.

- 65 exécutions en 2024 -

Leur exécution "est fondée sur des aveux obtenus sous la torture et sans procès équitable. Elle est considérée comme une exécution extrajudiciaire", a déclaré Mahmood Amiry-Moghadam, directeur du groupe Iran

Human Rights (IHR), basé en Norvège, qui évalue à 65 le nombre de détenus déjà pendus en 2024.

"Je ne pardonnerai ni n'oublierai ce qui s'est passé aujourd'hui!", a commenté sur X Joanna Taimasi, l'épouse d'un des quatre hommes, qui vit désormais hors d'Iran et a fait campagne ces derniers jours pour que leur vie soit épargnée.

Agés de 26 à 28 ans et originaires de régions à population kurde de l'ouest de l'Iran, ils avaient été "privés de leurs droits fondamentaux à une représentation juridique, à des visites et même à la communication avec leurs familles", a dénoncé l'association de défense des droits des Kurdes Hengaw.

"Même selon les normes de la République islamique d'Iran, les exigences minimales d'un procès équitable n'avaient pas été respectées dans leur cas", a regretté Hengaw.

Dans une lettre ouverte, 20 groupes de défense des droits humains, dont l'IHR, ont exhorté la Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme de l'ONU, Nada Al-Nashif, à "reconsidérer" sa visite prévue en Iran vendredi, compte tenu de l'augmentation "alarmante" du nombre d'exécutions et du risque que ce voyage puisse être utilisé comme une "outil de propagande" par Téhéran.

Les mêmes critiques ont été formulées la semaine dernière après que Mohammad Ghobadlou a été pendu, alors que ce jeune Iranien souffrait de "problèmes mentaux" et que le jugement le concernant avait été annulé.

Iran et Israël se livrent depuis des années une guerre larvée.

Israël accuse l'Iran - qui dément - de vouloir acquérir la bombe

atomique et dit chercher par tous les moyens à l'en empêcher. Israël veut aussi contrer l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

Téhéran l'accuse en retour d'être à l'origine d'une série de sabotages et d'assassinats visant son programme nucléaire.

En août 2023, l'Iran avait affirmé avoir déjoué un projet "très complexe" initié par le Mossad

de "sabotage" de son industrie de missiles balistiques. Quelques mois plus tôt, en février, Téhéran avait accusé Israël d'être responsable d'une attaque par drones d'un site militaire à Ispahan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 janvier 2024

## Commerces en grève dans l'ouest de l'Iran après l'exécution de quatre Kurdes

Paris, 30 jan 2024 (AFP) — Les entreprises et commerces ont fermé leurs rideaux mardi dans plusieurs villes kurdes de l'ouest de l'Iran, dans une grève générale de protestation contre l'exécution la veille de quatre Kurdes accusés de collaboration avec Israël, ont indiqué des ONG et des activistes.

Arrêtés en 2022, les quatre hommes ont été pendus lundi, malgré la campagne menée en leur faveur par des organisations de défense des droits humains, qui avaient qualifié leur procès d'inéquitable.

Hengaw, une ONG basée en Norvège, et le Réseau kurde des droits humains, basé en France, ont publié des images montrant les magasins fermés dans les

centres des villes de Kermanshah, Saqez et Sanadaj.

La grève est observée dans une douzaine de villes, selon Hengaw, qui mentionne des coupures d'internet et des hélicoptères survolant la zone.

La grève est un "succès total", a écrit sur X Abdullah Motahadi, secrétaire général du parti kurde Komala, interdit par Téhéran et qui revendique une plus grande autonomie pour la minorité kurde d'Iran.

Les médias iraniens n'ont pas fait état de cette mobilisation.

La région kurde d'Iran a été très active dans le mouvement de protestation qui a secoué le pays depuis la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini, décédée

en septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour non respect du strict code vestimentaire islamique. Joanna Taimasi, la veuve de Mohsen Mazloum, l'un des quatre hommes exécutés lundi, a indiqué sur X que les autorités iraniennes avaient refusé de rendre les corps aux familles et que les dépouilles seraient enterrées "en un lieu indéterminé".

Bayan Azimi, dont le mari Pejman Fatehi a été également pendu, a raconté sur Instagram qu'elle avait coupé la mèche de cheveu que son fils se faisait pousser en attendant la libération de son père.

Les quatre hommes avaient été arrêtés le 23 juillet 2022 alors

qu'ils préparaient une opération contre un centre du ministère de la Défense à Ispahan, grande ville du centre de l'Iran, pour le compte du Mossad, selon les autorités judiciaires iraniennes.

Amnesty International les a qualifiés de "dissidents kurdes iraniens" et dénoncé un "procès secret manifestement inéquitable".

Leur exécution est survenue dans un contexte de recrudescence des pendaisons en Iran, où, selon les ONG, deux personnes ont été exécutées par jour en moyenne en janvier.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.